

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto



CANADA

Gouvernement
Publications

TREATY SERIES 1976 No. 28 RECUEIL DES TRAITÉS

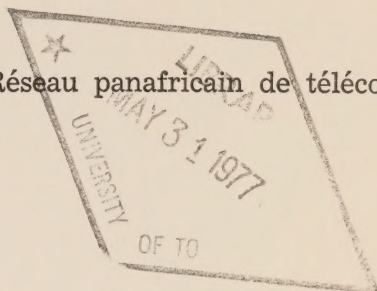
CAI
EA10
- T67

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Accord relatif à un tronçon du Réseau panafricain de télécommunications

Ottawa, le 14 mai 1975

En vigueur le 1^{er} janvier 1976



TELECOMMUNICATIONS

Agreement relating to a Section of the Pan-African Telecommunications Network

Ottawa, May 14, 1975

In force January 1, 1976





CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 28 RECUEIL DES TRAITÉS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Accord relatif à un tronçon du Réseau panafricain de télécommunications

Ottawa, le 14 mai 1975

En vigueur le 1^{er} janvier 1976

TELECOMMUNICATIONS

Agreement relating to a Section of the Pan-African Telecommunications Network

Ottawa, May 14, 1975

In force January 1, 1976

**ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE DAHOMEY, LA HAUTE-VOLTA, LE
MALI, LE NIGER ET LE SÉNÉGAL RELATIF À UN TRONÇON DU
RÉSEAU PANAFRICAIN DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY
(ci-après appelé «le Dahomey»)

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA HAUTE-VOLTA
(ci-après appelé «la Haute-Volta»)

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI
(ci-après appelé «le Mali»)

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER
(ci-après appelé «le Niger»)

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
(ci-après appelé «le Sénégal»); et

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
(ci-après appelé «le Canada»)

ATTENDU que le Dahomey, la Haute-Volta, Le Mali, le Niger et le Sénégal, en vue de la réalisation de leur programme respectif de développement économique et social, souhaitent obtenir la coopération et l'assistance financière et technique du Canada pour la réalisation et la mise en service du tronçon du Réseau panafricain de télécommunications qui s'étend de Kaolack, au Sénégal, jusqu'à Bohicon, au Dahomey en passant par le Mali, la Haute-Volta et le Niger.

ATTENDU que le Canada est disposé à consentir à chacun des Gouvernements africains énumérés ci-dessus un prêt leur permettant de se procurer au Canada les biens et services nécessaires à la réalisation de la portion du réseau panafricain de télécommunications située sur leur territoire respectif,

ATTENDU qu'il est essentiel de déterminer les modalités de la coopération et de la mise en commun des ressources entre les Gouvernements du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Canada si l'on doit atteindre les objectifs du présent accord,

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE I

Dans cet accord, «projet» signifie l'ensemble du tronçon du réseau panafricain de télécommunications situé sur les territoires du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal et financé par les prêts consentis en vertu de cet accord à ces pays. Le projet est décrit de façon plus détaillée à l'Annexe «A».

ARTICLE II

Le présent document et les Annexes «A» «B» et «C» ci-jointes, font partie intégrante du présent accord.

(Translation)

**AGREEMENT BETWEEN CANADA AND DAHOMEY, UPPER VOLTA, MALI,
NIGER AND SENEGAL CONCERNING A SECTION OF THE PAN-
AFRICAN TELECOMMUNICATIONS NETWORK**

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF DAHOMEY
(hereinafter referred to as "Dahomey")

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF UPPER VOLTA
(hereinafter referred to as "Upper Volta")

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MALI
(hereinafter referred to as "Mali")

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF NIGER
(hereinafter referred to as "Niger")

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SENEGAL
(hereinafter referred to as "Senegal"); and

THE GOVERNMENT OF CANADA
(hereinafter referred to as "Canada")

WHEREAS Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal, with a view to carrying out their respective economic and social development programs, wish to obtain the co-operation and financial and technical assistance of Canada in establishing and making operative the section of the Pan-African Telecommunications Network that extends from Kaolack, in Senegal, to Bohicon, in Dahomey, via Mali, Upper Volta and Niger, and

WHEREAS Canada is prepared to grant each of the African Governments listed above a loan that will enable it to acquire in Canada the goods and services required to construct that part of the Pan-African Telecommunications Network which is located in its territory, and

WHEREAS it is essential to determine terms and conditions for co-operation and pooling of resources among the Governments of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger, Senegal and Canada if the objectives of the present agreement are to be achieved.

Have agreed as follows:

ARTICLE I

For the purposes of this agreement, "project" means the entire section of the Pan-African Telecommunications Network that is located in the territories of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal and financed by the loans granted to those countries under this Agreement. The project is described in further detail in Schedule "A".

ARTICLE II

This document and Schedules "A" and "B" attached hereto are integral parts of this Agreement.

ARTICLE III

Les prêts

3.01 Le Canada met à la disposition du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal, aux termes et conditions ci-après stipulés, une somme de vingt-deux millions quatre cent trente mille dollars (\$22,430,000).

3.02 La somme de vingt-deux millions quatre cent trente mille dollars (\$22,430,000) mentionnée au paragraphe 3.01 représente le coût des biens et services financés par le Canada en vertu du présent accord pour la réalisation du projet tel qu'estimé à la date de la signature du présent accord.

3.03 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal conviennent que:

- (a) vingt-deux et quatre dixièmes pour cent du projet (22.4%) d'un coût approximatif de cinq millions quarante mille dollars (\$5,040,000) sera situé sur le territoire du Dahomey;
- (b) douze et deux dixièmes pour cent du projet (12.2%) d'un coût approximatif de deux millions sept cent cinquante mille dollars (\$2,750,000) sera situé sur le territoire de la Haute-Volta;
- (c) vingt-neuf et huit dixièmes pour cent du projet (29.8%) d'un coût approximatif de six millions sept cent vingt mille dollars (\$6,720,000) sera situé sur le territoire du Mali;
- (d) dix-huit et cinq dixièmes pour cent du projet (18.5%) d'un coût approximatif de quatre millions quatre-vingt mille dollars (\$4,080,000) sera situé sur le territoire du Niger; et
- (e) dix-sept et un dixième pour cent du projet (17.1%) d'un coût approximatif de trois millions huit cent quarante mille dollars (\$3,840,000) sera situé sur le territoire du Sénégal.

3.04 Les sommes mentionnées au paragraphe 3.03 sont basées sur le coût estimatif du projet et ne sont données qu'à titre indicatif. Ces sommes peuvent par conséquent varier suivant le coût définitif du projet. Pour les fins du présent accord, lesdites sommes constitueront les montants des prêts consentis au Dahomey, à la Haute-Volta, au Mali, au Niger et au Sénégal par le Canada en vertu dudit accord.

3.05 Le Canada, aux termes et conditions stipulés au présent accord, met à la disposition:

- (a) du Dahomey, une somme de cinq millions quarante mille dollars, (\$5,040,000);
- (b) de la Haute-Volta, une somme de deux millions sept cent cinquante mille dollars, (\$2,750,000);
- (c) du Mali, une somme de six millions sept cent vingt mille dollars, (\$6,720,000);
- (d) du Niger, une somme de quatre millions quatre-vingt mille dollars, (\$4,080,000); et
- (e) du Sénégal, une somme de trois millions huit cent quarante mille dollars, (\$3,840,000).

3.06 Les sommes mentionnées au paragraphe 3.05 sont en dollars canadiens.

3.07 Le Canada ouvrira dans ses livres cinq comptes de prêts au nom du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal et créditera ces comptes des montants mentionnés aux alinéas 3.05 (a) à 3.05 (e) inclusivement. Des retraits et paiements pourront être faits à même ces comptes conformément aux dispositions du présent accord.

ARTICLE III

Loans

3.01 Canada makes available to Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal, on the terms and conditions hereinafter stipulated, the sum of twenty-two million, four hundred and thirty thousand dollars (\$22,430,000).

3.02 The sum of twenty-two million, four hundred and thirty thousand dollars (\$22,430,000) mentioned in paragraph 3.01 represents the cost of goods and services financed by Canada pursuant to the present agreement for execution of the project, as estimated on the date of signing of this agreement.

3.03 Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal agree that:

- (a) twenty-two and four-tenths per cent (22.4%) of the project, costing approximately five million, forty thousand dollars (\$5,040,000) will be located in the territory of Dahomey;
- (b) twelve and two-tenths per cent (12.2%) of the project, costing approximately two million, seven hundred and fifty thousand dollars (\$2,750,000) will be located in the territory of Upper Volta;
- (c) twenty-nine and eight-tenths per cent (29.8%) of the project, costing approximately six million, seven hundred and twenty thousand dollars (\$6,720,000) will be located in the territory of Mali;
- (d) eighteen and five-tenths per cent (18.5%) of the project, costing approximately four million, eighty thousand dollars (\$4,080,000) will be located in the territory of Niger;
- (e) seventeen and one-tenth per cent (17.1%) of the project, costing approximately three million, eight hundred and forty thousand dollars (\$3,840,000) will be located in the territory of Senegal.

3.04 The amounts mentioned in paragraph 3.03 are based on the estimated cost of the project. They are thus approximate only, and may vary according to the final cost of the project. For the purposes of this agreement, the said amounts shall be the amounts of the loans granted to Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal by Canada under the said agreement.

3.05 Canada, under the terms and conditions stipulated in this agreement, makes available:

- (a) To Dahomey, the sum of five million, forty thousand dollars (\$5,040,000);
- (b) To Upper Volta, the sum of two million, seven hundred and fifty thousand dollars (\$2,750,000);
- (c) To Mali, the sum of six million, seven hundred and twenty thousand dollars (\$6,720,000);
- (d) To Niger, the sum of four million, eighty thousand dollars (\$4,080,000); and
- (e) To Senegal, the sum of three million, eight hundred and forty thousand dollars (\$3,840,000).

3.06 The amounts mentioned in paragraph 3.05 are in Canadian dollars.

3.07 Canada will open five loan accounts in its books, in the names of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal, and will credit to these accounts the amounts mentioned in sub-paragraphs 3.05 (a) to 3.05 (e) inclusive. Withdrawals and payments may be made from these accounts in accordance with the provisions of this Agreement.

3.08 Les prêts consentis par le Canada en vertu du présent accord sont exempts d'intérêts, de frais de service et de toutes autres charges ou obligations de même nature.

3.09 Le remboursement par le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal des prêts consentis par le Canada en vertu du présent accord s'effectuera au moyen de quatre-vingts (80) versements semestriels égaux, dûs et payables le 31 mars et le 30 septembre de chaque année, à compter du 31 mars 1986 jusqu'au 30 septembre 2026.

3.10 Les versements mentionnés au paragraphe 3.09 seront:

- (a) dans le cas du Dahomey, d'une somme de soixante-trois mille dollars (\$63,000.00);
- (b) dans le cas de la Haute-Volta, d'une somme de trente-quatre mille trois cent soixante-quinze dollars (\$34,375.00);
- (c) dans le cas du Mali, d'une somme de quatre-vingt quatre mille dollars (\$84,000.00);
- (d) dans le cas du Niger, d'une somme de cinquante et un mille dollars (\$51,000.00); et
- (e) dans le cas du Sénégal, d'une somme de quarante-huit mille dollars (\$48,000.00).

3.11 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal ou l'un d'eux pourront en tout temps et sans avis préalable au Canada rembourser par anticipation les prêts qui leur ont été consentis en vertu de cet accord. Le montant de tout paiement effectué par anticipation par l'un quelconque des états ci-dessus mentionnés s'appliquera aux tranches des prêts qui resteront à payer à l'époque où ledit paiement par anticipation sera effectué dans l'ordre inverse des échéances.

3.12 Tous les paiements ou remboursements des prêts prévus dans le présent accord devront être faits au receveur général du Canada en dollars canadiens. Ces paiements ou remboursements seront censés avoir été faits lorsqu'ils auront été reçus par le receveur général du Canada, à Ottawa.

3.13 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal reconnaissent que le montant des prêts qui leur ont été consentis en vertu de cet accord devra être remboursé au Canada intégralement et sans aucune déduction; le montant desdits prêts sera exempt d'impôts, de taxes, de droits ou de toutes autres charges fiscales imposés en vertu des lois en vigueur sur leur territoire respectif ou dans l'une quelconque de leurs circonscriptions administratives, politiques ou judiciaires.

3.14 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger ou le Sénégal, dans la mesure où leur situation financière et économique pourra le leur permettre, conviennent d'amorcer des négociations avec le Canada en vue d'établir les modalités d'un remboursement accéléré des prêts qui leur ont été consentis en vertu du présent accord si le Canada leur en faisait la demande.

ARTICLE IV

Utilisation des Prêts

4.01 Sauf avec le consentement explicite du Canada, les montants des prêts consentis par le Canada au Dahomey, à la Haute-Volta, au Mali, au Niger et au Sénégal en vertu de cet accord ne pourront être utilisés par ces États que dans le but de se procurer au Canada les biens et services nécessaires à la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif.

3.08 The loans granted by Canada under this Agreement are exempt from interest, service charges and any other charges or obligations of a similar nature.

3.09 Repayment by Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal of the loans granted by Canada under the present agreement shall be made in eighty (80) equal semi-annual payments, due and payable on March 31 and September 30 of each year, from March 31, 1986 until September 30, 2026.

3.10 The payments mentioned in paragraph 3.09 shall be:

- (a) in the case of Dahomey, in the amount of sixty-three thousand dollars (\$63,000);
- (b) in the case of Upper Volta, in the amount of thirty-four thousand, three hundred and seventy-five dollars (\$34,375);
- (c) in the case of Mali, in the amount of eighty-four thousand dollars (\$84,000);
- (d) in the case of Niger, in the amount of fifty-one thousand dollars (\$51,000); and
- (e) in the case of Senegal, in the amount of forty-eight thousand dollars (\$48,000).

3.11 Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal, together or singly, may at any time and without prior notice to Canada repay in advance the loans granted them under this agreement. The amount of any advance repayment made by any one of the countries mentioned above shall be applied to the loan instalments still payable at the time the said advance repayment is made, by reverse order of due dates.

3.12 All payments or repayments of loans for which the present agreement provides shall be made to the Receiver General for Canada, in Canadian dollars. Such payments or repayments shall be considered to have been made as soon as they are received by the Receiver General for Canada, in Ottawa.

3.13 Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal acknowledge that the amounts of the loans granted them under this agreement shall be repaid to Canada in their entirety, without any deductions; the amounts of the said loans shall be exempt from all taxes, duties or any other fiscal charges levied under the laws in effect in their respective territories or in any of their administrative political or judicial districts.

3.14 Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal agree, in so far as their financial and economic situations may permit, to open negotiations with Canada for the purpose of establishing conditions for accelerated repayment of the loans granted them under this Agreement, if Canada should so request.

ARTICLE IV

Use of the Loans

4.01 Unless Canada gives its explicit consent, the amounts of the loans granted by Canada to Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal under this agreement may not be used by these countries except for the purpose of obtaining in Canada the goods and services required to execute that portion of the project located in their respective territories.

4.02 Étant donné le caractère régional du projet et aussi compte tenu des difficultés considérables au plan pratique qui ne manqueraient pas de surgir si le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal devaient conclure des contrats de construction distincts pour la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal demandent à l'Agence canadienne de développement international, (ci-après appelée l'A.C.D.I.) qui accepte par les présentes ledit mandat, d'agir en leur nom ou de nommer un autre Ministère, Agence ou Organisme du Gouvernement du Canada pour ce faire et de conclure avec l'entrepreneur ou les entrepreneurs qui seront sélectionnés par le Canada le ou les contrats requis pour la réalisation de l'ensemble du projet.

4.03 Il est entendu que le ou les contrats dont il est question au paragraphe 4.02 seront octroyés et administrés par l'A.C.D.I. conformément au Règlement sur les marchés de l'État du Gouvernement du Canada en vigueur au moment de la passation des contrats. Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal devront signifier leur accord au choix de l'entrepreneur ou des entrepreneurs sélectionnés par l'A.C.D.I. pour la réalisation du projet ainsi qu'aux termes des contrats qui seront passés avec ces entrepreneurs.

4.04 Les modalités d'obtention et de paiement de l'équipement, des biens et services nécessaires à la réalisation du projet sont énoncés à l'annexe «B» au présent accord. L'annexe «C» définit les devoirs, obligations et responsabilités du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal en rapport avec le projet de même que le régime de douane applicable en matière de droits de douane, d'importation, d'inspection, d'impôts directs ou indirects ou autres taxes de même nature.

4.05 Les biens et les services dont l'achat est financé au moyen des prêts consentis en vertu du présent accord devront servir exclusivement à la réalisation du projet; les biens et services obtenus du Canada et financés au moyen de ces prêts devront être d'origine canadienne dans une proportion d'ensemble d'au moins soixante-six et deux-tiers pour cent (66 ⅔%) sauf autorisation contraire du Canada.

4.06 Les prêts ne pourront servir à l'achat de biens ou à payer le coût de services prévus dans des ententes conclues antérieurement au présent accord sans le consentement explicite du Canada.

4.07 Les prêts consentis par le Canada au Dahomey, à la Haute-Volta, au Mali, au Niger et au Sénégal en vertu de cet accord ne pourront être utilisés par ces derniers pour payer des impôts, taxes, honoraires, frais ou droits de douane, d'importation ou d'inspection imposés directement ou indirectement par l'un quelconque de ces pays sur des biens importés ou des services obtenus du Canada et requis pour la réalisation du projet.

ARTICLE V

Retrait des comptes de prêts

5.01 Les retraits des comptes de prêts ouverts par le Canada au profit du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal en vertu de cet accord seront censés se produire aux dates auxquelles le Canada fera des versements en leur nom à l'entrepreneur ou aux entrepreneurs canadiens chargés de la réalisation du projet ou à leurs représentants dûment mandatés à l'égard de biens et services fournis ou rendus relativement à la portion du projet située sur leur territoire respectif.

5.02 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal conviennent que le Canada pourra retirer en leur nom des comptes de prêts établis en vertu de cet accord les sommes nécessaires pour payer le coût des biens et services fournis ou

4.02 In view of the regional nature of the project, and also in view of the considerable practical problems that would arise if Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal were to conclude separate construction contracts for the execution of that portion of the project located in their respective territories, Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal ask the Canadian International Development Agency (hereinafter referred to as CIDA), which hereby accepts the said mandate, to act on their behalf or to appoint another Department, Agency or Organization of the Government of Canada to do so, and to conclude with the contractor or contractors, who will be selected by Canada, the contract or contracts required for execution of the entire project.

4.03 It is understood that the contract or contracts referred to in paragraph 4.02 shall be awarded and administered by CIDA in accordance with the Government Contract Regulations of the Government of Canada which are in effect at the time the contracts are made. Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal shall indicate their agreement with the choice of contractor or contractors selected by CIDA to execute the project and with the provisions of the contracts made with the contractors.

4.04 The terms and conditions upon which the equipment, goods and services required to carry out the project will be obtained and paid for are stated in Schedule "B" of this Agreement. Schedule "C" defines the duties, obligations and responsibilities of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal with regard to the project, and also specifies the customs regulations governing customs duty, import and inspection fees, direct or indirect taxes or other taxes of a similar nature.

4.05 The goods and services purchased with the proceeds of the loans granted under this Agreement shall be used exclusively for execution of the project; goods and services obtained from Canada and financed by means of these loans shall be of Canadian origin in an overall proportion of at least sixty-six and two-thirds per cent (66 ⅔%), unless Canada authorizes otherwise.

4.06 The loans may not be used to purchase goods or pay the cost of services provided under agreements concluded prior to the present Agreement, without the explicit consent of Canada.

4.07 The loans granted by Canada to Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal under this Agreement may not be used by the latter to pay taxes, fees, expenses, customs duty or import or inspection fees levied directly or indirectly by any of these countries on goods imported or services obtained from Canada and required for execution of the project.

ARTICLE V

Withdrawals from the Loan Accounts

5.01 Withdrawals from the loan accounts opened by Canada for Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal pursuant to this Agreement shall be considered to be made on the dates when Canada makes payments on their behalf to the Canadian contractor or contractors responsible for carrying out the project, or to their duly authorized representatives, for goods provided and services rendered in connection with that portion of the project located in their respective territories.

5.02 Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal agree that Canada may withdraw on their behalf from the loan accounts established under this Agreement the sums required to pay the cost of goods provided and services rendered by the

rendus par le ou les entrepreneurs, en rapport avec la portion du projet située sur leur territoire, le tout conformément aux dispositions de l'annexe «B».

ARTICLE VI

Comités de coordination

6.01 Compte tenu du caractère régional du projet, du besoin de consultation et de la nécessité d'une collaboration étroite entre eux, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger, le Sénégal, et le Canada conviennent de la nécessité de créer un Comité supérieur de coordination et un Comité technique de coordination, dont les pouvoirs et les attributions sont déterminés par l'entente intervenue entre les pays participants.

ARTICLE VII

Annulation et suspension

7.01 Le Canada pourra suspendre en totalité ou en partie le droit du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal d'effectuer des retraits des comptes de prêts établis en vertu de cet accord ou exiger le paiement immédiat du montant utilisé par ces États et annuler la portion des prêts qui n'a pas encore été utilisée advenant un manquement de la part de l'un quelconque des États ci-dessus mentionnés en ce qui concerne l'exécution de l'un ou l'autre des engagements pris en vertu du présent accord par ces États, soit l'un envers l'autre, soit vis-à-vis du Canada.

7.02 Si le montant total de l'un des prêts consentis par le Canada en vertu de cet accord n'est pas engagé par l'un quelconque des pays bénéficiaires relativement à la portion du projet située sur son territoire, le solde de ce prêt sera annulé quatre-vingt-dix (90) jours après la remise d'un préavis à cet effet par le Canada. Les tranches du remboursement que devrait effectuer le pays concerné seront réduites en conséquence.

ARTICLE VIII

Engagements généraux

8.01 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal mettront tout en œuvre pour que la portion du projet située sur leur territoire soit exécutée, réalisée, gérée et entretenue avec soin et efficacité selon les règles de l'art et d'une saine gestion financière.

8.02 Le Dahomey, la Haute-Volta, le Niger, le Mali et le Sénégal collaboreront avec le Canada de la manière la plus complète possible à la réalisation de l'ensemble du projet. Chacun s'engage à fournir tous les renseignements qui pourront lui être raisonnablement demandés concernant l'état des travaux de la portion du projet située sur son territoire. Chacun de ces États fera connaître le plus tôt possible au Canada et aux autres États participants toute difficulté, condition ou contingence qui, selon lui, gêne ou risque de gêner la réalisation de la totalité ou d'une partie du projet. Les États participants s'engagent à mettre tout en œuvre dans le cadre des comités de coordination ou autrement pour éliminer cette difficulté, condition ou contingence.

8.03 Le présent accord et ses annexes seront exempts d'impôts, taxes, droits ou autres redevances qui peuvent être imposés en vertu des lois des États participants et de celles qui sont en vigueur dans leurs territoires ou circonscriptions administratives, politiques ou judiciaires en ce qui concerne l'exécution, la livraison et l'enregistrement dudit accord.

contractor or contractors in connection with that portion of the project located in their territory, the whole in accordance with the provisions of Schedule "B".

ARTICLE VI

Co-ordinating Committees

6.01 In view of the regional nature of the project, the need for consultation and the necessity for close co-operation among the parties, Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger, Senegal and Canada agree on the need for creating a Senior Co-ordinating Committee and a Technical Co-ordinating Committee, whose powers and terms of reference are determined by the agreement concluded between the participating countries.

ARTICLE VII

Cancellation and Suspension

7.01 Canada may suspend, totally or in part, the right of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal to make withdrawals from loan accounts established under this Agreement or demand immediate payment of the amount used by these countries and cancel that portion of the loans which has not yet been used, should any of the countries mentioned above fail to meet any of the commitments made under this Agreement by those countries to each other or to Canada.

7.02 If the total amount of any of the loans granted by Canada under this Agreement is not used by the recipient country in respect of the portion of the project located in its territory, the balance of that loan shall be cancelled ninety (90) days after submission of a notice to this effect by Canada. The instalments of the repayment to be made by the country concerned shall be reduced accordingly.

ARTICLE VIII

General commitments

8.01 Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal shall do everything in their power to ensure that the portions of the project located within their territories are executed, carried out, managed and maintained carefully and efficiently in accordance with standard practices and sound financial management.

8.02 Dahomey, Upper Volta, Niger, Mali and Senegal shall give Canada their fullest co-operation in the execution of the project as a whole. Each country agrees to supply, within reason, all information concerning the progress of work on the portion of the project located within its territory. Each of these countries shall inform Canada and the other participating countries of any difficulty, condition or contingency which, in its opinion, interferes with or threatens to interfere with the execution of all or part of the project. The participating countries undertake to do everything in their power, within the framework of co-ordinating committees or otherwise, to eliminate such difficulty, condition or contingency.

8.03 This Agreement and its schedules shall be exempt from taxes, duties or other charges that may be levied under the laws of the participating countries or the laws in force in any of their administrative, political or judicial districts, with respect to its execution, issuance, delivery and registration.

ARTICLE IX

Communication

9.01 Toute communication ou tout document transmis, fait ou adressé par l'un des Gouvernements participants à un, plusieurs ou tous les autres Gouvernements participants en vertu du présent accord le sera par écrit et sera tenu pour avoir été dûment transmis, fait ou adressé au(x) destinataire(s) au moment de la livraison par porteur, par la poste, par télégramme, cable ou radiogramme aux adresses suivantes:

POUR LE DAHOMEY

adresse postale: Ministère des Transports
Postes et Télécommunications
Cotonou, DAHOMEY

adresse télégraphique: MINIPOSTEL COTONOU

POUR LA HAUTE-VOLTA

adresse postale: Ministère de l'Information et des
Postes et Télécommunications
Ouagadougou, HAUTE-VOLTA

adresse télégraphique: MINIPOSTEL OUAGADOUGOU

POUR LE MALI

adresse postale: Ministère des Transports, des
Télécommunications et du Tourisme
Bamako, MALI

adresse télégraphique: MINIPOSTEL BAMAKO

POUR LE NIGER

adresse postale: Ministère des Postes et des
Télécommunications
Niamey, NIGER

adresse télégraphique: MINIPOSTEL NIAMEY

POUR LE SÉNÉGAL

adresse postale: Ministère de l'Information et
des Télécommunications
Dakar, SÉNÉGAL

adresse télégraphique: 634 O.R.T.S. SÉNÉGAL

POUR LE CANADA

adresse postale: Agence canadienne de développe-
ment international
122, rue Bank
Ottawa, CANADA K1A 0G4

adresse télégraphique: ACDI/OTT

9.02 En cas de changement d'adresse par l'un ou l'autre des Gouvernements participants, celui-ci avisera simultanément les cinq autres Gouvernements participants.

ARTICLE X

Exécution simultanée de l'Accord

10.01 Le présent accord sera exécuté simultanément en six exemplaires, chacun faisant foi d'original.

10.02 La langue de communication verbale ou écrite sera le français.

ARTICLE IX

Communications

9.01 Any communication or document conveyed, sent or addressed by one of the participating Governments to one, several or all of the other participating Governments with respect to this Agreement shall be in writing and shall be considered duly conveyed, sent or addressed to the addressee(s) at the time of delivery by hand, mail, telegram, cable or radiogram at the following addresses:

FOR DAHOMEY

Mailing address: Ministère des Transports
Postes et Télécommunications
Cotonou, Dahomey

Cable address: MINIPOSTEL COTONOU

FOR UPPER VOLTA

Mailing address: Ministère de l'Information et des Postes
et Télécommunications
Ouagadougou, Upper Volta

Cable address: MINIPOSTEL OUAGADOUGOU

FOR MALI

Mailing address: Ministère des Transports, des
Télécommunications et du Tourisme
Bamako, Mali

Cable address: MINIPOSTEL BAMAKO

FOR NIGER

Mailing address: Ministère des Postes et des
Télécommunications
Niamey, Niger

Cable address: MINIPOSTEL NIAMEY

FOR SENEGAL

Mailing address: Ministère de l'Information et des
Télécommunications
Dakar, Senegal

Cable address: 634 ORTS SENEGAL

FOR CANADA

Mailing address: Canadian International Development Agency
122 Bank Street
Ottawa, Canada
K1A 0G4

Cable address: CIDA/OTT

9.02 If any of the participating Governments changes its address, it shall simultaneously inform the five other participating Governments.

ARTICLE X

Simultaneous execution of the Agreement

10.01 This Agreement shall be executed simultaneously in six copies, each of which is authentic.

10.02 French shall be the language of written and verbal communications.

10.03 Le présent Accord et les annexes «A», «B» et «C» peuvent être modifiés à tout moment s'il y a entente à cet égard entre les États participants. Toute modification du corps principal de l'Accord devra faire l'objet d'un accord supplémentaire. Toutefois, les modifications des annexes peuvent s'effectuer au moyen d'un échange de lettres entre le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Canada. Le présent Accord et les annexes ne pourront être modifiés sauf du consentement unanime des parties au présent Accord.

10.04 Les différends qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent Accord ou de tout accord supplémentaire seront réglés par la voie de négociations entre les parties ou de toute autre manière acceptée par celles-ci.

10.05 Le présent Accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1976.

10.03 This Agreement and Schedules "A", "B" and "C" may be changed at any time if the participating countries concur. Any change in the main body of the Agreement must be made in a supplementary agreement. However, changes in the schedules may be made through an exchange of letters between Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger, Senegal and Canada. This Agreement and the schedules cannot be changed without the unanimous consent of the parties to the Agreement.

10.04 Disputes that may arise regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement or any supplementary agreement shall be settled by negotiations between the parties or in any other manner approved by them.

10.05 This Agreement shall enter into force January 1, 1976.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont, par l'intermédiaire de leurs représentants autorisés, signé le présent accord à la date indiquée ci-dessous.

FAIT à Ottawa ce 14^{ième} jour de mai 1975.

ALLAN J. MACEACHEN

Pour le Gouvernement du Canada

FAUSTIN GBAGUIDI

Pour le Gouvernement du Dahomey

L. D. OUÉDRAOGO

Pour le Gouvernement de la Haute-Volta

ALPHA DIAW

Pour le Gouvernement du Mali

M. ARY TANIMOUNE

Pour le Gouvernement du Niger

FALILOU KANE

Pour le Gouvernement du Sénégal

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their respective governments, have signed the present Agreement on the date indicated below.

DONE at Ottawa on the 14th day of May 1975.

ALLAN J. MACEACHEN
For the Government of Canada

FAUSTIN GBAGUIDI
For the Government of Dahomey

L.-D. OUÉDRAOGO
For the Government of Upper Volta

ALPHA DIAW
For the Government of Mali

M. ARY TANIMOUNE
For the Government Niger

FALILOU KANE
For the Government of Senegal

ANNEXE «A»

Définition du projet

Le projet consiste en la réalisation du tronçon du réseau panafricain de télécommunications allant de Kaolack, au Sénégal, jusqu'à Bohicon, au Dahomey, en passant par le Mali, la Haute-Volta et le Niger et comprend:

- (a) un faisceau hertzien allant de Kaolack, au Sénégal, jusqu'à Bobo-Dioulasso, en Haute-Volta, en passant par Bamako, au Mali;
- (b) un faisceau hertzien allant de Koupela en Haute-Volta, jusqu'à Bohicon, au Dahomey, en passant par Niamey, au Niger; et
- (c) les centres de commutation téléphonique internationale de Bamako au Mali, de Niamey au Niger et de Cotonou au Dahomey.

SCHEDULE "A"

Definition of the Project

The project involves the construction of the section of the Pan-African Telecommunications Network from Kaolack in Senegal to Bohicon in Dahomey, passing through Mali, Upper Volta and Niger and includes:

- (a) a radio-relay system between Kaolack in Senegal and Bobo-Dioulasso in Upper Volta passing through Bamako in Mali;
- (b) a radio-relay system between Koupela in Upper Volta and Bohicon in Dahomey, passing through Niamey in Niger;
- (c) international telephone switching centres in Bamako, Mali; Niamey, Niger; and Cotonou, Dahomey.

ANNEXE «B»

Modalités de paiement

1. Toutes demandes de paiement par le ou les entrepreneurs canadiens relativement à des biens fournis ou à des services rendus sur le territoire du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal en rapport avec la portion du projet située sur le territoire respectif de ces États devront être revues et approuvées par les ingénieurs-conseils canadiens et par la Direction générale des Postes et télécommunications du pays sur le territoire duquel les travaux auront été effectués. Les demandes seront ensuite transmises à l'ACDI en triplicata par les ingénieurs-conseils canadiens.
2. Toutes demandes de paiement par le ou les entrepreneurs canadiens relativement à des biens fournis ou à des services rendus au Canada ou en tiers pays en rapport avec la réalisation du projet devront être revues et approuvées par les ingénieurs-conseils canadiens et transmises en triplicata à l'ACDI avec leurs recommandations.
3. Les ingénieurs-conseils canadiens soumettront mensuellement des rapports au Dahomey, à la Haute-Volta, au Mali, au Niger et au Sénégal concernant l'avancement des travaux effectués sur leur territoire respectif et sur les paiements qu'ils auront recommandé à l'ACDI de faire.
4. L'ACDI informera le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal au fur et à mesure qu'elle fera des retraits sur leurs comptes de prêts respectifs.

SCHEDULE "B"

Conditions of Payment

1. All requests for payment by the Canadian contractor or contractors for goods supplied or services rendered in the territories of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal in respect of the portion of the project located in the respective territories of these countries shall be reviewed and approved by the Canadian consulting engineers and the Post Office and telecommunications authorities of the countries in which the work is to be carried out. The requests shall then be forwarded to CIDA in triplicate by the Canadian consulting engineers.
2. All requests for payment by the Canadian contractor or contractors for goods supplied or services rendered in Canada or in third countries in respect of the execution of the project shall be reviewed and approved by the Canadian consulting engineers and shall be forwarded to CIDA in triplicate with their recommendations.
3. The Canadian consulting engineers shall submit monthly reports to Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal concerning the progress of the work being carried out in their respective territories and the payments they have advised CIDA to make.
4. CIDA shall inform Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal when it makes withdrawals from their respective loan accounts.

ANNEXE «C»

Responsabilités, devoirs et obligations du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal

1. A moins de stipulation contraire au présent accord, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal exécuteront les travaux et fourniront les biens et services suivants, à leurs frais, relativement à la portion du projet située sur leur territoire respectif:

- (a) l'acquisition des sites requis pour le projet;
- (b) l'aménagement des sites où seront érigés les divers pylônes, tours, structures, centres de commutation téléphonique internationale et autres travaux requis pour la réalisation du projet conformément aux plans et devis des ingénieurs-conseils canadiens;
- (c) la construction des routes d'accès aux sites des divers pylônes, tours, structures, centres de commutation téléphonique internationale et autres travaux requis pour la réalisation du projet conformément aux plans et devis des ingénieurs-conseils canadiens établis en collaboration avec les services locaux compétents;
- (d) la main-d'œuvre locale requise pour les travaux et services énumérés aux alinéas précédents et le paiement de cette main-d'œuvre; et
- (e) tous les autres travaux, biens et services qui, de l'avis des ingénieurs-conseils canadiens, pourront être exécutés, fournis ou rendus efficacement pour la réalisation du projet par les pays africains participants, dans la mesure de leurs possibilités.

2. Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal

- (a) prendront les mesures nécessaires pour faciliter le dédouanement rapide de l'équipement, des biens, produits et matériaux en provenance du Canada ou de tous autres pays et qui sont nécessaires à la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif, sans droits, tarifs de douane ou autres taxes d'importation ou d'inspection;
- (b) exempteront les entrepreneurs canadiens et leurs employés, agents et sous-traitants étrangers qui travaillent à la réalisation du projet et les personnes à leur charge de toutes les catégories de taxes, impôts de résidence ou autres impôts frappant le revenu, les honoraires, les indemnités et toute autre rémunération provenant du Canada ou de tous autres pays ainsi que de l'obligation de soumettre une déclaration par écrit relativement aux exemptions susmentionnées dans la mesure où ces entrepreneurs et ces personnes sont sujets au régime fiscal du pays d'origine;
- (c) exempteront les entrepreneurs canadiens et leurs employés, agents et sous-traitants étrangers qui travaillent à la réalisation du projet, ainsi que les personnes à leur charge, de tous droits et taxes exigibles à l'importation des matériels d'équipement, mobiliers, objets et effets personnels, y compris les médicaments, qu'ils importent avec eux ou achètent sur place dans le délai de six mois de leur arrivée sur le territoire national. Les personnes désignées ci-dessus pourront en outre bénéficier de l'admission temporaire pour leur matériel technique et professionnel ou pour leur voiture automobile dans la limite d'un véhicule par agent ou par ménage. Ces effets, matériels ou autres objets ne seront cédés de quelque façon que ce soit au Dahomey, en Haute-Volta, au Mali, au Niger ou au Sénégal; autrement, ils seront assujettis aux droits et taxes exigés par ces États;

SCHEDULE "C"

Responsibilities, duties and obligations of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal

1. Except as otherwise provided in this Agreement, Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal shall carry out the following work and shall supply the following goods and services, at their expense, in respect of the portions of the project located in their respective territories:

- (a) purchase of the sites required for the project;
- (b) the preparation of the sites on which the pylons, towers, structures, international telephone switching centres and other installations will be built as required for the execution of the project in accordance with the plans and specifications of the Canadian consulting engineers;
- (c) the construction of access roads to the sites of the various pylons, towers, structures, international telephone switching centres and other installations required for the execution of the project in accordance with the plans and specifications of the Canadian consulting engineers, prepared in co-operation with the appropriate local services; and
- (d) the local labour force required for the goods and services listed in the above paragraphs and payments of this labour force; and
- (e) all other work, goods and services, which, in the opinion of the Canadian consulting engineers, can be efficiently carried out, supplied or rendered for the execution of the project by the participating African countries, in so far as the latter are capable of providing them.

2. Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal

- (a) shall take all necessary steps to facilitate the rapid clearance of equipment, goods, products and supplies from Canada or any other country which are necessary for the execution of the portion of the project located in their respective territories, without fees, customs duties, or other import or inspection taxes;
- (b) shall exempt the Canadian contractors and their employees, agents and foreign subcontractors involved in the execution of the project, and their dependants, from all categories of taxes, resident taxes or other taxes levied upon income, fees, allowances and any other remuneration from Canada or from any other country, and shall also exempt them from the obligation to submit written declarations regarding the above-mentioned exemptions, provided such contractors and other persons are subject to the taxation system of their country of origin;
- (c) shall exempt the Canadian contractors and their employees, agents and foreign subcontractors involved in the execution of the project, and their dependants, from all duties and taxes on imported equipment and supplies, furniture, personal objects and effects (including medication), provided they import these articles personally or buy them in the foreign country within six months of arriving. The above-mentioned persons shall also be allowed duty-free entry for their technical and professional equipment or for their automobiles (one vehicle per officer or family). Such effects, equipment or other objects shall not be disposed of in any way in Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger or Senegal; if they are, they shall be subject to the duties and taxes levied by these countries;

- (d) s'engagent à informer, sur demande, les entrepreneurs canadiens, leurs employés, agents et sous-traitants étrangers des règlements locaux et des lois locales qui pourraient avoir une incidence quelconque sur leur travail;
- (e) tiendront le Gouvernement du Canada indemne et à couvert des réclamations, dommages, intérêts, pertes, frais ou dépenses pouvant, à un moment quelconque, résulter ou découler pour le Gouvernement du Canada de blessures corporelles à des tiers (y compris les blessures mortelles), de pertes de biens appartenant à des tiers ou de dommages à la propriété de tiers qui peuvent avoir été causés ou subis en conséquence de la réalisation du projet ou de l'un quelconque de ses éléments;
- (f) tiendront les entrepreneurs canadiens ainsi que leurs employés, agents et sous-traitants étrangers qui travaillent à la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif indemnes et à couvert des réclamations, dommages, intérêts, pertes, frais ou dépenses pouvant, à un moment quelconque, résulter ou découler pour eux ou pour l'un d'eux de blessures corporelles à des tiers (y compris les blessures mortelles), des pertes de biens appartenant à des tiers ou de dommages à la propriété de tiers qui peuvent avoir été causés ou subis en conséquence de la réalisation du projet ou de l'un quelconque de ses éléments, sauf si ces blessures, pertes ou dommages résultent d'un acte commis de propos délibéré ou omis par négligence grave;
- (g) s'engagent à obtenir, à émettre ou à faire émettre tous les permis, licences et autres documents dont les entrepreneurs canadiens, leurs employés, agents et sous-traitants pourront avoir besoin dans la réalisation du projet. Les États ci-dessus mentionnés s'engagent à émettre tous les permis d'exportation et de sortie pour le retour au Canada en tout temps au cours des travaux et pour une période de six mois après la fin des travaux, de l'équipement de l'outillage, des matériaux et des effets, y compris les effets personnels, appartenant au Canada, à ses employés ou préposés, et aux entrepreneurs canadiens, leurs employés, agents et sous-traitants qui travaillent à la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif;
- (h) s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les employés et agents des entrepreneurs canadiens et de leurs sous-traitants qui travaillent à la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif, puissent se procurer dès leur arrivée, un logement convenable;
- (i) s'engagent à fournir gratuitement, dans la mesure de leurs possibilités, les locaux et services de bureaux selon les normes du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger et du Sénégal, y compris, selon les besoins, le mobilier de bureau approprié, le personnel de bureau et les sténo-dactylographes, le matériel professionnel et technique, les services téléphoniques, postaux et autres dont les entrepreneurs canadiens, leurs employés, agents et sous-traitants étrangers qui travaillent à la réalisation de la portion du projet située sur leur territoire respectif auront besoin pour l'exercice efficace de leurs fonctions; et
- (j) s'engagent à fournir gratuitement les services et traitements médicaux nécessaires à la santé et au bien-être des employés et agents des entrepreneurs canadiens et de leurs sous-traitants étrangers qui travaillent à la réalisation du projet ainsi qu'aux personnes à leur charge conformément à la réglementation régissant les fonctionnaires du pays d'accueil.

3. Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal s'engagent de plus à faciliter l'entrée et la circulation sur leur territoire ou la sortie de leur territoire des véhicules, biens et matériaux qui peuvent être requis pour la réalisation d'une

- (d) agree to inform on request, the Canadian contractors, their employees, agents and foreign subcontractors of any local regulations and laws that could affect their work;
- (e) shall save the Government of Canada harmless for any claims, damages, interest, losses or expenses that could result at any time for the Government of Canada from injuries to third parties (including fatal injuries), loss of goods belonging to third parties or damage to the property of third parties that may have been caused or suffered as a result of the execution of the project or any of its parts;
- (f) shall save the Canadian contractors and their employees, agents and foreign subcontractors involved in the execution of the portion of the project located on their respective territories harmless for any claims, damages, interest, losses or expenses that could result at any time for any or all of them from injuries to third parties (including fatal injuries), loss of goods belonging to third parties or damage to the property of third parties that may have been caused or suffered as a result of the execution of the project or any of its parts, unless such injury, loss or damage is the result of an act committed deliberately or omitted through gross negligence;
- (g) agree to obtain, issue or see to the issuing of all permits, licences and other documents which the Canadian contractors, their employees, agents and subcontractors may need for the execution of the project. The above-mentioned countries agree to issue, at any time during the course of the work and for a six-month period after it is completed, all export and departure permits required for the return to Canada of all equipment, tools, supplies and effects, including personal effects, belonging to Canada, its employees or officers, and to the Canadian contractors, their employees, agents and subcontractors involved in the execution of the portions of the project located in their respective territories;
- (h) agree to take all necessary steps to ensure that the employees and agents of the Canadian contractors and their subcontractors involved in the execution of the portions of the project located in their respective territories are able to obtain suitable accommodation when they arrive;
- (i) agree to provide free of charge, in so far as they are able, offices and office services in accordance with the standards of Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal, including, where necessary, appropriate office furniture, office staff and stenographers, professional and technical equipment, and telephone, postal and other services which the Canadian contractors, their employees, agents and foreign subcontractors involved in the execution of the portions of the project located in their respective territories will need in order to carry out their duties effectively; and
- (j) agree to provide free of charge all medical services and treatment required for the health and welfare of the employees and agents of the Canadian contractors and their foreign subcontractors involved in the execution of the projects, as well as their dependants, in accordance with the regulations governing public employees of the host country.

3. In addition, Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal agree to facilitate the entry to, movement in or departure from their territories of all vehicles, goods and materials that may be required for the execution of a portion of the project located in the territory of another country. No taxes, customs or inspection duties or import or export charges shall be levied on the Canadian contractors, their

portion du projet située sur le territoire d'un autre état. Aucune taxe, impôt, tarif de douane, d'inspection ou charge à l'importation et l'exportation ne pourront être imposés aux entrepreneurs canadiens, à leurs employés, agents et sous-traitants, en rapport avec ces véhicules, biens et matériaux.

4. Le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal permettront aux entrepreneurs canadiens et à leurs employés, agents et sous-traitants le libre accès, sans frais, charge ou dédommagement, à tout endroit de leur territoire respectif où il leur faudra se rendre pour la réalisation du projet, et, au besoin, fourniront gratuitement les services de guides compétents.

5. Il est reconnu que les nationaux de l'un quelconque des États participants dont les services auront été retenus par leurs gouvernements, les entrepreneurs locaux ou les entrepreneurs canadiens et leurs sous-traitants en rapport avec quelque portion du projet pourront avoir à se déplacer fréquemment d'un pays à l'autre relativement à leur travail. A cette fin, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal s'engagent à faciliter la libre circulation de ces personnes entre leurs territoires.

6. La Direction générale des Postes et Télécommunications de chaque pays africain participant préparera chaque année, avec l'aide des ingénieurs-conseils canadiens, une estimation des sommes nécessaires pour permettre à son gouvernement d'assumer, au cours de l'exercice financier suivant, les obligations contenues dans cet Accord et dans les annexes.

employees, agents or subcontractors in respect of such vehicles, goods and materials.

4. Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal shall allow the Canadian contractors, their employees, agents and subcontractors access, without charge, expense or compensation, to any part of their respective territories to which they are required to go for the execution of the project, and, where necessary, shall supply free of charge the services of competent guides.

5. It is acknowledged that the nationals of any of the participating countries whose services have been retained by their governments, the local contractors or the Canadian contractors and their subcontractors in respect of any portion of the project may have to travel frequently between the countries in the course of their work. Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal agree to facilitate the free movement of such people between their territories.

6. The Post Office and Telecommunications authorities in each participating African country shall prepare, with the assistance of the Canadian consulting engineers, a yearly estimate of the amounts required to enable their government to assume, during the next fiscal year, the obligations contained in this Agreement and its schedules.

©Minister of Supply and Services Canada 1977

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller

Catalogue No. E3-1976/28
ISBN 0-660-00577-8

Price: Canada: \$0.75
Other countries: \$0.90

Price subject to change without notice

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/28
ISBN 0-660-00577-8

Prix: Canada: \$0.75
Autres pays: \$0.90

Prix sujet à changement sans avis préalable

CAI
EA 10
-T67

NADA



TREATY SERIES 1976 No. 29 RECUEIL DES TRAITÉS

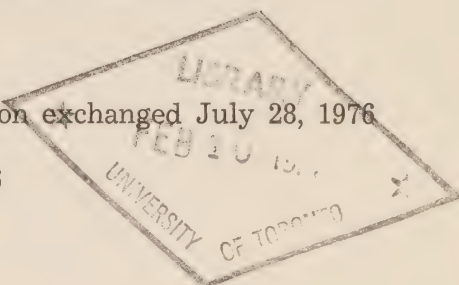
DOUBLE TAXATION

Convention between CANADA and BELGIUM

Ottawa, May 29, 1975

Instruments of Ratification exchanged July 28, 1976

In force August 12, 1976



DOUBLE IMPOSITION

Convention entre le CANADA et la BELGIQUE

Ottawa, le 29 mai 1975

Échange des Instruments de ratification le 28 juillet 1976

En vigueur le 12 août 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 29 RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION

Convention between CANADA and BELGIUM

Ottawa, May 29, 1975

Instruments of Ratification exchanged July 28, 1976

In force August 12, 1976

DOUBLE IMPOSITIONS

Convention entre le CANADA et la BELGIQUE

Ottawa, le 29 mai 1975

Échange des Instruments de ratification le 28 juillet 1976

En vigueur le 12 août 1976

**CONVENTION BETWEEN CANADA AND BELGIUM FOR THE AVOIDANCE
OF DOUBLE TAXATION AND THE SETTLEMENT OF OTHER MATTERS
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME.**

The Government of Canada and the Government of Belgium,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double
taxation and the settlement of other matters with respect to taxes on
income,

Have agreed as follows:

I. SCOPE OF THE CONVENTION

ARTICLE I

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one
or both of the Contracting States.

ARTICLE II

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on
behalf of each Contracting State, irrespective of the manner in which
they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on
total income, or on elements of income, including taxes on gains from
the alienation of movable or immovable property, taxes on the total
amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on
capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are, in
particular:

(a) in the case of Belgium:

- (i) the individual income tax;
- (ii) the corporate income tax;

**CONVENTION ENTRE LE CANADA ET LA BELGIQUE TENDANT À ÉVITER
LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À RÉGLER CERTAINES AUTRES
QUESTIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU.**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement belge,

Désireux de conclure une Convention pour éviter la double imposition et régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus des dispositions suivantes:

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

ARTICLE I

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou de chacun des deux États.

ARTICLE II

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des États contractants, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant des salaires payés par les entreprises ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne la Belgique:

- (i) l'impôt des personnes physiques;
- (ii) l'impôt des sociétés;

(iii) the income tax on legal entities;

(iv) the income tax on non-residents,

including the prepayments, the surcharges on these taxes and prepayments, and the communal supplement to the individual income tax, (hereinafter referred to as "Belgian tax");

(b) in the case of Canada:

the income taxes imposed by the Government of Canada, (hereinafter referred to as "Canadian tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any important changes which have been made to their respective taxation laws.

II. DEFINITIONS

ARTICLE III

General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

- (a) (i) the term "Belgium" used in a geographical sense means the territory of the Kingdom of Belgium, including any area beyond the territorial waters of Belgium which is an area within which Belgium may exercise rights with respect to the sea-bed and sub-soil and their natural resources;
- (ii) the term "Canada" used in a geographical sense means the territory of Canada, including any area beyond the territorial waters of Canada which is an area within which Canada may exercise rights with respect to the sea-bed and sub-soil and their natural resources;
- (b) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean, as the context requires, Canada or Belgium;
- (c) The term "person" includes an individual, a company, a partnership and any other body of persons, including, in the case of Canada, an estate and a trust;
- (d) The term "company" means any body corporate or any other entity which is taxable as a body corporate on income in the State of which it is a resident; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;

(iii) l'impôt des personnes morales;

(iv) l'impôt des non-résidents,

y compris les précomptes, les décimes et centimes additionnels auxdits impôts et précomptes, ainsi que la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, (ci-après dénommés «l'impôt belge»);

b) en ce qui concerne le Canada:

les impôts sur le revenu perçus par le Gouvernement du Canada, (ci-après dénommés «l'impôt canadien»).

4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui entreraient en vigueur après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiqueront les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

II. DÉFINITIONS

ARTICLE III

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) (i) le terme «Belgique», employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Royaume de Belgique, y compris toute région située au-delà des eaux territoriales de la Belgique qui est une région à l'intérieur de laquelle la Belgique peut exercer des droits à l'égard du sol et du sous-sol de la mer et de leurs ressources naturelles;
- (ii) le terme «Canada», employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada, y compris toute région située au-delà des eaux territoriales du Canada qui est une région à l'intérieur de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du sol et du sous-sol de la mer et de leurs ressources naturelles;
- b) les expressions «un État contractant» et «l'autre État contractant» désignent, suivant le contexte, le Canada ou la Belgique;
- c) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés, les sociétés de personnes (partnerships) et tous autres groupements de personnes, y compris, dans le cas du Canada, les successions (estates) et les fiducies (trusts);
- d) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est imposable comme telle sur ses revenus dans l'État dont elle est un résident; il désigne également une «corporation» au sens du droit canadien;

- (e) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- (f) The term "tax" means Canadian tax or Belgian tax as the context requires;
- (g) The term "national" means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the law in force in a Contracting State;
- (h) The term "competent authority" means:
 - (i) in the case of Belgium: the Minister of Finance or his authorized representative, and,
 - (ii) in the case of Canada: the Minister of National Revenue or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State relating to the taxes which are the subject of the Convention.

ARTICLE IV

Fiscal Domicile

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the law of that State, is liable to taxation therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature; it also means, in the case of Belgium, Belgian companies (other than companies with share capital) which have elected to have their profits subjected to individual income tax.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is resident of both Contracting States, then this case shall be determined in accordance with the following rules:

- (a) He shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has a permanent home available to him. If he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State with which his personal and economic relations are closest (centre of vital interests);
- (b) If the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined or if he has not a permanent

- e) les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
- f) le terme «impôt» désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt 'belge;
- g) le terme «national» désigne:
 - (i) toute personne physique possédant la nationalité d'un État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;
- h) l'expression «autorité compétente» désigne:
 - (i) en ce qui concerne la Belgique, le Ministre des Finances ou son délégué, et
 - (ii) en ce qui concerne le Canada, le Ministre du Revenu National ou son délégué.

2. Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit État régissant les impôts qui font l'objet de la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE IV

Domicile fiscal

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue; elle désigne également, en ce qui concerne la Belgique, les sociétés de droit belge (autres que les sociétés par actions) qui ont opté pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques.

2. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne physique est considérée comme résidente de chacun des États contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes:

- a) cette personne est considérée comme résidente de l'État contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des États contractants, elle est considérée comme résidente de l'État contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'État contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu'elle ne dis-

home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has an habitual abode;

- (c) If he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;
- (d) If he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement having regard to its place of effective management, the place where it is incorporated or otherwise constituted and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall be deemed not to be a resident of either Contracting State for the purposes of Articles VI to XXII inclusive and Article XXIV.

ARTICLE V

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business in which the business of the enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” shall include especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop;
- (f) a mine, quarry or other place of extraction of natural resources;
- (g) a building site or construction or assembly project which exists for more than 12 months.

3. The term “permanent establishment” shall not be deemed to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

pose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États contractants, elle est considérée comme résidente de l'État contractant où elle séjourne de façon habituelle;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des États contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résidente de l'État contractant dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité de chacun des États contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est considérée comme résidente de chacun des États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforceront de trancher la question d'un commun accord en ayant égard à son siège de direction effective, au lieu où elle a été constituée ou créée et à tous autres éléments pertinents. A défaut d'un tel accord, ladite personne n'est considérée comme résidente d'aucun des États contractants pour l'application des articles VI à XXII inclus et de l'article XXIV.

ARTICLE V

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles;
- g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;

- (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;
- (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific research, or for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the enterprise.

4. A person (other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies) acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State shall be deemed to be a permanent establishment in the first-mentioned State if he has, and habitually exercises in that State, an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless his activities are limited to the purchase of goods or merchandise for the enterprise.

5. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute for either company a permanent establishment of the other.

III. TAXATION OF INCOME

ARTICLE VI

Income From Immovable Property

1. Income from immovable property including income from agriculture or forestry may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. For the purpose of this Convention, the term "immovable property" shall be defined in accordance with the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, live-stock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which

- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée pour l'entreprise aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une personne (autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 5) qui agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant est considérée comme constituant un établissement stable de l'entreprise dans le premier État si elle dispose dans cet État de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

5. On ne considère pas qu'une entreprise d'un État contractant a un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société résidente d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société résidente de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

III. IMPOSITION DES REVENUS

ARTICLE VI

Revenus de biens immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers, y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières, sont imposables dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression «biens immobiliers» est définie conformément au droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et

the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to profits from the alienation of such property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of professional services.

ARTICLE VII

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and acting independently.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. In the absence of appropriate accounting or other data permitting the determination of the amount of the profits of an enterprise of a Contracting State which is attributable to its permanent establishment situated in the other State, the tax may, in particular, be charged in that other State in accordance with its domestic legislation, having regard to the normal profits of similar enterprises engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

3. La disposition du paragraphe 1 s'applique aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux bénéfices provenant de l'aliénation de tels biens.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

ARTICLE VII

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables audit établissement stable.

2. Sans préjudice de l'application du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et agissant en toute indépendance.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. A défaut de comptabilité régulière ou d'autres éléments permettant de déterminer le montant des bénéfices d'une entreprise d'un État contractant, qui est imputable à son établissement stable situé dans l'autre État, l'impôt peut notamment être établi dans cet autre État conformément à sa propre législation, compte tenu des bénéfices normaux d'entreprises similaires, se livrant à la même activité ou à des activités similaires dans des conditions identiques ou similaires.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is a good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

ARTICLE VIII

Shipping and Air Transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. The term "international traffic" means any transport of passengers or goods by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except to the extent that the ship or aircraft is used principally to transport passengers or goods exclusively between places in the other Contracting State.

3. To the extent that they are not covered by paragraph 1, profits from the operation of ships used to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

4. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.

5. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits referred to in that paragraph which are derived by an enterprise from its participation in a pool, a joint business or in an international operating agency.

ARTICLE IX

Associated Enterprises

Where

- (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or financing of an enterprise of the other Contracting State, or

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE VIII

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

2. L'expression «trafic international» désigne tout transport de passagers ou de marchandises effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un État contractant, sauf dans la mesure où le navire ou l'aéronef est utilisé principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans l'autre État contractant.

3. Dans la mesure où ils ne tombent pas sous l'application du paragraphe 1, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires utilisés pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

4. Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est réputé situé dans l'État contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'État contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

5. La disposition du paragraphe 1 s'applique aussi aux bénéfices visés audit paragraphe et qu'une entreprise tire de sa participation à un pool, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation.

ARTICLE IX

Entreprises associées

Lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au financement d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que

- (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or financing of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

ARTICLE X

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the law of that State; but if the recipient resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the dividends, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends. The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income assimilated to or treated in the same way as income from shares under the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the holding by virtue of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the dividends may be taxed by that other State in accordance with its law.

- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au financement d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

ARTICLE X

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société résidente d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État; mais si la personne, résidente de l'autre État, qui perçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut de ces dividendes. Les dispositions du présent paragraphe ne limitent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus assimilés aux revenus d'actions ou soumis au même régime que ceux-ci en vertu de la législation fiscale de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que la participation génératrice des dividendes s'y

5. Where a company is a resident of a Contracting State, the other Contracting State may not impose any tax on the dividends paid by the company to a resident of the first-mentioned State, or subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State. The provisions of this paragraph shall not prevent that other State from taxing dividends relating to a holding which is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base operated in that other State by a resident of the first-mentioned State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing Canada from imposing on the earnings attributable to a permanent establishment in Canada of a company which is a resident of Belgium, tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a resident of Canada, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 15 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits attributable to a permanent establishment in Canada in a year and previous years, after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed on such profits in Canada; however, it does not include the profits attributable to a permanent establishment in Canada of a company which is a resident of Belgium, earned in a year during which the business of the company was not carried on principally in Canada.

ARTICLE XI

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the law of that State; but if the recipient resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the interest, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in that other State to the extent that such interest:

(a) is a penalty charge for late payments, or

rattache effectivement. Dans cette hypothèse, les dividendes sont imposables dans cet autre État conformément à sa législation.

5. Lorsqu'une société est résidente d'un État contractant, l'autre État contractant ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société à un résident du premier État ni prélever aucun impôt au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État. Les dispositions du présent paragraphe n'empêchent pas ledit autre État d'imposer les dividendes afférents à une participation qui se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe exploités dans cet autre État par un résident du premier État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant le Canada de percevoir, sur les revenus imputables à un établissement stable dont dispose au Canada une société résidente de la Belgique, un impôt s'ajoutant à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société résidente du Canada, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 15 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de cette disposition, le terme «revenus» désigne les bénéfices imputables à un établissement stable au Canada pour l'année ou les années antérieures, après déduction de tous impôts, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, qui sont perçus au Canada sur ces bénéfices; cependant, ce terme ne comprend pas les bénéfices imputables à un établissement stable dont une société résidente de la Belgique dispose au Canada et qui ont été obtenus durant une année pendant laquelle l'activité de la société n'était pas exercée principalement au Canada.

ARTICLE XI

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant son imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État; mais si la personne, résidente de l'autre État, qui perçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent de leur montant.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État dans la mesure où ces intérêts:

a) sont des pénalisations pour paiement tardif, ou

- (b) is paid by a purchasing enterprise to a selling enterprise in connection with the sale on credit of any equipment or merchandise, except where the sale is made between associated enterprises within the meaning of Article IX (a) or (b).

4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income assimilated to income from money lent by the taxation law of the State in which the income arises; however, the term "interest" does not include income dealt with in Article X.

5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the interest arises a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and that interest is borne directly by that permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the interest may be taxed in the Contracting State in which the interest arises, according to the law of that State.

ARTICLE XII

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the law of that State; but if the

- b) sont payés par l'entreprise acheteuse à l'entreprise vendeuse en liaison avec la vente à crédit d'un équipement ou de marchandises quelconques, sauf lorsque la vente a lieu entre des entreprises associées au sens de l'article IX, a) ou b).

4. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'État d'où proviennent les revenus; cependant, il ne comprend pas les revenus visés à l'article X.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte directement la charge de ceux-ci, ces intérêts sont réputés provenir de l'État contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

7. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier, ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des intérêts est imposable, conformément à sa législation, dans l'État contractant d'où proviennent les intérêts.

ARTICLE XII

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État; mais si la personne, résidente de l'autre État, qui perçoit les redevan-

recipient resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films and works on film or videotape for use in connection with television) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience, and includes payments of any kind in respect of motion picture films and works on film or videotape for use in connection with television.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the recipient of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the royalties arise a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the agreement by virtue of which the royalties are paid was entered into, and those royalties are borne directly by that permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the royalties may be taxed in the Contracting State in which the royalties arise, according to the law of that State.

ces en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances relatives à des droits d'auteurs et les autres rémunérations similaires afférentes à la production ou à la reproduction d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des redevances afférentes à des films cinématographiques et à des œuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques destinés à la télévision) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique; ce terme comprend aussi les rémunérations de toute nature afférentes à des films cinématographiques et à des œuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques destinés à la télévision.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte directement la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'État contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

7. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des redevances est imposable, conformément à sa législation, dans l'État contractant d'où proviennent les redevances.

ARTICLE XIII

Gains from the Alienation of Property.

1. Gains from the alienation of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing professional services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base may be taxed in the other State.

However, gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. Gains from the alienation of shares of the capital stock of a company which is a resident of a Contracting State and the property of which consists principally of immovable property situated in that Contracting State, may be taxed in that State.

Gains from the alienation of an interest in a partnership or a trust, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State, may be taxed in that State.

For the purposes of this paragraph the term "immovable property" shall not include property, other than rental property, in which the business of the company, partnership or trust is carried on.

4. Gains from the alienation of any property other than those mentioned in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

5. The provision of paragraph 4 shall not affect the right of Canada to tax according to its law gains derived by an individual who is a resident of Belgium from the alienation of shares of the capital stock of a company which is a resident of Canada, or from the alienation of an interest in a trust which is a resident of Canada, if the alienator:

- (a) possesses Canadian nationality or was a resident of Canada for fifteen years or more prior to the alienation of the shares or the interest, and
- (b) was a resident of Canada at any time during the five years immediately preceding such alienation.

ARTICLE XIII

Gains provenant de l'aliénation de biens

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers sont imposables dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international ainsi que de biens mobiliers affectés à l'exploitation de tels navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

3. Les gains provenant de l'aliénation d'actions de capital d'une société qui est un résident d'un État contractant et dont les biens sont constitués principalement par des biens immobiliers situés dans cet État contractant sont imposables dans cet État.

Les gains provenant de l'aliénation d'une participation dans une société de personnes (partnership) ou dans une fiducie (trust) dont les biens sont constitués principalement par des biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

Au sens du présent paragraphe, l'expression «biens immobiliers» ne comprend pas les biens—autres que les biens locatifs—dans lesquels la société, la société de personnes (partnership) ou la fiducie (trust) exerce son activité.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3, ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

5. La disposition du paragraphe 4 ne porte pas atteinte au droit du Canada d'imposer, conformément à sa législation, les gains obtenus par une personne physique résidente de la Belgique et provenant de l'aliénation d'actions de capital d'une société résidente du Canada, ou de l'aliénation d'une participation dans une fiducie (trust) résidente du Canada, lorsque le cédant:

- a) possède la nationalité canadienne ou a été un résident du Canada pendant au moins quinze ans avant l'aliénation des actions ou de la participation, et
- b) a été un résident du Canada à un moment quelconque pendant les cinq années précédant immédiatement ladite aliénation.

ARTICLE XIV

Professional Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other independent activities of a similar character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other Contracting State but only so much of it as is attributable to activities exercised from that fixed base.

2. The term "professional services" includes independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

ARTICLE XV

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles XVI, XVIII and XIX, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned;
- (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and
- (c) the remuneration is not borne directly by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft in international traffic may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

ARTICLE XIV

Professions libérales

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables aux activités exercées à l'intervention de ladite base fixe.

2. L'expression «professions libérales» comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE XV

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles XVI, XVIII et XIX, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée;
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre État; et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée directement par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international sont imposables dans l'État contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE XVI

Directors' Fees

1. Director's fees and similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or a similar organ of a company with share capital which is a resident of the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. However, income received by the persons concerned in any other capacity may be taxed, as the case may be, under the conditions provided for in Article XIV or in paragraph 1 of Article XV of this Convention.

ARTICLE XVII

Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles VII, XIV and XV income derived by entertainers, such as theatre, motion picture, radio or television artistes, and musicians, and by athletes, from their personal activities as such may be taxed in the Contracting State in which these activities are exercised.

2. Where income in respect of personal activities as such of an entertainer or athlete accrues not to that entertainer or athlete himself but to another person that income may, notwithstanding the provisions of Articles VII, XIV and XV, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the entertainer or the athlete establishes that neither he nor any person associated with him participates directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

ARTICLE XVIII

Pensions and Annuities

1. Subject to the provisions of paragraph 2, periodic or non-periodic pensions and other similar allowances arising in a Contracting State and paid in consideration of past employment to a resident of the other Contracting State may be taxed in the Contracting State in which they arise.

2. Periodic or non-periodic social security pensions and other similar allowances and war veterans pensions paid by a Contracting

ARTICLE XVI

Tantièmes

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société par actions, résidente de l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, les rémunérations que les intéressés touchent en une autre qualité sont imposables, suivant le cas, dans les conditions prévues soit à l'article XIV, soit à l'article XV, paragraphe 1, de la présente Convention.

ARTICLE XVII

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles VII, XIV et XV, les revenus que les artistes du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs, retirent de leurs activités personnelles en cette qualité sont imposables dans l'État contractant où ces activités sont exercées.

2. Lorsque les revenus d'activités exercées personnellement par un artiste du spectacle ou un sportif sont attribués à une autre personne que l'artiste ou le sportif lui-même, ils peuvent, nonobstant les dispositions des articles VII, XIV et XV, être imposés dans l'État contractant où sont exercées les activités de l'artiste ou du sportif.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas si l'artiste ou le sportif établit que ni lui ni des personnes qui lui sont associées ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

ARTICLE XVIII

Pensions et rentes

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les pensions et autres allocations similaires, périodiques ou non, provenant d'un État contractant et versées au titre d'un emploi antérieur à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent.

2. Les pensions de sécurité sociale et les autres allocations similaires, périodiques ou non, ainsi que les pensions d'ancien combattant,

State or a political subdivision, a local authority or a governmental instrumentality thereof (personne morale ressortissant à son droit public), shall be taxable only in that State.

3. Annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in the State in which they arise.

4. Any alimony or other maintenance payment arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax there in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

ARTICLE XIX

Government Service

1.

(a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to any individual in respect of services rendered to that State or subdivision or local authority thereof shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the recipient is a resident of that State who:

(i) is a national of that State; or

(ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of performing the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with any trade or business carried on by one of the Contracting States or a political subdivision or a local authority thereof.

ARTICLE XX

Students and Apprentices

Payments which a student, apprentice or business trainee who is, or was immediately before visiting a Contracting State, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that first-mentioned State, provided that such payments are made to him from sources outside that State.

qui sont payées par un État contractant, par une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou par une personne morale ressortissant à son droit public, ne sont imposables que dans cet État.

3. Les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans l'État d'où elles proviennent.

4. Les rentes ou pensions alimentaires et les autres paiements d'entretien provenant d'un État contractant et versés à un résident de l'autre État contractant qui y est soumis à l'impôt de ce chef, ne sont imposables que dans cet autre État.

ARTICLE XIX

Fonctions publiques

1.
 - a) Les rémunérations, autres que les pensions versées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet État.
 - b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si le bénéficiaire de la rémunération est un résident de cet État qui:
 - (i) est un national dudit État, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident dudit État aux seules fins de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par un État contractant ou par une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE XX

Étudiants, stagiaires et apprentis

Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de venir séjourner dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans le premier État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

ARTICLE XXI

Estates or Trusts

1. Income received from an estate or a trust resident in Canada by a resident of Belgium may be taxed in Canada according to its law, but the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the recipient of the income, being a resident of Belgium, carries on in Canada a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in Canada professional services from a fixed base situated therein, and the right or interest in the estate or trust in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

ARTICLE XXII

Income not Expressly Mentioned

Items of income of a resident of a Contracting State which are not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that Contracting State except that, if such income is derived from sources within the other Contracting State, it may also be taxed in that other Contracting State.

IV. METHODS FOR PREVENTION OF DOUBLE TAXATION

ARTICLE XXIII

1. In the case of Belgium, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) when a resident of Belgium derives income which may be taxed in Canada in accordance with the Convention and which is not subject to the provisions of clauses (b), (c) and (d) below, Belgium shall exempt such income from tax but may, in calculating the amount of tax on the remaining income of that resident, apply the rate of tax which would have been applicable if such income had not been exempted.
- (b) In the case of dividends taxable in accordance with paragraph 2 of Article X and not exempt from Belgian tax according to

ARTICLE XXI

Successions (estates) ou fiducies (trusts)

1. Les revenus qu'un résident de la Belgique reçoit d'une succession (estate) ou d'une fiducie (trust) résidente au Canada peuvent être imposés au Canada conformément à sa législation, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des revenus.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des revenus, résident de la Belgique, exerce au Canada, soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que le droit ou la participation dans la succession (estate) ou la fiducie (trust) du chef duquel des revenus sont payés, se rattache effectivement audit établissement stable ou à ladite base fixe. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV, sont, suivant les cas, applicables.

ARTICLE XXII

Revenus non expressément mentionnés

Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État contractant, étant entendu que s'ils proviennent de sources situées dans l'autre État contractant, lesdits éléments peuvent aussi être imposés dans cet autre État contractant.

IV. DISPOSITIONS PRÉVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION

ARTICLE XXIII

1. En ce qui concerne la Belgique, la double imposition est évitée de la manière suivante:

- a) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus qui sont imposables au Canada conformément à la Convention et auxquels les dispositions des b), c) et d), ci-après ne sont pas applicables, la Belgique exempte de l'impôt ces revenus mais elle peut, pour calculer le montant de ses impôts sur le reste du revenu de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.
- b) En ce qui concerne les dividendes imposables conformément à l'article X, paragraphe 2, et non exemptés d'impôt belge en vertu du d) ci-après, les intérêts imposables conformément à

clause (d) of this paragraph, interest taxable in accordance with paragraph 2 or 7 of Article XI, royalties taxable in accordance with paragraph 2 or 7 of Article XII and income from an estate or a trust taxable in accordance with paragraph 1 of Article XXI, the fixed proportion in respect of the foreign tax for which provision is made under Belgian law shall, under the conditions and at the rate provided for by such law, be allowed as a credit against Belgian tax relating to such income.

- (c) When a resident of Belgium derives income to which the provisions of paragraph 3 or 5 of Article XIII or the provisions of Article XXII apply and which has been taxed in Canada, the amount of Belgian tax proportionately attributable to such income shall not exceed the amount which would be charged according to Belgian law if such income were taxed as earned income derived from sources outside Belgium and subject to foreign tax.
- (d) When a company which is a resident of Belgium owns shares or other rights in a company with share capital which is a resident of Canada and which is subject to Canadian tax on its profits, the dividends which are paid to it by the latter company and which may be taxed in Canada in accordance with paragraph 2 of Article X shall be exempt from the corporate income tax in Belgium to the extent that exemption would have been accorded if the two companies had been residents of Belgium.
- (e) When, in accordance with Belgian law, losses of an enterprise carried on by a resident of Belgium which are attributable to a permanent establishment situated in Canada have been effectively deducted from the profits of that enterprise for its taxation in Belgium, the exemption provided in clause (a) shall not apply in Belgium to the profits of other taxable periods attributable to that permanent establishment to the extent that those profits have also been exempted from tax in Canada by reason of compensation for the said losses.

2. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions (which, however, shall not affect the principle hereof) and unless a greater deduction or relief is provided for under the law of Canada, Belgian tax payable under the law of Belgium and in accordance with this Convention on profits, income or gains arising in Belgium shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.
- (b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a for-

l'article XI, paragraphes 2 ou 7, les redevances imposables conformément à l'article XII, paragraphes 2 ou 7, et les revenus provenant d'une succession (estate) ou d'une fiducie (trust) et imposables conformément à l'article XXI, paragraphe 1, la quotité forfaitaire d'impôt étranger prévue par la législation belge est imputée, dans les conditions et au taux prévus par cette législation, sur l'impôt belge afférent auxdits revenus.

- c) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus auxquels s'appliquent les dispositions de l'article XIII, paragraphes 3 ou 5, ou de l'article XXII et qui ont été imposés au Canada, le montant de l'impôt belge correspondant proportionnellement à ces revenus ne peut excéder celui qui serait perçu en vertu de la législation belge si lesdits revenus étaient imposables au titre de revenus professionnels réalisés et imposés à l'étranger.
- d) Lorsqu'une société résidente de la Belgique a la propriété d'actions ou parts d'une société par actions, résidente du Canada et soumise dans cet État à l'impôt canadien sur ses revenus, les dividendes qui lui sont payés par cette dernière société et qui sont imposables au Canada conformément à l'article X, paragraphe 2, sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique, dans la mesure où cette exemption serait accordée si les deux sociétés étaient résidentes de la Belgique.
- e) Lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies dans un établissement stable situé au Canada par une entreprise exploitée par un résident de la Belgique ont été effectivement déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue sub a) ne s'applique pas en Belgique aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement stable, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt au Canada en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

2. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la manière suivante:

- a) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation sur l'impôt dû au Canada de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada et de toute modification ultérieure de ces dispositions n'en affectant pas le principe, et sans préjudice d'une déduction ou d'un allègement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû en Belgique, conformément à la législation belge et à la présente Convention, du chef de bénéfices, revenus ou gains provenant de Belgique est porté en déduction de tout impôt canadien dû en raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains.
- b) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure

eign affiliate and to any subsequent modification of those provisions (which, however, shall not affect the principle hereof) for the purposes of computing Canadian tax, a company which is a resident of Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate which is a resident of Belgium.

3. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which may be taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise in that other State.

V. SPECIAL PROVISIONS

ARTICLE XXIV

Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirements connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. Stateless persons resident of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

3. When an individual who is a resident of a Contracting State is taxable in the other Contracting State in respect of income mentioned in any of Articles VI, VII, XIII, XIV, XV, XVIII and XIX, the tax of that other State on such income shall, if the individual so elects, be computed at the rate which would be applicable if he were a resident of that other State, taking into account his civil status and family responsibilities and the aggregate of such income. To be admissible, such election must be made in writing within two years from the end of the year in which the income concerned has accrued.

4. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

5. Nothing in this Article shall be construed as preventing Belgium:

- (a) from taxing at the rate determined by Belgian law the total profits or income attributable to a permanent establishment

rieure de ces dispositions n'en affectant pas le principe, une société qui est un résident du Canada peut aux fins de l'impôt canadien, déduire, lors du calcul de son revenu imposable, tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée qui est un résident de la Belgique.

3. Aux fins du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant, qui sont imposables dans l'autre État contractant conformément à la présente Convention sont considérés comme provenant de cet autre État.

V. DISPOSITIONS SPÉCIALES

ARTICLE XXIV

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État se trouvant dans la même situation.

2. Les apatrides résidents d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet État se trouvant dans la même situation.

3. Lorsqu'une personne physique résidente d'un État contractant est imposable dans l'autre État contractant sur des revenus visés à un ou plusieurs des articles VI, VII, XIII, XIV, XV, XVIII et XIX, l'impôt de cet autre État afférent auxdits revenus est, à sa demande, calculé au taux qui, compte tenu de sa situation et de ses charges de famille et du total desdits revenus, lui serait applicable si elle était un résident de cet autre État. Pour être recevable, une telle demande doit être présentée par écrit dans un délai de deux ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés.

4. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

5. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme empêchant la Belgique:

- a) d'imposer globalement, au taux fixé par la législation nationale belge, les bénéfices ou revenus imputables à un établissement stable ou à une base fixe dont dispose en Belgique une

or a fixed base maintained in Belgium by a company, or an entity taxable as a body corporate in Belgium, which is a resident of Canada;

- (b) from imposing the movable property prepayment on dividends derived from a holding which is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base maintained in Belgium by a company, or an entity taxable as a body corporate in Belgium, which is a resident of Canada.

6. In this Article, the term "taxation" means the taxes which are the subject of this Convention.

ARTICLE XXV

Mutual Agreement Procedure

1. Where a resident of a Contracting State considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with this Convention, he may, without prejudice to the remedies provided by the national laws of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which reveals the existence of taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the application of the Convention.

ARTICLE XXVI

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for the carrying out of this Convention and of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention insofar as the taxation thereunder is in accordance with this Convention.

Any information so obtained shall be treated as secret and shall not be disclosed to any persons other than the taxpayer or his mandatory, or other than persons or authorities concerned with the assessment or collection of or the determination of claims or appeals in relation to the taxes which are the subject of this Convention.

société ou une entité imposable en Belgique comme société, qui est un résident du Canada;

- b) de prélever le précompte mobilier sur les dividendes afférents à une participation se rattachant effectivement à un établissement stable ou une base fixe dont dispose en Belgique une société ou une entité imposable en Belgique comme société, qui est un résident du Canada.

6. Le terme «imposition» désigne dans le présent article les impôts visés par la présente Convention.

ARTICLE XXV

Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident d'un État contractant estime que les mesures prises par un État contractant ou par chacun des deux États entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente Convention, il peut, sans préjudice des recours prévus par la législation nationale de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont il est un résident, une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui révèle l'existence d'une imposition non conforme à la Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peut donner lieu l'application de la Convention.

ARTICLE XXVI

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention et celles des lois internes des États contractants relatives aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient est conforme à la Convention.

Tout renseignement ainsi obtenu doit être tenu secret et ne peut être communiqué, en dehors du contribuable ou de son mandataire, qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts visés par la présente Convention ou de l'examen des réclamations et recours y relatifs.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on one of the Contracting States the obligation:

- (a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) to supply particulars which are not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

ARTICLE XXVII

Diplomatic and Consular Officials

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic or consular missions under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding Article IV, an individual who is a member of a diplomatic, consular or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State, shall be deemed for the purposes of this Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total world income as are residents of that sending State.

3. This Convention shall not apply to International Organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic or consular mission of a third State, being present in a Contracting State and who are not liable in either Contracting State to the same obligations in relation to tax on their total world income as are residents of that State.

ARTICLE XXVIII

Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exclusion, exemption, deduction, credit, or other allowance now or hereafter accorded:

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des États contractants l'obligation:

- a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE XXVII

Fonctionnaires diplomatiques et consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article IV, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, consulaire ou permanente d'un État contractant établie dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est réputée, aux fins de la présente Convention, être un résident de l'État d'envoi si elle y est soumise aux mêmes obligations, en matière d'impôt sur son revenu global, que les résidents de l'État d'envoi.

3. La présente Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou consulaire d'un État tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et qu'ils ne sont soumis dans aucun État contractant aux mêmes obligations en matière d'impôt sur leur revenu global que les résidents de cet État.

ARTICLE XXVIII

Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés:

- (a) by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that Contracting State, or
- (b) by any other agreement between the Contracting States.

2. Nothing in this Convention shall have the effect of limiting the taxation of a company which is a resident of Belgium on the redemption of its own shares or rights or on the partition of its share capital.

3. Nothing in this Convention shall have the effect of preventing Canada from imposing its tax on amounts included in the income of a resident of Canada according to section 91 of the Canadian Income Tax Act.

4. This Convention shall not apply to non-resident-owned investment corporations as defined under section 133 of the Income Tax Act of Canada, or under any similar provision enacted by Canada after the signature of this Convention, or to any income derived from such companies by any shareholders thereof.

5. The competent authorities of the two Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of applying this Convention and shall by mutual agreement settle the mode of application of this Convention.

VI. FINAL PROVISIONS

ARTICLE XXIX

Entry into Force

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

2. The Convention shall enter into force 15 days after the date of exchange of the instruments of ratification and it shall apply:

(a) in Belgium:

- (i) to taxes due at source on income credited or payable on or after January 1 of the year in which the instruments of ratification have been exchanged;
- (ii) to other taxes charged on income for taxable periods ending on or after December 31 of the year of such exchange;

(b) in Canada:

- (i) to taxes withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after January 1 of the year in

a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État, ou

b) par tout autre accord intervenu entre les États contractants.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne peut avoir pour effet de limiter l'imposition d'une société résidente de la Belgique en cas de rachat de ses propres actions ou parts ou à l'occasion du partage de son avoir social.

3. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant le Canada de prélever son impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident du Canada en vertu de l'article 91 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

4. La présente Convention ne s'applique pas aux «corporations de placements appartenant à des non-résidents» telles qu'elles sont définies à l'article 133 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada ou dans toute disposition semblable qui serait adoptée par le Canada après la signature de la Convention, ou aux revenus que les actionnaires de telles sociétés reçoivent de celles-ci.

5. Les autorités compétentes des États contractants communiquent directement entre elles pour l'application de la présente Convention et règlent d'un commun accord les modalités d'application de celle-ci.

VI. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XXIX

Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles aussitôt que possible.

2. La présente Convention entrera en vigueur le quinzième jour suivant celui de l'échange des instruments de ratification et elle s'appliquera:

a) en Belgique:

- (i) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier de l'année de l'échange des instruments de ratification;
- (ii) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin à partir du 31 décembre de l'année de cet échange;

b) au Canada:

- (i) aux impôts retenus à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du

which the instruments of ratification have been exchanged;

- (ii) to other income taxes for taxation years commencing on or after January 1 of the year of such exchange.

ARTICLE XXX

Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 in any calendar year after three years from the year of the exchange of the instruments of ratification, give to the other Contracting State a notice of termination in writing and through diplomatic channels. In the event of termination before July 1 of such year, the Convention shall cease to have effect:

(a) in Belgium:

- (i) in respect of taxes due at source on income credited or payable after December 31 of the year of termination;
- (ii) in respect of other taxes charged on income for taxable periods ending on or after December 31 of the year immediately following the year of termination;

(b) in Canada:

- (i) in respect of taxes withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents after December 31 of the year of termination;
- (ii) in respect of other income taxes for taxation years commencing on or after January 1 of the year immediately following the year of termination.

1^{er} janvier de l'année de l'échange des instruments de ratification;

- (ii) aux autres impôts sur le revenu, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année de cet échange.

ARTICLE XXX

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur; mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile après la troisième année à partir de celle de l'échange des instruments de ratification, la dénoncer par écrit et par la voie diplomatique à l'autre État contractant. En cas de dénonciation avant le 1^{er} juillet d'une telle année, la Convention cessera de s'appliquer:

a) en Belgique:

- (i) à l'égard des impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement après le 31 décembre de l'année de la dénonciation;
- (ii) à l'égard des autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin à partir du 31 décembre de l'année qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

b) au Canada:

- (i) à l'égard des impôts retenus à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit après le 31 décembre de l'année de la dénonciation;
- (ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit immédiatement celle de la dénonciation.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed the present Convention.

DONE in duplicate at Ottawa, May 29, 1975, in the English, the French and the Netherlands languages, the three texts being equally authentic.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAITE en double exemplaire à Ottawa, le 29 mai 1975, en langues anglaise, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi.

GÉRARD PELLETIER
*For the Government of
Canada
Pour le Gouvernement du
Canada*

MARCEL RYMENANS
*For the Government of the
Kingdom of Belgium
Pour le Gouvernement du
Royaume de Belgique*

© Minister of Supply and Services Canada 1976

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/29
ISBN 0-660-00598-0

Price: Canada: \$1.00
Other countries: \$1.20

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1976

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/29
ISBN 0-660-00598-0

Prix: Canada: \$1.00
Autres pays: \$1.20

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

Government
Publication

TREATY SERIES 1976 No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

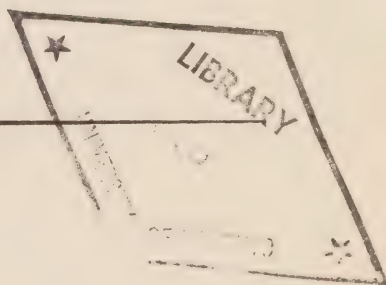
CAI
EA10
-T67

DOUBLE TAXATION

Convention between CANADA and FRANCE

Paris, May 2, 1975

In force July 29, 1976



DOUBLE IMPOSITION

Convention entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 2 mai 1975

En vigueur le 29 juillet 1976

CORRIGENDUM TO TREATY SERIES 1976 NO. 30
CORRIGENDUM AU RECUEIL DES TRAITES 1976 NO. 30

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto,
have signed this Convention.

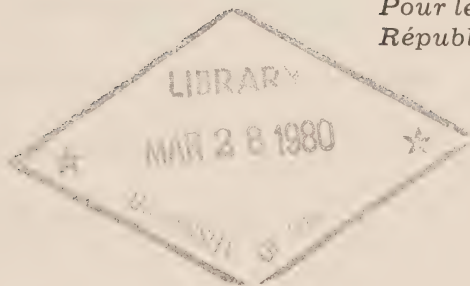
DONE in duplicate at Paris, this second day of May 1976 in the
English and French languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signés la
présente Convention.

FAIT en double exemplaire à Paris, le deuxième jour de mai 1976,
en langues anglaise et française, chaque version faisant également foi.

JOHN N. TURNER
*For the Government of
Canada*
*Pour le gouvernement du
Canada*

JEAN-PIERRE FOURCADE
*For the Government of the
French Republic*
*Pour le gouvernement de la
République Française*



C21
E210
T27



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION

Convention between CANADA and FRANCE

Paris, May 2, 1975

In force July 29, 1976

DOUBLE IMPOSITIONS

Convention entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 2 mai 1975

En vigueur le 29 juillet 1976

**CONVENTION BETWEEN OF THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF
DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH
RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL**

The Government of Canada and the Government of the French Republic,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

ARTICLE II

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of each Contracting State, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

(a) in the case of Canada:

the income taxes imposed by the Government of Canada,
(hereinafter referred to as "Canadian tax");

(b) in the case of France:

**CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, TENDANT À ÉVITER
LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN
MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française,

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE I

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou de chacun des deux États.

ARTICLE II

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des États contractants, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation des biens mobiliers et immobiliers, les impôts sur le montant des salaires payés par les entreprises ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont:

a) en ce qui concerne le Canada:

les impôts sur le revenu qui sont perçus par le Gouvernement du Canada, (ci-après dénommés «impôt canadien»);

b) en ce qui concerne la France:

the income tax, the corporation tax, including any withholding tax, prepayment or advance payment with respect to the aforesaid taxes, (hereinafter referred to as "French tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes and to taxes on capital which are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The Contracting States shall notify each other of any important changes which have been made in their respective taxation laws.

ARTICLE III

General Definitions

1. In this Convention:

- (a) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean, as the context requires, Canada or France;
- (b) the term "person" includes an individual, a company or any other body of persons, and in the case of Canada, a partnership, an estate and a trust;
- (c) the term "company" means any body corporate or any other entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;
- (d) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- (e) the term "competent authority" means:
 - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative;
 - (ii) in the case of France, the Minister of Economy and Finance (le Ministre de l'Économie et des Finances) or his authorized representative;
- (f) the term "tax" means Canadian tax or French tax, as the context requires;
- (g) the term "national" means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the law in force in a Contracting State.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that

l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, y compris toute retenue à la source, tout précompte ou avance décomptés sur ces impôts, (ci-après dénommés «impôt français»).

4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou analogue et aux impôts sur la fortune qui seraient entrés en vigueur après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les États contractants se communiqueront les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE III

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention:

- a) les expressions «un État contractant» et «l'autre État contractant» désignent, suivant le contexte le Canada ou la France;
- b) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés, et tous autres groupements de personnes et dans le cas du Canada, les sociétés de personnes (partnerships), les successions (estates) et les fiducies (trusts);
- c) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une «corporation» au sens du droit canadien;
- d) les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
- e) l'expression «autorité compétente» désigne:
 - (i) dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
 - (ii) dans le cas de la France, le ministre de l'Économie et des Finances ou son représentant autorisé;
- f) le terme «impôt» désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt français;
- g) le terme «national» désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant.

Contracting State relating to the taxes which are the subject of the Convention.

ARTICLE IV

Fiscal Domicile

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the law of that State, is liable to taxation therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then this case shall be determined in accordance with the following rules:

- (a) he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has a permanent home available to him. If he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State with which his personal and economic relations are closest (hereinafter referred to as his "centre of vital interests");
- (b) if the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has an habitual abode;
- (c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;
- (d) if he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question.

ARTICLE V

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business in which the business of the enterprise is wholly or partly carried on.

2. For the purposes of paragraph 1, the term "permanent establishment" shall include especially:

- (a) a place of management;

2. Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit État régissant les impôts qui font l'objet de la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE IV

Domicile fiscal

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

2. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne physique est considérée comme résident de chacun des États contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes:

- a) cette personne est considérée comme résident de l'État contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des États contractants, elle est considérée comme résident de l'État contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (ci-après dénommé «centre des intérêts vitaux»);
- b) si l'État contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu'elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États contractants, elle est considérée comme résident de l'État contractant où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des États contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résident de l'État contractant dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité de chacun des États contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est considérée comme résident de chacun des États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent de trancher la question d'un commun accord.

- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop;
- (f) a mine, quarry or other place of extraction of natural resources;
- (g) a building site or construction or assembly project or a place of prospecting for natural resources which exists for more than 12 months.

3. The term "permanent establishment" shall not be deemed to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;
- (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific research, or for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the enterprise.

4. A person (other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies) acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State shall be deemed to be a permanent establishment in the first-mentioned State:

- (a) if he has, and habitually exercises in that first-mentioned State, an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless his activities are limited to the purchase of goods or merchandise for the enterprise; or
- (b) if he maintains in that first-mentioned State a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise from which he habitually fills orders on behalf of the enterprise.

5. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business.

ARTICLE V

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. Aux fins du paragraphe 1, l'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction des ressources naturelles;
- g) un chantier de construction ou de montage ou un lieu de prospection de ressources naturelles dont la durée dépasse douze mois.

3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée pour l'entreprise aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une personne—autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 5—qui agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant est considérée comme «établissement stable» dans le premier État:

- a) si elle dispose dans ce premier État de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats

6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute for either company a permanent establishment of the other.

ARTICLE VI

Income From Immovable Property

1. Income from immovable property including income from agriculture or forestry may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall be defined in accordance with the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property. In the case of France, the term "law of the Contracting State" shall mean French taxation laws.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to profits from the alienation of such property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of professional services.

ARTICLE VII

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in

au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise; ou

- b) si cette personne dispose dans ce premier État d'un stock de marchandises appartenant à l'entreprise au moyen duquel elle exécute habituellement des commandes au nom de cette entreprise.

5. On ne considère pas qu'une entreprise d'un État contractant a un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE VI

Revenus de biens immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières, sont imposables dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. Pour l'application de la présente Convention, l'expression «biens immobiliers» est définie conformément au droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers. En ce qui concerne la France, l'expression «droit de l'État contractant» s'entend de la législation fiscale française.

3. La disposition du paragraphe 1 s'applique aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux bénéfices provenant de l'aliénation de tels biens.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant de biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses, whether incurred in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then, the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

ARTICLE VIII

Shipping and Air Transport

1. Profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article and of Article VII, profits derived from the operation of ships or aircraft used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits referred to in those paragraphs derived by an enterprise of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or in an international operating agency.

ARTICLE IX

Associated Enterprises

1. Where

- (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

ARTICLE VII

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables audit établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont imputées les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE VIII

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article et de l'article VII, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires

- (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where profits on which an enterprise of a Contracting State has been charged to tax in that State are also included in the profits of an enterprise of the other Contracting State and taxed accordingly, and the profits so included are profits which would have accrued to that enterprise of the other State if the conditions made between the enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then the first-mentioned State shall make an appropriate adjustment to the amount of tax charged on those profits in the first-mentioned State. In determining such an adjustment due regard shall be had to the other provisions of this Convention in relation to the nature of the income.

3. A Contracting State shall not change the profits of an enterprise in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the year in which the profits which would be subject to such change would have accrued to an enterprise of that State. This paragraph shall not apply in the case of fraud or wilful default.

ARTICLE X

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the law of that State; but if the recipient, resident of the other Contracting State, is the beneficial owner of the dividends, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends. The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income assimilated to income from shares by the

ou d'aéronefs utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfiques visés auxdits paragraphes qu'une entreprise d'un État contractant tire de sa participation à un groupe, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation.

ARTICLE IX

Entreprises associées

1. Lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfiques qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfiques de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsque des bénéfiques sur lesquels une entreprise d'un État contractant a été imposée dans cet État sont aussi inclus dans les bénéfiques d'une entreprise de l'autre État contractant et imposés en conséquence, et que les bénéfiques ainsi inclus sont des bénéfiques qui auraient été réalisés par cette entreprise de l'autre État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été fixées entre des entreprises indépendantes, le premier État procédera à un ajustement correspondant du montant de l'impôt qu'il a perçu sur ces bénéfiques. Pour déterminer l'ajustement à faire, il sera tenu compte des autres dispositions de la présente Convention relative à la nature du revenu.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les bénéfiques d'une entreprise dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les bénéfiques qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient été réalisés par une entreprise de cet État. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude ou d'omission volontaire.

taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the recipient of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the holding by virtue of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

5. A resident of Canada who receives dividends paid by a company which is a resident of France shall be entitled to the refund of the prepayment, if any, paid in respect of the dividends by the company making the distribution, subject to the deduction of the withholding tax on the refunded amounts in accordance with paragraph 2.

6. Where a company is a resident of only one Contracting State, the other Contracting State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State, or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

7. Notwithstanding any provision of this Convention

- (a) a company which is a resident of France and which has a permanent establishment in Canada shall, in accordance with the provisions of Canadian law, remain subject to the additional tax on companies other than Canadian corporations, but the rate of such tax shall not exceed 15 per cent;
- (b) a company which is a resident of Canada and which has a permanent establishment in France shall remain subject to the withholding tax in accordance with the provisions of French law, but the rate of such tax shall not exceed 15 per cent.

ARTICLE XI

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the law of that State; but the tax so charged shall, provided that the interest is taxable in the other Con-

ARTICLE X

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État; mais si la personne, résidente de l'autre État, qui perçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 p. 100 du montant brut de ces dividendes. Les dispositions du présent paragraphe ne concernent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

5. Un résident du Canada qui reçoit des dividendes distribués par une société qui est un résident de France peut demander le remboursement du précompte afférent à ces dividendes acquitté, le cas échéant, par la société distributrice, déduction faite de l'impôt retenu à la source sur le montant des sommes remboursées conformément au paragraphe 2.

6. Lorsqu'une société est un résident d'un seul État contractant l'autre État contractant ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

7. Nonobstant toute disposition de la présente Convention

a) une société qui est un résident de France et qui dispose d'un établissement stable au Canada demeure assujettie, conformé-

tracting State, not exceed 15 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in that other State to the extent that such interest:

- (a) is a penalty charge for late payment;
- (b) is paid by the central bank of a Contracting State to the central bank of the other Contracting State; or
- (c) is paid by the purchasing enterprise to the selling enterprise in connection with the sale on credit of any equipment or merchandise, except where the sale is made between associated enterprises within the meaning of Article IX, paragraph 1(a) or (b).

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

- (a) interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof in respect of a bond, debenture or similar obligation of a Contracting State or of a political subdivision or local authority thereof, shall be taxable only in that other State;
- (b) interest arising in France and paid to a resident of Canada shall be taxable only in Canada if it is paid in respect of a loan made or guaranteed, or of a credit granted or guaranteed, by the Export Development Corporation;
- (c) interest arising in Canada and paid to a resident of France shall be taxable only in France if it is paid in respect of a loan made or guaranteed, or of a credit granted or guaranteed, by the French Bank for External Trade (*la Banque Française pour le Commerce Extérieur*).

5. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income assimilated to income from money lent by the taxation law of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article X.

6. The provisions of paragraphs 2, 3 and 4 shall not apply if the recipient of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the interest arises a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or

ment aux dispositions de la législation canadienne, à l'impôt supplémentaire sur les sociétés autres que les corporations canadiennes, mais étant entendu que le taux de cet impôt n'excède pas 15 p. 100;

- b) une société qui est un résident du Canada et qui dispose d'un établissement stable en France demeure assujettie à la retenue à la source conformément aux dispositions de la législation française, mais étant entendu que le taux de cette retenue n'excède pas 15 p. 100.

ARTICLE XI

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État; mais, si les intérêts sont imposables dans l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 p. 100 de leur montant brut.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État dans la mesure où ces intérêts:

- a) sont des pénalisations pour paiement tardif;
- b) sont payés par la banque centrale d'un État contractant à la banque centrale de l'autre État contractant; ou
- c) sont payés par l'entreprise acheteuse à l'entreprise vendeuse en liaison avec la vente à crédit d'un équipement ou de marchandises quelconques, sauf lorsque la vente a lieu entre des entreprises associées au sens de l'article IX, paragraphe 1 a) ou b).

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2,

- a) les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif, au titre d'une obligation, d'un billet, d'un bon ou d'un autre titre analogue d'un État contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ne sont imposables que dans cet autre État;
- b) les intérêts provenant de France et payés à un résident du Canada ne sont imposables qu'au Canada s'ils sont payés en raison d'un prêt fait ou garanti, ou d'un crédit consenti ou garanti par la Société pour l'expansion des exportations;
- c) les intérêts provenant du Canada et payés à un résident de France ne sont imposables qu'en France s'ils sont payés en

fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV as the case may be, shall apply.

7. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and that interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

8. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE XII

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the law of that State; but if the royalties are taxable in the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2

- (a) copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films and works on film or videotape for use in connection with television) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax thereon shall be taxable only in that other State;
- (b) royalties arising in a Contracting State and paid to the government of the other Contracting State or to a body of that other State approved by the competent authorities of the two Contracting States, shall be taxable only in that other State.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, royalties in respect of cultural motion picture films arising in a Contracting State

raison d'un prêt fait ou avalisé, ou d'un crédit consenti ou avalisé par la Banque Française pour le Commerce Extérieur.

5. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'État d'où proviennent les revenus; mais il ne comprend pas les revenus visés à l'article X.

6. Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un État contractant, exerce, dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ceux-ci, ces intérêts sont réputés provenir de l'État contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

8. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE XII

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État mais, si ces redevances sont imposables dans l'autre État contractant,

and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof shall be taxable only in that other State.

This provision shall apply to royalties

- (a) paid to a resident of France in respect of French films which meet the requirements of Article 13 of Decree 59-1512 dated December 30, 1959 and which are included in the list of films referred to in Article 2 of Decree 71-46 dated January 6, 1971 which is used by the Art and Experimental Motion Picture Theatre Classification Board (Commission de classement des théâtres cinématographiques d'art et d'essai) provided for in Article 4 of Decree 71-46;
- (b) paid to a resident of Canada in respect of films wholly or principally directed and produced in Canada and which are included in the list of films prepared by the Committee of the Bureau of Film Festivals established under Order-in-Council P.C. 1968-400 dated February 29, 1968.

5. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including motion picture films, any patent, trademark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

6. The provisions of paragraphs 2, 3 and 4 shall not apply if the recipient of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the royalties arise a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

7. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or fixed base in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and those royalties are borne by that permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

8. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence

l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 p. 100 du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2

- a) les redevances à titre de droits d'auteurs et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et les œuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques destinés à la télévision) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui est assujetti à l'impôt à raison de ces redevances, ne sont imposables que dans cet autre État;
- b) les redevances provenant d'un État contractant et payées au gouvernement de l'autre État contractant ou à un organisme de cet autre État agréé par les autorités compétentes des deux États contractants, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances concernant les films cinématographiques culturels provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui y est assujetti à l'impôt à raison de ces redevances, ne sont imposables que dans cet autre État.

Cette disposition s'applique aux redevances

- a) payées à un résident de France à raison de films français qui répondent aux critères fixés à l'article 13 du décret 59-1512 du 30 décembre 1959 et qui sont inscrits sur la liste des films visés à l'article 2 du décret 71-46 du 6 janvier 1971 qui est utilisée par la commission de classement des théâtres cinématographiques d'art et d'essai prévue à l'article 4 du décret 71-46;
- b) payées à un résident du Canada à raison de films entièrement ou majoritairement réalisés et produits au Canada et qui sont inscrits sur la liste des films préparée par le Comité du Bureau des Festivals de Films créé en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 1968-400 du 29 février 1968.

5. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

6. Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un État contractant

of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE XIII

Gains from the Alienation of Property

1.

- (a) Gains from the alienation of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.
- (b) Gains from the alienation of shares of the capital stock of a company the assets of which consist principally of immovable property situated in a Contracting State may be taxed in that State.
- (c) Gains from the alienation of an interest in a partnership or a trust the assets of which consist principally of immovable property situated in a Contracting State may be taxed in that State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing professional services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base may be taxed in the other State. However, gains from the alienation of ships and aircraft operated in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which such property is taxable according to paragraph 3 of Article XXII.

3. Gains from the alienation of

- (a) shares forming part of a substantial interest in the capital stock of a company which is a resident of a Contracting State,
- (b) an interest in a trust or estate which is a resident of a Contracting State, or
- (c) an interest in a partnership which is a resident of a Contracting State,

may be taxed by that State; but the tax so charged shall not exceed 25 per cent of the amount of the gain. For the purposes of this paragraph, a substantial interest exists when the alienator, alone or together with associated persons, owns directly or indirectly 25 per cent or more of the shares of any class of the capital stock of a company.

exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

7. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel l'obligation de payer les redevances a été conclue et qui supporte la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'État contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

8. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE XIII

Gains provenant de l'aliénation de biens

1.
 - a) Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers sont imposables dans l'État contractant où ces biens sont situés.
 - b) Les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts du capital d'une société dont les actifs sont constitués principalement par des biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.
 - c) Les gains provenant de l'aliénation d'une participation dans une société de personnes (partnership) ou dans une fiducie (trust) dont les actifs sont constitués principalement par des biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont dispose un résident d'un État contractant dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 3, gains from the alienation of shares of the capital stock of a company which is a resident of a Contracting State—other than a company referred to in paragraph 1(b)—by an enterprise of the other Contracting State in the course of an amalgamation or other reorganization shall be taxable only in that other State. For the purposes of this paragraph, the term “reorganization” means any transaction between associated enterprises within the meaning of Article IX, paragraph 1(a) or (b), by virtue of which shares are alienated, other than any such transaction undertaken primarily for the purpose of securing the benefit of this provision and not for bona fide commercial reasons.

5. Gains from the alienation of any property, other than those mentioned in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

6. The provisions of paragraph 5 shall not affect the right of a Contracting State to tax according to its law gains derived by an individual resident in the other Contracting State from the alienation of any property, if the alienator:

- (a) is a national of the first-mentioned Contracting State or was a resident of that State for ten years or more prior to the alienation of the property, and
- (b) was a resident of that first-mentioned Contracting State at any time during the five years immediately preceding such alienation.

ARTICLE XIV

Professional Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other independent activities of a similar character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other Contracting State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term “professional services” includes independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

ARTICLE XV

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles XVI, XVIII and XIX, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable

libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État. Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international ainsi que de biens mobiliers affectés à l'exploitation de tels navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où ces biens sont imposables en vertu de l'article XXII, paragraphe 3.

3. Les gains provenant de l'aliénation

- a) d'actions ou de parts faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident d'un État contractant,
- b) d'une participation dans une fiducie (trust) ou une succession (estate) qui est un résident d'un État contractant, ou
- c) d'une participation dans une société de personnes (partnership) qui est un résident d'un État contractant,

sont imposables dans cet État; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 25 p. 100 du montant du gain. Au sens du présent paragraphe, il existe une participation substantielle lorsque le cédant, seul ou avec des personnes associées, possède directement ou indirectement au moins 25 p. 100 des actions ou parts d'une catégorie quelconque du capital d'une société.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3, les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts du capital d'une société qui est un résident d'un État contractant – autre qu'une société visée au paragraphe 1 b) – par une entreprise de l'autre État contractant dans le cas d'une fusion ou d'un autre remaniement, ne sont imposables que dans cet autre État. Au sens du présent paragraphe, le terme «remaniement» désigne toute opération réalisée entre des entreprises associées au sens de l'article IX, paragraphe 1 a) ou b), en vertu de laquelle des actions ou des parts sont aliénées; toutefois, ce terme ne comprend pas une telle opération effectuée essentiellement pour s'assurer le bénéfice de la présente disposition et non pour des raisons économiques sérieuses.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

6. Les dispositions du paragraphe 5 ne portent pas atteinte au droit d'un État contractant d'imposer, conformément à sa législation, les gains réalisés par une personne physique résidente de l'autre État contractant et provenant de l'aliénation d'un bien, lorsque le cédant:

- a) possède la nationalité du premier État contractant ou a été un résident de ce premier État pendant au moins dix ans avant l'aliénation du bien, et
- b) a été un résident de ce premier État contractant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant immédiatement ladite aliénation.

only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if the recipient is present in the other Contracting State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the calendar year concerned, and either

- (a) the remuneration does not exceed in the said year the greater of the following amounts:
 - (i) two thousand five hundred Canadian dollars, and
 - (ii) ten thousand French francs; or
- (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and such remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

The competent authorities of the Contracting States may, if necessary, agree to modify the above-mentioned amounts as a result of monetary or economic developments.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State, shall be taxable only in that State.

ARTICLE XVI

Directors' Fees

Directors' fees and similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or a similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State, may be taxed in that other State.

ARTICLE XVII

Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles VII, XIV and XV, income derived by entertainers, such as theatre, motion picture, radio or television artistes, and musicians, and by athletes, from their personal activities as such may be taxed in the Contracting State in which these activities are exercised.

2. Where income in respect of personal activities as such of an entertainer or athlete accrues not to that entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provi-

ARTICLE XIV

Professions libérales

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à ladite base fixe.

2. L'expression «professions libérales» comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE XV

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles XVI, XVIII et XIX, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si le bénéficiaire séjourne dans l'autre État contractant pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année civile considérée et

- a) si ces rémunérations n'excèdent pas au cours de ladite année le plus élevé des montants suivants:
 - (i) deux mille cinq cent dollars canadiens, et
 - (ii) dix mille francs français; ou
- b) si les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre État et si la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

Les autorités compétentes des États contractants peuvent, en cas de besoin, convenir de modifier les montants mentionnés ci-dessus en fonction de l'évolution économique ou monétaire.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire

sions of Articles VII, XIV and XV, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the entertainer or the athlete establishes that neither he, nor any person associated with him or related to him, participates directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

ARTICLE XVIII

Pensions and Annuities

1. Periodic or non-periodic pensions and other similar allowances arising in a Contracting State and paid in respect of past employment to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the Contracting State in which they arise.

2.

(a) Pensions and allowances received from Canada under the Pension Act, the Civilian War Pensions and Allowances Act or the War Veterans Allowances Act and compensation received under regulations made under section 7 of the Aeronautics Act shall, notwithstanding the provisions of paragraph 2(c) of Article XXIII, be excluded from the bases used for the computation of French tax, so long as they are exempt from Canadian tax.

(b) Pensions referred to in paragraphs 4, 5 and 6 of Article 81 of the French General Tax Code (Code général des impôts français) shall be exempt from Canadian tax so long as they are exempt from French tax.

3. Annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in the State in which they arise. The term "annuities" means stated sums payable periodically at stated times, during life or during a specified or ascertainable period of time, under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money's worth.

4. Alimony and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

ARTICLE XIX

Government Service

1.

(a) Remuneration paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to any individual in

ou d'un aéronef exploité en trafic international par une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE XVI

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

ARTICLE XVII

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles VII, XIV et XV les revenus que les artistes du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs, retirent de leurs activités personnelles en cette qualité sont imposables dans l'État contractant où ces activités sont exercées.

2. Lorsque le revenu d'activités exercées personnellement par un artiste du spectacle ou un sportif est attribué à une autre personne que l'artiste ou le sportif lui-même, il peut nonobstant les dispositions des articles VII, XIV et XV, être imposé dans l'État contractant où sont exercées les activités de l'artiste ou du sportif.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas si l'artiste du spectacle ou le sportif établit que ni lui, ni des personnes qui lui sont apparentées ou associées, ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

ARTICLE XVIII

Pensions et rentes

1. Les pensions et autres allocations similaires, périodiques ou non, provenant d'un État contractant et versées au titre d'un emploi antérieur à un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans l'État contractant d'où elles proviennent.

2.

- a) Les pensions et allocations reçues du Canada en vertu de la Loi sur les pensions, la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils ou la Loi sur les allocations aux anciens combattants et une indemnité reçue en vertu des règlements établis conformément à l'article 7 de la Loi sur l'aéronautique seront exclues des bases de calcul de l'impôt français nonob-

respect of services rendered to that State or subdivision or local authority thereof shall be taxable only in that State.

- (b) However, such remuneration shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if the services are rendered in that State and if the recipient
- (i) is a national of that State, or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of performing the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with any trade or business carried on by one of the Contracting States or a political subdivision or a local authority thereof.

ARTICLE XX

Students, Apprentices and Business Trainees

Payments which a student, apprentice or business trainee who is, or was immediately before visiting one of the Contracting States, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that first-mentioned State, provided that such payments are made to him from sources outside that State.

ARTICLE XXI

Income not Expressly Mentioned

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of this Article, items of income of a resident of a Contracting State which are not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. However, if such income is derived by a resident of a Contracting State from sources in the other Contracting State, it may also be taxed in the State in which it arises, and according to the law of that State. However, in the case of income from an estate or trust, the tax so charged shall, provided that the income is taxable in the Contracting State in which the recipient resides, not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

ARTICLE XXII

Capital

1. Capital represented by immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

stant les dispositions du paragraphe 2 c) de l'article XXIII, tant qu'elles seront exonérées de l'impôt canadien.

- b) Les pensions visées aux paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 81 du Code général des impôts français seront exonérées de l'impôt canadien tant qu'elles seront exonérées de l'impôt français.

3. Les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans l'État d'où elles proviennent. Le terme «rentes» désigne toute somme déterminée payable périodiquement à échéances fixes, à titre viager ou pendant une période déterminée ou qui peut l'être, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échange d'une contrepartie pleine et suffisante versée en argent ou évaluable en argent.

4. Les pensions alimentaires et les autres paiements analogues provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujetti à l'impôt à raison desdits revenus, ne sont imposables que dans cet autre État.

ARTICLE XIX

Fonctions publiques

1.
 - a) Les rémunérations versées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet État.
 - b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'État contractant dont le bénéficiaire est un résident si les services sont rendus dans cet État et si le bénéficiaire de la rémunération
 - (i) possède la nationalité dudit État, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident dudit État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par l'un des États contractants ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE XX

Étudiants, apprentis et stagiaires

Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de venir séjourner dans un État

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment of an enterprise, or by movable property pertaining to a fixed base used for the performance of professional services, may be taxed in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

3. Ships and aircraft operated by an enterprise of a Contracting State in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

ARTICLE XXIII

Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions (which shall not affect the principle hereof), and unless a greater deduction or relief is provided under the law of Canada, French tax payable under the law of France and in accordance with this Convention on profits, income or gains arising in France shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains;
- (b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions (which shall not affect the principle hereof) for the purpose of computing Canadian tax, a company resident in Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in France.

For the purpose of computing the exempt surplus of a foreign affiliate resident in France, profits derived from a permanent establishment of that company situated in an Overseas Territory of the French Republic shall be deemed to be derived from France.

2. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) income other than that mentioned in subparagraph (b) below shall be exempt from the French taxes mentioned in paragraph 3 of Article II while the income is, under the Convention, taxable in Canada;

contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit, pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans le premier État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État. -

ARTICLE XXI

Revenus non expressément mentionnés

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État contractant.

2. Toutefois, si ces revenus perçus par un résident d'un État contractant proviennent de sources situées dans l'autre État contractant ils peuvent être imposés dans l'État d'où ils proviennent et selon la législation de cet État. Mais, dans le cas d'un revenu provenant d'une succession (estate) ou d'une fiducie (trust), l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 p. 100 du montant brut du revenu si celui-ci est imposable dans l'État contractant dont le bénéficiaire est un résident.

ARTICLE XXII

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers est imposable dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercice d'une profession libérale est imposable dans l'État contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

3. Les navires et les aéronefs qu'une entreprise d'un État contractant exploite en trafic international, ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation ne sont imposables que dans cet État.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE XXIII

Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- (b) as regards income mentioned in Articles X, XI, XII, XVI, XVII and in paragraph 3 of Article XVIII which has borne Canadian tax in accordance with the provisions of these Articles, France shall allow to a resident of France receiving such income from Canada a tax credit corresponding to the amount of tax levied in Canada. Such tax credit, not exceeding the amount of French tax levied on such income, shall be allowed against taxes mentioned in paragraph 3 of Article II, in the bases of which such income is included;
- (c) notwithstanding the provisions of subparagraphs (a) and (b) French tax may be computed on income chargeable in France by virtue of this Convention at the rate appropriate to the total of the income chargeable in accordance with French laws.

3. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with the provisions of this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

ARTICLE XXIV

Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected. This provision shall apply to individuals whether or not they are residents of one of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. In this Article, the term "taxation" means the taxes which are the subject of this Convention.

ARTICLE XXV

Mutual Agreement Procedure

1. Where a resident of a Contracting State considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result

- a) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien exigible et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt français dû conformément à la législation française et à la présente Convention à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant de France est déduit de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains.
- b) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe, une société résidente au Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende payé par une corporation étrangère affiliée résidente en France et provenant du surplus exonéré de cette corporation.

Pour le calcul du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidente en France, les bénéfices provenant d'un établissement stable de cette corporation située dans un territoire d'outre-mer de la République française sont considérés comme provenant de France.

2. En ce qui concerne la France, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) les revenus autres que ceux visés à l'alinéa b) ci-dessous sont exonérés des impôts français visés au paragraphe 3 de l'article II lorsqu'ils sont imposables au Canada en vertu de la Convention;
- b) la France alloue au résident de France qui perçoit des revenus visés aux articles X, XI, XII, XVI, XVII et au paragraphe 3 de l'article XVIII ayant leur source au Canada et ayant supporté l'impôt canadien conformément aux dispositions desdits articles, un crédit d'impôt correspondant au montant de l'impôt payé au Canada. Ce crédit d'impôt, qui ne peut excéder le montant de l'impôt français portant sur les revenus susvisés, est imputé sur les impôts visés au paragraphe 3 de l'article II de la présente Convention, dans l'assiette desquels ces revenus sont compris;
- c) nonobstant les dispositions des alinéas a) et b), l'impôt français peut être calculé, sur les revenus imposables en France en vertu de la présente Convention, au taux correspondant au montant global du revenu imposable selon la législation française.

3. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de

for him in taxation not in accordance with this Convention, he may, notwithstanding the remedies provided by the national laws of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident. The case must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the taxation year in which the income concerned has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State; this provision does not apply in case of fraud or wilful default.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties arising as to the application of the Convention. In particular, the competent authorities of the Contracting States may consult together to endeavour to agree:

- (a) to the same attribution of profits to a resident of a Contracting State and its permanent establishment situated in the other Contracting State;
- (b) to the same allocation of income between a resident of a Contracting State and any associated person provided for in Article IX.

5. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a Commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

ARTICLE XXVI

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for the carrying out of this Convention or for the prevention of fraud or fiscal evasion in relation to the taxes which are the subject of this Convention. Any information so exchanged shall be treated as secret and shall not be disclosed to any persons or authorities other than those concerned with the assess-

l'autre État contractant conformément à la présente Convention, sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

ARTICLE XXIV

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État se trouvant dans la même situation. Cette disposition s'applique aux personnes physiques qu'elles soient ou non résidentes d'un des États contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Le terme «imposition» désigne dans le présent article les impôts auxquels s'applique la présente Convention.

ARTICLE XXV

Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident d'un État contractant estime que les mesures prises par un État contractant ou par chacun des deux États entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente Convention, il peut, indépendamment des recours prévus par la législation nationale de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'État contractant dont il est un résident. Le cas doit être soumis dans les deux ans qui suivront la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.

2. Cette autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmentera pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant,

ment or collection of the taxes which are the subject of this Convention.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on one of the Contracting States the obligation:

- (a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) to supply particulars which are not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

ARTICLE XXVII

Diplomatic and Consular Officials

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic or consular missions under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding Article IV of this Convention, an individual who is a member of a diplomatic, consular or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of this Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total world income as are residents of that sending State.

3. This Convention shall not apply to International Organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic, consular or permanent mission of a third State, being present in a Contracting State and who are not liable in either State to the same obligations in relation to tax on their total world income as are residents thereof.

ARTICLE XXVIII

Territorial Scope

1. This Convention shall apply, with respect to France, to the European and Overseas Departments (Guadeloupe, Guyane, Martinique and Réunion) of the French Republic.

2. This Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications, to the Overseas Territories of the French Republic which impose taxes substantially similar in charac-

après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés, sauf en cas de fraude ou d'omission volontaire.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés auxquelles peut donner lieu l'application de la Convention. En particulier, les autorités compétentes des États contractants peuvent se consulter en vue de parvenir à un accord:

- a) pour que les bénéfices revenant à un résident d'un État contractant et à son établissement stable situé dans l'autre État contractant soient imputés d'une manière identique;
- b) pour que les revenus revenant à un résident d'un État contractant et à toute personne associée visée à l'article IX soient attribués d'une manière identique.

5. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des États contractants.

ARTICLE XXVI

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour prévenir la fraude ou l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts auxquels s'applique la Convention. Tout renseignement ainsi échangé sera tenu secret et ne pourra être communiqué qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts auxquels s'applique la présente Convention.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des États contractants l'obligation:

- a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commer-

ter to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from such date and subject to such modifications and conditions, including conditions as to termination, as may be specified and agreed between the Contracting States in notes to be exchanged through diplomatic channels or in any other manner in accordance with their constitutional procedures.

3. Unless otherwise agreed by both Contracting States, the termination of the Convention by one of the Contracting States under Article XXXI shall terminate, in the manner provided for in that Article, the application of the Convention to any territory to which it has been extended under this Article.

ARTICLE XXIX

Miscellaneous Rules

1. Nothing in this Convention shall be construed as preventing Canada from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of Canada according to section 91 of the Canadian Income Tax Act.

2. A resident of a Contracting State who maintains one or several abodes in the territory of the other Contracting State shall not be subject in that other State to an income tax according to an imputed income based on the rental value of that or those abodes.

3. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this Convention.

ARTICLE XXX

Entry into Force

1. Each of the Contracting States shall notify to the other the completion of the procedure required by its laws for the bringing into force of this Convention. This Convention shall enter into force on the date of the later of these notifications and shall thereupon have effect:

(a) in Canada:

- (i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force, and
- (ii) in respect of other taxes, in the case of companies, for any financial year beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force, and in other cases, for any taxation year beginning on or after the first day of January of the said year;

(b) in France:

- (i) for the withholding tax and the prepayment (*précompte*) relating to any amounts payable on or after the first day

cial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE XXVII

Fonctionnaires diplomatiques et consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article IV de la présente Convention, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, consulaire ou permanente d'un État contractant établie dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est réputée, aux fins de la présente Convention, être un résident de l'État d'envoi à condition d'y être soumise aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents dudit État.

3. La présente Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, consulaire ou permanente d'un État tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et ne sont pas soumis dans l'un ou l'autre État contractant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents desdits États.

ARTICLE XXVIII

Champ d'application territoriale

1. La présente Convention s'applique, en ce qui concerne la France, aux départements européens et aux départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) de la République française.

2. La présente Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer de la République française qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date, avec les modifications et dans les conditions, y compris les conditions relatives à la cessation d'application, qui sont fixées d'un commun accord entre les États contractants par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme à leurs dispositions constitutionnelles.

3. A moins que les deux États contractants n'en soient convenus autrement, lorsque la Convention sera dénoncée par l'un d'eux en vertu de l'article XXXI, elle cessera de s'appliquer, dans les conditions prévues à cet article, à tout territoire auquel elle aura été étendue conformément au présent article.

- of January in the calendar year in which the Convention enters into force;
- (ii) in respect of the corporation tax, for any financial year beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force; and
 - (iii) in respect of the income tax, for any taxation year beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force.

2. The agreement between Canada and France for the avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income signed at Paris on March 16, 1951 is terminated. Its provisions shall cease to have effect from the date on which the corresponding provisions of this Convention take effect in accordance with the provisions of paragraph 1.

ARTICLE XXXI

Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 in any calendar year after the year 1977, give notice of termination to the other Contracting State and, in such event, the Convention shall cease to have effect:

(a) in Canada:

- (i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given, and
- (ii) in respect of other taxes, in the case of companies, for any financial year beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given, and in other cases, for any taxation year beginning on or after the first day of January in the said year;

(b) in France:

- (i) for the withholding tax and the prepayment (*précompte*) relating to any amounts payable on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given,
- (ii) in respect of the corporation tax, for any financial year beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given, and
- (iii) in respect of the income tax, for any taxation year beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given.

ARTICLE XXIX

Dispositions diverses

1. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant le Canada de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident du Canada en vertu de l'article 91 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. Un résident d'un État contractant qui dispose d'une ou de plusieurs résidences sur le territoire de l'autre État contractant ne peut être soumis dans cet autre État à un impôt sur le revenu selon une base forfaitaire déterminée d'après la valeur locative de cette ou de ces résidences.

3. Les autorités compétentes des États contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de la présente Convention.

ARTICLE XXX

Entrée en vigueur

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et prendra effet:

a) au Canada

- (i) en ce qui concerne l'impôt retenu à la source, pour les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à compter du 1^{er} janvier de l'année civile où la Convention est entrée en vigueur, et
- (ii) en ce qui concerne les autres impôts, dans le cas des sociétés, pour tout exercice financier commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année civile où la Convention est entrée en vigueur, et dans les autres cas, pour toute année d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de ladite année;

b) en France:

- (i) en ce qui concerne la retenue à la source et le précompte, pour toute somme mise en paiement à compter du 1^{er} janvier de l'année civile où la Convention est entrée en vigueur;
- (ii) en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, pour tout exercice commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année civile où la Convention est entrée en vigueur; et
- (iii) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, pour toute année d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année civile où la Convention est entrée en vigueur.

2. La Convention entre le Canada et la France, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Paris le 16 mars 1951 est abrogée. Ses dispositions cesseront d'avoir effet à compter de la date à laquelle les dispositions correspondantes de la présente Convention prendront effet conformément aux dispositions du paragraphe 1.

ARTICLE XXXI

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur; mais chacun des États contractants pourra, au plus tard le 30 juin de toute année civile postérieure à l'année 1977, donner un avis de dénonciation à l'autre État contractant et, dans ce cas, la Convention cessera d'avoir effet:

a) au Canada:

- (i) en ce qui concerne l'impôt retenu à la source, sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'avis est donné, et
- (ii) en ce qui concerne les autres impôts, dans le cas des sociétés, pour tout exercice financier commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'avis est donné, et dans les autres cas, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de ladite année:

b) en France:

- (i) en ce qui concerne la retenue à la source et le précompte, pour toute somme mise en paiement à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'avis est donné,
- (ii) en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, pour tout exercice commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'avis est donné, et
- (iii) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, pour toute année d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'avis est donné.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Paris, this second day of May 1976 in the English and French languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signés la présente Convention.

FAIT en double exemplaire à Paris, le deuxième jour de mai 1976, en langues anglaise et française, chaque version faisant également foi.

GÉRARD PELLETIER
*For the Government of
Canada
Pour le gouvernement du
Canada*

JEAN-PIERRE FOURCADE
*For the Government of the
French Republic
Pour le gouvernement de la
République Française*

© Minister of Supply and Services Canada 1976

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller

Catalogue No. E3-1976/30
ISBN 0-660-00599-9

Price: Canada: \$1.00
Other countries: \$1.20

Price subject to change without notice

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1976

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/30
ISBN 0-660-00599-9

Prix: Canada: \$1.00
Autres pays: \$1.20

Prix sujet à changement sans avis préalable

CAI
EA 10
- P67

INADA

Government
Publications



TREATY SERIES 1976 No. 31 RECUEIL DES TRAITÉS

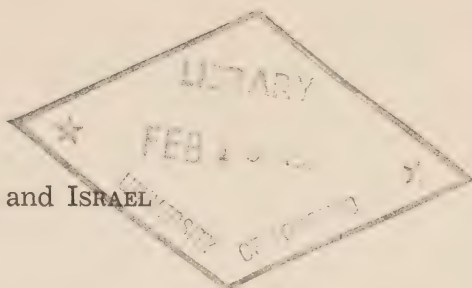
DOUBLE TAXATION

Convention between CANADA and ISRAEL

Ottawa, July 21, 1975

Instruments of Ratification exchanged July 27, 1976

In force July 27, 1976



DOUBLE IMPOSITIONS

Convention entre le CANADA et ISRAËL

Ottawa, le 21 juillet 1975

Échange des Instruments de ratifications le 27 juillet 1976

En vigueur le 27 juillet 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 31 RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION

Convention between CANADA and ISRAEL

Ottawa, July 21, 1975

Instruments of Ratification exchanged July 27, 1976

In force July 27, 1976

DOUBLE IMPOSITIONS

Convention entre le CANADA et ISRAËL

Ottawa, le 21 juillet 1975

Échange des Instruments de ratifications le 27 juillet 1976

En vigueur le 27 juillet 1976

CONVENTION BETWEEN CANADA AND THE STATE OF ISRAEL FOR THE
AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL
EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of Canada and the Government of the State of
Israel,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double
taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on
income and on capital,

Have agreed as follows:

I. SCOPE OF THE CONVENTION

ARTICLE I

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one
or both of the Contracting States.

ARTICLE II

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital
imposed on behalf of each Contracting State, irrespective of the
manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all
taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of
income or of capital, including taxes on gains from the alienation of
movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages
or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital
appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in
particular:

(a) in the case of Canada:

the income taxes imposed by the Government of Canada, (hereinafter referred to as "Canadian tax");

(b) in the case of Israel:

the income tax (including capital gains tax);

the company tax;

the tax on gains from the sale of land under the Land Appreciation Tax Law; and

the tax on income levied under the Services Tax Law (Banking Institutions and Insurance Companies),

(hereinafter referred to as "Israeli tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes on income and to taxes on capital which are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The Contracting States shall notify each other of changes which have been made in their respective taxation laws.

II. DEFINITIONS

ARTICLE III

General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) (i) the term "Canada" used in a geographical sense means the territory of Canada, including any area beyond the territorial waters of Canada which, under the laws of Canada, is an area within which Canada may exercise rights with respect to the sea-bed and sub-soil and their natural resources;

(ii) the term "Israel" used in a geographical sense means the territory of the State of Israel, including any area beyond the territorial waters of Israel which, under the laws of Israel, is an area within which Israel may exercise rights with respect to the sea-bed and sub-oil and their natural resources;

(b) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean, as the context requires, Canada or Israel;

- (c) The term "person" includes an individual, an estate, a trust, a company, a partnership, and any other body of persons;
- (d) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;
- (e) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- (f) The term "competent authority" means:
 - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative,
 - (ii) in the case of Israel, the Minister of Finance or his authorized representative;
- (g) The term "tax" means Canadian tax or Israeli tax, as the context requires;
- (h) The term "national" means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the law in force in a Contracting State.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State relating to the taxes which are the subject of the Convention.

ARTICLE IV

Fiscal Domicile

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the law of that State, is liable to taxation therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1, an individual is a resident of both Contracting States, then this case shall be determined in accordance with the following rules:

- (a) he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has a permanent home available to him. If he has a

permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State with which his personal economic relations are closest (hereinafter referred to as his "centre of vital interests");

- (b) if the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has an habitual abode;
- (c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;
- (d) if he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1, a company is a resident of both Contracting States, then this case shall be determined in accordance with the following rules:

- (a) it shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which it is a national;
- (b) if it is a national of neither of the Contracting States, it shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which its place of effective management is situated.

4. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual or a company is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of the Convention to such person.

ARTICLE V

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business in which the business of the enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" shall include especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop;

- (f) a farm or a plantation;
- (g) a mine, quarry or other place of extraction of natural resources;
- (h) a building site or construction or assembly project or supervision activities in connection therewith, where such site, project or activity continues for a period of more than six months.

3. The term "permanent establishment" shall not be deemed to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;
- (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific research, or for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the enterprise.

4. A person (other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies) acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State shall be deemed to be a permanent establishment in the first-mentioned State if he has, and habitually exercises in that State, an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless his activities are limited to the purchase of goods or merchandise for the enterprise.

5. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute for either company a permanent establishment of the other.

III. TAXATION OF INCOME

ARTICLE VI

Income from Immovable Property

1. Income from immovable property including income from agriculture or forestry may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall be defined in accordance with the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to profits from the alienation of such property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of professional services.

ARTICLE VII

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses, whether incurred in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then, the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

ARTICLE VIII

Shipping and Air Transport

1. Profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 or Article VII, profits derived from the operation of ships or aircraft used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits referred to in those paragraphs derived by an enterprise of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or in an international operating agency.

ARTICLE IX

Associated Enterprises

1. Where

- (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ

from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where profits on which an enterprise of a Contracting State has been charged to tax in that State are also included in the profits of an enterprise of the other Contracting State and taxed accordingly, and the profits so included are profits which would have accrued to that enterprise of the other State, if the conditions made between the enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then the first-mentioned State shall make an appropriate adjustment to the amount of tax charged on those profits in the first-mentioned State. In determining such an adjustment due regard shall be had to the other provisions of this Convention in relation to the nature of the income.

3. A Contracting State shall not change the profits of an enterprise in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the year in which the profits which would be subject to such change would have accrued to an enterprise of that State. This paragraph shall not apply in case of fraud, wilful default or neglect.

ARTICLE X

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the law of that State; but where the resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the dividends, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends. The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, «jouissance» shares or «jouissance» rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income assimilated to income from shares by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the recipient of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on in

the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the holding by virtue of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

5. Where a company is a resident of a Contracting State, the other Contracting State may not impose any tax on the dividends paid by the company to persons who are not residents of that other State, or subject the company to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State. The provisions of this paragraph shall not prevent that other State from taxing dividends relating to a holding which is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base operated in that other State by a person who is not a resident of the first-mentioned State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 15 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits attributable to a permanent establishment in a Contracting State in a year and previous years after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed on such profits by that State.

ARTICLE XI

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the law of that State; but the tax so charged shall, provided that the interest is taxable in the other Contracting State, not exceed 15 per cent of the gross amount of the interest.

3. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income assimilated

to income from money lent by the taxation law of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article X.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the recipient of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the interest arises a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV as the case may be, shall apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and that interest is borne by that permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

7. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

- (a) Interest arising in Israel and paid to a resident of Canada shall be taxable only in Canada if it is paid in respect of a loan made by the Export Development Corporation, and
- (b) interest arising in Canada and paid to a resident of Israel shall be taxable only in Israel if it is paid in respect of a loan made by such lending institution as is specified and agreed in letters exchanged between the Contracting States.

ARTICLE XII

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the law of that State; but the tax so charged shall, provided that the royalties are taxable in the other Contracting State, not exceed 15 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films and works on films or videotapes for use in connection with television) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax thereon shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience, and includes payments of any kind in respect of motion picture films and works on films or videotapes for use in connection with television.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the recipient of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the royalties arise a trade or business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article VII or Article XIV, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or fixed base in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and those royalties are borne by that permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE XIII

Gains from the Alienation of Property

1. Gains from the alienation of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing professional services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base may be taxed in the other State. However, gains from the alienation of ships and aircraft operated in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which such property is taxable according to paragraph 3 of Article XXII.

3. Gains from the alienation of shares of a company, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State, may be taxed in that State.

Gains from the alienation of an interest in a partnership or a trust, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State, may be taxed in that State.

4. Gains from the alienation of any property, other than those mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

5. The provisions of paragraph 4 shall not affect the right of either of the Contracting States to levy, according to its domestic law, a tax on gains from the alienation of any property derived by an individual who is a resident of the other Contracting State and has been a resident of the first-mentioned State at any time during the five years immediately preceding the alienation of the property.

ARTICLE XIV

Professional Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other independent activities of a similar character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other Contracting State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

A resident of a Contracting State performing professional services or other independent activities in the other State shall be deemed to have such a fixed base available to him in that other State if he is present in that other State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in the taxation year concerned.

2. The term "professional services" includes independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

ARTICLE XV

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Article XVI, XVIII and XIX, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if the recipient is present in the other Contracting State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the calendar year concerned, and either

- (a) the remuneration earned in the other Contracting State in the calendar year concerned does not exceed two thousand five hundred Canadian dollars (\$2,500) or its equivalent in Israeli pounds; or
- (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and such remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State, shall be taxable only in that State.

ARTICLE XVI

Directors' Fees

Directors' fees and similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of

directors or a similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State, may be taxed in that other State.

ARTICLE XVII

Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles VII, XIV and XV, income, including salaries, derived by entertainers, such as theatre, motion picture, radio or television artistes, and musicians, and by athletes, from their personal activities as such may be taxed in the Contracting State in which these activities are exercised.

2. Where income in respect of personal activities as such of an entertainer or athlete accrues not to that entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles VII, XIV and XV, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if it is established that neither the entertainer or the athlete nor persons related thereto, participate directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

ARTICLE XVIII

Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in the State in which they arise, and according to the law of that State. However, in the case of periodic pension payments or periodic annuity payments, the tax so charged shall not exceed the lesser of

(a) 15 per cent of the gross amount of the payment, and

(b) the rate determined by reference to the amount of tax that the recipient of the payment would otherwise be required to pay for the year on the total amount of the periodic pension payments or periodic annuity payments received by him in the year, if he were resident in the Contracting State in which the payment arises.

However, the limitations on the rate of tax mentioned above shall not apply to payments under an income-averaging annuity contract.

3. Notwithstanding anything in this Convention:

(a) pensions and allowances received from Canada under the Pension Act, The Civilian War Pensions and Allowances Act

or the War Veterans Allowances Act and compensation received under regulations made under section 7 of the Aeronautics Act shall not be taxable in Israel so long as they are not subject to Canadian tax;

- (b) pensions payable in respect of war injuries, a border injury or an enemy inflicted injury, within the meaning of these terms in section 36(b) of the Income Tax Ordinance of Israel, and pensions payable by the Treasury of Israel to a person who was a dependent of a soldier who died as a result of a war operation shall not be taxable in Canada so long as they are not subject to Israeli tax;
- (c) alimony and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

ARTICLE XIX

Government Service

1.

- (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to any individual in respect of services rendered to that State or subdivision or local authority thereof shall be taxable only in that State.
- (b) However, such remuneration shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if the services are rendered in that State and the recipient did not become a resident of that State solely for the purpose of performing the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with any trade or business carried on by one of the Contracting States or a political subdivision or a local authority thereof.

ARTICLE XX

Students

Payments which a student, apprentice or business trainee who is, or was immediately before visiting one of the Contracting States, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that first-mentioned State, provided that such payments are made to him from sources outside that State.

ARTICLE XXI

Income not Expressly Mentioned

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of this Article, items of income of a resident of a Contracting State which are not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that Contracting State.

2. However, if such income is derived by a resident of a Contracting State from sources in the other Contracting State, such income may also be taxed in the State in which it arises, and according to the law of that State. However, in the case of income from an estate or trust, the tax so charged shall, provided that the income is taxable in the Contracting State in which the recipient resides, not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

IV. TAXATION OF CAPITAL

ARTICLE XXII

1. Capital represented by immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment of an enterprise, or by movable property pertaining to a fixed base used for the performance of professional services, may be taxed in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

3. Ships and aircraft operated by an enterprise of a Contracting State in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

V. METHODS FOR PREVENTION OF DOUBLE TAXATION

ARTICLE XXIII

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions (which shall not affect the general principle hereof) and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, Israeli tax payable under the law of Israel and in accordance with this Convention on profits, income or gains arising in Israel shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.
- (b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions (which shall not affect the general principle hereof) for the purpose of computing Canadian tax a company resident in Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in Israel.

2. For the purpose of paragraph 1(a), Israeli tax payable by a resident of Canada

- (a) in respect of profits attributable to a trade or business carried on by it in Israel, or
- (b) in respect of dividends or interest received by it from a company which is a resident of Israel,

shall be deemed to include any amount which would have been payable as Israeli tax for any year but for an exemption from, or reduction of, tax granted for that year or any part thereof under—

- (c) any of the following provisions, that is to say:

sections 45, 46, 47 and 47A of the Law for the Encouragement of Capital Investments, 5719-1959, as amended;

sections 5 and 6 of the Israeli Corporation Ltd. Law, 5729-1969; or

sections 6 and 7 of the Law for the Encouragement of Capital Investments (Major Capital Companies), 5733-1973;

so far as they were in force on, and have not been modified since, the date of signature of this Convention, or have been modified only in minor respects so as not to affect their general character;

and except to the extent that any of the said provisions (other than section 45(2) of the Law for the Encouragement of Capital Investments, 5719-1959) has the effect of exempting or relieving a source of income for a period in excess of 10 years;

- (d) any other provision which may subsequently be made granting an exemption or reduction of tax which is agreed by the competent authorities of the Contracting States to be of a substantially similar character, if it has not been modified

thereafter or has been modified only in minor respects so as not to affect its general character.

3. Where a resident of Israel derives profits, income or gains which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Canada, Israel shall, subject to the provisions of the law of Israel, allow as a deduction from the Israeli tax of that person, an amount equal to the tax paid in Canada. The deduction shall not, however, exceed that part of the tax as computed before the deduction is given, which is appropriate to the profits, income or gains which may be taxed in Canada.

4. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

VI. SPECIAL PROVISIONS

ARTICLE XXIV

Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirements connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. Stateless persons resident in one Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that State in the same circumstances are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

4. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected

in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of a third State, are or may be subjected.

6. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

ARTICLE XXV

Mutual Agreement Procedure

1. Where a resident of a Contracting State considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with this Convention, he may, without prejudice to the remedies provided by the national laws of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the taxable period in which the income concerned has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in case of fraud, wilful default or neglect.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. In particular, the competent authorities of the Contracting States may consult together to endeavour to agree:

- (a) to the same attribution of profits to a resident of a Contracting State and its permanent establishment situated in the other Contracting State;
- (b) to the same allocation of income between a resident of a Contracting State and any associated person provided for in Article IX.

ARTICLE XXVI

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for the carrying out of this Convention and of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention insofar as the taxation thereunder is in accordance with this Convention. Any information so exchanged shall be treated as secret and shall not be disclosed to any persons or authorities other than those concerned with the assessment or collection of the taxes which are the subject of this Convention.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on one of the Contracting States the obligation:

- ▼ (a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) to supply particulars which are not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

ARTICLE XXVII

Diplomatic and Consular Officials

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic or consular missions under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding Article IV of this Convention, an individual who is a member of a diplomatic, consular or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of this Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total world income as are residents of that sending State.

3. This Convention shall not apply to International Organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic, consular or permanent mission of a third State, being present in a Contracting State and who are not liable in that State to the same obligations in relation to tax on their total world income as are residents of that State.

ARTICLE XXVIII

Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exclusion, exemption, deduction, credit, or other allowance now or hereafter accorded

(a) by the laws of one of the Contracting States in the determination of the tax imposed by that Contracting State, or

(b) by any other agreement between the Contracting States.

2. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of applying this Convention.

VII. FINAL PROVISIONS

ARTICLE XXIX

Entry into Force

1. This Convention shall be ratified and the Instruments of Ratification shall be exchanged in Israel.

2. The Convention shall enter into force upon the exchange of the Instruments of Ratification and its provisions shall have effect:

(a) in Canada:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of April in the calendar year in which the exchange of instruments of ratification takes place; and

(ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the exchange of instruments of Ratification takes place.

(b) in Israel:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of April in the calendar year in which the exchange of Instruments of Ratification takes place; and

(ii) in respect of other Israeli tax for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the exchange of Instruments of Ratification takes place.

ARTICLE XXX

Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 in any calendar year after the year of the exchange of the Instruments of Ratification, give notice of termination to the other Contracting State and in such event the Convention shall cease to have effect:

(a) in Canada:

- (i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of April in the calendar year next following that in which the notice is given; and
- (ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given.

(b) in Israel:

- (i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of April in the calendar year next following that in which the notice is given; and
- (ii) in respect of other Israeli tax for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given.

**CONVENTION ENTRE LE CANADA ET L'ÉTAT D'ISRAËL, TENDANT À
ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE
EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'État d'Israël,

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenus des dispositions suivantes:

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

ARTICLE I

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou de chacun des deux États.

ARTICLE II

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des États contractants, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation des biens mobiliers et immobiliers, les impôts sur le montant des salaires payés par les entreprises ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne le Canada:

les impôts sur le revenu qui sont perçus par le Gouvernement du Canada, (ci-après dénommés «impôt canadien»);

b) en ce qui concerne Israël

l'impôt sur le revenu (y compris l'impôt sur les gains en capital);

l'impôt sur les sociétés;

l'impôt sur les gains provenant de la vente des terres perçu en vertu de la Loi portant imposition de la plus-value des terres; et

l'impôt sur le revenu perçu en vertu de la Loi portant l'imposition des services des institutions bancaires et des sociétés d'assurances,

(ci-après dénommés «impôt israélien»).

4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts sur le revenu de nature identique ou analogue et aux impôts sur la fortune qui seraient entrés en vigueur après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les États contractants se communiqueront les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

II. DÉFINITIONS

ARTICLE III

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) (i) le terme «Canada», employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada, y compris toute région située au-delà des eaux territoriales du Canada qui, en vertu des lois du Canada, est une région à l'intérieur de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du sol marin et son sous-sol et de leurs ressources naturelles;
- (ii) le terme «Israël» employé dans un sens géographique, désigne le territoire de l'État d'Israël, y compris toute région située au-delà des eaux territoriales d'Israël qui, en vertu des lois d'Israël, est une région à l'intérieur de laquelle Israël peut exercer des droits à l'égard du sol marin et son sous-sol et de leurs ressources naturelles;

- b) les expressions «un État contractant» et «l'autre État contractant» désignent, suivant le contexte, le Canada ou Israël;
- c) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les successions (estates), les fiducies (trusts), les sociétés, les sociétés de personnes (partnerships) et tous autres groupements de personnes;
- d) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une corporation au sens du droit canadien;
- e) les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
- f) l'expression «autorité compétente» désigne:
 - (i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
 - (ii) en ce qui concerne Israël, le ministre des Finances ou son représentant autorisé;
- g) le terme «impôt» désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt israélien;
- h) le terme «national» désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant.

2. Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit État régissant les impôts qui font l'objet de la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE IV

Domicile fiscal

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

2. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne physique est considérée comme résident de chacun des États contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes:

- a) cette personne est considérée comme résident de l'État contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des États contractants, elle est considérée comme résident de l'État contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (ci-après dénommé «centre des intérêts vitaux»);
- b) si l'État contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu'elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États contractants, elle est considérée comme résident de l'État contractant où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des États contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résident de l'État contractant dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité de chacun des États contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une société est considérée comme résident de chacun des États contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes:

- a) elle est considérée comme résident de l'État contractant dont elle possède la nationalité;
- b) si elle ne possède la nationalité d'aucun des États contractants, elle est considérée comme résident de l'État contractant où se trouve son siège de direction effective.

4. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique ou une société est considérée comme résident de chacun des États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforceront d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la présente Convention à ladite personne.

ARTICLE V

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;

- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) une exploitation agricole ou une plantation;
- g) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction des ressources naturelles;
- h) un chantier de construction ou une chaîne temporaire de montage ou d'activités de surveillance s'y exerçant, lorsque ce chantier, cette chaîne temporaire ou ces activités ont une durée supérieure à six mois.

3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée pour l'entreprise aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une personne (autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 5) qui agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant est considérée comme constituant un établissement stable dans le premier État si elle dispose dans ce premier État de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

5. On ne considère pas qu'une entreprise d'un État contractant a un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

III. IMPOSITION DES REVENUS

ARTICLE VI

Revenus de biens immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers, y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières, sont imposables dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression «biens immobiliers» est définie conformément au droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

3. La disposition du paragraphe 1 s'applique aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux bénéfices provenant de l'aliénation de tels biens.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

ARTICLE VII

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables audit établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont imputées les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE VIII

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et de l'article VII, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices visés auxdits paragraphes qu'une entreprise d'un État contractant tire de sa participation à un pool, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation.

ARTICLE IX

Entreprises associées

1. Lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsque des bénéfices sur lesquels une entreprise d'un État contractant a été imposée dans cet État sont aussi inclus dans les bénéfices d'une entreprise de l'autre État contractant et imposés en conséquence, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par cette entreprise de l'autre État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été fixées entre des entreprises indépendantes, le premier État procédera à un ajustement correspondant du montant de l'impôt qu'il a perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer l'ajustement à faire, il sera tenu compte des autres dispositions de la présente Convention relative à la nature du revenu.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les bénéfices d'une entreprise dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les bénéfices qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient été réalisés par une entreprise de cet État. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

ARTICLE X

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État; cependant, lorsque le résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif des dividendes, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut de ces dividendes. Les dispositions du présent paragraphe ne concernent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

5. Lorsqu'une société est un résident d'un État contractant, l'autre État contractant ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société aux personnes qui ne sont pas des résidents de cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État. Les dispositions du présent paragraphe n'empêchent pas ledit autre État d'imposer les dividendes afférents à une participation qui se rattache effectivement à un établissement stable ou une base fixe exploité dans cet autre État par une personne qui n'est pas un résident du premier État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société possédant la nationalité dudit État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 15 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de cette disposition, le terme «revenus» désigne les bénéfices imputables à un établissement stable dans un État contractant, pour l'année ou pour les années antérieures, après déduction de tous les impôts, autre que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par cet État sur lesdits bénéfices.

ARTICLE XI

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État; mais, pourvu que les intérêts soient imposables dans l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent de leur montant brut.

3. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débi-

teur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'État d'où proviennent les revenus; mais il ne comprend pas les revenus visés à l'article X.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un État contractant, exerce, dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ceux-ci, ces intérêts sont réputés provenir de l'État contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2,

- a) les intérêts provenant d'Israël et payés à un résident du Canada ne sont imposables qu'au Canada s'ils sont payés en raison d'un prêt fait par la Société pour l'expansion des exportations, et
- b) les intérêts provenant du Canada et payés à un résident d'Israël ne sont imposables qu'en Israël s'ils sont payés en raison d'un prêt fait par toute institution de prêts désignée et acceptée par échange de lettres entre les États contractants.

ARTICLE XII

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État; mais, pourvu que ces redevances soient imposables dans l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances à titre de droits d'auteurs et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et les œuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques destinés à la télévision) provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui est assujetti à l'impôt à raison de ces redevances, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique; ce terme comprend aussi les rémunérations de toute nature concernant les films cinématographiques et les œuvres enregistrées sur films et bandes magnétoscopiques destinés à la télévision.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances soit une activité commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV sont, suivant les cas, applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'État contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier mon-

tant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE XIII

Gains provenant de l'aliénation de biens

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers sont imposables dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État. Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international ainsi que de biens mobiliers affectés à l'exploitation de tels navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où ces biens sont imposables en vertu de l'article XXII, paragraphe 3.

3. Les gains provenant de l'aliénation d'actions d'une société dont les biens sont composés principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

Les gains provenant de l'aliénation d'une participation dans une société de personnes (partnership) ou dans une fiducie (trust) dont les biens sont composés principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

5. La disposition du paragraphe 4 ne porte pas atteinte au droit de chaun des États contractants de percevoir, conformément à sa législation, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'un bien et obtenus par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant et qui a été un résident du premier État à un moment quelconque au cours des cinq années précédant immédiatement l'aliénation du bien.

ARTICLE XIV

Professions libérales

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère

analogue ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à ladite base fixe.

Un résident d'un État contractant qui exerce une profession libérale ou d'autres activités indépendantes dans l'autre État est réputé disposer d'une telle base fixe dans cet autre État s'il y séjourne pendant une période ou des périodes d'une durée totale supérieure à 183 jours au cours de l'année d'imposition considérée.

2. L'expression «professions libérales» comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE XV

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles XVI, XVIII et XIX, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si le bénéficiaire séjourne dans l'autre État contractant pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année civile considérée et

- a) si les rémunérations gagnées dans l'autre État contractant au cours de ladite année n'excèdent pas deux mille cinq cents dollars canadiens (\$2,500) ou l'équivalent en livres israéliennes, ou
- b) si les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre État et si la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE XVI

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

ARTICLE XVII

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles VII, XIV et XV, les revenus, y compris les salaires, que les artistes du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs, retirent de leurs activités personnelles en cette qualité sont imposables dans l'État contractant où ces activités sont exercées.

2. Lorsque le revenu d'activités exercées personnellement par un artiste du spectacle ou un sportif est attribué à une autre personne que l'artiste ou le sportif lui-même, il peut, nonobstant les dispositions des articles VII, XIV et XV, être imposé dans l'État contractant où sont exercées les activités de l'artiste ou du sportif.

3. La disposition du paragraphe 2 ne s'applique pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées, ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

ARTICLE XVIII

Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant peuvent être imposées dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension ou d'une rente, l'impôt ainsi établi ne peut excéder le moins élevé des deux taux suivants:

- a) 15 pour cent du montant brut du paiement, et
- b) le taux calculé en fonction du montant d'impôt que le bénéficiaire du paiement devrait autrement verser pour l'année à l'égard du montant total des paiements périodiques de pen-

sions ou de rentes qu'il a reçus au cours de l'année, s'il était un résident de l'État contractant d'où provient le paiement.

Toutefois, les limitations du taux d'impôt mentionnées plus haut ne s'appliquent pas aux paiements faits en vertu d'un contrat de rentes à versements invariables.

3. Nonobstant toute disposition de la présente Convention,

- a) les pensions et allocations reçues du Canada en vertu de la Loi sur les pensions, la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils ou la Loi sur les allocations aux anciens combattants et une indemnité reçue en vertu des règlements établis conformément à l'article 7 de la Loi sur l'aéronautique seront exonérées d'impôt en Israël, tant qu'elles seront exonérées de l'impôt canadien;
- b) les pensions payables au titre de blessures de guerre, d'une blessure à la suite d'un incident frontalier ou d'une blessure infligée par l'ennemi, au sens où ces expressions sont employées à l'article 36(b) de l'Ordonnance de l'impôt sur le revenu d'Israël, ainsi que les pensions payables par le Trésor d'Israël à une personne qui était à la charge d'un soldat décédé à la suite d'une opération militaire, sont exonérées de l'impôt au Canada tant qu'elles sont exonérées de l'impôt israélien;
- c) les pensions alimentaires et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujéti à l'impôt à raison desdits revenus, ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE XIX

Fonctions publiques

1.

- a) Les rémunérations, autres que les pensions, versées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet État.
- b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'État contractant dont le bénéficiaire est un résident si les services sont rendus dans cet État et si le bénéficiaire de la rémunération n'est pas devenu un résident dudit État à seules fins de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par l'un des États contractants ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE XX

Étudiants

Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de venir séjourner dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans le premier État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

ARTICLE XXI

Revenus non expressément mentionnés

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État contractant.

2. Toutefois, si ces revenus perçus par un résident d'un État contractant proviennent de sources situées dans l'autre État contractant, ils peuvent être imposés dans l'État d'où ils proviennent et selon la législation de cet État. Mais, dans le cas d'un revenu provenant d'une succession (estate) ou d'une fiducie (trust), l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du revenu pourvu que celui-ci soit imposable dans l'État contractant dont le bénéficiaire est un résident.

IV. IMPOSITION DE LA FORTUNE

ARTICLE XXII

1. La fortune constituée par des biens immobiliers est imposable dans l'État contractant où ces biens sont situés.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercice d'une profession libérale est imposable dans l'État contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

3. Les navires et les aéronefs exploités en trafic international par une entreprise d'un État contractant, ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation, ne sont imposables que dans cet État.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

V. DISPOSITIONS PRÉVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION

ARTICLE XXIII

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt israélien dû conformément à la législation d'Israël et à la présente Convention à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant d'Israël est porté déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains.
- b) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société résidente au Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidente en Israël.

2. Pour l'application du paragraphe 1 a), l'impôt israélien dû par un résident du Canada

- a) à raison des bénéfices imposables à une entreprise ou un commerce qu'il exerce en Israël, ou
- b) à raison des dividendes ou des intérêts qu'il reçoit d'une société qui est un résident d'Israël,

est réputé comprendre tout montant qui aurait été payable au titre de l'impôt israélien pour l'année n'eût été une exonération ou une réduction d'impôt accordée pour cette année, ou partie de celle-ci, conformément à—

- c) l'une ou l'autre des dispositions suivantes, à savoir:

les articles 45, 46, 47 et 47A de la Loi 5719-1959 tendant à encourager les investissements de capitaux, telle que modifiée;

les articles 5 et 6 de la Loi 5729-1969 portant création de la Corporation Israélienne Ltée; ou

les articles 6 et 7 de la Loi 5733-1973 tendant à encourager les investissements de capitaux (sociétés dotées d'un capital important);

en autant qu'elles étaient en vigueur à la date de signature de la présente Convention et n'ont pas été modifiées depuis, ou n'ont subi que des modifications mineures qui n'en affectent pas le caractère général;

et sauf dans la mesure où l'une desdites dispositions (excepté l'article 45(2) de la Loi 5719-1959 tendant à encourager les investissements de capitaux) a pour effet d'exonérer une catégorie de revenus ou d'en alléger l'imposition pour une période excédant dix ans;

- d) toute autre disposition subséquemment adoptée accordant une exonération ou une réduction d'impôt qui est, de l'accord des autorités compétentes des États contractants, de nature analogue, si elle n'a pas été modifiée postérieurement ou n'a subi que des modifications mineures qui n'en affectent pas le caractère général.

3. Lorsqu'un résident d'Israël reçoit des bénéfices, revenus ou gains qui sont imposables au Canada conformément aux dispositions de la présente Convention, Israël, sous réserve des dispositions de la législation israélienne, accorde sur l'impôt israélien de cette personne une déduction d'un montant égal à l'impôt payé au Canada. La somme ainsi déduite ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant la déduction, correspondant aux bénéfices, revenus ou gains imposables au Canada.

4. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de l'autre État contractant conformément à la présente Convention, sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

VI. DISPOSITIONS SPÉCIALES

ARTICLE XXIV

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État se trouvant dans la même situation.

2. Les apatrides qui sont résidents d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet État se trouvant dans la même situation.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

4. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

5. Les entreprises d'un État contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier État dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.

6. Le terme «imposition» désigne dans le présent article les impôts visés par la présente Convention.

ARTICLE XXV

Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident d'un État contractant estime que les mesures prises par un État contractant ou par chacun des deux États entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente Convention, il peut, sans préjudice des recours prévus par la législation nationale de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont il est un résident, une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la notification de la mesure qui entraîne l'imposition non conforme à la Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmentera pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration de délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. En particulier, les autorités compétentes des États contractants peuvent se consulter en vue de parvenir à un accord:

- a) pour que les bénéfices revenant à un résident d'un État contractant et à son établissement stable situé dans l'autre État contractant soient imputés d'une manière identique;
- b) pour que les revenus revenant à un résident d'un État contractant et à toute personne associée visée à l'article IX soient attribués d'une manière identique.

ARTICLE XXVI

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention et celles des lois internes des États contractants relatives aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient est conforme à la Convention. Tout renseignement ainsi échangé sera tenu secret et ne pourra être communiqué qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts visés par la présente Convention.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des États contractants l'obligation:

- a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celle de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;

- c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE XXVII

Fonctionnaires diplomatiques et consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant l'article IV de la présente Convention, une personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, consulaire ou permanente d'un État contractant établie dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est réputée, aux fins de la présente Convention, être un résident de l'État d'envoi à condition d'y être soumise aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents dudit État.

3. La présente Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, consulaire ou permanente d'un État tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et n'y sont pas soumis aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents dudit État.

ARTICLE XXVIII

Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés

a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État, ou

b) par tout autre accord intervenu entre les États contractants.

2. Les autorités compétentes des États contractants communiquent directement entre elles pour l'application de la présente Convention.

VII. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XXIX

Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés en Israël.

2. La présente Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables:

a) au Canada:

- (i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} avril de l'année civile de l'échange des instruments de ratification; et
- (ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile de l'échange des instruments de ratification;

b) en Israël:

- (i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} avril de l'année civile de l'échange des instruments de ratification; et
- (ii) à l'égard des autres impôts israéliens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année de l'échange des instruments de ratification.

ARTICLE XXX

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur; mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile postérieure à l'année de l'échange des instruments de ratification, donner un avis de dénonciation à l'autre État contractant et, dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

a) au Canada:

- (1) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} avril de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné; et
- (ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné;

b) en Israël:

- (i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} avril de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné; et
- (ii) à l'égard des autres impôts israéliens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Ottawa, this 21st day of July 1975, in the English, French and Hebrew languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAITE en double exemplaire à Ottawa, ce 21^{ième} jour de juillet 1975, en anglais, en français et en hébreu, chaque version faisant également foi.

JOHN N. TURNER
*For the Government of
Canada
Pour le Gouvernement du
Canada*

THEODORE MERON
*For the Government of
the State of Israel
Pour le Gouvernement de
l'État d'Israël*

PROTOCOL

At the moment of signing the Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital, this day concluded between Canada and the State of Israel, the undersigned have agreed upon the following provisions which shall be an integral part of the Convention:

1. This Convention shall not apply to companies so long as they are benefitting under Chapter Seven "B" (Tax Benefits for International Trading Companies and their Shareholders) of the Law for Encouragement of Capital Investments 5719-1959.

This Convention shall also not apply to companies so long as they are benefitting under any substantially similar law subsequently enacted by Israel in addition to, or in place of, the law mentioned above.

2. Nothing in this Convention shall be construed as preventing Canada from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of Canada according to section 91 of the Canadian Income Tax Act, or to any substantially similar provision subsequently enacted by Canada in addition to, or in place of, that section.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune conclue ce jour entre le Canada et l'État d'Israël, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui forment partie intégrante de la Convention:

1. La présente Convention ne s'applique pas à une société tant et aussi longtemps qu'elle bénéficie des dispositions du Chapitre Sept «B» (Avantages fiscaux pour les Sociétés Commerciales Internationales et leurs actionnaires) de la Loi 5719-1959 tendant à encourager les investissements de capitaux.

La présente Convention ne s'applique également pas à une société tant et aussi longtemps qu'elle bénéficie des dispositions d'une loi de nature analogue subséquemment adoptée par Israël qui s'ajouterait ou qui remplacerait la loi visée plus haut.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant le Canada de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident du Canada en vertu de l'article 91 de la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu ou en vertu de toute disposition de nature analogue subséquemment adoptée par le Canada et qui s'ajouterait ou qui remplacerait cet article.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Ottawa, this 21st day of July 1975, in the English, French and Hebrew languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT en double exemplaire à Ottawa, ce 21^{ième} jour de juillet 1975, en anglais, en français et en hébreu, chaque version faisant également foi.

JOHN N. TURNER
*For the Government of
Canada
Pour le Gouvernement du
Canada*

THEODORE MERON
*For the Government of the
State of Israel
Pour le Gouvernement de
l'État d'Israël*

© Minister of Supply and Services Canada 1976

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller

Catalogue No. E3-1976/31
ISBN 0-660-00600-6

Price: Canada: \$1.00
Other countries: \$1.20

Price subject to change without notice

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1976

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/31
ISBN 0-660-00600-6

Prix: Canada: \$1.00
Autres pays: \$1.20

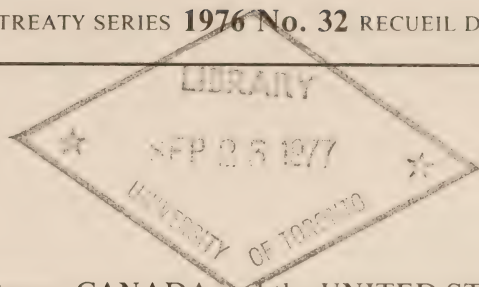
Prix sujet à changement sans avis préalable



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 32 RECUEIL DES TRAITÉS

CA1
EA10
-T67
FISHERIES



Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, April 14 and 22, 1976

In force April 22, 1976

PÊCHERIES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, les 14 et 22 avril 1976

En vigueur le 22 avril 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 32 RECUEIL DES TRAITÉS

FISHERIES

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, April 14 and 22, 1976

In force April 22, 1976

PÊCHERIES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, les 14 et 22 avril 1976

En vigueur le 22 avril 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA EXTENDING UNTIL
APRIL 24, 1977 THE AGREEMENT ON RECIPROCAL FISHING PRIVILEGES IN
CERTAIN AREAS OFF THEIR COASTS SIGNED JUNE 15, 1973 AS EXTENDED(1)**

*The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United
States of America*

Ottawa, April 14, 1976.

No. FLO-538

Excellency,

I have the honour to refer to the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on reciprocal fishing privileges in certain areas off their coasts, done at Ottawa on June 15, 1973, and now due to expire on April 24, 1976.

Paragraph eight (8) of that Agreement provides that representatives of the two governments shall consult prior to the expiration of the period of its validity with a view to possible amendment and/or extension.

Such consultation has taken place, and the Government of Canada considers it desirable to extend the Agreement for a further period of time. I, therefore, have the honour to propose, on behalf of the Government of Canada, that this Agreement be extended to April 24, 1977, and that at any time during the period of extension, upon request of either government, both governments agree to meet to review the terms of the Agreement.

I have the honour further to propose that, if acceptable, this Note, which is authentic in English and in French, and your Excellency's reply to that effect shall constitute an Agreement between our two governments, which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

ALLAN J. MACFACHEN
Secretary of State for
External Affairs

His Excellency Thomas Ostrom Enders,
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

(1) Treaty Series 1974 No. 14

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PROROGÉANT JUSQU'AU 24 AVRIL 1977 LEUR ACCORD SUR LES PRIVILÈGES RÉCIPROQUES DE PÊCHE DANS CERTAINES RÉGIONS SISES AU LARGE DE LEURS CÔTES, SIGNÉ LE 15 JUIN 1973 ET TEL QUE PROROGÉ⁽¹⁾

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 14 avril 1976.

N^o FLO-538

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relativement aux privilèges réciproques de pêche dans certaines régions sises au large de leurs côtes qui a été fait à Ottawa, le 15 juin 1973, et qui doit maintenant venir à terme le 24 avril 1976.

Le paragraphe huit (8) de cet Accord prévoit que des représentants des deux gouvernements se consulteront avant l'expiration de la période de validité afin d'étudier la possibilité d'apporter des modifications à l'Accord ou de le proroger.

Cette consultation a eu lieu, et le Gouvernement du Canada estime souhaitable de proroger l'Accord. J'ai l'honneur, par conséquent, de vous proposer, au nom du Gouvernement du Canada, que l'Accord reste en vigueur jusqu'au 24 avril 1977 et qu'à tout moment, pendant la durée de cet Accord, les deux gouvernements acceptent de se réunir à la requête d'une des parties afin de procéder à l'examen des dispositions de l'Accord.

J'ai l'honneur de proposer, en outre, que, si elle vous agrée, la présente Note, dont les textes français et anglais font également foi, et votre réponse à cet effet, constituent entre nos deux gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
ALLAN J. MACEACHEN

Son Excellence Monsieur Thomas Ostrom Enders,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
Ottawa.

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1974 n^o 14

The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External Affairs of Canada

Ottawa, April 22, 1976

No. 81

Sir:

I have the honor to refer to your Note of April 14, 1976, proposing that the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on reciprocal fishing privileges in certain areas off their coasts, signed at Ottawa on June 15, 1973, as extended, be further extended to April 24, 1977, and that at any time during the period of extension, upon the request of either government, both governments agree to meet to review the terms of the Agreement.

In reply, I have the honor to inform you that the proposal set forth in your Note is acceptable to the Government of the United States of America, which agrees that your Note, which is authentic in English and French, and this reply, shall constitute an Agreement between our two governments, which shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

THOMAS O. ENDERS

The Honorable Allan MacEachen, P.C.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

*L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
du Canada*

(Traduction)

Ottawa, le 22 avril 1976

N° 81

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note du 14 avril 1976, proposant que l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur les privilèges réciproques de pêche dans certaines régions sises au large de leurs côtes, signé à Ottawa le 15 juin 1973, et tel que prorogé par la suite, soit de nouveau prorogé jusqu'au 24 avril 1977, et qu'à tout moment pendant la durée de cette prorogation, les deux Gouvernements acceptent de se réunir à la requête d'une des parties afin de procéder à l'examen des dispositions de l'Accord.

En réponse, j'ai l'honneur de vous aviser que votre proposition agréée au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, lequel accepte que votre Note, dont les versions française et anglaise font également foi, et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

THOMAS O. ENDERS

L'Honorable Allan MacEachen, P.C.,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

© Minister of Supply and Services Canada 1977

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/32
ISBN 0-660-01408-4

Canada: 0.50
Other countries: 0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue: E3-1976/32

Canada: 0.50

ISBN 0-660—01408-4

Autres pays: 0.60

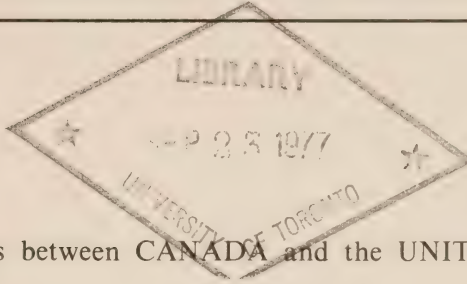
Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 33 RECUEIL DES TRAITÉS

CA1
EA10
-T67
RADIO



Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, May 28 and June 3, 1976

In force June 3, 1976

RADIO

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, les 28 mai et 3 juin 1976

En vigueur le 3 juin 1976



CANADA

201 201-
- 767

TREATY SERIES 1976 No. 33 RECUEIL DES TRAITÉS

RADIO

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, May 28 and June 3, 1976

In force June 3, 1976

RADIO

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, les 28 mai et 3 juin 1976

En vigueur le 3 juin 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA PROVIDING FOR THE
ESTABLISHMENT, MAINTENANCE AND OPERATION OF A LORAN-C
TRANSMITTING STATION AT WILLIAMS LAKE, B.C.**

I

*The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External
Affairs of Canada*

Ottawa, May 28, 1976

No. 113

Sir:

I have the honor to refer to discussions between officials of our two governments concerning the desirability of improved marine radio navigation systems in areas of mutual interest.

These discussions have indicated that co-operative establishment of a Loran-C Station in the vicinity of Williams Lake, British Columbia, would be to the mutual advantage of the United States and Canada. Accordingly, I wish to propose that the Government of the United States of America and the Government of Canada enter into an Agreement for the construction, operation, and maintenance of such a Loran-C Station. This station will be constructed, operated and maintained by an agency of the Government of Canada in accordance with the terms and conditions contained in the Annex to this Note. It is understood that this Agreement will be conditional on both the Government of the United States and the Government of Canada making available the required funds.

Except as may otherwise be agreed, this Agreement shall remain in force for a period of at least ten years. Thereafter, the Agreement shall remain in force until terminated in accordance with the following procedures. At any time after the Agreement has remained in force for at least nine years, the Government of the United States of America and the Government of Canada will consult, at the request of either of them with regard to its continuation. If the Government of the United States of America and the Government of Canada cannot agree to the continuation of this Agreement within one year after such a request for consultation, the Agreement shall be terminated upon one year's written notice by either Party to the other.

If the foregoing is acceptable to your Government, I have the further honor to propose that this Note and its Annex, together with your reply to that effect, shall constitute an Agreement between the Government of the United States of America and the Government of Canada, which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

THOMAS O. ENDERS

Enclosure: Annex

The Honorable Allan MacEachen,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT L'ÉTA-
BLISSEMENT, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION D'UNE STATION
D'ÉMISSION LORAN-C À WILLIAMS LAKE (C.-B.)

I

*L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires Extérieures
du Canada.*

(Traduction)

Ottawa, le 28 mai 1976

n° 113

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire référence aux entretiens qui ont eu lieu entre des fonctionnaires de nos deux Gouvernements pour décider s'il y avait lieu d'installer de meilleurs systèmes de radionavigation maritime dans des secteurs d'intérêt commun.

Ces entretiens ont indiqué qu'il serait à l'avantage mutuel des États-Unis et du Canada d'établir conjointement une station Loran-C à proximité de Williams Lake (Colombie-Britannique). En conséquence, j'ai l'honneur de proposer que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada concluent un Accord en vue de la construction, de l'exploitation et de l'entretien d'une telle station Loran-C. Celle-ci sera construite, exploitée et entretenue par un organisme du Gouvernement canadien conformément aux dispositions de l'Annexe à la présente Note. Il est entendu que l'exécution du présent Accord dépendra des crédits dont disposent le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement du Canada.

A moins qu'il n'en soit convenu autrement, le présent Accord sera en vigueur pendant une période d'au moins dix ans, après quoi il continuera de l'être jusqu'à sa dénonciation de la manière prévue ci-après. A n'importe quel moment après que l'Accord aura été en vigueur pendant au moins neuf ans, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, à la demande de l'un ou l'autre d'entre eux, se consulteront sur sa prorogation. Si dans un délai d'un an à compter de la date d'une telle demande de consultation, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada n'arrivent pas à s'entendre pour proroger le présent Accord, l'une des Parties pourra le dénoncer en présentant à l'autre un préavis d'un an à cet effet.

Si ce qui précède agréé à votre Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et son Annexe, ainsi que votre réponse à cet effet, constituent, entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

THOMAS O. ENDERS

Annexe ci-jointe

L'honorable Allan MacEachen,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

ANNEX

Terms and Conditions Governing the Establishment, Maintenance and Operation of a Loran-C Transmitting Station and its Associated Monitor Control Station in British Columbia.

1. *Co-operating Agencies*

The project shall be conducted by Co-operating Agencies designated by each Government. On the part of the Government of the United States of America the Co-operating Agency will be the United States Coast Guard, (hereinafter referred to as U.S.C.G.) and on the part of the Government of Canada the Co-operating Agency will be the Canadian Coast Guard (hereinafter referred to as C.C.G.). Either Government may change the designation of its Co-operating Agency by means of a notice in writing to the other Government.

2. *Site Selection*

The C.C.G. will select a site for the Loran-C transmitting station in the vicinity of Williams Lake, British Columbia. The U.S.C.G. will provide assistance in site selection at the request of the C.C.G. Location of the antennas, ground system and buildings on the selected site will be the responsibility of the C.C.G., based on guidelines provided by the U.S.C.G.

3. *Land Acquisition*

Land required as sites for the stations will be acquired by the C.C.G. at C.C.G. expense. Ownership shall be vested in the Crown in right of Canada.

4. *Loran-C Electronic Equipment*

The U.S.C.G. will provide without charge (including transportation costs) all electronic equipment necessary to produce, receive, synchronize and monitor the Loran-C signals, and will retain title thereto. This equipment will include communications equipment necessary for operational control among the stations in the Loran-C chain of which the Williams Lake Transmitting Station is an integral part. In addition, the U.S.C.G. shall provide, without charge, instruction books, technical documentation and standards and procedures for the operation and maintenance of the Loran-C Station.

Installation will be accomplished by Canadian personnel at C.C.G. expense. Technical assistance for installation and adjustment will be provided without charge by the U.S.C.G. at C.C.G. request. An initial allowance of spare parts will be provided without charge by the U.S.C.G. so long as such items are available. Supply support levels and procedures should be agreed upon through contractual arrangements between the Canadian Department of Supply and Services, Washington, D. C. and the U.S.C.G. Field changes including associated equipment developed by the U.S.C.G. will be provided without charge by the U.S.C.G.

5. *Buildings*

The U.S.C.G. will provide without charge typical plans for the buildings to house major Loran-C equipment. These plans will specify space requirements, equipment locations, floor plans, bonding, ducting, floor loading, cable routing and other details and criteria peculiar to Loran-C Transmitting Station construction. The C.C.G. will construct, at C.C.G. expense, all buildings necessary to house the Loran-C electronic equipment.

6. *Primary and Standby Power, and Ancillary Equipment*

The C.C.G. will provide primary and standby electrical power suitable for operation of the Loran-C Station, and all ancillary equipment for the Station's operation. The U.S.C.G. will identify the power requirements of electronic equipment which it will furnish.

ANNEXE

Conditions applicables à l'établissement, à l'entretien et à l'exploitation en Colombie-Britannique d'une station Loran-C et de sa station associée de contrôle des émissions.

1. *Organismes participants*

L'entreprise sera menée à terme par les organismes participants que désigneront respectivement les deux Gouvernements. Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, l'organisme participant sera la *Coast Guard* (Garde côtière) des États-Unis (appelée ci-après l'U.S.C.G.), et pour le Gouvernement canadien, la Garde côtière du Canada (appelée ci-après la G.C.C.). Chacun des deux Gouvernements pourra, au moyen d'un avis écrit adressé à l'autre, remplacer son organisme participant par un autre organisme désigné.

2. *Emplacement*

La G.C.C. choisira à proximité de Williams Lake (Colombie-Britannique) un emplacement pour la station d'émission Loran-C. A sa demande, l'U.S.C.G. lui fournira de l'aide quant au choix de cet emplacement. Il appartiendra à la G.C.C. de déterminer, suivant les indications de l'U.S.C.G., les endroits qu'occuperont sur l'emplacement choisi les réseaux d'antennes et de terre et les bâtiments.

3. *Acquisition des terrains*

La G.C.C. fera, à ses frais, l'acquisition des terrains sur lesquels seront construites les stations. Le titre de propriété reviendra à la Couronne du chef du Canada.

4. *Équipement électronique Loran-C*

L'U.S.C.G. fournira sans frais (y compris les frais de transport) tout l'équipement électronique nécessaire pour émettre, recevoir, synchroniser et contrôler les signaux Loran-C, et en gardera le titre de propriété. Cet équipement comprendra le matériel de communications nécessaire au contrôle opérationnel entre les stations de la chaîne Loran-C, dont la station d'émission de Williams Lake fait partie intégrante. En outre, l'U.S.C.G. fournira sans frais les manuels d'instruction et la documentation technique et fera connaître les normes et les méthodes applicables à l'exploitation et à l'entretien de la station Loran-C.

Le personnel canadien se chargera de l'installation de l'équipement aux frais de la G.C.C. A la demande de cette dernière, l'U.S.C.G. prêterá sans frais une assistance technique pour l'installation et la mise au point de l'équipement. Elle fournira sans frais une réserve initiale de pièces de rechange dans la mesure où celles-ci seront disponibles. Les niveaux et les modalités de l'approvisionnement devraient faire l'objet d'ententes contractuelles entre le ministère canadien des Approvisionnements et Services, les autorités de Washington (D.C.) et l'U.S.C.G. Les modifications à l'unité opérationnelle de la station faisant appel à un matériel connexe utilisé par l'U.S.C.G. seront effectuées sans frais par cette dernière.

5. *Bâtiments*

L'U.S.C.G. fournira sans frais les plans-types des bâtiments qui abriteront l'équipement Loran-C principal. Ces plans devront préciser les dimensions spatiales, l'emplacement des appareils, les plans d'étage, le mode de liaisonnement, la répartition des charges sur les planchers, le cheminement des conduits et des câbles et tous autres détails et critères particuliers à la construction d'une station d'émission Loran-C. La G.C.C. construira à ses frais tous les bâtiments destinés à abriter l'équipement électronique Loran-C.

6. *Courant électrique primaire et de secours et équipement auxiliaire*

La G.C.C. fournira le courant électrique, primaire et de secours, et tout l'équipement auxiliaire nécessaires au fonctionnement de la station Loran-C. L'U.S.C.G. fera connaître la demande d'électricité de l'équipement électronique fourni par elle.

7. *Antennas and Ground Systems*

The C.C.G. will provide and install the Loran-C Transmitting and Receiving Station antennas and ground systems. The transmitting antenna is to be constructed and erected in conformity with design specifications and erection criteria to be provided without charge by the U.S.C.G. Should the C.C.G. experience antenna procurement difficulties because the equipment is not readily procurable on the open market, the U.S.C.G. may provide the Loran-C Transmitting and Receiving antennas on a reimbursable basis.

8. *Training*

Required training of Canadian personnel will be provided by the U.S.C.G. on terms and conditions to be agreed upon. All related costs associated with travel, lodging and meals of Canadian personnel will be paid by the C.C.G. Any training not normally provided to U.S.C.G. personnel, however, will be funded entirely by the C.C.G.

9. *Operation and Maintenance*

Operation and maintenance functions of the completed station, and costs associated therewith are to be carried out and paid for by the C.C.G. with the exception of the communication links which will be paid for by the Co-operating Agency of the country in which the communication links are located. The C.C.G. will be responsible for proper operation of the station in accordance with standard Loran-C operating procedures and techniques to be provided without charge by the U.S.C.G., subject to any modifications agreed to after consultation between the Co-operating Agencies.

10. *Frequency Assignment and Technical Characteristics*

Application for the assignment of a Loran-C operating frequency for the Williams Lake Station will be the responsibility of the C.C.G. The technical characteristics are as follows:

- (a) Assigned frequency — 100 kHz
- (b) Transmitting Power — .44 Megawatt peak, transmitter duty cycle approximately 0.02
- (c) Emission 20 P 9
- (d) Power spectrum — In accordance with Article 5 No. 166 of the ITU Radio Regulations (Geneva 1959) at least 99% of the total power of the emissions shall be confined within the band 90-110 kHz and such emissions shall not cause harmful interference outside that band to stations operating in accordance with the aforementioned Radio Regulations.

11. *Time Schedule — Critical Dates*

The Williams Lake Loran-C Transmitting Station will be on air continuously transmitting signals at full power and in stable synchronization by January 31, 1977, or as near thereafter as possible.

12. *Charting*

The United States Government will provide the Canadian Government free of charge with the necessary charting data to permit the appropriate Canadian Agency to prepare and publish navigation charts covered by signals originating from the Loran-C chain of which the Williams Lake Transmitting Station is an integral part.

13. *System Accuracy Flight Check*

The U.S.C.G. will provide system accuracy flight check facilities to permit the initial accuracy check of the Loran-C chain of which the Williams Lake Station is an integral part. The cost of this initial check shall be shared equally by the U.S.C.G. and the C.C.G.

7. Réseaux d'antennes et de terre

La G.C.C. fournira et installera les antennes émettrice et réceptrice et les réseaux de terre de la station Loran-C. L'antenne émettrice sera construite et montée d'après le devis descriptif et les critères de montage que l'U.S.C.G. lui fournira sans frais. Si la G.C.C. éprouve des difficultés à se procurer les antennes émettrice et réceptrice Loran-C parce qu'elles ne sont pas disponibles immédiatement sur le marché libre, l'U.S.C.G. pourra les fournir moyennant remboursement.

8. Formation

L'U.S.C.G. dispensera au personnel canadien la formation nécessaire selon des conditions à déterminer conjointement. A cet égard, les déplacements, le logement et les repas du personnel canadien seront payés par la G.C.C. Toute formation que ne reçoivent pas normalement les membres de l'U.S.C.G. sera toutefois entièrement financée par la G.C.C.

9. Exploitation et entretien

Une fois la station terminée, l'exploitation et l'entretien en seront assurés par la G.C.C., à ses propres frais, exception faite des liaisons de communication, qui seront payées par l'organisme participant du pays dans lequel elles sont situées. Sous réserve de toute modification dont les organismes participants pourront convenir après consultation, la G.C.C. sera chargée de faire fonctionner la station selon les méthodes et les techniques Loran-C standard, que l'U.S.C.G. lui fera connaître sans frais.

10. Attribution de fréquence et caractéristiques techniques

Il incombera à la G.C.C. de faire les démarches nécessaires pour qu'une fréquence de travail Loran-C soit attribuée à la station de Williams Lake. Les caractéristiques techniques sont les suivantes:

- a) Fréquence attribuée: 100 kHz
- b) Puissance d'émission: .44 mégawatt en crête facteur d'utilisation de l'émetteur: à peu près 0.02
- c) Émission: 20 P 9
- d) Spectre énergétique: conformément au n° 166 de l'article 5 du Règlement de l'UIT sur la radio (Genève 1959), la largeur de bande des émissions sera contenue pour au moins 99% dans les limites de la bande 90-110 kHz, de façon à ne pas causer de brouillage nuisible à l'extérieur de cette bande aux stations fonctionnant conformément aux dispositions du susdit Règlement.

11. Échéancier

La station d'émission Loran-C de Williams Lake émettra en permanence des signaux à pleine puissance et en synchronisation stable à partir du 31 janvier 1977 ou dès que possible après cette date.

12. Cartographie

Le Gouvernement des États-Unis fournira sans frais au Gouvernement canadien les données cartographiques qui permettront à l'organisme canadien compétent de dresser et de publier des cartes de navigation des régions couvertes par les signaux émanant de la chaîne Loran-C, dont la station d'émission de Williams Lake fait partie intégrante.

13. Vérification en vol du bon fonctionnement du système

L'U.S.C.G. fournira les appareils nécessaires pour effectuer en vol la vérification initiale du bon fonctionnement de la chaîne Loran-C, dont la station de Williams Lake fait partie intégrante. Les frais de ce contrôle initial seront partagés également entre l'U.S.C.G. et la G.C.C.

14. *Termination*

Upon termination of station operation all equipment owned by the U.S.C.G. and made available free of charge to the C.C.G. pursuant to this Agreement shall be removed by the U.S.C.G., or otherwise disposed of under terms and conditions to be agreed upon.

15. *Taxes*

Each Government shall, to the extent permitted by its Federal legislation, grant relief from all taxes or customs duties on materials and equipment used in the maintenance or operation of the Loran-C Transmitter and Monitor Control Stations. In particular, Canada shall grant remission of customs duties and excise taxes on goods imported and Federal sales and excise taxes on goods purchased in Canada, specifically for the purpose of these facilities, which are or are to become property of the United States and are to be used in the maintenance or operation of these facilities. Canada shall also grant refund by ways of drawback of the customs duty paid on goods imported by Canadian manufacturers specifically for the purpose of these facilities and used in the manufacture or production of goods purchased by or on behalf of the United States Government and to become the property of the United States in connection with the maintenance and operation of the facility.

16. *Liability*

The U.S.C.G. shall not be liable for any claims arising out of the use of the equipment provided free of charge to the C.C.G. Responsibility for these claims is with the C.C.G.

17. *Electro Magnetic Compatibility*

Commissioning by the C.C.G. of the Loran-C Transmitting Station will be subject to the determination of its electro-magnetic compatibility with Canadian telecommunications services. The U.S.C.G. will provide, on request, such technical data, specifications and operational details, of the Loran-C transmitter, as are deemed necessary to complete the analysis of its compatibility. The Government of the United States shall, on request and without charge, assist the Canadian Government in the investigation of, and development of planned solutions to, harmful interference to Canadian telecommunications services where such interference is caused by emissions from the Williams Lake Loran-C Transmitting Station and the Stations which are paired to the Williams Lake Station. Should frequency changes to Canadian radio stations be required to mitigate incompatibilities verified by on-the-air testing of these Loran-C Transmitting Stations, the Government of the United States and the Government of Canada will co-operate in determining alternative compatible assignments. Should it be necessary to modify the Loran-C electronic equipment in order to mitigate such interference, the associated costs shall be borne by the U.S.C.G.

18. *Safety Standards*

The U.S.C.G. will provide, on request and without charge, available technical data relating to safety standards for operation and maintenance of Loran-C Transmitting Stations.

19. *Future Loran-C Stations*

In the implementation of future Loran-C sites in the North American chains, the Government of the United States will inform the Government of Canada of proposed stations as early as possible in the planning stage. Subsequent to receipt of this information the Government of Canada and the Government of the United States will co-operate in the technical analysis necessary to ensure the compatibility of these stations with the Canadian telecommunications environment.

THOMAS O. ENDERS

14. *Fermeture de la station*

Dès la fermeture de la station, tout l'équipement appartenant à l'U.S.C.G. et mis sans frais à la disposition de la G.C.C. en vertu du présent Accord sera enlevé par l'U.S.C.G., ou il en sera autrement disposé selon des conditions à déterminer conjointement.

15. *Taxes*

Chacun des deux Gouvernements, dans la mesure où le lui permet sa législation fédérale, exemptera de tous droits de douane et taxes les matériaux et l'équipement utilisés pour l'entretien ou l'exploitation des stations Loran-C d'émission et de contrôle des émissions. Le Canada, en particulier, fera remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les biens importés ainsi que des taxes fédérales de vente et d'accise sur les biens achetés au Canada, spécifiquement pour ces stations, qui appartiennent ou appartiendront aux États-Unis et doivent servir à l'entretien ou à l'exploitation des stations. Le Canada remboursera d'autre part, par voie de drawback, les droits de douane acquittés à l'égard de biens importés par des manufacturiers canadiens spécifiquement pour les stations et utilisés pour la fabrication ou la production de biens achetés par le Gouvernement des États-Unis ou pour son compte et dont les États-Unis deviendront propriétaires en vue de l'entretien et de l'exploitation des stations.

16. *Responsabilité*

Aucun recours ne pourra être exercé contre l'U.S.C.G. pour toute réclamation découlant de l'utilisation de l'équipement mis gratuitement à la disposition de la G.C.C. C'est à cette dernière qu'incombera la responsabilité de ces réclamations.

17. *Compatibilité électromagnétique*

La G.C.C. ne pourra mettre en service la station d'émission Loran-C que lorsque sa compatibilité électromagnétique avec les services canadiens de télécommunications aura été établie. L'U.S.C.G. fournira sur demande les données techniques, les caractéristiques et les particularités de fonctionnement de l'émetteur Loran-C jugées nécessaires pour mener à bien l'analyse de cette compatibilité. Le Gouvernement des États-Unis aidera le Gouvernement du Canada, sur demande et sans frais, à dépister tout brouillage nuisible aux services canadiens de télécommunications et à y apporter des solutions lorsque pareil brouillage sera causé par des émissions émanant de la station Loran-C de Williams Lake et des stations qui lui sont jumelées. S'il est nécessaire de changer les fréquences de stations de radio canadiennes pour atténuer un brouillage décelé lors d'essais en ondes des stations d'émission Loran-C, le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement du Canada collaboreront pour attribuer d'autres fréquences compatibles. S'il est nécessaire de modifier l'équipement électronique Loran-C afin d'atténuer un tel brouillage, les frais occasionnés seront à la charge de l'U.S.C.G.

18. *Normes de sécurité*

L'U.S.C.G. fournira, sur demande et sans frais, les données techniques disponibles relatives aux normes de sécurité applicables à l'exploitation et à l'entretien des stations d'émission Loran-C.

19. *Futures stations Loran-C*

Lors de la mise en chantier de futurs emplacements Loran-C dans les chaînes nord-américaines, le Gouvernement des États-Unis informera le Gouvernement du Canada des stations qu'il se propose de construire, le plus tôt possible au cours du stade de la planification. Une fois que le Gouvernement du Canada aura été informé, les deux Gouvernements effectueront conjointement les études techniques nécessaires pour vérifier la comptabilité des stations projetées avec le milieu canadien des télécommunications.

THOMAS O. ENDERS

II

The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America

Ottawa, June 3, 1976

No. ECT-1001

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 113 dated May 28, 1976, concerning the construction, maintenance and operation of a Loran-C Station at Williams Lake, British Columbia.

The Government of Canada accepts your proposal that our two governments conclude an Agreement on this subject in accordance with the terms set out in your Note and the Annex thereto.

I therefore accept your further proposal that your Note and the Annex thereto together with this reply, which is authentic in both English and French, shall constitute an Agreement between our two governments on this subject with effect from this date.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

ALLAN MACEachEN
Secretary of State for
External Affairs

His Excellency Thomas O. Enders,
The Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

II

Le Secrétaire d'État aux Affaires Extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 3 juin 1976

N° ECT-1001

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note N° 113 en date du 28 mai 1976, concernant la construction, l'entretien et l'exploitation d'une centrale LORAN-C à Williams Lake (Colombie-Britannique).

Le Gouvernement du Canada agréé votre proposition voulant que nos deux Gouvernements concluent un accord à ce sujet conformément aux conditions exposées dans votre Note et son Annexe.

J'accepte donc votre autre proposition selon laquelle votre Note, son Annexe et la présente réponse, laquelle fait également foi en français et en anglais, constitueront, entre nos deux Gouvernements, un accord à ce sujet qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État aux
Affaires extérieures
ALLAN MACEachen

Son Excellence M. Thomas O. Enders,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

© Minister of Supply and Services Canada 1977

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller

Catalogue No. E3-1976/33
ISBN 0-660-01409-2

Price: Canada: 0.50
Other countries: 0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/33
ISBN 0-660-01409-2

Prix: Canada: 0.50
Autres pays: 0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

Gouvernement
Publication

TREATY SERIES 1976 No. 34 RECUEIL DES TRAITÉS

LIBRARY

JUN 23 1977

UNIVERSITY OF TORONTO

CAI
EA10
T67
SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Washington, June 23, 1976

In force June 23, 1976

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Washington, le 23 juin 1976

En vigueur le 23 juin 1976



CANADA

TREATY SERIES **1976 No. 34** RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Washington, June 23, 1976

In force June 23, 1976

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Washington, le 23 juin 1976

En vigueur le 23 juin 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN
AGREEMENT CONCERNING THE DEVELOPMENT AND PROCUREMENT OF A
SPACE SHUTTLE ATTACHED REMOTE MANIPULATOR SYSTEM**

I

*The Acting Secretary of State of the United States of America to the Ambassador of
Canada*

Washington, June 23, 1976

Excellency:

I have the honor to refer to the Memorandum of Understanding between the National Aeronautics and Space Administration of the United States of America and the National Research Council of Canada for a Cooperative Program concerning the Development and Procurement of a Space Shuttle Attached Remote Manipulator System which was signed for the National Research Council of Canada on July 18, 1975, (hereinafter referred to as the "Memorandum of Understanding").

Article XVIII of the Memorandum of Understanding provides, inter alia, that it shall enter into force upon confirmation of the Memorandum of Understanding by an exchange of notes between our two governments.

In consideration of the very productive and mutually beneficial co-operation which has existed between our two countries for many years in space projects, I have the honor to inform you that the Government of the United States of America confirms the provisions contained in the Memorandum of Understanding between the National Aeronautics and Space Administration of the United States of America and the National Research Council of Canada. It is recognized that the endeavor constitutes an important Canadian contribution to the development of space technology.

The Memorandum of Understanding provides that the National Research Council of Canada and the National Aeronautics and Space Administration will carry out design reviews from time to time and will agree on specific design requirements. Any such agreement upon specific design requirements will be recorded in a subsidiary document between the National Research Council of Canada and the National Aeronautics and Space Administration.

It is understood that the provision or transfer of any technology, hardware or technical assistance between Canada and the United States of America pursuant to the Memorandum of Understanding will be subject to the relevant laws and regulations in force from time to time in Canada and the United States of America, respectively.

It is further understood that, upon acceptance and checkout of the first remote manipulator system provided under the Memorandum of Understanding, the National Aeronautics and Space Administration accepts full responsibility for its operation and agrees to absolve the National Research Council of Canada and the Government of Canada for any loss, damage, injury or liability attributable to its operation or construction.

If the Government of Canada is prepared to confirm the Memorandum of Understanding, I propose that, in accordance with Article XVIII of the Memorandum of Understanding, the

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD SUR LA MISE AU POINT ET L'ACQUISITION D'UN TÉLÉMANIPULATEUR DE NAVETTE SPATIALE

I

Le Secrétaire d'État suppléant des États-Unis d'Amérique à l'Ambassadeur du Canada
(Traduction)

Washington, le 23 juin 1976

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de faire référence au Protocole d'entente entre la *National Aeronautics and Space Administration* des États-Unis d'Amérique et le Conseil national de recherches du Canada en vue d'un Programme de coopération pour la mise au point et l'acquisition d'un télémanipulateur de navette spatiale, signé pour le CNRC le 18 juillet 1975 (ci-après appelé «Protocole d'entente»).

L'article XVIII du Protocole d'entente prévoit, entre autres, que celui-ci entrera en vigueur dès sa confirmation par un échange de notes entre nos deux gouvernements.

Eu égard à la coopération très féconde et mutuellement avantageuse qui existe entre nos deux pays depuis de nombreuses années dans le domaine spatial, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique confirme les dispositions que renferme le Protocole d'entente entre la *National Aeronautics and Space Administration* des États-Unis d'Amérique et le Conseil national de recherches du Canada. Il est de fait que l'entreprise représente une contribution importante du Canada à l'avancement de la technologie spatiale.

Le Protocole d'entente stipule que le Conseil national de recherches du Canada et la *National Aeronautics and Space Administration* procéderont à l'occasion à des révisions de dessin et s'entendront sur les besoins particuliers en matière de dessin. Toute entente de ce genre sera consignée dans une annexe agréée par le Conseil national de recherches du Canada et la *National Aeronautics and Space Administration*.

Il est entendu que la fourniture ou le transfert de technologie, de matériel ou d'assistance technique entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en vertu du Protocole d'entente seront assujettis aux lois et règlements pertinents en vigueur respectivement au Canada et aux États-Unis d'Amérique.

Il est en outre entendu que sur réception et après vérification du premier télémanipulateur visé par le Protocole d'entente, la *National Aeronautics and Space Administration* assume l'entière responsabilité de son exploitation et accepte de décharger le Conseil national de recherches du Canada et le Gouvernement du Canada de toute perte, avarie, blessure ou responsabilité imputable à son exploitation ou à sa construction.

Si le Gouvernement du Canada est disposé à confirmer le Protocole d'entente, j'ai l'honneur de proposer que, conformément à l'article XVIII dudit Protocole, les dispositions de ce dernier entrent en vigueur à la date de votre réponse portant confirmation par le Gouvernement du Canada. Je propose en outre que la présente note et votre réponse constituent entre nos deux

provisions of the Memorandum of Understanding shall take effect on the date of Your Excellency's reply recording the Government of Canada's confirmation of the Memorandum of Understanding. I propose further that this Note and Your Excellency's reply shall constitute an international agreement between our two Governments for a Cooperative Program concerning the Development and Procurement of a Space Shuttle Attached Remote Manipulator System which shall remain in force so long as the Memorandum of Understanding shall remain in force.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Acting Secretary of State:

FREDERICK IRVING

His Excellency Jack Hamilton Warren,
Ambassador of Canada,
Washington.

gouvernements un accord international en vue d'un Programme de coopération pour la mise au point et l'acquisition d'un télémanipulateur de navette spatiale, accord qui restera en vigueur pendant toute la durée du Protocole d'entente.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire d'État suppléant:

FREDERICK IRVING

Son Excellence M. Jack Hamilton Warren,
Ambassadeur du Canada,
Washington.

II

The Ambassador of Canada to the Secretary of State of the United States of America

Washington, 23 June 1976

Excellency,

I have the honor to refer to Your Excellency's Note of June 23, 1976 providing the Government of the United States of America's confirmation of the Memorandum of Understanding between the National Aeronautics and Space Administration of the United States of America and the National Research Council of Canada for a Cooperative Program concerning the Development and Procurement of a Space Shuttle Attached Remote Manipulator System which was signed for the National Aeronautics and Space Administration on July 9, 1975 and for the National Research Council of Canada on July 18, 1975, (hereinafter referred to as the "Memorandum of Understanding").

In consideration of the very productive and mutually beneficial co-operation which has existed between our two countries for many years in space projects, I have the honour to inform you that the Government of Canada also confirms the provisions contained in the Memorandum of Understanding between the National Aeronautics and Space Administration of the United States of America and the National Research Council of Canada. It is recognized that the development of the Space Shuttle constitutes an important United States of America contribution to the development of space technology.

The Memorandum of Understanding provides that the National Research Council of Canada and the National Aeronautics and Space Administration will carry out design reviews from time to time and will agree on specific design requirements. Any such agreement upon specific design requirements will be recorded in a subsidiary document between the National Research Council of Canada and the National Aeronautics and Space Administration.

It is understood that the provision or transfer of any technology, hardware or technical assistance between Canada and the United States of America pursuant to the Memorandum of Understanding will be subject to the relevant laws and regulations in force from time to time in Canada and the United States of America, respectively.

The Government of Canada notes that, upon acceptance and checkout of the first remote manipulator system provided under the Memorandum of Understanding, the National Aeronautics and Space Administration accepts full responsibility for its operation and agrees to absolve the National Research Council of Canada and the Government of Canada for any loss damage, injury or liability attributable to its operation or construction.

The Government of Canada also accepts Your Excellency's proposal that, in accordance with Article XVIII of the Memorandum of Understanding, the provisions of the Memorandum of Understanding shall take effect on the date of this reply. It is understood that Your Excellency's Note and this reply, which is equally authentic in English and French, shall constitute an international agreement between our two Governments for a Cooperative Program concerning the Development and Procurement of a Space Shuttle Attached Remote Manipulator System which shall remain in force as long as the Memorandum of Understanding shall remain in force.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

J. H. WARREN
Ambassador

The Honourable Henry A. Kissinger,
The Secretary of State,
Washington, D.C.

II

L'Ambassadeur du Canada au Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique

Washington, le 23 juin 1976

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me référer à votre note en date du 23 juin 1976 faisant état de la confirmation par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique du Protocole d'entente entre la *National Aeronautics and Space Administration* des États-Unis d'Amérique et le Conseil national de recherches du Canada en vue d'un Programme de coopération pour la mise au point et l'acquisition d'un télémanipulateur de navette spatiale signé pour la NASA le 9 juillet 1975, et pour le CNRC le 18 juillet 1975 (ci-après appelé «Protocole d'entente»).

Eu égard à la coopération très féconde et mutuellement avantageuse qui existe depuis plusieurs années entre nos deux pays dans le domaine spatial, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Canada confirme lui aussi les dispositions contenues dans le Protocole d'entente entre la *National Aeronautics and Space Administration* des États-Unis d'Amérique et le Conseil national de recherches du Canada. Il est de fait que la mise au point de la navette spatiale représente une contribution importante des États-Unis d'Amérique à l'avancement de la technologie spatiale.

Le Protocole d'entente stipule que le Conseil national de recherches du Canada et la *National Aeronautics and Space Administration* entreprendront des révisions de dessin à l'occasion et s'entendront sur certains impératifs particuliers en matière de dessin. Toute entente de ce type sera consignée dans une annexe agréée par le Conseil national de recherches du Canada et la *National Aeronautics and Space Administration*.

Il est entendu que la fourniture ou le transfert de technologie, de matériel ou d'assistance technique entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en vertu du Protocole d'entente seront soumis aux lois et règlements pertinents en vigueur au Canada et aux États-Unis d'Amérique.

Le Gouvernement du Canada note que sur réception et après vérification du premier télémanipulateur visé par le Protocole d'entente, la *National Aeronautics and Space Administration* assume l'entière responsabilité de son exploitation et accepte de décharger le Conseil national de recherches du Canada ainsi que le Gouvernement du Canada de tout dommage, perte, blessure ou responsabilité imputable à son exploitation ou à sa construction.

Le Gouvernement du Canada accepte également la proposition de Son Excellence voulant que, conformément à l'article XVIII du Protocole d'entente, celui-ci entre en vigueur à la date de la présente réponse. Il est convenu que la note de Votre Excellence de même que la présente réponse, qui fait également foi en français et en anglais, constituent un accord international entre nos deux Gouvernements en vue d'un Programme de coopération pour la mise au point et l'acquisition d'un télémanipulateur de navette spatiale. Cet accord reste en vigueur pour la durée du Protocole d'entente.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances de ma plus haute considération.

Ambassadeur
J. H. WARREN

Honorable M. Henry A. Kissinger,
Secrétaire d'État,
Washington, D.C.

© Minister of Supply and Services Canada 1977

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller

Catalogue No.: E3-1976/34
ISBN 0-660-01410-6

Price: Canada: 0.50
Other countries: 0.60

Price subject to change without notice

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue: E3-1976/34
ISBN 0-660-01410-6

Prix: Canada: 0.50
Autres pays: 0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable

10
67
CANADA



TREATY SERIES 1976 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

ECONOMIC CO-OPERATION

Agreement between CANADA and the EUROPEAN COMMUNITIES

Ottawa, July 6, 1976

In force October 1, 1976



COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Accord entre le CANADA et les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Ottawa, le 6 juillet 1976

En vigueur le 1^{er} octobre 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

ECONOMIC CO-OPERATION

Agreement between CANADA and the EUROPEAN COMMUNITIES

Ottawa, July 6, 1976

In force October 1, 1976

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Accord entre le CANADA et les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Ottawa, le 6 juillet 1976

En vigueur le 1^{er} octobre 1976

FRAMEWORK AGREEMENT FOR COMMERCIAL AND ECONOMIC CO-OPERATION BETWEEN CANADA AND THE EUROPEAN COMMUNITIES

The Council of the European Communities, on behalf of the European Economic Community, and the Commission of the European Communities, on behalf of the European Atomic Energy Community, of the one part; and the Government of Canada, of the other part;

INSPIRED by the common heritage, special affinity and shared aspirations which unite Canada and the countries of the European Communities;

RECOGNIZING that Canada and the European Communities desire to establish a direct link with each other which will support, complement and extend co-operation between Canada and the Member States of the European Communities;

RESOLVED to consolidate, deepen and diversify their commercial and economic relations to the full extent of their growing capacity to meet each others requirements on the basis of mutual benefit;

CONSCIOUS of the already substantial flow of trade between Canada and the European Communities;

MINDFUL that the more dynamic trade relationship which both Canada and the European Communities desire calls for close co-operation across the whole range of commercial and economic endeavour;

PERSUADED that such co-operation should be realized in evolutionary and pragmatic fashion, as their policies develop;

DESIRING furthermore to strengthen their relations and to contribute together to international economic co-operation;

HAVE decided to conclude a Framework Agreement for commercial and economic co-operation between Canada of the one part and the European Economic Community and the European Atomic Energy Community of the other part; and to this end have designated as their plenipotentiaries:

The Council and the Commission of the European Communities

Mr. Max Van der Stoel
President of the Council of the
European Communities

Sir Christopher Soames
Vice President of the Commission of
the European Communities

The Government of Canada

The Honourable Allan J. MacEachen
Secretary of State for External Affairs

WHO, having exchanged their full powers, found in good and due form,

ACCORD CADRE DE COOPÉRATION COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE ENTRE LE CANADA ET LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Le Conseil des Communautés européennes, au nom de la Communauté économique européenne, et la Commission des Communautés européennes, au nom de la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part; le Gouvernement du Canada, d'autre part;

INSPIRÉS par l'héritage commun, l'étroite affinité et les aspirations qui unissent le Canada et les pays des Communautés européennes;

RECONNAISSANT que le Canada et les Communautés européennes souhaitent établir un lieu direct entre eux afin d'entretenir, de compléter et d'élargir la coopération entre le Canada et les États membres des Communautés européennes;

RÉSOLUS à consolider, à approfondir et à diversifier leurs relations commerciales et économiques dans toute la mesure offerte par leur capacité croissante, de répondre à leurs besoins réciproques sur la base d'un profit mutuel;

CONSCIENTS du courant d'échanges commerciaux déjà important entre le Canada et les Communautés européennes;

SOUCIEUX du fait que les relations commerciales plus dynamiques que souhaitent le Canada et les Communautés européennes impliquent une coopération étroite couvrant l'ensemble des activités commerciales et économiques;

PERSUADÉS qu'une telle coopération doit être mise en œuvre de manière progressive et pragmatique au fur et à mesure qu'évolue leur politique;

DÉSIRANT par ailleurs renforcer leurs relations et contribuer ensemble à une coopération économique internationale;

ONT décidé de conclure un accord cadre de coopération commerciale et économique entre le Canada, d'une part, et la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'autre part, et ont désigné à cette fin leurs plénipotentiaires:

Le Conseil et la Commission des Communautés européennes

M. Max Van der Stoep
Président du Conseil des Communautés
européennes

Sir Christopher Soames
Vice-Président de la Commission des
Communautés européennes

Le Gouvernement du Canada

L'honorable Allan J. MacEachen
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

Most-Favoured-Nation Treatment

In accordance with the rights and obligations under the General Agreement on Tariffs and Trade, the Contracting Parties undertake to accord each other, on an equal and reciprocal basis, Most-Favoured-Nation Treatment.

ARTICLE II

Commercial Co-operation

1. The Contracting Parties undertake to promote the development and diversification of their reciprocal commercial exchanges to the highest possible level.

To this end, they shall, in accordance with their respective policies and objectives,

- (a) co-operate at the international level and bilaterally in the solution of commercial problems of common interest;
- (b) use their best endeavours to grant each other the widest facilities for commercial transactions in which one or the other has an interest;
- (c) take fully into account their respective interests and needs regarding access to and further processing of resources.

2. The Contracting Parties shall use their best endeavours to discourage, in conformity with their legislation, restrictions of competition by enterprises of their respective industries, including pricing practices distorting competition.

3. The Contracting Parties agree, upon request, to consult and review these matters in the Joint Co-operation Committee referred to in Article IV.

ARTICLE III

Economic Co-operation

1. The Contracting Parties, in the light of the complementarity of their economies and of their capabilities and long-term economic aspirations, shall foster mutual economic co-operation in all fields deemed suitable by the Contracting Parties. Among the objectives of such co-operation shall be:

- the development and prosperity of their respective industries;
- the encouragement of technological and scientific progress;
- the opening up of new sources of supply and new markets;
- the creation of new employment opportunities;
- the reduction of regional disparities;
- the protection and improvement of the environment;
- generally to contribute to the development of their respective economies and standard of living.

Sont convenus des dispositions qui suivent:

ARTICLE I

Clause de la nation la plus favorisée

En conformité avec les droits et obligations prévues dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement, sur une base d'égalité et de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE II

Coopération commerciale

1. Les parties contractantes s'engagent à promouvoir jusqu'au niveau le plus élevé possible le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux réciproques.

Elles vont à cet effet, en accord avec leurs politiques et objectifs respectifs:

- (a) coopérer au niveau international et sur le plan bilatéral à la solution des problèmes commerciaux d'intérêt commun;
- (b) faire tout ce qui est en leur pouvoir pour s'accorder mutuellement les plus grandes facilités lors de transactions commerciales présentant un intérêt pour l'une ou l'autre partie;
- (c) tenir pleinement compte de leurs intérêts et besoins respectifs en ce qui concerne l'accès aux ressources et la transformation ultérieure de celles-ci.

2. Les parties contractantes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour décourager, en conformité avec leur législation, toute restriction de la concurrence de la part des entreprises de leurs industries respectives, y compris les pratiques de prix faussant le jeu de la concurrence.

3. Les parties contractantes conviennent de se consulter, sur demande, et de réexaminer ces questions au sein du Comité de coopération mixte visé à l'article IV.

ARTICLE III

Coopération économique

1. Les parties contractantes, étant donné le caractère complémentaire de leurs économies, de leur potentiel et de leurs objectifs économiques à long terme, développeront leur coopération économique dans tous les domaines qu'elles jugent appropriés. Cette coopération visera notamment:

- à favoriser le développement et la prospérité de leurs industries respectives;
- à encourager le progrès technologique et scientifique;
- à ouvrir de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux marchés;
- à créer de nouveaux emplois;
- à réduire les disparités régionales;
- à protéger et à améliorer l'environnement;
- à contribuer, d'une manière générale, au développement de leurs économies et niveaux de vie respectifs.

2. As means to such ends, the Contracting Parties shall as appropriate encourage and facilitate *inter alia*:

- broader inter-corporate links between their respective industries, especially in the form of joint ventures;
- greater participation by their respective firms in the industrial development of the Contracting Parties on mutually advantageous terms;
- increased and mutually beneficial investment;
- technological and scientific exchanges;
- joint operations by their respective firms and organisations in third countries.

3. The Contracting Parties will as appropriate encourage the regular exchange of industrial, agricultural and other information relevant to commercial economic co-operation as well as the development of contacts and promotion activities between firms and organizations in these areas in the Communities and Canada.

4. Without prejudice to the relevant provision of the Treaties establishing the Communities, the present Agreement and any action taken thereunder shall in no way affect the powers of the Member States of the Communities to undertake bilateral activities with Canada in the field of economic co-operation and to conclude, where appropriate, new economic co-operation agreements with Canada.

ARTICLE IV

Joint Co-operation Committee

A Joint Co-operation Committee shall be set up to promote and keep under review the various commercial and economic co-operation activities envisaged between Canada and the Communities. Consultations shall be held in the Committee at an appropriate level in order to facilitate the implementation and to further the general aims of the present Agreement. The Committee will normally meet at least once a year. Special meetings of the Committee shall be held at the request of either party. Sub-committees shall be constituted where appropriate in order to assist the Committee in the performance of its tasks.

ARTICLE V

Other Agreements

1. Nothing in this Agreement shall affect or impair the rights and obligations of the Contracting Parties under the General Agreement on Tariffs and Trade.

2. To the extent that the provisions of the present Agreement are incompatible with the provisions of the Agreement between the European Atomic Energy Community and Canada of October 6, 1959, the provisions of the present Agreement shall prevail.

3. Subject to the provisions concerning economic co-operation in Article III, paragraph 1, the provisions of this Agreement shall be substituted for provisions of agreements concluded between Member States of the Communities and Canada to the extent to which the latter provisions are either incompatible with or identical to the former.

2. Afin de réaliser ces objectifs, les parties contractantes chercheront plus particulièrement à encourager et à faciliter de manière appropriée:

- des liens plus étroits entre leurs industries respectives, notamment sous forme de «joint ventures»;
- une plus grande participation de leurs firmes respectives au développement industriel des parties contractantes, à des conditions mutuellement avantageuses;
- un accroissement des investissements mutuellement avantageux;
- des échanges technologiques et scientifiques;
- des actions communes de leurs firmes et organismes respectifs dans les pays tiers.

3. Les parties contractantes encourageront de manière appropriée des échanges réguliers d'informations industrielles, agricoles et autres ayant trait à la coopération commerciale et économique ainsi que le développement de contacts et d'activités de promotion entre les entreprises et organisations dans ces domaines dans les Communautés et au Canada.

4. Sans préjudice des dispositions, applicables en la matière, des traités instituant les Communautés, le présent Accord ainsi que toute action entreprise dans son cadre, laisseront entièrement intactes les compétences des États membres des Communautés d'entreprendre des actions bilatérales avec le Canada dans le domaine de la coopération économique et de conclure, le cas échéant, de nouveaux accords de coopération économique avec le Canada.

ARTICLE IV

Comité mixte de coopération

Il est institué un comité mixte de coopération chargé d'encourager et de suivre de près les différentes activités de coopération commerciale et économique prévues entre le Canada et les Communautés. Des consultations auront lieu au sein dudit comité à un niveau approprié afin de faciliter la mise en œuvre du présent Accord et de promouvoir la réalisation de ses objectifs généraux. Le comité se réunit normalement au moins une fois par an. Il se réunit en outre spécialement à la demande de l'une ou l'autre partie. Des sous-comités sont constitués, chaque fois qu'une nécessité particulière le requiert, afin d'assister le comité dans l'accomplissement de ses tâches.

ARTICLE V

Autres accords

1. Rien dans le présent Accord ne doit porter atteinte ni préjudice aux droits et obligations conférés aux parties contractantes par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

2. Dans la mesure où il y a incompatibilité entre les dispositions du présent accord et celles de l'Accord conclu le 6 octobre 1959 entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et le Canada, les dispositions du présent Accord sont applicables.

3. Sous réserve des dispositions concernant la coopération économique prévues à l'article III paragraphe 4, les dispositions du présent Accord se substituent aux dispositions des accords conclus entre États membres des Communautés et le Canada, pour autant que ces derniers soient incompatibles avec les premières ou sont identiques à elles.

ARTICLE VI

European Coal and Steel Community

A separate Protocol is agreed between the European Coal and Steel Community and its Member States on the one hand and Canada on the other hand.

ARTICLE VII

Territorial Application

This Agreement shall apply to the territory of Canada and to the territories to which the Treaties establishing the Communities apply, on the conditions laid down in those Treaties.

ARTICLE VIII

Duration

This Agreement shall enter into force on the first day of the month following that during which the Contracting Parties have notified each other of the completion of the procedures necessary for this purpose. It shall be of indefinite duration and may be terminated by either Contracting Party after five years from its entry into force, subject to one year's notice.

ARTICLE IX

Authentic Languages

This Agreement is drawn up in two copies in the Danish, Dutch, English, French, German and Italian languages, each of these texts being equally authentic.

ARTICLE VI

Communauté européenne du charbon et de l'acier

Un protocole séparé est conclu entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part.

ARTICLE VII

Application territoriale

L'Accord s'applique, d'une part, au territoire du Canada, et, d'autre part, aux territoires où les traités instituant les Communautés européennes sont applicables dans les conditions prévues par ces traités.

ARTICLE VIII

Durée

Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui où les parties contractantes se seront notifié l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet. Sa durée de validité est indéterminée et il peut être dénoncé par l'une ou l'autre partie contractante après une période de cinq années suivant son entrée en vigueur, sous réserve d'un préavis d'un an.

ARTICLE IX

Langues faisant foi

Le présent Accord est rédigé en deux exemplaires en langues allemande, anglaise, danoise, française, italienne et néerlandaise, chacun de ces textes faisant également foi.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this Framework Agreement.

Done at Ottawa on the sixth day of July in the year one thousand nine hundred and seventy-six.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent accord-cadre.

Fait à Ottawa, le six juillet mil neuf cent soixante-seize.

ALLAN J. MACEACHEN
For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada

M. VAN DER STOEL
CHRISTOPHER SOAMES
For the Council and the Commission of the European Communities
Pour le Conseil et la Commission des Communautés européennes

© Minister of Supply and Services Canada 1977

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

Available by mail from

En vente par la poste:

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

ou chez votre libraire.

Catalogue No. E3-1976/35
ISBN 0-660-01411-4

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

No de catalogue E3-1976/35
ISBN 0-660-01411-4

Canada: \$0.50
Autres pays: \$0.60

Price subject to change without notice.

Prix sujet à changement sans avis préalable.



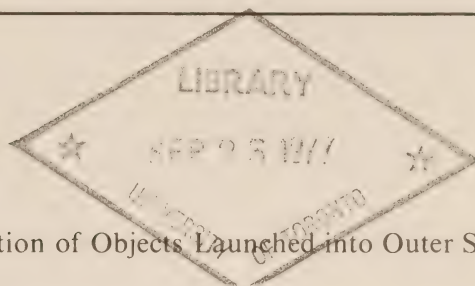
CANADA

Government
Publications

TREATY SERIES 1976 No. 36 RECUEIL DES TRAITÉS

CAI
EA10
-T67

OUTER SPACE



Convention on the Registration of Objects Launched into Outer Space

Done at New York, February 14, 1975

Entered into force September 15, 1976

Canada's Instrument of Ratification deposited August 4, 1976

In force for Canada September 15, 1976

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

Convention sur l'immatriculation des Objets lancés dans l'Espace extra-atmosphérique

Faite à New York, le 14 février 1975

En vigueur le 15 septembre 1976

L'Instrument de ratification du Canada déposé le 4 août 1976

En vigueur pour le Canada le 15 septembre 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 36 RECUEIL DES TRAITÉS

OUTER SPACE

Convention on the Registration of Objects Launched into Outer Space

Done at New York, February 14, 1975

Entered into force September 15, 1976

Canada's Instrument of Ratification deposited August 4, 1976

In force for Canada September 15, 1976

ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Convention sur l'immatriculation des Objets lancés dans l'Espace extra-atmosphérique

Faite à New York, le 14 février 1975

En vigueur le 15 septembre 1976

L'Instrument de ratification du Canada déposé le 4 août 1976

En vigueur pour le Canada le 15 septembre 1976

CONVENTION ON REGISTRATION OF OBJECTS LAUNCHED INTO OUTER SPACE

The States Parties to this Convention,

Recognizing the common interest of all mankind in furthering the exploration and use of outer space for peaceful purposes,

Recalling that the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies of 27 January 1967⁽¹⁾ affirms that States shall bear international responsibility for their national activities in outer space and refers to the State on whose registry an object launched into outer space is carried,

Recalling also that the Agreement on the Rescue of Astronauts, the Return of Astronauts and the Return of Objects Launched into Outer Space of 22 April 1968⁽²⁾ provides that a launching authority shall, upon request, furnish identifying data prior to the return of an object it has launched into outer space found beyond the territorial limits of the launching authority,

Recalling further that the Convention on International Liability for Damage Caused by Space Objects of 29 March 1972⁽³⁾ establishes international rules and procedures concerning the liability of launching States for damage caused by their space objects,

Desiring, in the light of the Treaty on principles governing the activities of States in the exploration and use of outer space, including the moon and other celestial bodies, to make provision for the national registration by launching States of space objects launched into outer space,

Desiring further that a central register of objects launched into outer space be established and maintained, on a mandatory basis, by the Secretary-General of the United Nations,

Desiring also to provide for States Parties additional means and procedures to assist in the identification of space objects,

Believing that a mandatory system of registering objects launched into outer space would, in particular, assist in their identification and would contribute to the application and development of international law governing the exploration and use of outer space,

Have agreed on the following:

ARTICLE I

For the purposes of this Convention:

(a) The term "launching State" means:

- (i) A State which launches or procures the launching of a space object;
- (ii) A State from whose territory or facility a space object is launched;

⁽¹⁾Treaty Series 1967 No. 19

⁽²⁾Treaty Series 1975 No. 6

⁽³⁾Treaty Series 1975 No. 7

CONVENTION SUR L'IMMATRICULATION DES OBJETS LANCÉS DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Les États parties à la présente Convention,

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de l'humanité tout entière de favoriser l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Rappelant que le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, en date du 27 janvier 1967⁽¹⁾, affirme que les États ont la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique et mentionne l'État sur le registre duquel est inscrit un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique,

Rappelant également que l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, en date du 22 avril 1968⁽²⁾, prévoit que l'autorité de lancement doit fournir, sur demande, des données d'identification avant qu'un objet qu'elle a lancé dans l'espace extra-atmosphérique et qui est trouvé au-delà de ses limites territoriales ne lui soit restitué,

Rappelant en outre que la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, en date du 29 mars 1972⁽³⁾, établit des règles et des procédures internationales relatives à la responsabilité qu'assument les États de lancement pour les dommages causés par leurs objets spatiaux,

Désireux, compte tenu du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, de prévoir l'immatriculation nationale par les États de lancement des objets spatiaux lancés dans l'espace extra-atmosphérique,

Désireux en outre d'établir un registre central des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, où l'inscription soit obligatoire et qui soit tenu par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Désireux également de fournir aux États parties des moyens et des procédures supplémentaires pour aider à identifier des objets spatiaux,

Estimant qu'un système obligatoire d'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique faciliterait, en particulier, l'identification desdits objets et contribuerait à l'application et au développement du droit international régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Aux fins de la présente Convention:

- a) L'expression «État de lancement» désigne:
 - i) Un État qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet spatial;
 - ii) Un État dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial;

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1967 N° 19

⁽²⁾ Recueil des Traités 1975 N° 6

⁽³⁾ Recueil des Traités 1975 N° 7

- (b) The term "space object" includes component parts of a space object as well as its launch vehicle and parts thereof;
- (c) The term "State of registry" means a launching State on whose registry a space object is carried in accordance with Article II.

ARTICLE II

1. When a space object is launched into earth orbit or beyond, the launching State shall register the space object by means of an entry in an appropriate registry which it shall maintain. Each launching State shall inform the Secretary-General of the United Nations of the establishment of such a registry.

2. Where there are two or more launching States in respect of any such space object, they shall jointly determine which one of them shall register the object in accordance with paragraph 1 of this Article, bearing in mind the provisions of Article VIII of the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies, and without prejudice to appropriate agreements concluded or to be concluded among the launching States on jurisdiction and control over the space object and over any personnel thereof.

3. The contents of each registry and the conditions under which it is maintained shall be determined by the State of registry concerned.

ARTICLE III

1. The Secretary-General of the United Nations shall maintain a Register in which the information furnished in accordance with Article IV shall be recorded.

2. There shall be full and open access to the information in this Register.

ARTICLE IV

1. Each State of registry shall furnish to the Secretary-General of the United Nations, as soon as practicable, the following information concerning each space object carried on its registry:

- (a) Name of launching State or States;
- (b) An appropriate designator of the space object or its registration number;
- (c) Date and territory or location of launch;
- (d) Basic orbital parameters, including:
 - (i) Nodal period,
 - (ii) Inclination,
 - (iii) Apogee,
 - (iv) Perigee;
- (e) General function of the space object.

2. Each State of registry may, from time to time, provide the Secretary-General of the United Nations with additional information concerning a space object carried on its registry.

- b) L'expression «objet spatial» désigne également les éléments constitutifs d'un objet spatial, ainsi que son lanceur et les éléments de ce dernier;
- c) L'expression «État d'immatriculation» désigne un État de lancement sur le registre duquel un objet spatial est inscrit conformément à l'article II.

ARTICLE II

1. Lorsqu'un objet spatial est lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, l'État de lancement l'immatricule au moyen d'une inscription sur un registre approprié dont il assure la tenue. L'État de lancement informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la création dudit registre.

2. Lorsque, pour un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, il existe deux ou plusieurs États de lancement, ceux-ci déterminent conjointement lequel d'entre eux doit immatriculer ledit objet conformément au paragraphe 1 du présent article, en tenant compte des dispositions de l'article VIII du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, et sans préjudice des accords appropriés qui ont été ou qui seront conclus entre les États de lancement au sujet de la juridiction et du contrôle sur l'objet spatial et sur tout personnel de ce dernier.

3. La teneur de chaque registre et les conditions dans lesquelles il est tenu sont déterminés par l'État d'immatriculation intéressé.

ARTICLE III

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assure la tenue d'un registre dans lequel sont consignés les renseignements fournis conformément à l'article IV.

2. L'accès à tous les renseignements figurant sur ce registre est entièrement libre.

ARTICLE IV

1. Chaque État d'immatriculation fournit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dès que cela est réalisable, les renseignements ci-après concernant chaque objet spatial inscrit sur son registre:

- a) Nom de l'État ou des États de lancement;
- b) Indicatif approprié ou numéro d'immatriculation de l'objet spatial;
- c) Date et territoire ou lieu de lancement;
- d) Principaux paramètres de l'orbite, y compris:
 - i) La période nodale,
 - ii) L'inclinaison,
 - iii) L'apogée,
 - iv) Le périégée;
- e) Fonction générale de l'objet spatial.

2. Chaque État d'immatriculation peut de temps à autre communiquer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des renseignements supplémentaires concernant un objet spatial inscrit sur son registre.

3. Each State of registry shall notify the Secretary-General of the United Nations, to the greatest extent feasible and as soon as practicable, of space objects concerning which it has previously transmitted information, and which have been but no longer are in earth orbit.

ARTICLE V

Whenever a space object launched into earth orbit or beyond is marked with the designator or registration number referred to in Article IV, paragraph 1 (b), or both, the State of registry shall notify the Secretary-General of this fact when submitting the information regarding the space object in accordance with Article IV. In such case, the Secretary-General of the United Nations shall record this notification in the Register.

ARTICLE VI

Where the application of the provisions of this Convention has not enabled a State Party to identify a space object which has caused damage to it or to any of its natural or juridical persons, or which may be of a hazardous or deleterious nature, other States Parties, including in particular States possessing space monitoring and tracking facilities, shall respond to the greatest extent feasible to a request by that State Party, or transmitted through the Secretary-General on its behalf, for assistance under equitable and reasonable conditions in the identification of the object. A State Party making such a request shall, to the greatest extent feasible, submit information as to the time, nature and circumstances of the events giving rise to the request. Arrangements under which such assistance shall be rendered shall be the subject of agreement between the parties concerned.

ARTICLE VII

1. In this Convention, with the exception of Articles VIII to XII inclusive, references to States shall be deemed to apply to any international intergovernmental organization which conducts space activities if the organization declares its acceptance of the rights and obligations provided for in this Convention and if a majority of the States members of the organization are States Parties to this Convention and to the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies.

2. States members of any such organization which are States Parties to this Convention shall take all appropriate steps to ensure that the organization makes a declaration in accordance with paragraph 1 of this Article.

ARTICLE VIII

1. This Convention shall be open for signature by all States at United Nations Headquarters in New York. Any State which does not sign this Convention before its entry into force in accordance with paragraph 3 of this Article may accede to it at any time.

2. This Convention shall be subject to ratification by signatory States. Instruments of ratification and instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

3. This Convention shall enter into force among the States which have deposited instruments of ratification on the deposit of the fifth such instrument with the Secretary-General of the United Nations.

3. Chaque État d'immatriculation informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans toute la mesure possible et dès que cela est réalisable, des objets spatiaux au sujet desquels il a antérieurement communiqué des renseignements et qui ont été mais qui ne sont plus sur une orbite terrestre.

ARTICLE V

Chaque fois qu'un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà est marqué au moyen de l'indicatif ou du numéro d'immatriculation mentionnés à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article IV, ou des deux, l'État d'immatriculation notifie ce fait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il lui communique les renseignements concernant l'objet spatial conformément à l'article IV. Dans ce cas, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies inscrit cette notification dans le registre.

ARTICLE VI

Dans le cas où l'application des dispositions de la présente Convention n'aura pas permis à un État partie d'identifier un objet spatial qui a causé un dommage audit État partie ou à une personne physique ou morale relevant de sa juridiction, ou qui risque d'être dangereux ou nocif, les autres États parties, y compris en particulier les États qui disposent d'installations pour l'observation et la poursuite des objets spatiaux, devront répondre dans toute la mesure possible à toute demande d'assistance en vue d'identifier un tel objet, à laquelle il pourra être accédé dans des conditions équitables et raisonnables et qui leur sera présentée par ledit État partie ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en son nom. L'État partie présentant une telle demande communiquera, dans toute la mesure possible, des renseignements sur la date, la nature et les circonstances des événements ayant donné lieu à la demande. Les modalités de cette assistance feront l'objet d'un accord entre les parties intéressées.

ARTICLE VII

1. Dans la présente Convention, à l'exception des articles VIII à XII inclus, les références aux États s'appliquent à toute organisation internationale intergouvernementale qui se livre à des activités spatiales, si cette organisation déclare accepter les droits et les obligations prévus dans la présente Convention et si la majorité des États membres de l'organisation sont des États parties à la présente Convention et au Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes.

2. Les États membres d'une telle organisation qui sont des États parties à la présente Convention prennent toutes les dispositions voulues pour que l'organisation fasse une déclaration en conformité du paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE VIII

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Tout État qui n'aura pas signé la présente Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des États signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention entrera en vigueur entre les États qui auront déposé leurs instruments de ratification à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. For States whose instruments of ratification or accession are deposited subsequent to the entry into force of this Convention, it shall enter into force on the date of the deposit of their instruments of ratification or accession.

5. The Secretary-General shall promptly inform all signatory and acceding States of the date of each signature, the date of deposit of each instrument of ratification of and accession to this Convention, the date of its entry into force and other notices.

ARTICLE IX

Any State Party to this Convention may propose amendments to the Convention. Amendments shall enter into force for each State Party to the Convention accepting the amendments upon their acceptance by a majority of the States Parties to the Convention and thereafter for each remaining State Party to the Convention on the date of acceptance by it.

ARTICLE X

Ten years after the entry into force of this Convention, the question of the review of the Convention shall be included in the provisional agenda of the United Nations General Assembly in order to consider, in the light of past application of the Convention, whether it requires revision. However, at any time after the Convention has been in force for five years, at the request of one third of the States Parties to the Convention and with the concurrence of the majority of the States Parties, a conference of the States Parties shall be convened to review this Convention. Such review shall take into account in particular any relevant technological developments, including those relating to the identification of space objects.

ARTICLE XI

Any State Party to this Convention may give notice of its withdrawal from the Convention one year after its entry into force by written notification to the Secretary-General of the United Nations. Such withdrawal shall take effect one year from the date of receipt of this notification.

ARTICLE XII

The original of this Convention, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all signatory and acceding States.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention, opened for signature at New York on the fourteenth day of January one thousand nine hundred and seventy-five.

4. Pour les États dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera sans délai tous les États qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification de la présente Convention ou d'adhésion à la présente Convention, de la date d'entrée en vigueur de la Convention, ainsi que de toute autre communication.

ARTICLE IX

Tout État partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque État partie à la Convention acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des États parties à la Convention et, par la suite, pour chacun des autres États parties à la Convention, à la date de son acceptation desdits amendements.

ARTICLE X

Dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la question de l'examen de la Convention sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à l'effet d'examiner, à la lumière de l'application de la Convention pendant la période écoulée, si elle appelle une révision. Toutefois, cinq ans au moins après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, une conférence des États parties à la présente Convention sera convoquée, à la demande d'un tiers desdits États et avec l'assentiment de la majorité d'entre eux, afin de réexaminer la présente Convention. Ce réexamen tiendra compte en particulier de tous progrès techniques pertinents, y compris ceux ayant trait à l'identification des objets spatiaux.

ARTICLE XI

Tout État partie à la présente Convention peut, un an après l'entrée en vigueur de la Convention, communiquer son intention de cesser d'y être partie par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette notification prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

ARTICLE XII

La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe ont également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en enverra des copies dûment certifiées à tous les États qui auront signé la Convention ou y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à New York, le quatorze janvier mil neuf cent soixante-quinze.

© Minister of Supply and Services Canada 1977

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/36
ISBN 0-660-01412-2

Price: Canada: 0.50
Other countries: 0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

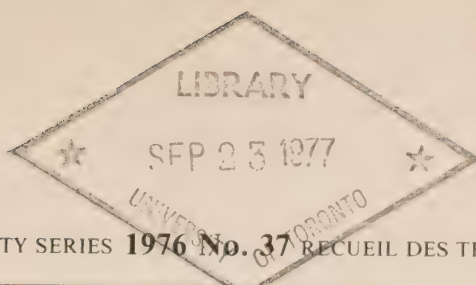
ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/36	Prix: Canada: 0.50
ISBN 0-660-01412-2	Autres pays: 0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA



Government
Publications

TREATY SERIES 1976 No. 37 RECUEIL DES TRAITÉS

CAI
EA10
-T67

ECONOMIC CO-OPERATION

Agreement between CANADA and GUATEMALA

City of Guatemala, February 17, 1976

In force October 26, 1976

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Accord entre le CANADA et le GUATEMALA

Ville du Guatemala, le 17 février 1976

En vigueur le 26 octobre 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 37 RECUEIL DES TRAITÉS

ECONOMIC CO-OPERATION

Agreement between CANADA and GUATEMALA

City of Guatemala, February 17, 1976

In force October 26, 1976

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Accord entre le CANADA et le GUATEMALA

Ville du Guatemala, le 17 février 1976

En vigueur le 26 octobre 1976

GENERAL AGREEMENT ON TECHNICAL CO-OPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA

The Government of Canada and the Government of the Republic of Guatemala (hereinafter called the "Government of Guatemala"), wishing to strengthen the cordial relations existing between the two states and their peoples, and moved by the desire to develop a program of technical co-operation between the two countries in conformity with the objectives of economic and social development of the Government of Guatemala, have agreed to the following:

ARTICLE I

The program of technical co-operation will provide for:

- (1) scholarships, fellowships and training awards for Guatemalan citizens in Canada or in a third country;
- (2) Canadian experts, instructors and technicians to work in Guatemala;
- (3) such equipment and materials as may be required for the successful execution of projects of technical co-operation in Guatemala;
- (4) the elaboration of studies and projects designed to contribute to the social and economic development of Guatemala;
- (5) any other form of assistance which may be mutually agreed upon.

ARTICLE II

The Government of Canada agrees to assume all the responsibilities referred to in the document attached hereto, entitled "Responsibilities of the Government of Canada" and marked "Annex A", at the time and in the manner set out. The scope of these responsibilities may be modified in relation to specific programs or projects in accordance with the procedure set out in Article XII.

ARTICLE III

The Government of Guatemala agrees to assume all the responsibilities referred to in the document attached hereto, entitled "Responsibilities of the Government of Guatemala" and marked "Annex B", at the time and in the manner set out. The scope of these responsibilities may be modified in relation to specific programs or projects, in accordance with the procedure set out in Article XII.

ARTICLE IV

Annexes A and B are integral parts of the present Agreement.

ARTICLE V

The Government of Canada shall be responsible for all costs to be incurred under the present Agreement, under any subsidiary arrangement or loan agreement that are enumerated therein as being the responsibility of the Government of Canada. The Government of Guatemala shall be responsible for all costs to be incurred under the present Agreement that are not designated as being the specific responsibility of the Government of Canada; the same shall apply to all costs to be incurred under any subsidiary arrangement or loan agreement that are not designated therein as being the specific responsibility of the Government of Canada; it being understood, however, that the Parties will endeavour to the extent possible to determine such costs beforehand.

ACCORD GÉNÉRAL DE COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Guatemala (ci-après appelé le Gouvernement du Guatemala) désireux de renforcer les liens d'amitié entre les deux pays et leurs peuples et d'établir les modalités d'application d'un programme de coopération technique entre les deux pays, conformément aux objectifs de développement économique et social du Gouvernement du Guatemala, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Le programme de coopération technique comprendra:

- (1) L'octroi de bourses d'études et de formation professionnelle au Canada ou dans un tiers pays à des citoyens du Guatemala;
- (2) l'affectation au Guatemala de coopérants, d'instructeurs et de techniciens canadiens;
- (3) l'équipement et les matériaux nécessaires au plein succès de projets de coopération technique au Guatemala;
- (4) l'élaboration d'études et de projets visant à contribuer au développement social et économique du Guatemala;
- (5) toute autre forme de coopération acceptée par les deux parties.

ARTICLE II

Le Gouvernement du Canada assumera toutes les obligations mentionnées au document ci-joint intitulé «Responsabilités du Gouvernement du Canada», indiqué comme «Annexe A», au moment et de la manière établis. La portée desdites responsabilités pourra être modifiée en relation à des projets spécifiques, en accord avec les modalités stipulées à l'Article XII.

ARTICLE III

Le Gouvernement du Guatemala assumera toutes les obligations mentionnées au document ci-joint intitulé «Responsabilités du Gouvernement du Guatemala», indiqué comme «Annexe B», au moment et de la manière établis. La portée desdites responsabilités pourra être modifiée en relation à des projets spécifiques, en accord avec les modalités stipulées à l'Article XII.

ARTICLE IV

Les Annexes A et B font partie intégrale du présent accord.

ARTICLE V

Le Gouvernement du Canada assumera tous les coûts à encourrir qui, aux termes du présent Accord, d'une entente subsidiaire ou d'un accord de prêt sont indiqués comme obligations spécifiques du Gouvernement du Canada. Le Gouvernement du Guatemala assumera tous les coûts à encourrir qui, aux termes du présent Accord, ne sont pas indiqués comme obligations spécifiques du Gouvernement du Canada; il en sera de même pour tous les coûts à encourrir aux termes d'une entente subsidiaire ou d'un accord de prêt qui n'y sont pas indiqués comme obligations spécifiques du Gouvernement du Canada, étant convenu, toutefois, que les parties s'efforceront dans la mesure du possible de préciser ces coûts à l'avance.

ARTICLE VI

In this Agreement:

- (1) "Canadian firms" shall mean those Canadian or foreign firms or institutions engaged by the Government of Canada in the program of technical co-operation referred to in the present Agreement, or in any approved program or project established under a subsidiary arrangement or a loan agreement;
- (2) "Canadian personnel" shall mean those Canadian or foreign personnel engaged by the Government of Canada in the program of technical co-operation referred to in the present Agreement, or in any approved program or project established under a subsidiary arrangement or a loan agreement; the term "Canadian personnel" shall not include nationals of Guatemala or foreign residents;
- (3) "dependent" shall mean:
 - (a) the spouse of a member of the Canadian personnel; or
 - (b) the child of a member of the Canadian personnel or of the spouse of a member of the Canadian personnel who is under twenty-one (21) years of age and dependent on one of them for support or, being twenty-one (21) years of age or more, who is dependent on one of them for support by reason of mental or physical incapacity;
- (4) "subsidiary arrangement" shall mean any arrangement concluded in accordance with the provisions of Article XII of the present Agreement.

ARTICLE VII

The Government of Guatemala shall grant immunity of jurisdiction to Canadian firms and to Canadian personnel when those firms and personnel are in the performance of their duties under the program of technical co-operation referred to in the present Agreement, under any approved project or program established under a subsidiary arrangement or under a loan agreement except where it is established by the Courts that the damages caused to third parties by such Canadian firms and Canadian personnel result from an intentional act or criminal negligence on their part.

ARTICLE VIII

The Government of Guatemala shall exempt Canadian firms and Canadian personnel and their dependents from all types of resident tax, local taxes, income tax or any other type of taxes on remuneration received from sources outside Guatemala, from Canadian aid funds or from the Government of Guatemala as provided for in this Agreement, in any subsidiary agreement, and in any loan agreement as well as from the obligation to present any written declaration in relation to these exemptions.

ARTICLE IX

The Government of Guatemala shall exempt Canadian firms and Canadian personnel, including their dependents, from import duties, customs tariff, levies and any other duties, taxes or charges on vehicles, technical and professional equipment, and on personal and domestic effects, subject to their re-exportation except for those in bad condition or which are transferred to other persons who enjoy similar exemptions. Moreover, each member of the Canadian personnel will be permitted to import or export, free of customs duties, sales taxes and other duties, one automobile for personal use. This privilege may be used at three-year intervals. Disposition or sale of any such automobile shall be subject to the regulations applicable to the vehicles of officials of international organizations.

ARTICLE VI

Dans le présent Accord:

- (1) «sociétés canadiennes» signifiera les sociétés ou institutions canadiennes ou étrangères engagées par le Gouvernement du Canada dans le programme de coopération technique dont le présent Accord fait état ou dans tout programme ou projet établi et sanctionné aux termes d'une entente subsidiaire ou d'un accord de prêt;
- (2) «personnel canadien» signifiera le personnel canadien ou étranger engagé par le Gouvernement du Canada dans le programme de coopération technique dont le présent Accord fait état ou dans tout programme ou projet établi et sanctionné aux termes d'une entente subsidiaire ou d'un accord de prêt; l'expression «personnel canadien» exclura les ressortissants guatémaltèques et les résidents étrangers;
- (3) «personnes à charge» signifiera:
 - a) le conjoint d'un membre du personnel canadien; ou
 - b) l'enfant d'un membre du personnel canadien ou du conjoint d'un membre du personnel canadien, âgé de moins de vingt-et-un (21) ans et à la charge de l'un d'eux, ou si âgé de vingt-et-un (21) ans ou plus qui soit à la charge de l'un d'eux en raison d'une incapacité physique ou mentale;
- (4) «entente subsidiaire» signifiera toute entente conclue en vertu des dispositions de l'Article XII du présent Accord.

ARTICLE VII

Le Gouvernement du Guatemala accordera immunité de juridiction aux sociétés canadiennes et au personnel canadien lorsque ces sociétés et personnel sont dans l'exécution de leurs fonctions en vertu du programme de coopération technique prévu à cet Accord ou en vertu de tout programme ou projet établi et sanctionné aux termes d'une entente subsidiaire ou d'un accord de prêt, sauf lorsqu'il est jugé par les tribunaux que les dommages causés à des tiers par ces sociétés canadiennes et ce personnel canadien l'ont été de façon intentionnelle ou par suite de négligence criminelle de leur part.

ARTICLE VIII

Le Gouvernement du Guatemala accordera aux sociétés canadiennes et au personnel canadien y compris les personnes à leur charge, l'exemption de toutes formes de taxes de résidence, prélèvements municipaux, impôts ou autres taxes sur leurs revenus provenant de l'extérieur du Guatemala, des fonds de la coopération canadienne ou du Gouvernement du Guatemala, tel que prévu dans le présent Accord, dans toute entente subsidiaire ou dans tout accord de prêt, et ne les obligera pas à présenter des déclarations en rapport avec cette exemption.

ARTICLE IX

Le Gouvernement du Guatemala accordera aux sociétés canadiennes et au personnel canadien, y compris les personnes à leur charge, l'exemption de tout droit d'entrée, tarif des douanes et de tous autres droits, taxes, frais ou prélèvements sur les véhicules, l'équipement technique et professionnel, et sur les effets mobiliers et personnels sous réserve que tous ces biens seront réexportés, à l'exception de ceux qui sont en mauvais état ou de ceux qui sont cédés à des personnes jouissant des mêmes privilèges. De plus, chaque membre du personnel canadien pourra également importer ou exporter, libre de tout droit d'entrée, tarif des douanes, taxe de vente et de consommation et de tous autres droits, taxes ou frais, une voiture pour son usage personnel. Ce privilège pourra s'exercer à chaque intervalle de trois ans. La vente ou la disposition d'une telle voiture sera assujettie aux règlements qui s'appliquent aux véhicules des fonctionnaires d'organisations internationales.

ARTICLE X

The Government of Guatemala shall exempt Canadian personnel and their dependents from import duties, customs tariff, levies and any other duties, taxes or charges on medicinal products, food-stuffs, alcoholic beverages and other articles of daily use that may be legally imported into Guatemala when such articles are shipped directly from its country of origin for the personal requirements of the Canadian personnel and their dependents.

ARTICLE XI

The Government of Guatemala shall free Canadian personnel and their dependents from the obligation to obey currency exchange restrictions in respect of the re-exportation of funds imported by them into the Republic of Guatemala.

ARTICLE XII

1. In the attainment of the objectives of the present agreement, the Government of Canada and the Government of Guatemala, acting directly or through their competent agencies, may conclude subsidiary arrangements, in the form of exchange of notes, letters or memoranda, with respect to the following:

- (a) any agreed program or project established under the provisions of Article I of this Agreement;
- (b) changes in the responsibilities assumed by each country, in accordance with the provisions of Annexes A and B with respect to specific programs or projects;
- (c) any other matters which may enable the two governments to carry out jointly the objectives of the present Agreement.

2. All subsidiary arrangements concluded in accordance with this Article in any form, shall make specific reference to this Agreement.

3. Unless it is specifically stated otherwise, the said subsidiary arrangements shall be considered to be administrative arrangements.

ARTICLE XIII

1. The Government of Canada and the Government of Guatemala may conclude loan agreements in relation to any agreed program or project established under the provisions of Article I of the present Agreement.

2. The loan agreements concluded in accordance with paragraph 1 of this Article shall make specific reference to this Agreement and shall be the subject matter of formal agreements between the contracting parties.

ARTICLE XIV

Differences which may arise in the application of the provisions of this Agreement, of any amendment thereto, or of any subsidiary arrangement shall be settled by means of negotiations between the Government of Canada and the Government of Guatemala, or in any other manner mutually agreed upon by the parties.

ARTICLE XV

The present Agreement shall enter into force upon the date of the Note from the Government of Guatemala informing the accredited Canadian diplomatic mission that the Agreement has been approved in accordance with the provisions of the laws and the Constitution of the Republic of Guatemala.

ARTICLE X

Le Gouvernement de la République du Guatemala accordera au personnel canadien y compris les personnes à leur charge, l'exemption de tout droit d'entrée, tarif des douanes, et de tous autres droits, taxes, frais ou prélèvements sur des produits médicaux, des denrées alimentaires, boissons alcooliques et d'autres articles d'utilisation quotidienne dont l'importation est autorisée au Guatemala, lorsque ces articles sont consignés directement du pays d'origine pour satisfaire les besoins personnels du personnel canadien et des personnes à leur charge.

ARTICLE XI

Le Gouvernement du Guatemala libérera le personnel canadien et les personnes à leur charge, de l'obligation de se soumettre au contrôle des changes lorsqu'il s'agira pour eux de réexporter les fonds importés par eux en République du Guatemala.

ARTICLE XII

1. En vue de rencontrer les objectifs du présent Accord, le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Guatemala, agissant directement ou par l'entremise de leurs agences compétentes, pourront conclure des ententes subsidiaires sous forme de notes, lettres ou mémoires quant à ce qui suit:

- a) Tout programme approuvé ou projet établi en vertu des dispositions de l'Article I du présent Accord;
- b) Des changements d'obligations acceptées par chaque pays, en vertu des dispositions des Annexes A et B se rapportant à tout programme ou projet spécifique;
- c) Tout autre sujet permettant aux deux Gouvernements d'atteindre conjointement les objectifs du présent Accord.

2. Toutes les ententes subsidiaires conclues en vertu du présent Article, quelle qu'en soit leur forme, devront faire mention expresse du présent Accord.

3. Lesdites ententes subsidiaires seront considérées, à moins de stipulation expresse au contraire, comme des ententes administratives.

ARTICLE XIII

1. Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Guatemala pourront conclure des conventions de prêt relatives à tout programme approuvé ou projet établi en vertu des dispositions de l'Article I du présent Accord.

2. Les conventions de prêt conclues en vertu du paragraphe 1 de cet Article devront faire mention expresse du présent Accord et feront l'objet d'accords formels entre les parties contractantes.

ARTICLE XIV

Tout différend qui peut surgir lors de l'application des dispositions du présent Accord ou d'une entente subsidiaire sera réglé par voie de négociations entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Guatemala ou selon les modalités dont auront convenu les parties à cet Accord.

ARTICLE XV

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la note par laquelle le Gouvernement du Guatemala communiquera à la représentation diplomatique du Canada que l'Accord a été approuvé conformément aux normes constitutionnelles et légales de la République du Guatemala.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Written in two original copies, in the City of Guatemala, on the sixteenth of February, nineteen seventy-six, in English, Spanish and French, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Rédigé en deux copies originales, dans la Ville de Guatemala, le seize février, mil neuf cent soixante seize, en français, espagnol et anglais, chaque version étant également authentique.

CLIVE CARRUTHERS
For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada

ADOLFO MOLINO ORANTES
For the Government of Guatemala
Pour le Gouvernement du Guatemala

ANNEX A

Responsibilities of the Government of Canada

The Government of Canada shall provide and pay for:

1. the salaries, fees, allowances or other emoluments of the Canadian personnel as set forth in the conditions of employment or in the terms of the contract, whichever is applicable;
2. the cost of travel for Canadian personnel and their dependents between their normal place of residence in Canada and their points of entry and departure in Guatemala;
3. the costs of transporting, between the normal place of residence of the Canadian personnel in Canada and the respective points of arrival and departure in Guatemala, personal effects and household articles of the Canadian personnel and their dependents, plus the technical and professional equipment necessary for the effective performance of their duties;
4. the costs associated with the professional training of persons from Guatemala in Canada or in a third country, as follows:
 - (a) living expenses while in Canada or in a third country;
 - (b) a clothing allowance;
 - (c) books, equipment or supplies as required for the program being undertaken in Canada or in a third country;
 - (d) registration and other related fees;
 - (e) necessary medical and hospital services;
 - (f) economy air fare from an approved point of embarkation in Guatemala to a designated destination in Canada or in a third country and return;
 - (g) transportation within Canada or a third country as required for the program;
5. the equipment and material required for the implementation of any program or project as specified in subsidiary arrangements.

ANNEXE A

Responsabilités du Gouvernement du Canada

Le Gouvernement du Canada fournira et financera les services suivants:

1. traitements, honoraires, allocations et autres émoluments des membres du personnel canadien tels qu'indiqués dans leurs conditions d'emploi ou dans les stipulations du contrat selon le cas;
2. frais de voyage des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge, entre leur lieu de résidence habituelle au Canada et le lieu d'entrée et de départ au Guatemala;
3. les frais d'expédition entre le lieu habituel de résidence au Canada des membres du personnel canadien et les lieux d'entrée et de départ au Guatemala de leurs effets personnels et ménagers et de ceux des personnes à leur charge ainsi que du matériel technique et spécialisé nécessaire à l'exécution de leurs tâches;
4. les dépenses sous-mentionnées relatives à la formation professionnelle du personnel guatémaltèque soit au Canada soit dans un pays tiers:
 - a) allocation de séjour au Canada ou dans un pays tiers;
 - b) allocation vestimentaire;
 - c) livres, fournitures ou matériel requis pour les cours suivis au Canada ou dans un pays tiers;
 - d) frais d'inscription et frais connexes;
 - e) frais médicaux et hospitaliers, si nécessaire;
 - f) billets d'avion classe touriste, du point d'embarcation approuvé du Guatemala à la destination désignée au Canada ou dans un pays tiers, et le retour au Guatemala;
 - g) frais de transport à l'intérieur du Canada ou d'un pays tiers selon les exigences du cours;
5. l'équipement et les matériaux nécessaires pour l'exécution de tout programme ou projet, tel que cela sera prévu dans les ententes subsidiaires.

ANNEX B

Responsibilities of the Government of Guatemala

The Government of Guatemala shall provide and pay for:

1. (a) normal hotel expenses, including meals, for a period not exceeding thirty (30) days, for the Canadian personnel and their dependents until they are able to obtain permanent accommodation, and for a period not exceeding seven (7) days immediately prior to their departure, after they have vacated their permanent accommodation;
- (b) subject to sub-paragraph (c), housing containing basic furnishing of the standard equivalent of that normally accorded a public servant of the Government of Guatemala of comparable rank and seniority, or a housing allowance to be determined in subsidiary arrangements;
- (c) where the length of stay of any Canadian personnel has been determined by the Government of Canada to be less than six months, suitable hotel or temporary accommodation, three meals a day and normal related services, or an equivalent allowance to be determined in subsidiary arrangements;
2. The cost of hotel or other suitable temporary living quarters plus meals for Canadian personnel, but not for their dependents, at a level corresponding to their status and rank, while required to travel on duty.
3. *Transportation*
 - (a) between the point of entry and the place of residence of Canadian personnel and their dependents, on their arrival in Guatemala, at the beginning of their assignment
 - (b) between the place of residence and the point of departure from Guatemala, of the Canadian personnel and their dependents, upon completion of their assignment
 - (c) for all official journeys, including transportation between the place of residence of the Canadian personnel and his place of work, whenever the two locations are not in close proximity. Said transportation will be of a standard similar to that normally accorded a public servant of the Government of Guatemala. In the event that the Canadian personnel have their own motor vehicles, and use them in lieu of official transportation, they shall be paid an allowance per kilometer at the same rate as is normally paid to public servants of the Government of Guatemala of comparable rank and seniority;
 - (d) between the points of entry and departure in Guatemala and the final destination of the professional and technical equipment and of the personal and household effects of the Canadian personnel and their dependents. Such transportation costs shall also include, where applicable, customs clearance and temporary warehousing in connection with arriving shipments and export packing and temporary warehousing in connection with departing shipments;
 - (e) the foregoing paragraphs of this section shall apply only to the Canadian personnel and not to their dependents if the length of stay of such personnel in Guatemala has been fixed by the Government of Canada at less than six months;

ANNEXE B

Responsabilités du Gouvernement du Guatemala

Le Gouvernement du Guatemala fournira et financera les services suivants:

1.
 - a) frais d'hôtels, y compris les repas, pour une période n'excédant pas trente (30) jours, pour les membres du personnel canadien et les personnes à leur charge, jusqu'à ce qu'ils trouvent un logement permanent, et pour une période n'excédant pas sept (7) jours avant leur départ, après qu'ils auront quitté leur logement permanent;
 - b) sous réserve de l'alinéa (c), un logement qui ait le mobilier de base d'un niveau similaire à celui que reçoivent normalement les fonctionnaires publics du Gouvernement du Guatemala de statut et ancienneté comparables, ou une allocation de logement qui sera précisée aux ententes subsidiaires;
 - c) quant la période de service du personnel canadien au Guatemala est fixée par le Gouvernement du Canada à moins de six mois, le logement dans un hôtel ou logement temporaire approprié, trois repas par jour et les services connexes habituels, ou une allocation équivalente qui sera précisée aux ententes subsidiaires.
2. Les frais d'hôtel ou autre logement temporaire approprié, ainsi que les repas du personnel canadien, mais non ceux des personnes à charge, à un niveau correspondant à leur statut et position à l'occasion des voyages rendus nécessaires par leur travail.
3. *Le transport*
 - a) du point d'entrée au lieu de résidence des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge, à leur arrivée au Guatemala au début de leur affectation;
 - b) du lieu de résidence des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge au point de sortie du Guatemala, à la fin de leur affectation;
 - c) pour tout voyage officiel, y compris le transport à partir du lieu de résidence du représentant canadien à son lieu de travail, pourvu que ces deux endroits ne soient pas trop près l'un de l'autre. Le transport fourni sera d'une classe similaire à celui qu'on fournit à un fonctionnaire public du Gouvernement du Guatemala de statut et ancienneté comparables. Si les membres du personnel canadien disposent de leurs propres moyens de transport officiel, ils recevront une allocation par kilomètre selon les taux appropriés payés normalement aux fonctionnaires du Gouvernement du Guatemala;
 - d) entre les points d'entrée et de départ du Guatemala et le lieu de destination, du matériel technique et spécialisé, ainsi que des effets personnels et ménagers des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge. Ces frais comprendront, le cas échéant, les frais de dédouanement et d'entreposage temporaire des effets envoyés, ainsi que l'emballage des effets pour fins d'exportation et l'entreposage temporaire d'effets lors du retour du personnel canadien;
 - e) pour le personnel canadien mais non pour les personnes à charge, si le séjour du personnel canadien dans le Guatemala est fixé par le Gouvernement du Canada à moins de six mois;

4. (a) subject to sub-paragraph (b), medical facilities and treatment necessary for the health and well-being of Canadian personnel and dependents, or where there are no such facilities or services, the Government of Guatemala shall reimburse Canadian personnel and their dependents for the cost of any medical attention rendered to them by a private practitioner of their own choice;
- (b) the services mentioned in sub-paragraph (a), to Canadian personnel but not to their dependents, when the length of stay of the Canadian personnel in Guatemala has been determined by the Government of Canada to be less than six months;
5. Office accommodation and services at Government of Guatemala standards, including appropriate suitable office space and furnishings, clerical staff and stenographers and other professional and technical equipment, telephone, postal and other facilities designed to help Canadian personnel carry out their task effectively;
6. Assistance in the clearance through customs of the personal household and technical effects of Canadian personnel and their dependents.
7. All Canadian personnel will be entitled to leave for a maximum period of four weeks per annum, which leave shall be granted in accordance with Canadian leave regulations either inside or outside Guatemala, at such time as may be arranged between the Canadian personnel and the appropriate authorities of the Government of Guatemala.

4. a) sous réserve de l'alinéa (b), les services et traitement médicaux nécessaires pour la santé et le bien-être du personnel canadien et les personnes à leur charge, ou le remboursement, s'il n'y a pas de tels services, par le Gouvernement du Guatemala au personnel canadien et les personnes à leur charge, de tout montant dépensé pour des soins médicaux rendus par un médecin de leur choix;
- b) les services prévus à l'alinéa (a) pour le personnel canadien, mais non pour les personnes à charge, si le séjour du personnel canadien au Guatemala est fixé par le Gouvernement du Canada à moins de six mois;
5. Les logements et les services de bureau selon les normes du Gouvernement du Guatemala, y compris, au besoin, les installations et le matériel adéquats, les services de secrétariat et de bureau et tout autre matériel technique et spécialisé, les services de téléphone, de poste et autres dont aurait besoin le personnel canadien pour mener à bien ses fonctions;
6. Toute aide devant accélérer le dédouanement des effets personnels et techniques des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge.
7. Tout le personnel canadien aura droit à une période maximum de quatre semaines de vacances par année, accordées conformément au règlement canadien sur les vacances, à l'intérieur ou à l'extérieur du Guatemala, aux époques dont pourront convenir le personnel canadien et les autorités compétentes du Gouvernement du Guatemala.

© Minister of Supply and Services Canada 1977

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller

Catalogue No. E3-1976/37
ISBN 0-660-01413-0

Price: Canada: 0.50
Other countries: 0.60

Price subject to change without notice

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/37
ISBN 0-660-01413-0

Prix: Canada: 0.50
Autres pays: 0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable

A1
A10
T67

Government
Publication

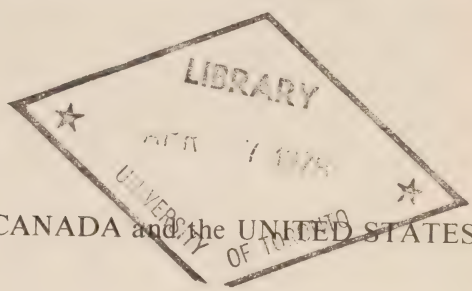
CANADA

Dept of External Affairs



1 / TREATY SERIES / 1976 No. 38 RECUEIL DES TRAITÉS

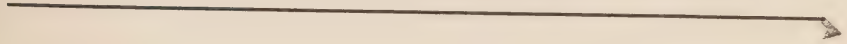
DEFENCE



Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, June 28 and 29, 1976

In force July 1, 1976



DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
d'AMÉRIQUE

Ottawa, les 28 et 29 juin 1976

En vigueur le 1^{er} juillet 1976



C-97
E-410
-T-57



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 38 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, June 28 and 29, 1976

In force July 1, 1976

DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE

Ottawa, les 28 et 29 juin 1976

En vigueur le 1^{er} juillet 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES AMENDING AND EXTENDING FOR
THREE MONTHS THE AGREEMENT CONCERNING THE ARRANGEMENTS
FOR THE USE BY THE UNITED STATES OF FACILITIES AT THE GOOSE BAY
AIRPORT**

I

*The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External
Affairs of Canada*

Ottawa, June 28, 1976

No. 137

Sir,

I have the honor to refer to the Agreement between the Governments of the United States and of Canada effected by an Exchange of Notes dated June 29, 1973⁽¹⁾, concerning arrangements for the use by the United States of facilities at the Goose Bay Airport, Goose Bay, Newfoundland, and to the conclusion reached by representatives of our two Governments that it would be in our mutual interest to extend the life of the Agreement for a further three-month period after it expires on June 30, 1976.

I therefore have the honor to propose that the Agreement of June 29, 1973 be extended for a period of three months, from July 1, 1976 to September 30, 1976 on the understanding that paragraph 4 (Financing), of the Annex to Ambassador Schmidt's Note No. 124 of June 29, 1973 shall be deleted and replaced by the following provisions:

"4. FINANCING

- (a) As a general principle, services and utilities provided by Canada to the United States shall be provided on a cost-recoverable basis in accordance with the terms and provisions contained in implementing arrangements or agreements concluded pursuant to paragraph 8 of this Annex.
- (b) Any action required to be taken under this Agreement shall be subject to the availability of appropriated funds."

If the foregoing is acceptable to the Government of Canada, I propose that this Note and your reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments on this matter, which shall enter into force on July 1, 1976 and remain in effect until September 30 1976.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

THOMAS O. ENDERS

The Honorable Allan J. MacEachen, P.C.
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

⁽¹⁾Canada Treaty Series 1973 No. 27

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS MODIFIANT ET PROROGÉANT POUR TROIS MOIS L'ACCORD CONCERNANT LES ARRANGEMENTS RELATIFS À L'UTILISATION PAR LES ÉTATS-UNIS D'INSTALLATIONS À L'AÉROPORT DE GOOSE BAY

I

L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada

(Traduction)

Ottawa, le 28 juin 1976

N° 137

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre les gouvernements du Canada et des États-Unis concernant les arrangements relatifs à l'utilisation par les États-Unis d'installations à l'aéroport de Goose Bay, à Terre-Neuve, conclu par un échange de Notes en date du 29 juin 1973⁽¹⁾, de même qu'à la conclusion à laquelle sont arrivés les représentants des deux gouvernements, à savoir qu'il serait dans l'intérêt des deux pays de proroger cet Accord pour une période de trois mois, après son expiration le 30 juin 1976.

J'ai donc l'honneur de proposer que l'Accord du 29 juin 1973 soit prorogé pour une période de trois mois, soit du 1^{er} juin 1976 au 30 septembre 1976, à la condition que le paragraphe 4 (Financement) de l'Annexe à la Note n° 124 du 29 juin 1973 de l'Ambassadeur Schmidt soit annulé et remplacé par les dispositions suivantes:

«4. FINANCEMENT

- a) En principe, les frais subis par le Canada relativement aux divers services (y compris les services d'utilité publique) fournis aux États-Unis sont à la charge des États-Unis, conformément aux modalités et aux dispositions contenues dans les arrangements ou ententes régissant leur application et conclues en vertu du paragraphe 8 de la présente Annexe.
- b) Toute mesure devant être prise en vertu du présent Accord est subordonnée à l'existence de crédits prévus à cette fin.»

Si le Gouvernement du Canada juge acceptables les dispositions qui précèdent, je propose que cette Note et votre réponse constituent un Accord à ce sujet entre les deux gouvernements, Accord qui entrera en vigueur le 1^{er} juin 1976 et le demeurera jusqu'au 30 septembre 1976.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

THOMAS O. ENDERS

L'honorable Allan J. MacEachen, C.P.
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

⁽¹⁾ Recueil des traités 1973 No. 27

II

The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America

Ottawa, June 29, 1976

DFR-1775

Excellency,

I have the honour to refer to your Note No. 137 of June 28, 1976 proposing that the Agreement of June 29, 1973⁽¹⁾ concerning the use by the United States of facilities at the Goose Bay Airport, Goose Bay, Newfoundland, be extended from July 1, 1976 to September 30, 1976 on the understanding that paragraph 4 (Financing) of the Annex to Ambassador Schmidt's Note No. 124 of June 29, 1973, shall be deleted and replaced by the following provisions:

"4. FINANCING

- (a) As a general principle, services and utilities provided by Canada to the United States shall be provided on a cost-recoverable basis in accordance with the terms and provisions contained in implementing arrangements or agreements concluded pursuant to paragraph 8 of this Annex.
- (b) Any action required to be taken under this Agreement shall be subject to the availability of appropriated funds."

I am pleased to inform you that the Government of Canada concurs in the proposals set out in your Note and agrees that your Note and this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on July 1, 1976 and remain in effect until September 30, 1976.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

ALLAN J. MACEACHEN

Secretary of State
for External Affairs

His Excellency Thomas O. Enders,
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

⁽¹⁾Canada Treaty Series 1973 No. 27

II

Le Secrétaire aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 29 juin 1976

DFR-1775

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° 137 du 29 juin 1976 proposant la prorogation, du 1^{er} juillet au 30 septembre 1976, de l'Accord du 29 juin 1973⁽¹⁾ concernant l'utilisation par les États-Unis d'installations à l'aéroport de Goose Bay, à Terre-Neuve, à la condition que le paragraphe 4 (Financement) de l'Annexe à la Note n° 124 du 29 juin 1973 de l'Ambassadeur Schmidt soit annulée et remplacée par les dispositions suivantes:

«4. FINANCEMENT

- (a) En principe, les frais subis par le Canada relativement aux divers services (y compris les services d'utilité publique) fournis aux États-Unis sont à la charge des États-Unis, conformément aux modalités et aux dispositions contenues dans les arrangements ou ententes régissant leur application et conclues en vertu du paragraphe 8 de la présente Annexe.
- (b) Toute mesure devant être prise en vertu du présent Accord est subordonnée à l'existence des crédits prévus à cette fin.»

J'ai le plaisir de vous informer que le Gouvernement du Canada donne son agrément aux propositions énoncées dans votre Note et accepte que celle-ci, de même que la présente, dont les versions française et anglaise font également foi, constituent un Accord qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet et le demeurera jusqu'au 30 septembre 1976.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État
aux affaires extérieures

ALLAN J. MACEachEN

Son Excellence M. Thomas O. Enders,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

⁽¹⁾ Recueil des traités 1973 No. 27

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing

Supply and Services Canada

Hull, Québec, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/38

Canada: \$0.50

ISBN 0-660-01232-4

Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition

Approvisionnements et Services Canada

Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/38

Canada: \$0.50

ISBN 0-660-01232-4

Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.

A1
A10
T67

CANADA



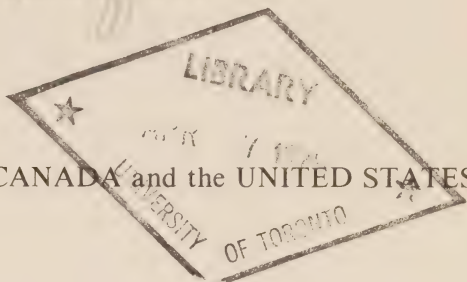
TRETTY SERIES / 1976 No. 39 · RECUEIL DES TRAITÉS

RECEIVED
JULY 20 1976

Dept. of External Affairs

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA



Ottawa, July 30, 1976

In force July 30, 1976

With effect from July 1, 1976

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
d'AMÉRIQUE

Ottawa le 30 juillet 1976

En vigueur le 30 juillet 1976

Avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 39 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, July 30, 1976

In force July 30, 1976

With effect from July 1, 1976

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE

Ottawa le 30 juillet 1976

En vigueur le 30 juillet 1976

Avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND
THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING
AN AGREEMENT CONCERNING THE CONTINUED USE OF THE CHURCHILL
RESEARCH RANGE**

I

*The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External
Affairs of Canada*

Ottawa, June 8, 1976

No. 120

Sir:

I have the honor to refer to the Agreement between the Government of the United States of America and the Government of Canada and the recent discussions between representatives of our two Governments concerning the support of United States activities at the Churchill Research Range. This support was the subject of an Exchange of Notes with annex signed at Ottawa November 16 and December 18, 1970⁽¹⁾ as extended by an Exchange of Notes signed at Ottawa June 29, 1973.⁽²⁾

By its terms and conditions the Agreement as amended will expire on June 30, 1976, unless extended for additional periods. Because of continued mutual interest of both countries in the research programs and accommodation of United States activities at the Range, I have the honor to propose that the Agreement be extended for an additional period of three years, that is until June 30, 1979, unless terminated by either Government on three months' written notice to the other or unless extended for additional periods by mutual agreement of our two Governments.

If this proposal is acceptable to the Government of Canada, I have the further honor to propose that this Note together with your affirmative reply, constitute an Agreement on this matter effective on the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

THOMAS O. ENDER

The Honorable Allan J. MacEachen, P.C.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

⁽¹⁾Canada Treaty Series 1970 No. 32

⁽²⁾Canada Treaty Series 1973 No. 25

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN AC-
CORD CONCERNANT L'UTILISATION DU POLYGONE DE RECHERCHE
CHURCHILL

I

*L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
du Canada*

(Traduction)

Ottawa, le 8 juin 1976

n° 120

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada ainsi qu'aux récents entretiens entre les représentants de nos deux Gouvernements concernant l'appui des activités des États-Unis au Polygone de recherche Churchill. Cet appui a fait l'objet d'un échange de Notes avec annexe signées à Ottawa les 16 novembre et 18 décembre 1970⁽¹⁾ et renouvelées par un échange de Notes signées à Ottawa le 29 juin 1973.⁽²⁾

Selon ses propres dispositions, l'Accord modifié doit expirer le 30 juin 1976 à moins d'être prorogé pour des périodes supplémentaires. Étant donné l'intérêt que portent les deux pays à la continuation des programmes de recherche et des activités des États-Unis au Polygone, j'ai l'honneur de proposer que l'Accord soit prorogé pour une période supplémentaire de trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1979, à moins que l'un ou l'autre des Gouvernements n'y mette fin par un préavis écrit de trois mois donné à l'autre ou à moins qu'il ne soit prorogé pour des périodes supplémentaires par décision commune de nos deux Gouvernements.

Si cette proposition agréée au Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer en outre que la présente Note et votre réponse affirmative constituent un Accord sur la question qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

THOMAS O. ENDERS

L'honorable Allan J. MacEachen, C.P.,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

⁽¹⁾Recueil des Traités 1970 N° 32

⁽²⁾Recueil des Traités 1973 N° 25

II

The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America

Ottawa, July 30, 1976

No. ECS-913

Excellency,

I have the honour to refer to your Note No. 120 of June 8, 1976, concerning the continued use of the Churchill Research Range by the United States for the purposes of sounding rocket launchings and other peaceful scientific activities.

I am pleased to inform you that the Government of Canada accepts the proposals set forth in your Note and agrees that your Note, together with this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force today with effect from July 1, 1976 and remain in effect until June 30, 1979, unless terminated by either Government on three months' written notice to the other or unless extended for additional periods by mutual agreement of our two Governments.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

ALLAN J. MACEachEN

Secretary of State
for External Affairs

His Excellency Thomas O. Enders,
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

II

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 30 juillet 1976

N° ECS-913

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° 120 du 8 juin 1976 concernant l'utilisation par les États-Unis du Polygone de recherche Churchill aux fins de lancement de fusées-sondes et d'autres activités scientifiques de caractère pacifique.

Je suis heureux de vous faire savoir que le Gouvernement du Canada approuve les propositions énoncées dans votre Note et accepte que votre Note, ainsi que la présente réponse dont les versions anglaise et française font également foi, constituent entre nos deux Gouvernements, un Accord qui entrera en vigueur aujourd'hui à compter le 1^{er} juillet 1976 et qui restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1979, à moins que l'un ou l'autre des deux Gouvernements n'y mette fin par préavis écrit de trois mois donné à l'autre ou qu'il soit prorogé pour des périodes supplémentaires par voie d'accord mutuel entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État aux
Affaires extérieures

ALLAN J. MACEACHEN

Son Excellence M. Thomas O. Enders,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/39
ISBN 0-660-01233-2

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/39

Canada: \$0.50

ISBN 0-660-01233-2

Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.

A1
A10
T67

CANADA

Dept. of External Affairs

Government
Publications



211

TREATY SERIES 1976 No. 40 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and AUSTRALIA

Canberra, August 27, 1976

In force August 27, 1976



SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et l'AUSTRALIE

Canberra, le 27 août 1976

En vigueur le 27 août 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 40 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and AUSTRALIA

Canberra, August 27, 1976

In force August 27, 1976

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et l'AUSTRALIE

Canberra, le 27 août 1976

En vigueur le 27 août 1976

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF AUSTRALIA CONCERNING THE USE OF THE AUSTRALIAN WOOMERA RANGE FOR LAUNCHING A CANADIAN SOUNDING ROCKET FOR SCIENTIFIC INVESTIGATION

I

The High Commissioner for Canada to the Minister for Foreign Affairs of Australia

Canberra, August 26, 1976

Sir,

I have the honour to refer to discussions between officials of our two Governments concerning the use of the Australian Woomera Range for launching a sounding rocket for scientific investigations.

In accordance with those discussions, the Canadian Government would now like to propose that the range and supporting facilities at Woomera be made available for the National Research Council of Canada ("NRCC") to carry out a project known as "COSRAY 75", involving the firing of one Canadian Black Brant V-B rocket for experimental purposes in 1976, with a possible follow-up launch in 1977. It is proposed that the specific number, character and schedule of scientific experiments to be performed as part of the project, the allocation of technical and operational responsibility with respect to launching, the arrangements for financing the project, and the provision of facilities and services for rocket launching, tracking and telemetering of information from the rocket, be arranged by NRCC as co-operating agency of the Government of Canada and the Australian Department of Defence as co-operating agency of the Government of Australia ("ADOD").

I further propose that:

- (1) Data collected as a result of the project shall be made available to the Government of Australia in accordance with arrangements by NRCC and ADOD.
- (2) The Government of Canada and each of its contractors shall retain title to any property brought into or acquired in Australia, for use in connection with the firing program, by or on behalf of the Government or such contractor. The Government of Canada or any of its contractors may at any time, but consistent with this Agreement, remove any of their respective property from Australia at their own expense and free from export duties and related charges.
- (3) The Government of Australia shall, in accordance with its laws, regulations and procedures, facilitate the admission into Australia of all property provided by, or on behalf of, the Government of Canada or any of its contractors, for use in connection with the firing program. The Government of Australia shall not levy duties, taxes or like charges on any such property which the Government of Canada certifies, prior to or at the time of entry, is for use in connection with the firing program and is the property of the Government of Canada when admitted into Australia, or on any property, for use in connection with the firing program, which the Government of Canada has undertaken will be exported within twelve months of its admission into Australia, provided that it becomes the property of that Government before its use in Australia.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE L'AUSTRALIE CONCERNANT L'UTILISATION DE LA BASE AUSTRALIENNE DE WOOMERA POUR LE LANCEMENT D'UNE FUSÉE-SONDE CANADIENNE À DES FINS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I

Le Haut-Commissaire du Canada au Ministre aux Affaires étrangères de l'Australie

Canberra, le 27 août 1976

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu entre les représentants de nos deux Gouvernements concernant l'utilisation de la base australienne de Woomera pour le lancement d'une fusée-sonde canadienne à des fins de recherche scientifique.

Conformément à ces discussions, le Gouvernement du Canada aimerait proposer que la base de lancement et les installations connexes situées à Woomera soient mises à la disposition du Conseil national de recherches («CNRC») du Canada pour la réalisation d'un projet appelé «COSRAY 75» comportant le lancement, en 1976, avec un lancement additionnel possible en 1977, d'une fusée canadienne Black Brant V-B à des fins expérimentales. Il est proposé que le nombre précis, le genre et le calendrier des expériences scientifiques qui doivent être effectuées dans le cadre du projet, le partage des responsabilités techniques et opérationnelles liées au lancement, les dispositions de financement, ainsi que la fourniture des installations et des services pour le lancement et la poursuite de la fusée, de même que la télémessure des données en provenance de la fusée, fassent l'objet d'arrangements entre le CNRC, agissant à titre d'organisme de coopération du Gouvernement du Canada, et le ministère de la Défense de l'Australie, agissant à titre d'organisme de coopération du Gouvernement de l'Australie («MDA»).

Il est également proposé les dispositions suivantes:

- (1) Les données recueillies par suite de la réalisation du projet seront communiquées au Gouvernement de l'Australie, en conformité avec les arrangements conclus entre le CNRC et le MDA;
- (2) Le Gouvernement du Canada et chacun des entrepreneurs à son service conserveront leur droit de propriété sur tous les biens amenés ou acquis en Australie par le Gouvernement ou l'un de ses entrepreneurs ou en leur nom pour y être utilisés dans le cadre du programme de lancement. Le Gouvernement du Canada ou l'un ou l'autre de ses entrepreneurs pourront en tout temps, sans toutefois déroger au présent Accord, sortir d'Australie, à leurs frais, leurs biens respectifs sans que ceux-ci ne soient frappés de droits de sortie et de redevances connexes.
- (3) En conformité avec ses lois, règlements et pratiques, le Gouvernement de l'Australie facilitera l'entrée en Australie de tous les biens fournis par le Gouvernement du Canada, ou par l'un ou l'autre de ses entrepreneurs, ou en leur nom, pour y être utilisés dans le cadre du programme de lancement. Le Gouvernement de l'Australie ne frappera d'aucun droit, impôt ou redevance analogue les biens dont le Gouvernement du Canada aura certifié, avant ou au moment de leur entrée au pays, qu'ils sont destinés à être utilisés dans le cadre du programme de lancement et qu'ils sont la propriété du Gouvernement du Canada au moment de leur entrée en Australie, ou les biens qui sont

- (4) The Government of Australia shall exempt from sales tax property, in addition to all property referred to in paragraph (3), purchased in Australia and certified by the Government of Canada as being for use in connection with the firing program and not for resale, provided that such property is the property of the Government of Canada or shall become its property prior to the use of the property in Australia.
- (5) The Government of Australia shall, in accordance with its laws, regulations and procedures, facilitate the admission into and exit from Australia of persons required in Australia in connection with the firing program.
- (6) The Government of Canada shall indemnify and keep indemnified the Government of Australia, in respect of any activity in Australia in relation to the firing, from and against:
 - (a) any loss or damage suffered by the Government of Australia;
 - (b) liability of any kind in respect of claims against the Government of Australia, its servants and agents for loss, damage or injury arising howsoever;
 - (c) any loss or damage suffered by the Government of the United Kingdom; and
 - (d) liability of any kind in respect of claims against the Government of the United Kingdom, its servants and agents for loss, damage or injury arising howsoever.

The Australian Government will pay any amounts received from the Government of Canada in respect of sub-paragraphs (c) and (d) of this provision to the Government of the United Kingdom.

- (7) The indemnity provided for by paragraph (6) shall not apply if the loss, damage, injury or liability resulted from any failure on the part of the Government of Australia, either directly or through its servants or agents, to exercise any of its responsibilities under this Agreement or under the inter-agency Arrangement to be concluded between NRCC and ADOD pursuant to it, provided that the indemnity shall still apply to the extent, if any, to which such failure is not the sole factor in the loss, damage, injury or liability.
- (8) Any amount recovered by the Government of Australia in respect of an act or omission for which the indemnity provided for by paragraph (6) applies shall be taken into account in ascertaining the amount payable by the Government of Canada as a result thereof.
- (9) Disputes between the Government of Australia and the Government of Canada, or between their respective co-operating agencies, concerning the interpretation or application of this Agreement or the inter-agency Arrangement, shall be settled by negotiation between their competent authorities, either directly or through diplomatic channels.

destinés à être utilisés dans le cadre du programme de lancement, que le Gouvernement du Canada a promis d'exporter dans un délai de douze mois, pourvu que ledit Gouvernement ait acquis ces biens avant de les utiliser en Australie.

- (4) Le Gouvernement de l'Australie exonérera de la taxe de vente, outre les biens visés au paragraphe (3), les biens qui sont achetés en Australie et dont le Gouvernement du Canada certifie qu'ils sont destinés être utilisés dans le cadre du programme de lancement et non à être revendus, pourvu que lesdits biens soient ou deviennent la propriété du Gouvernement du Canada avant d'être utilisés en Australie.
- (5) En conformité avec ses lois, règlements et pratiques, le Gouvernement de l'Australie facilitera l'admission en Australie et la sortie de ce pays des personnes dont la présence y est nécessaire dans le cadre du programme de lancement.
- (6) Au titre de toute activité menée en Australie dans le cadre du programme de lancement, le Gouvernement du Canada indemniserà et continuera à indemniser le Gouvernement de l'Australie pour
 - (a) toute perte ou tout dommage subis par le Gouvernement de l'Australie;
 - (b) toute responsabilité relative à des réclamations contre le Gouvernement de l'Australie, ses employés et ses agents dans le cas de pertes, dommages ou blessures découlant de quelque circonstance que ce soit;
 - (c) toute perte ou tout dommage subis par le Gouvernement du Royaume-Uni; et
 - (d) toute responsabilité relative à des réclamations contre le Gouvernement du Royaume-Uni, ses employés et ses agents dans le cas de pertes, dommages ou blessures découlant de quelque circonstance que ce soit.

Le Gouvernement de l'Australie versera au Gouvernement du Royaume-Uni toutes les sommes reçues du Gouvernement du Canada en application des sous-paragraphe (c) et (d) de la présente disposition.

- (7) Les indemnités prévues au paragraphe (6) ci-dessus ne pourront s'appliquer si les pertes, dommages, blessures ou responsabilités découlent d'un manquement quelconque de la part du Gouvernement de l'Australie, directement ou par l'entremise de l'un ou l'autre de ses agents ou employés, dans l'exercice des responsabilités qui lui incombent en vertu du présent Accord ou en vertu de l'arrangement qui sera conclu, en application de l'Accord, entre le CNRC et le MDA; sous réserve, toutefois, que les indemnités continueront à s'appliquer dans la mesure où ledit manquement ne constituerait pas l'unique cause des pertes, dommages, blessures ou responsabilités.
- (8) Toutes les sommes perçues par le Gouvernement de l'Australie relativement à une action ou une omission pour laquelle l'indemnité prévue au paragraphe (6) ci-dessus s'applique, seront incluses dans le calcul du montant que doit verser le Gouvernement du Canada par suite de ladite action ou omission.
- (9) Les différends entre le Gouvernement de l'Australie et le Gouvernement du Canada, ou entre leurs organismes de coopération respectifs, concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord ou de l'arrangement qui sera conclu entre les organismes de coopération en application de l'Accord, seront réglés par négociation entre les autorités compétentes, directement ou par voie diplomatique.

I have the honour to propose that if the foregoing is acceptable to the Government of Australia, this Note, which is equally authentic in English and French, and your reply to that effect shall constitute an Agreement on this matter between our two Governments which will enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

J. J. McCARDLE

High Commissioner for Canada

The Honourable Andrew Peacock, M.P.,
Minister for Foreign Affairs.
Canberra, A.C.T.

Si les dispositions susmentionnées agréent au Gouvernement de l'Australie, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note, dont les versions anglaise et française font également foi, et votre réponse constituent entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression renouvelée de ma plus haute considération.

Haut Commissaire du Canada

J. J. MCCARDLE

L'honorable M. Andrew Peacock, M.P.,
Ministre aux Affaires étrangères,
Canberra.

II

The Minister for Foreign Affairs of Australia to the High Commissioner for Canada

Canberra, 27 August, 1976

Excellency,

I have the honour to refer to your Note of 26 August 1976, which reads in English as follows:

(See Canadian Note of August 26, 1976)

I am pleased to inform you that the Government of Australia accepts the proposals set out in your Note and agrees that your Note together with this reply shall constitute an Agreement between the Australian and Canadian Governments in this matter which will enter into force on the date of this reply.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

ANDREW PEACOCK

His Excellency J. J. McCardle,
High Commissioner for Canada,
Canadian High Commission,
Canberra, A.C.T.

II

Le Ministre aux Affaires étrangères de l'Australie à l'Haut-Commissaire du Canada
(Traduction)

Canberra, le 27 août 1976

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note du 26 août 1976, dont la version anglaise se lit comme suit:

(Voir le Note canadienne du 26 août 1976)

Je suis heureux de vous informer que le Gouvernement de l'Australie souscrit aux propositions énoncées dans votre Note et accepte que celle-ci, ainsi que la présente réponse, constituent entre le Gouvernement de l'Australie et celui du Canada un accord en ce domaine qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Veuillez accepter, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

ANDREW PEACOCK

Son Excellence M. J. J. McCardle,
Haut-Commissaire du Canada,
Canberra, A.C.T.

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/40
ISBN 0-660-01234-0

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/40
ISBN 0-660-01234-0

Canada: \$0.50
Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.

A1
A10
T67



CANADA

TREATY SERIES / 1976 No. 41 RECUEIL DES TRAITÉS

2 Dept of External Affairs

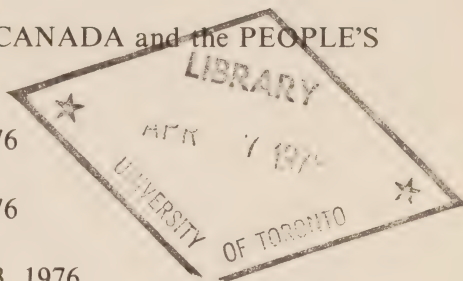
COMMERCE

Exchange of Notes between CANADA and the PEOPLE'S
REPUBLIC OF CHINA

Ottawa, October 13, 1976

In force October 13, 1976

With effect from July 13, 1976



COMMERCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

Ottawa, 13 octobre 1976

En vigueur le 13 octobre 1976

Avec effet rétroactif au 13 juillet 1976

141
E410
-737



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 41 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Exchange of Notes between CANADA and the PEOPLE'S
REPUBLIC OF CHINA

Ottawa, October 13, 1976

In force October 13, 1976

With effect from July 13, 1976

COMMERCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

Ottawa, 13 octobre 1976

En vigueur le 13 octobre 1976

Avec effet rétroactif au 13 juillet 1976

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA EXTENDING FOR
THREE YEARS THE TRADE AGREEMENT OF OCTOBER 13, 1973⁽¹⁾

I

The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the People's Republic of China

Ottawa, October 13, 1976

No. FLA-610

Excellency,

I have the honour to refer to the Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China, done at Peking on October 13, 1973, and now due to expire on October 13, 1976.

Article X of the Agreement provides that the validity of the Agreement may be extended for another three years if the two Contracting Parties agree thereto not less than three months prior to the expiration of the Agreement.

The Government of Canada considers it desirable to extend the Agreement for a further period of three years. I, therefore, have the honour to propose, on behalf of the Government of Canada, that this Agreement be extended to October 13, 1979.

I have the honour further to propose that, if acceptable to the Government of the People's Republic of China, this Note, which is authentic in English and in French, and your Excellency's reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments, which is effective from July 13, 1976.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

DONALD C. JAMIESON

Secretary of State
for External Affairs

His Excellency Chang Wen-chin,
Ambassador of the People's Republic of China,
Ottawa.

⁽¹⁾Canada Treaty Series 1973 No. 31

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE PRORO-
GEANT POUR UNE PÉRIODE DE TROIS ANS L'ACCORD COMMERCIAL DU
13 OCTOBRE 1973⁽¹⁾

I

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur de la République
populaire de Chine*

Ottawa, le 13 octobre 1976

N° FLA-610

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord commercial entre le Gouvernement du Canada et le
Gouvernement de la République populaire de Chine fait à Pékin le 13 octobre 1973 et devant
expirer le 13 octobre 1976.

L'article X de l'Accord stipule que la durée de l'Accord pourra être prorogée pour une autre
période de trois ans si les deux Parties contractantes concluent à cette fin une entente au moins
trois mois avant l'expiration de l'Accord.

Le Gouvernement du Canada considère souhaitable de proroger l'Accord pour une autre
période de trois ans. J'ai donc l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement du Canada, que
la durée du présent Accord soit prorogée jusqu'au 13 octobre 1979.

J'ai aussi l'honneur de proposer que, si ces conditions agréent au Gouvernement de la
République populaire de Chine, la présente Note, dont les versions française et anglaise font
également foi, de même que votre réponse à ce sujet constituent entre nos deux Gouvernements
un Accord qui entrera en vigueur rétroactivement à la date du 13 juillet 1976.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance renouvelée de ma très haute
considération.

Le Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures

DONALD C. JAMIESON

Son Excellence M. Chang Wen-chin,
Ambassadeur de la République
populaire de Chine,
Ottawa.

⁽¹⁾Recueil des Traités 1973 N° 31

The Ambassador of the People's Republic of China to the Secretary of State for External Affairs of Canada

(Translation)

Ottawa, October 13, 1976

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of October 13, 1976, the content of which reads as follows:

(See Canadian Note No. FLA-160 dated October 13, 1976)

On behalf of the Government of the People's Republic of China, I hereby confirm the agreement of my Government to the above-mentioned content of your Excellency's Note.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

CHANG WEN-CHIN

Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the People's Republic
of China to Canada

The Honourable Donald C. Jamieson, P.C.,
Secretary of State for External Affairs of Canada

L'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada

(Traduction)

Ottawa, le 13 octobre 1976

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note du 13 octobre 1976, qui se lit comme suit:

(Voir la Note canadienne N° FLA-160 du 13 octobre 1976)

Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, je confirme par la présente l'assentiment de mon Gouvernement à la proposition susmentionnée contenue dans la Note de Votre Excellence.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de la République
populaire de Chine

CHANG WEN-CHIN

L'Honorable M. Donald C. Jamieson, C.P.
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/41
ISBN 0-660-01235-9

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/41
ISBN 0-660-01235-9

Canada: \$0.50
Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.

A1
A10
T67

CANADA



Dept of External Affairs
10
Business

311 TREATY SERIES 1976 No. 42 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Washington, November 10 and 24, 1976

In force November 24, 1976

With effect from October 1, 1976



DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE

Washington, les 10 et 24 novembre 1976

En vigueur le 24 novembre 1976

Avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1976

31
-T 13



CANADA

TREATY SERIES **1976 No. 42** RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Washington, November 10 and 24, 1976

In force November 24, 1976

With effect from October 1, 1976

DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
d'AMÉRIQUE

Washington, les 10 et 24 novembre 1976

En vigueur le 24 novembre 1976

Avec effet rétroactif au 1er octobre 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONCERNING AR-
RANGEMENTS FOR THE CONTINUING USE OF FACILITIES AT THE GOOSE
BAY AIRPORT BY THE UNITED STATES ARMED FORCES AFTER SEPTEMBER
30, 1976**

I

*The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External
Affairs of Canada*

Ottawa, November 10, 1976

Note No. 280

Sir,

I have the honor to refer to the Agreement between the Governments of the United States and of Canada effected by an exchange of Notes dated June 29, 1973⁽¹⁾, as extended by the exchange of Notes dated June 28 and 29, 1976⁽²⁾, concerning arrangements for the use by the United States of facilities at the Goose Bay Airport, Goose Bay, Newfoundland, and to recent discussions which have taken place between representatives of our two Governments concerning arrangements for the continuing use of facilities at the Goose Bay Airport by the United States Armed Forces after the expiration of the aforementioned Agreement on September 30, 1976. As a result of these discussions, I now have the honor to propose that the conditions set forth in the attached Annex, which accord with the understandings reached between representatives of our two Governments, should govern the use of facilities at the Goose Bay Airport by the United States Armed Forces after September 30, 1976.

If these conditions are acceptable to your Government, I propose that this Note, together with its Annex, and your reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of your reply, with effect from October 1, 1976, and remain in force for an initial period of ten years, and thereafter from year to year. Its terms may be reviewed at any time at the request of either party and revised by mutual agreement of the two parties. The Agreement may be terminated at any time by either Government or giving twelve months' notice in writing to the other. It is understood that any substantial change in the level of U.S. activity at Goose Bay will be subject to prior consultation between the parties. This new Agreement shall supersede the Agreement effected by the exchange of Notes dated June 29, 1973, as extended by the exchange of Notes dated June 28 and 29, 1976.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

THOMAS O. ENDERS

The Honorable Donald C. Jamieson, P.C.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

(1) Canada Treaty Series 1973 No. 27

(2) Canada Treaty Series 1976 No. 38

**ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LES
ARRANGEMENTS PERMETTANT AUX FORCES ARMÉES AMÉRICAINES DE
CONTINUER À UTILISER LES INSTALLATIONS DE L'AÉROPORT DE GOOSE
BAY APRÈS LE 30 SEPTEMBRE 1976**

I

*L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du
Canada*

(Traduction)

Ottawa, le 10 novembre 1976

Note n° 280

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord conclu entre les Gouvernements des États-Unis et du Canada par un échange de Notes en date du 29 juin 1973,⁽¹⁾ prorogé par l'échange de Notes daté des 28 et 29 juin 1976⁽²⁾, concernant des arrangements relatifs à l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay (Terre-Neuve) par les États-Unis et aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux Gouvernements concernant les arrangements permettant aux Forces armées américaines de continuer à utiliser les installations de l'aéroport de Goose Bay après le 30 septembre 1976, date d'expiration de l'Accord susmentionné.

Par suite de ces entretiens, j'ai maintenant l'honneur de proposer que les conditions énoncées dans l'Annexe ci-jointe, qui concordent avec les ententes intervenues entre les représentants de nos deux Gouvernements, régissent l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les Forces armées américaines après le 30 septembre 1976.

Si ces conditions agréent à votre Gouvernement, je propose que la présente Note et son Annexe ainsi que votre réponse en ce sens constituent entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1976, et le demeurera pour une période initiale de dix ans, après quoi il devra être renouvelé d'année en année. Ses termes pourront être revus à n'importe quel moment à la demande de l'une ou l'autre partie et révisés par consentement mutuel des deux parties. L'Accord pourra être dénoncé à n'importe quel moment par l'un ou l'autre Gouvernement sous réserve d'un préavis écrit de douze mois. Il est entendu que toute variation appréciable dans le niveau de l'activité américaine à Goose Bay sera soumise à une consultation préalable des deux parties. Le présent Accord annule l'Accord conclu par l'échange de Notes en date du 29 juin 1973, prorogé par l'échange de notes des 28 et 29 juin 1976.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

THOMAS O. ENDERS

L'honorable M. Donald C. Jamieson, C.P.,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa

⁽¹⁾ Recueil des traités 1973 No. 27

⁽²⁾ Recueil des traités 1976 No. 38

ANNEX

Statement of Conditions Governing the Use by the United States
Armed Forces of Facilities at the Goose Bay Airport

(Hereinafter, unless the context otherwise requires, "Canada" means the Government of Canada, "U.S." means the Government of the United States of America, "USAF" means the United States Air Force, and "Goose Bay" means the Goose Bay Airport.)

1. General

In order to fulfill North American Defence and NATO obligations, the United States Armed Forces shall have the use of facilities at Goose Bay for servicing, maintenance and refuelling of its aircraft.

2. Facilities

A. All buildings, structures and improvements permanently affixed to the realty at Goose Bay including those that may have been constructed or financed by the U.S. are the property of Canada. The ownership of all other property at Goose Bay purchased or financed by the U.S. including removable improvements, equipment, material, supplies and goods shall remain with the U.S. The U.S. shall have the unrestricted right of removing or disposing of all U.S. removable property at any time, provided that removal or disposal shall not be delayed beyond a reasonable time following the termination of this Agreement. The disposition within Canada of U.S. excess property at Goose Bay shall be effected in accordance with the exchange of Notes between the U.S. and Canada dated August 28, 1961 and September 1, 1961 concerning the Disposal of United States Excess Property in Canada.

B. Canada shall, subject to the provisions of the implementing arrangements concluded in accordance with paragraph 9 of this Annex, provide the USAF, free of rent, from within the existing infrastructure of Goose Bay such facilities as hangars, warehouses, office buildings, parking aprons, family quarters, barracks, shops, hardstands and storage and distribution facilities for aviation fuel and other petroleum supplies.

3. Operating Rights

Subject to the terms of this Agreement, aircraft operated by, for or under the control of the United States Armed Forces shall have the right to use Goose Bay under air traffic control arrangements provided by Canada. There will be prior notification to appropriate Canadian airport authorities at Goose Bay of all expected arrivals.

The USAF shall have such rights as are necessary to support the operation of the aforementioned aircraft at Goose Bay, including the right:

A. of free access to and egress from the facilities made available for its use, including unrestricted and uninterrupted use of roadways, subject to any reasonable vehicle control measures that may be imposed by the appropriate Canadian authorities;

B. under procedures to be embodied in an implementing arrangement to be concluded under paragraph 9 of this Annex, to station personnel at Goose Bay; to issue orders for their control and command; and to undertake such internal security measures as may be deemed necessary; and

C. to install and operate military equipment, including communications equipment, radar and other electronic devices, provided that new installations of electronic equipment shall not interfere with existing Canadian installations and shall be subject to the right of Canada to allocate frequencies and control power and type of emission.

ANNEXE

Énoncé des conditions régissant l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les Forces armées américaines

(A moins que le contexte n'impose une interprétation différente, dans le présent document, «Canada» signifie le gouvernement du Canada, «États-Unis», le gouvernement des États-Unis d'Amérique, «USAF», l'Armée de l'air des États-Unis, et «Goose Bay», l'aéroport de Goose Bay.)

1. Généralités

Afin de respecter les engagements pris envers l'OTAN et au titre de la Défense nord-américaine, l'Armée de l'air des États-Unis utilisera les installations de Goose Bay aux fins du service, de l'entretien et du ravitaillement en combustible de ses aéronefs.

2. Installations

A. Tous les bâtiments, constructions et améliorations ajoutés à demeure aux biens immobiliers de Goose Bay, y compris ceux qui ont pu être construits ou financés par les États-Unis, appartiennent au Canada. La propriété de tous autres biens se trouvant à Goose Bay, achetés ou financés par les États-Unis, y compris celle des améliorations, de l'outillage, du matériel, des fournitures et des marchandises non installés à demeure, est celle des États-Unis. Les États-Unis auront le droit absolu de procéder à l'enlèvement de tous leurs biens non installés à demeure ou d'en disposer à n'importe quel moment, à condition de le faire dans un délai raisonnable après l'expiration du présent Accord. Les États-Unis disposeront en territoire canadien de leurs biens excédentaires à Goose Bay conformément à l'échange de Notes du 28 août 1961 et du 1^{er} septembre 1961 entre les États-Unis et le Canada concernant la manière dont il sera disposé des excédents de biens des États-Unis au Canada.

B. Sous réserve des dispositions des accords de mise en œuvre conclus conformément au paragraphe 9 de la présente Annexe, le Canada fournira à l'USAF, sans frais de location, à même l'infrastructure existant à Goose Bay, des installations telles que des hangars, des entrepôts, des immeubles à bureaux, des aires de stationnement, des logements familiaux, des casernes, des ateliers, des emplacements en dur, des installations d'emmagasiner et de distribution de carburant d'aviation et d'autres produits pétroliers.

3. Droits d'exploitation

Sous réserve des termes du présent Accord, les aéronefs exploités par les Forces armées des États-Unis, pour leur compte ou sous leur commandement, auront le droit d'utiliser l'aéroport de Goose Bay conformément aux dispositions relatives au contrôle de la circulation aérienne prévues par le Canada et sous réserve de la notification préalable des autorités aéroportuaires canadiennes compétentes de Goose Bay de toutes les arrivées attendues.

L'USAF jouira de tous les droits nécessaires pour assurer l'exploitation des aéronefs susmentionnés à Goose Bay, et notamment du droit:

A. de libre accès aux installations mises à sa disposition et de libre sortie desdites installations, y compris l'usage illimité et ininterrompu des voies routières, sous réserve de toute mesure raisonnable de contrôle des véhicules qui pourra être imposée par les autorités canadiennes compétentes;

B. sous réserve de méthodes à incorporer à un accord de mise en œuvre à conclure conformément au paragraphe 9 de la présente Annexe, de cantonner des effectifs à Goose Bay, de donner des ordres pour la direction et le commandement de ces effectifs et d'appliquer toutes les mesures de sécurité interne qui pourront être jugées nécessaires; et

C. d'installer et d'utiliser de l'équipement militaire, y compris de l'équipement de communication, des radars et d'autres dispositifs électroniques, à condition que les nouvelles installations de matériel électronique ne nuisent pas aux installations canadiennes existantes et sous réserve du droit qu'aura le Canada d'attribuer des fréquences et de réglementer la puissance et le type d'émission.

4. *Base Support Services*

Canada shall provide various base support services such as real property maintenance and repair, billeting and housing, utilities, air traffic control, food service, ground transportation, snow removal, fire protection, weather service, maintenance of base support equipment, medical care, base exchange and recreation facilities. The USAF shall be responsible for obtaining aviation fuels and lubricants and aircraft ground support services required for U.S. Armed Forces operations. Certain equipment and spares will be made available by the USAF for support of operations at Goose Bay as specified in implementing arrangements to be concluded in accordance with paragraph 9 of this Annex.

5. *Financing*

A. As a general principle, services and utilities provided by Canada to the USAF shall be provided on a cost recoverable basis in accordance with the terms and provisions contained in implementing arrangements to be concluded pursuant to paragraph 9 of this Annex.

B. Any action required to be taken under this Agreement shall be subject to the availability of appropriated funds.

6. *Canadian Law*

The laws of Canada shall apply throughout Goose Bay.

7. *Status of Forces*

A. The provisions of the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement signed in London on June 19, 1951⁽¹⁾, shall apply.

B. Notwithstanding the foregoing, if damage is caused to property owned by one Government at Goose Bay by an employee of the other Government, other than a member or an employee of the Armed Forces of that Government, under circumstances whereby the Government whose property is so damaged would waive its claims against the other Government pursuant to paragraph (1) of Article VIII of the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement if the damage:

- (a) was caused by a member or an employee of the Armed Services of the other Government; or
- (b) arose from the use of any vehicle, vessel or aircraft owned by the other Government and used by its Armed Services,

the Government whose property is so damaged agrees to waive all its claims against the other on account of such damage.

8. *Taxes and Customs Duties*

A. Canada shall grant remission of customs duties and excise taxes on goods imported into Canada, and of federal sales and excise taxes on goods purchased in Canada, which are or will become the property of the U.S. and are to be used in the establishment, maintenance or operation of facilities at Goose Bay. Canada shall also grant refunds by way of drawbacks of the customs duty paid on goods imported by Canadian manufacturers and used in the manufacture or production of goods purchased by or on behalf of the United States which are or will become the property of the U.S. in connection with the establishment, maintenance or operation of the facilities at Goose Bay.

B. The United States will not be required to pay any tax or fee in respect of the registration or licensing of official motor vehicles for use in connection with its operations at Goose Bay.

C. Subparagraphs A and B above shall in no way limit the application of customs or fiscal exemptions or tax relief provided by the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement or other agreements between the United States and Government of Canada.

⁽¹⁾Canada Treaty Series 1953 No. 13

4. *Services de soutien de la base*

Le Canada devra assurer divers services de soutien de la base tels que l'entretien et la réparation des biens immobiliers, le cantonnement et le logement, les services d'utilité publique, le contrôle de la circulation aérienne, la restauration, le transport au sol, le déneigement, les services d'incendie, le service météorologique, l'entretien du matériel de soutien de la base, les soins médicaux, l'éconamat et des installations récréatives. L'USAF devra fournir le lubrifiant et le carburant d'aviation de même que les services de soutien au sol de ses aéronefs qui sont nécessaires aux opérations des Forces armées américaines. L'USAF fournira certaines pièces d'équipement et de rechange pour le soutien des opérations à Goose Bay selon les stipulations des accords de mise en œuvre à conclure conformément au paragraphe 9 de la présente Annexe.

5. *Financement*

A. En règle générale, les services et installations offerts à l'USAF par le Canada seront fournis selon une formule de recouvrement de fonds conformément aux dispositions contenues dans les accords de mise en œuvre à conclure conformément au paragraphe 9 de la présente Annexe.

B. Toute mesure qu'il est nécessaire de prendre en vertu du présent Accord sera prise sous réserve des fonds disponibles.

6. *Lois canadiennes*

Les lois canadiennes s'appliqueront partout à Goose Bay.

7. *Statut des Forces*

A. Les dispositions de la Convention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut des Forces signée à Londres le 19 juin 1951⁽¹⁾ s'appliqueront.

B. Nonobstant ce qui précède, si des dommages sont causés à Goose Bay aux biens d'un Gouvernement par un employé de l'autre Gouvernement, autre qu'un membre ou un employé des forces armées de ce Gouvernement, dans des circonstances où le Gouvernement dont les biens sont endommagés renonce à toute demande d'indemnité à l'encontre de l'autre Gouvernement conformément au paragraphe 1 de l'Article VIII de la Convention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut des Forces, si le dommage:

- a) est causé par un membre des forces armées de l'autre Gouvernement ou par un employé de celui-ci; ou
- b) s'il est causé par un véhicule, un navire ou un aéronef de l'autre Gouvernement et utilisé par ses forces armées,

le Gouvernement dont les biens sont endommagés convient de renoncer à toute demande d'indemnité à l'encontre de l'autre en raison d'un tel dommage.

8. *Taxes et droits de douane*

A. Le Canada accordera une remise des droits de douane et des taxes d'accise pour les biens importés au Canada et des taxes fédérales de vente et d'accise pour les biens achetés au Canada qui sont ou deviendront la propriété des États-Unis et qui sont destinés à l'établissement, l'entretien et l'exploitation des installations de Goose Bay. Le Canada accordera également, sous forme de drawbacks, une remise des droits de douane payés à l'égard de biens importés par les manufacturiers canadiens et utilisés pour la fabrication ou la production de biens achetés par ou pour les États-Unis et qui sont ou deviendront la propriété des États-Unis en vue de l'établissement, de l'entretien ou de l'exploitation des installations de Goose Bay.

B. Aucun droit ou taxe ne sera imposé aux États-Unis pour l'enregistrement ou l'immatriculation des véhicules automobiles officiels devant servir à leurs opérations à Goose Bay.

C. Les alinéas A et B ci-dessus ne limiteront en aucune façon l'application des exemptions douanières ou fiscales ou les allègements fiscaux prévus par la Convention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut des Forces ou par d'autres accords entre les États-Unis et le Canada.

⁽¹⁾Recueil des traités 1953 No. 13

9. *Implementing Arrangements*

Implementing arrangements between the USAF on behalf of the U.S. and appropriate agencies on behalf of Canada may be made from time to time for the purpose of carrying out the intent of this Agreement.

9. *Ententes de mise en œuvre*

Des ententes de mise en œuvre entre l'USAF, pour le compte des États-Unis, et des organismes appropriés, pour le compte du Canada, pourront être conclus de temps à autre afin de respecter le but du présent Accord.

II

The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America

Ottawa, November 24, 1976

No. DFR-3110

Excellency,

I have the honour to refer to your Note No. 280 of November 10, 1976 concerning arrangements for the continuing use of facilities at the Goose Bay Airport by the United States Armed Forces after the expiration of the present Agreement on September 30, 1976⁽¹⁾.

I am pleased to inform you that the Government of Canada concurs in the proposals set out in your Note and agrees that your Note, together with its Annex, and this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on this date with effect from October 1, 1976 and remain in force for an initial period of ten years and thereafter from year to year.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

DONALD C. JAMIESON

Secretary of State for
External Affairs.

His Excellency Thomas O. Enders,
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

⁽¹⁾Canada Treaty Series 1976 No. 38

II

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 24 novembre 1976

N° DFR-3110

Excellence,

J'ai l'honneur de faire référence à votre Note n° 280 du 10 novembre 1976 concernant les arrangements qui permettraient aux Forces armées américaines de continuer à utiliser les services de l'aéroport de Goose Bay après le 30 septembre 1976⁽¹⁾, date d'expiration du présent Accord.

Je suis heureux de vous informer que le Gouvernement du Canada souscrit aux propositions énoncées dans votre Note et accepte que celle-ci et son annexe, ainsi que la présente réponse, qui est authentique en anglais et en français, constituent, entre nos deux Gouvernements, un Accord qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1976, et le demeurera pour une période initiale de dix ans, après quoi il devra être renouvelé d'année en année.

Veuillez accepter, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État aux
Affaires extérieures.

DONALD C. JAMIESON

Son Excellence M. Thomas O. Enders,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

⁽¹⁾Recueil des traités 1976 No. 38

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/42
WSBN 0-660-01236-7

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/42
ISBN 0-660-01236-7

Canada: \$0.50
Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

Gouvernement
Publications

TREATY SERIES 1976 No. 43 RECUEIL DES TRAITÉS

FUR SEALS North Pacific Ocean

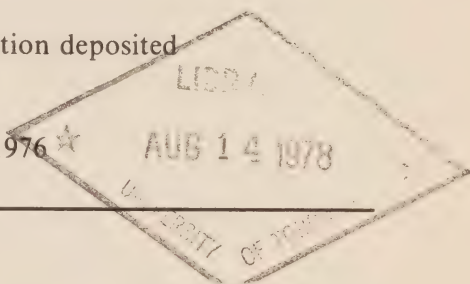
1976 Protocol amending the Interim Convention on
Conservation of North Pacific Fur Seals

Done at Washington, May 7, 1976

Signed by Canada May 7, 1976

Canada's Instrument of Ratification deposited
October 6, 1976

Entered into force October 12, 1976



PHOQUES À FOURRURE Océan Pacifique du Nord

Protocole de 1976 modifiant la Convention intérimaire
sur la conservation des phoques à fourrure du
Pacifique Nord

Fait à Washington, le 7 mai 1976

Signé par le Canada, le 7 mai 1976

L'instrument de ratification du Canada
déposé le 6 octobre 1976

En vigueur le 12 octobre 1976



CANADA

TREATY SERIES **1976 No. 43** RECUEIL DES TRAITÉS

FUR SEALS North Pacific Ocean

1976 Protocol amending the Interim Convention on
Conservation of North Pacific Fur Seals

Done at Washington, May 7, 1976

Signed by Canada May 7, 1976

Canada's Instrument of Ratification deposited
October 6, 1976

Entered into force October 12, 1976

PHOQUES À FOURRURE Océan Pacifique du Nord

Protocole de 1976 modifiant la Convention intérimaire sur la
conservation des phoques à fourrure du Pacifique Nord

Fait à Washington, le 7 mai 1976

Signé par le Canada, le 7 mai 1976

L'instrument de ratification du Canada
déposé le 6 octobre 1976

En vigueur le 12 octobre 1976

**1976 PROTOCOL AMENDING
THE INTERIM CONVENTION ON CONSERVATION
OF NORTH PACIFIC FUR SEALS**

The Governments of Canada, Japan, the Union of Soviet Socialist Republics and the United States of America, Parties to the Interim Convention on Conservation of North Pacific Fur Seals, signed at Washington on February 9, 1957,⁽¹⁾ as amended, hereinafter referred to as the Convention,

Having given due consideration to the recommendations adopted by the North Pacific Fur Seal Commission on March 28, 1974, and to the exchange of views expressed at the North Pacific Fur Seal Conference in March and December 1975, and

Desiring to amend the Convention,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

The Convention shall be amended by this Protocol as from the date of its entry into force.

ARTICLE II

Article II, paragraph 2(f) of the Convention shall be replaced by the following:

“(f) relationship between fur seals and other living marine resources, including the extent to which fur seals affect commercial fish catches, the damage fur seals inflict on fishing gear, and the effect of commercial fisheries on the fur seals;”.

ARTICLE III

1. In Article II, paragraph 2 of the Convention, “and” at the end of subparagraph (h) shall be deleted and “(i)” shall be replaced by “(j)”.

2. After Article II, paragraph 2(h) of the Convention, the following shall be inserted:
“(i) effects of man-used environmental changes on the fur seal populations; and”.

ARTICLE IV

Article II, paragraph 3(b) of the Convention shall be replaced by the following:

“(b) to devote to pelagic research an effort which, to the greatest extent possible, should be similar in extent to that expended in recent years, provided that this shall not involve the annual taking by all the Parties combined of more than 2,500 seals in the Eastern and more than 2,200 seals in the Western Pacific Oceans, unless the Commission, pursuant to Article V, paragraph 3, shall decide otherwise; and”.

ARTICLE V

Article IV of the Convention shall be replaced by the following:

⁽¹⁾Treaty Series 1957 No. 26.

(TRADUCTION)

**PROTOCOLE DE 1976 MODIFIANT LA CONVENTION INTÉRIMAIRE
SUR LA CONSERVATION DES PHOQUES À FOURRURE DU PACIFIQUE NORD**

Les Gouvernements du Canada, du Japon, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des États-Unis d'Amérique, Parties à la Convention intérimaire sur la convention des phoques à fourrure du Pacifique Nord signée à Washington, le 9 février 1957⁽¹⁾, sous sa forme modifiée, appelée ci-après la Convention,

Ayant dûment examiné les recommandations adoptées le 28 mars 1974 par la Commission du phoque à fourrure du Pacifique Nord et l'échange de vues exprimées à la Conférence sur le phoque à fourrure du Pacifique Nord en mars et décembre 1975, et

Désirant modifier la Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

La Convention est modifiée par le présent Protocole à compter de la date où il entrera en vigueur.

ARTICLE II

L'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article II de la Convention est remplacé par le suivant:

«f) les rapports entre les phoques à fourrure et les autres ressources marines vivantes, y compris la mesure dans laquelle les phoques à fourrure influent sur les prises commerciales de poisson, le dommage qu'ils causent aux engins de pêche, ainsi que les effets de la pêche commerciale sur les phoques à fourrure.»

ARTICLE III

1. Au paragraphe 2 de l'article II de la Convention, le mot «et» à la fin de l'alinéa h) est supprimé et «i)» est remplacé par «j)».

2. Après l'alinéa h) du paragraphe 2 de l'article II de la Convention, l'alinéa suivant est inséré:

«i) les effets sur les populations de phoques à fourrure des changements causés par l'homme à l'environnement; et».

ARTICLE IV

L'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article II de la Convention est remplacé par le suivant:

«b) de consacrer à la recherche pélagique, dans la plus grande mesure du possible, autant d'efforts que par les années précédentes, la recherche ne devant pas toutefois se poursuivre à un rythme annuel total excédant 2 500 phoques dans la partie orientale du Pacifique et 2 200 dans la partie occidentale, sauf si la Commission, agissant aux termes du paragraphe 3 de l'article V, en décide autrement; et».

ARTICLE V

L'article IV de la Convention est remplacé par le suivant:

⁽¹⁾ Recueil des traités 1957 n° 26.

"Article IV

Each Party shall bear the expense of its own research. Title to sealskins taken during the research shall vest in the Party conducting such research."

ARTICLE VI

Article V, paragraph 2(d) of the Convention shall be replaced by the following:

"(d) recommend appropriate measures to the Parties on the basis of the findings obtained from the implementation of such coordinated research programs, including measures regarding the size and the sex and age composition of the seasonal commercial kill from a herd and regarding a reduction or suspension of the harvest of seals on any island or group of islands in case the total number of seals on that island or group of islands falls below the level of maximum sustainable productivity; provided, however, that due consideration be given to the subsistence needs of Indians, Ainos, Aleuts or Eskimos who live on the islands where fur seals breed, when it is not possible to provide sufficient seal meat for such persons from the seasonal commercial harvest or research activities; and".

ARTICLE VII

Article V, paragraph 2(e) of the Convention shall be replaced by the following:

"(e) study whether or not pelagic sealing in conjunction with land sealing could be permitted in certain circumstances without adversely affecting achievement of the objectives of the Convention and make recommendations thereon to the Parties at the end of the twenty-first year after entry into force of the Convention."

ARTICLE VIII

Article V, paragraph 3 of the Convention shall be replaced by the following:

"3. In addition to the duties specified in paragraph 2 of this Article, the Commission shall, subject to Article II, paragraph 3, determine from time to time the number of seals to be marked on the rookery islands and the total number of seals which shall be taken at sea for research purposes, the times at which such seals shall be taken and the areas in which they shall be taken, as well as the number to be taken by each Party, taking into account any recommendations made pursuant to Article V, paragraph 2(d)."

ARTICLE IX

Article V, paragraph 6 of the Convention shall be replaced by the following:

"6. The Commission shall hold an annual meeting at such time and place as it may decide. Additional meetings shall be held when requested by two or more members of the Commission."

ARTICLE X

Article IX, paragraph 3 of the Convention shall be replaced by the following:

"3. The respective Parties will seek to ensure the utilization of those methods for the capture and killing and marking of fur seals on land or at sea which will spare the fur seals pain and suffering to the greatest extent practicable."

«Article IV

Chaque Partie assume les frais de ses propres recherches. Le titre aux peaux des phoques capturés pendant les recherches est dévolu à la Partie effectuant de telles recherches.»

ARTICLE VI

L'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article V de la Convention est remplacé par le suivant:

«d) de recommander les mesures appropriées aux Parties en se fondant sur les constatations obtenues de la mise en œuvre de ces programmes coordonnés de recherches, y compris les mesures concernant l'importance et la composition, par sexe et par âge, du nombre de phoques prélevés sur un troupeau pour la chasse commerciale saisonnière et les mesures concernant la diminution ou la suspension de la capture de phoques sur toute île ou groupe d'îles si le nombre total de phoques sur cette île ou ce groupe d'îles devient inférieur au niveau de productivité maximum susceptible d'être maintenu; toutefois, il doit être dûment tenu compte des besoins de subsistance des Indiens, des Aïnos, des Aléoutes ou des Esquimaux qui vivent sur les îles où se reproduisent les phoques à fourrure, lorsqu'il n'est pas possible de fournir à ces personnes suffisamment de viande de phoque à même la capture commerciale saisonnière ou à même les activités de recherches; et».

ARTICLE VII

L'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article V de la Convention est remplacé par le suivant:

«e) de déterminer si, dans certaines circonstances, la chasse pélagique pourrait être entreprise conjointement avec la chasse terrestre sans avoir des conséquences défavorables pour la réalisation des objectifs de la Convention et de présenter aux Parties des recommandations à ce sujet à la fin de la vingt et unième année qui suivra l'entrée en vigueur de la Convention.»

ARTICLE VIII

Le paragraphe 3 de l'article V de la Convention est remplacé par le suivant:

«3. En plus d'accomplir les tâches spécifiées au paragraphe 2 du présent article, la Commission détermine de temps à autre, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article II, le nombre de phoques à marquer dans les îles où habitent des colonies et le nombre total de phoques à capturer en mer à des fins de recherche, les dates auxquelles ces prises ont lieu et les régions dans lesquelles elles sont effectuées, ainsi que le nombre de phoques que chaque Partie est autorisée à prendre, compte tenu des recommandations faites conformément à l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article V.»

ARTICLE IX

Le paragraphe 6 de l'article V de la Convention est remplacé par le suivant:

«6. La Commission tient une réunion annuelle au moment et à l'endroit qu'elle choisit. D'autres réunions sont tenues si deux membres ou plus de la Commission en font la demande.»

ARTICLE X

Le paragraphe 3 de l'article IX de la Convention est remplacé par le suivant:

«3. Les Parties respectives cherchent à employer des procédés de capture, de mise à mort et de marquage des phoques à fourrure, sur terre ou sur mer, qui, dans la plus grande mesure du possible, évitent toute souffrance à l'animal.»

ARTICLE XI

Article XI of the Convention shall be replaced by the following:

"Article XI

The Parties agree to meet in the twenty-second year after entry into force of the Convention to consider the recommendations in accordance with Article V, paragraph 2(e) and to determine what further agreements may be desirable in order to achieve the maximum sustainable productivity of the North Pacific fur seal herds."

ARTICLE XII

Article XIII, paragraph 3 of the Convention shall be replaced by the following:

"3. The Convention shall enter into force on the date of the deposit of the fourth instrument of ratification."

ARTICLE XIII

Article XIII, Paragraph 4, of the Convention shall be replaced by the following:

"4. The Convention shall continue in force for twenty-two years and thereafter until the entry into force of a new or revised fur seal convention between the Parties or until the expiration of one year after such period of twenty-two years, whichever may be the earlier; provided, however, that the Convention shall terminate one year from the day on which a Party gives written notice to the other Parties of an intention of terminating the Convention."

ARTICLE XIV

1. In Article XIII of the Convention, paragraph "5" shall be redesignated as "6".

2. After Article XIII, paragraph 4, of the Convention, the following shall be inserted:

"5. At the request of any Party, representatives of the Parties will meet at a mutually convenient time within ninety days of such request to consider the desirability of modifications of the Convention."

ARTICLE XV

1. This Protocol shall be subject to ratification or acceptance. Instruments of ratification or acceptance shall be deposited with the Government of the United States of America as soon as practicable.

2. The Government of the United States of America shall notify the other signatory Governments of ratifications or acceptances deposited.

3. This Protocol shall enter into force on the date on which the fourth instrument of ratification or acceptance is deposited with the Government of the United States of America.

4. The original of this Protocol shall be deposited with the Government of the United States of America, which shall communicate certified copies thereof to each of the Governments signatory to this Protocol.

ARTICLE XI

L'article XI de la Convention est remplacé par le suivant:

«Article XI

Les Parties s'engagent à se réunir dans la vingt-deuxième année qui suivra l'entrée en vigueur de la Convention, afin d'étudier les recommandations en conformité de l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article V et d'établir quels autres accords peuvent être souhaitables pour assurer un niveau maximum, susceptible d'être maintenu, dans la productivité des troupeaux de phoques à fourrure du Pacifique Nord.»

ARTICLE XII

Le paragraphe 3 de l'article XIII de la Convention est remplacé par le suivant:

«3. La présente Convention entrera en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument de ratification.»

ARTICLE XIII

Le paragraphe 4 de l'article XIII de la Convention est remplacé par le suivant:

«4. La Convention demeurera en vigueur pendant vingt-deux ans et, par la suite, jusqu'à l'entrée en vigueur entre les Parties d'une convention nouvelle ou révisée relative au phoque à fourrure ou jusqu'à l'expiration du délai d'un an après cette période de vingt-deux ans, selon la première des échéances; toutefois, la Convention prendra fin un an après le jour où une des Parties aura donné aux autres Parties un avis écrit de son intention de mettre fin à la Convention.»

ARTICLE XIV

1. Le paragraphe «5» de l'article XIII de la Convention est désormais appelé «6».
2. Après le paragraphe 4 de l'article XIII de la Convention, le paragraphe suivant est inséré:
«5. A la requête d'une des Parties, les représentants de ces dernières se réunissent à un moment mutuellement convenable dans les quatre-vingt-dix jours suivant la requête, afin d'étudier l'à-propos des modifications à la Convention.»

ARTICLE XV

1. Le présent Protocole est soumis à ratification ou à approbation. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique aussitôt que possible.
2. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique donnera aux autres Gouvernements signataires avis des ratifications ou des approbations déposées.
3. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique du quatrième instrument de ratification ou d'approbation.
4. L'original du présent Protocole sera déposé auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui en fera tenir des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements signataires.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Protocol.

DONE at Washington this seventh day of May, 1976, in the English, Japanese and Russian languages, each text equally authentic.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Washington, le septième jour de mai 1976, dans les langues anglaise, japonaise et russe, chaque texte faisant également foi.

VERNON G. TURNER

For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada

FUMIHIKO TOGO

For the Government of Japan
Pour le Gouvernement du Japon

A. DOBRYNIN

For the Government of the Union of Soviet Socialist Republics
Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

FREDERICK IRVING

For the Government of the United States of America
Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/43
ISBN 0-660-50002-7

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition

Approvisionnements et Services Canada

Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/43

Canada: \$0.50

ISBN 0-660-50002-7

Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

Government
Publications

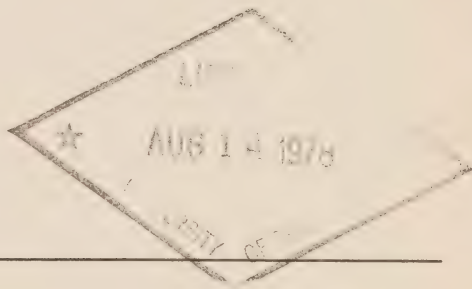
TREATY SERIES 1976 No. 44 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Exchange of Notes between CANADA and ISRAEL

Ottawa, December 10, 1976

In force December 10, 1976



AIR

Échange de Notes entre le CANADA et ISRAËL

Ottawa, le 10 décembre 1976

En vigueur le 10 décembre 1976



CANADA

TREATY SERIES **1976 No. 44** RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Exchange of Notes between CANADA and ISRAEL

Ottawa, December 10, 1976

In force December 10, 1976

AIR

Échange de Notes entre le CANADA et ISRAËL

Ottawa, le 10 décembre 1976

En vigueur le 10 décembre 1976

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF ISRAEL AMENDING THE SCHEDULE OF ROUTES
ANNEXED TO THE AGREEMENT OF FEBRUARY 10, 1971, BETWEEN THE
TWO COUNTRIES ON COMMERCIAL SCHEDULED AIR SERVICES**

I

From the Acting Secretary of State for External Affairs for Canada to the Ambassador for Israel

Ottawa, December 10, 1976

No. FLA-765

Excellency,

I have the honour to refer to the Embassy of Israel's Note of November 10, 1976⁽¹⁾ concerning amendments to the Agreement between Canada and Israel on Commercial Scheduled Air Services of February 10, 1971.⁽²⁾

It is my understanding that following the entry into effect on November 1, 1976 of a Memorandum of Understanding concluded between the Aeronautical Authorities of our respective Governments, agreement has been reached that the Schedule of Routes of the Agreement be amended as follows:

1. In Section I of the Schedule of Routes, specifying the routes to be operated by the designated airline of Israel, under "Points Beyond", the words "Two points in the U.S.A. to be named by Israel" should be deleted and replaced by "One point in the U.S.A. to be named by Israel, and Mexico City*". In addition, a footnote should be added reading as follows: "*two frequencies weekly between Montreal and Mexico City".

2. In Section II of the Schedule of Routes, specifying the routes to be operated by the designated airline of Canada, under "Intermediate Points", the present wording "Any point or points in Europe to be named by Canada" should be deleted and replaced by "Amsterdam* and any other point or points in Europe to be named by Canada". In addition, a footnote should be added reading as follows: "*two frequencies weekly with fifth freedom rights between Tel Aviv and Amsterdam".

I have the honour to propose that if the foregoing amendments are acceptable to your Government, this Note, which is authentic in English and French, and your Excellency's reply to that effect, shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

ALLAN J. MACEACHEN
Acting Secretary of State
for External Affairs

His Excellency Mordechai Shalev,
Ambassador of Israel,
OTTAWA.

(1) Not published

(2) Treaty Series No. 1971/5

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT D'ISRAËL MODIFIANT LE TABLEAU DE ROUTES EN ANNEXE À L'ACCORD CONCERNANT DES SERVICES AÉRIENS COMMERCIAUX RÉGULIERS CONCLU LE 10 FÉVRIER 1971 ENTRE LE CANADA ET ISRAËL

I

Le Secrétaire d'État par intérim aux Affaires extérieures du Canada à l'ambassadeur d'Israël

Ottawa, le 10 décembre 1976

No. FLA-765

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à la Note de l'Ambassade d'Israël du 10 novembre 1976⁽¹⁾ relative aux modifications apportées à l'Accord conclu le 10 février 1971⁽²⁾ entre le Canada et Israël concernant des services aériens commerciaux réguliers.

Suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} novembre 1976, d'un Mémoire d'entente conclu entre les autorités aéronautiques de nos Gouvernements respectifs, nous sommes convenus que le Tableau de routes de l'Accord serait modifié comme il suit:

1. Dans la section I du Tableau de routes précisant les routes que doit exploiter l'entreprise de transport aérien désignée par Israël, sous la rubrique «Points au-delà», les termes «Deux points aux États-Unis que désignera Israël» doivent être retranchés et remplacés par «Mexico* et un point aux États-Unis que désignera Israël». De plus, la note explicative suivante doit être ajoutée: «*Deux vols par semaine entre Montréal et Mexico».

2. Dans la section II du Tableau de routes précisant les routes que doit exploiter l'entreprise de transport aérien désignée par le Canada, sous la rubrique «Points intermédiaires», les termes «Tout point ou tous points en Europe que désignera le Canada» doivent être retranchés et remplacés par «Amsterdam* et tout point ou tous points en Europe que désignera le Canada». De plus, la note explicative suivante doit être ajoutée: «*Deux vols par semaine avec les droits de la cinquième liberté entre Tel-Aviv et Amsterdam».

J'ai l'honneur de proposer que si votre Gouvernement accepte les modifications susmentionnées, cette Note, qui est authentique en anglais et en français, ainsi que la réponse de votre Excellence à cet effet, constituent entre nos deux Gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Son Excellence M. Mordechai Shalev,
Ambassadeur d'Israël,
OTTAWA

Secrétaire d'État par intérim
aux Affaires extérieures
ALLAN J. MACEACHEN

(1) Pas publiée

(2) Recueil des traités N° 1971/5

II

The Ambassador for Israel to the Acting Secretary of State for External Affairs of Canada

December 10, 1976

Sir,

I have the honour to refer to your Note No. FLA-765 of December 10, 1976, concerning amendments to the Route Schedule of the Agreement between Canada and Israel on Commercial Scheduled Air Services of February 10, 1971.

I have the honour to confirm that the proposed amendments are acceptable to the Government of the State of Israel. My Government therefore agrees that your Note and this reply shall enter into force on today's date.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

MORDECHAI SHALEV
Ambassador

The Honourable
Allan J. MacEachen,
Acting Secretary of State
for External Affairs,
Ottawa

(Traduction)

L'ambassadeur d'Israël au Secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° FLA-765 en date du 10 décembre 1976, relative aux modifications apportées au Tableau de routes de l'Accord concernant des services aériens commerciaux réguliers conclu entre le Canada et Israël le 10 février 1971.

J'ai l'honneur de confirmer que les modifications proposées agréent au Gouvernement de l'État d'Israël. Mon Gouvernement consent donc à ce que votre note et la présente réponse entrent en vigueur à la date d'aujourd'hui.

Veuillez agréer, Monsieur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

L'Ambassadeur
MORDECHAI SHALEV

L'honorable Allan J. MacEachen,
Secrétaire d'État suppléant aux
Affaires extérieures,
Ottawa

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1976/44
ISBN 0-660-50004-3

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition

Approvisionnements et Services Canada

Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ou chez votre libraire.

N° de catalogue E3-1976/44

Canada: \$0.50

ISBN 0-660-50004-3

Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 45 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

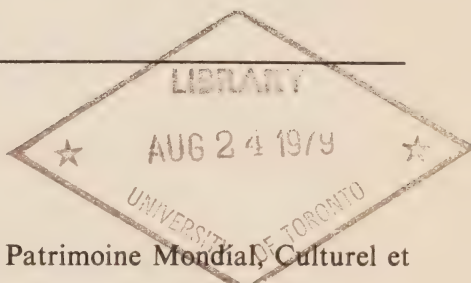
Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage

Done at Paris, November 23, 1972

Entered into force December 17, 1975

Canada's Instrument of Acceptance deposited July 23, 1976

Entered into force for Canada October 23, 1976



CULTURE

Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel

Fait à Paris le 23 novembre 1972

Entrée en vigueur le 17 décembre 1975

L'instrument d'acceptation du Canada déposé le 23 juillet 1976

Entrée en vigueur pour le Canada le 23 octobre 1976



CANADA

TREATY SERIES 1976 No. 45 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage

Done at Paris, November 23, 1972

Entered into force December 17, 1975

Canada's Instrument of Acceptance deposited July 23, 1976

Entered into force for Canada October 23, 1976

CULTURE

Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel

Fait à Paris le 23 novembre 1972

Entrée en vigueur le 17 décembre 1975

L'instrument d'acceptation du Canada déposé le 23 juillet 1976

Entrée en vigueur pour le Canada le 23 octobre 1976

CONVENTION FOR THE PROTECTION OF THE WORLD CULTURAL AND NATURAL HERITAGE

The General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization meeting in Paris from 17 October to 21 November 1972, at its seventeenth session,

NOTING that the cultural heritage and the natural heritage are increasingly threatened with destruction not only by the traditional causes of decay, but also by changing social and economic conditions which aggravate the situation with even more formidable phenomena of damage or destruction,

CONSIDERING that deterioration or disappearance of any item of the cultural or natural heritage constitutes a harmful impoverishment of the heritage of all the nations of the world,

CONSIDERING that protection of this heritage at the national level often remains incomplete because of the scale of the resources which it requires and of the insufficient economic, scientific and technical resources of the country where the property to be protected is situated,

RECALLING that the Constitution of the Organization provides that it will maintain, increase and diffuse knowledge, by assuring the conservation and protection of the world's heritage, and recommending to the nations concerned the necessary international conventions,

CONSIDERING that the existing international conventions, recommendations and resolutions concerning cultural and natural property demonstrate the importance, for all the peoples of the world, of safeguarding this unique and irreplaceable property, to whatever people it may belong,

CONSIDERING that parts of the cultural or natural heritage are of outstanding interest and therefore need to be preserved as part of the world heritage of mankind as a whole,

CONSIDERING that, in view of the magnitude and gravity of the new dangers threatening them, it is incumbent on the international community as a whole to participate in the protection of the cultural and natural heritage of outstanding universal value, by the granting of collective assistance which, although not taking the place of action by the State concerned, will serve as an effective complement thereto,

CONSIDERING that it is essential for this purpose to adopt new provisions in the form of a convention establishing an effective system of collective protection of the cultural and natural heritage of outstanding universal value, organized on a permanent basis and in accordance with modern scientific methods,

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

CONSTATANT que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus en plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables,

CONSIDÉRANT que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

CONSIDÉRANT que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

RAPPELANT que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

CONSIDÉRANT que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent,

CONSIDÉRANT que certains biens du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

CONSIDÉRANT que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'État intéressé la complètera efficacement,

CONSIDÉRANT qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organisé d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes,

HAVING DECIDED, at its sixteenth session, that this question should be made the subject of an international convention,

ADOPTS this sixteenth day of November 1972 this Convention.

I. DEFINITIONS OF THE CULTURAL AND THE NATURAL HERITAGE

ARTICLE 1

For the purposes of this Convention, the following shall be considered as "cultural heritage":

- monuments: architectural works, works of monumental sculpture and painting, elements or structures of an archaeological nature, inscriptions, cave dwellings and combinations of features, which are of outstanding universal value from the point of view of history, art or science;
- groups of buildings: groups of separate or connected buildings which, because of their architecture, their homogeneity or their place in the landscape, are of outstanding universal value from the point of view of history, art or science;
- sites: works of man or the combined works of nature and of man, and areas including archaeological sites which are of outstanding universal value from the historical, aesthetic, ethnological or anthropological points of view.

ARTICLE 2

For the purposes of this Convention, the following shall be considered as "natural heritage":

- natural features consisting of physical and biological formations or groups of such formations, which are of outstanding universal value from the aesthetic or scientific point of view;
- geological and physiographical formations and precisely delineated areas which constitute the habitat of threatened species of animals and plants of outstanding universal value from the point of view of science or conservation;
- natural sites or precisely delineated natural areas of outstanding universal value from the point of view of science, conservation or natural beauty.

ARTICLE 3

It is for each State Party to this Convention to identify and delineate the different properties situated on its territory mentioned in Articles 1 and 2 above.

APRÈS AVOIR DÉCIDÉ lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

ADOpte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

I. DÉFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 1

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine culturel»:

- les monuments: œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,
- les ensembles: groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,
- les sites: œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

ARTICLE 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine naturel»:

- les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,
- les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,
- les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

ARTICLE 3

Il appartient à chaque État partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. NATIONAL PROTECTION AND INTERNATIONAL PROTECTION OF THE CULTURAL AND NATURAL HERITAGE

ARTICLE 4

Each State Party to this Convention recognizes that the duty of ensuring the identification, protection, conservation, presentation and transmission to future generations of the cultural and natural heritage referred to in Articles 1 and 2 and situated on its territory, belongs primarily to that State. It will do all it can to this end, to the utmost of its own resources and, where appropriate, with any international assistance and co-operation, in particular, financial, artistic, scientific and technical, which it may be able to obtain.

ARTICLE 5

To ensure that effective and active measures are taken for the protection, conservation and presentation of the cultural and natural heritage situated on its territory, each State Party to this Convention shall endeavour, in so far as possible, and as appropriate for each country:

- (a) to adopt a general policy which aims to give the cultural and natural heritage a function in the life of the community and to integrate the protection of that heritage into comprehensive planning programmes;
- (b) to set up within its territories, where such services do not exist, one or more services for the protection, conservation and presentation of the cultural and natural heritage with an appropriate staff and possessing the means to discharge their functions;
- (c) to develop scientific and technical studies and research and to work out such operating methods as will make the State capable of counteracting the dangers that threaten its cultural or natural heritage;
- (d) to take the appropriate legal, scientific, technical, administrative and financial measures necessary for the identification, protection, conservation, presentation and rehabilitation of this heritage; and
- (e) to foster the establishment or development of national or regional centres for training in the protection, conservation and presentation of the cultural and natural heritage and to encourage scientific research in this field.

ARTICLE 6

1. Whilst fully respecting the sovereignty of the States on whose territory the cultural and natural heritage mentioned in Articles 1 and 2 is situated, and without prejudice to property rights provided by national legislation, the States Parties to this Convention recognize that such heritage constitutes a world heritage for whose protection it is the duty of the international community as a whole to co-operate.

2. The States Parties undertake, in accordance with the provisions of this Convention, to give their help in the identification, protection, conservation and preservation of the cultural and natural heritage referred to in paragraphs 2 and 4 of Article 11 if the States on whose territory it is situated so request.

II. PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 4

Chacun des États parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.

ARTICLE 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les États parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible:

- (a) d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale;
- (b) d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent;
- (c) de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un État de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel;
- (d) de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine; et
- (e) de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

ARTICLE 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des États sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les États parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les États parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'État sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Each State Party to this Convention undertakes not to take any deliberate measures which might damage directly or indirectly the cultural and natural heritage referred to in Articles 1 and 2 situated on the territory of other States Parties to this Convention.

ARTICLE 7

For the purpose of this Convention, international protection of the world cultural and natural heritage shall be understood to mean the establishment of a system of international co-operation and assistance designed to support States Parties to the Convention in their efforts to conserve and identify that heritage.

III. INTERGOVERNMENTAL COMMITTEE FOR THE PROTECTION OF THE WORLD CULTURAL AND NATURAL HERITAGE

ARTICLE 8

1. An Intergovernmental Committee for the Protection of the Cultural and Natural Heritage of Outstanding Universal Value, called "the World Heritage Committee", is hereby established within the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. It shall be composed of 15 States Parties to the Convention, elected by States Parties to the Convention meeting in general assembly during the ordinary session of the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The number of States members of the Committee shall be increased to 21 as from the date of the ordinary session of the General Conference following the entry into force of this Convention for at least 40 States.

2. Election of members of the Committee shall ensure an equitable representation of the different regions and cultures of the world.

3. A representative of the International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property (Rome Centre), a representative of the International Council of Monuments and Sites (ICOMOS) and a representative of the International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), to whom may be added, at the request of States Parties to the Convention meeting in general assembly during the ordinary sessions of the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, representatives of other intergovernmental or non-governmental organizations, with similar objectives, may attend the meetings of the Committee in an advisory capacity.

ARTICLE 9

1. The term of office of States members of the World Heritage Committee shall extend from the end of the ordinary session of the General Conference during which they are elected until the end of its third subsequent ordinary session.

2. The term of office of one-third of the members designated at the time of the first election shall, however, cease at the end of the first ordinary session of the General Conference following that at which they were elected; and the term of office of a further third of the members designated at the same time shall cease at the end

3. Chacun des États parties à la présente convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres États parties à cette convention.

ARTICLE 7

Aux fins de la présente convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les États parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé «le Comité du patrimoine mondial». Il est composé de 15 États parties à la convention, élus par les États parties à la convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des États membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 États.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des États parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

ARTICLE 9

1. Les États membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième

of the second ordinary session of the General Conference following that at which they were elected. The names of these members shall be chosen by lot by the President of the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization after the first election.

3. States members of the Committee shall choose as their representatives persons qualified in the field of the cultural or natural heritage.

ARTICLE 10

1. The World Heritage Committee shall adopt its Rules of Procedure.

2. The Committee may at any time invite public or private organizations or individuals to participate in its meetings for consultation on particular problems.

3. The Committee may create such consultative bodies as it deems necessary for the performance of its functions.

ARTICLE 11

1. Every State Party to this Convention shall, in so far as possible, submit to the World Heritage Committee an inventory of property forming part of the cultural and natural heritage, situated in its territory and suitable for inclusion in the list provided for in paragraph 2 of this Article. This inventory, which shall not be considered exhaustive, shall include documentation about the location of the property in question and its significance.

2. On the basis of the inventories submitted by States in accordance with paragraph 1, the Committee shall establish, keep up to date and publish, under the title of "World Heritage List, a list of properties forming part of the cultural heritage and natural heritage, as defined in Articles 1 and 2 of this Convention, which it considers as having outstanding universal value in terms of such criteria as it shall have established. An updated list shall be distributed at least every two years.

3. The inclusion of a property in the World Heritage List requires the consent of the State concerned. The inclusion of a property situated in a territory, sovereignty or jurisdiction over which is claimed by more than one State shall in no way prejudice the rights of the parties to the dispute.

4. The Committee shall establish, keep up to date and publish, whenever circumstances shall so require, under the title of "List of World Heritage in Danger", a list of the property appearing in the World Heritage List for the conservation of which major operations are necessary and for which assistance has been requested under this Convention. This list shall contain an estimate of the cost of such operations. The list may include only such property forming part of the cultural and natural heritage as is threatened by serious and specific dangers, such as the threat of disappearance caused by accelerated deterioration, large-scale public or private projects or rapid urban or tourist development projects; destruction caused by changes in the use or ownership of the land; major alterations due to unknown

session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les États membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

ARTICLE 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

ARTICLE 11

1. Chacun des États parties à la présente convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2. Sur la base des inventaires soumis par les États en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de «liste du patrimoine mondial», une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'État intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs États ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de «liste du patrimoine mondial en péril», une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour

causes; abandonment for any reason whatsoever; the outbreak or the threat of an armed conflict; calamities and cataclysms; serious fires, earthquakes, landslides; volcanic eruptions; changes in water level, floods, and tidal waves. The Committee may at any time, in case of urgent need, make a new entry in the List of World Heritage in Danger and publicize such entry immediately.

5. The Committee shall define the criteria on the basis of which a property belonging to the cultural or natural heritage may be included in either of the lists mentioned in paragraphs 2 and 4 of this Article.

6. Before refusing a request for inclusion in one of the two lists mentioned in paragraphs 2 and 4 of this Article, the Committee shall consult the State Party in whose territory the cultural or natural property in question is situated

7. The Committee shall, with the agreement of the States concerned, co-ordinate and encourage the studies and research needed for the drawing up of the lists referred to in paragraphs 2 and 4 of this Article.

ARTICLE 12

The fact that a property belonging to the cultural or natural heritage has not been included in either of the two lists mentioned in paragraphs 2 and 4 of Article 11 shall in no way be construed to mean that it does not have an outstanding universal value for purposes other than those resulting from inclusion in these lists.

ARTICLE 13

1. The World Heritage Committee shall receive and study requests for international assistance formulated by States Parties to this Convention with respect to property forming part of the cultural or natural heritage, situated in their territories, and included or potentially suitable for inclusion in the lists referred to in paragraphs 2 and 4 of Article 11. The purpose of such requests may be to secure the protection, conservation, presentation or rehabilitation of such property.

2. Requests for international assistance under paragraph 1 of this Article may also be concerned with identification of cultural or natural property defined in Articles 1 and 2, when preliminary investigations have shown that further inquiries would be justified.

3. The Committee shall decide on the action to be taken with regard to these requests, determine where appropriate, the nature and extent of its assistance, and authorize the conclusion, on its behalf, of the necessary arrangements with the government concerned.

4. The Committee shall determine an order of priorities for its operations. It shall in so doing bear in mind the respective importance for the world cultural and natural heritage of the property requiring protection, the need to give international assistance to the property most representative of a natural environment or of the genius and the history of the peoples of the world, the urgency of the work to be done, the resources available to the States on whose territory the threatened property is situated and in particular the extent to which they are able to safeguard such property by their own means.

des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'État partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7. Le Comité, avec l'accord des États intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

ARTICLE 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

ARTICLE 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les États parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant, la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des États sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5. The Committee shall draw up, keep up to date and publicize a list of property for which international assistance has been granted.

6. The Committee shall decide on the use of the resources of the Fund established under Article 15 of this Convention. It shall seek ways of increasing these resources and shall take all useful steps to this end.

7. The Committee shall co-operate with international and national governmental and non-governmental organizations having objectives similar to those of this Convention. For the implementation of its programmes and projects, the Committee may call on such organizations, particularly the International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property (the Rome Centre), the International Council of Monuments and Sites (ICOMOS) and the International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), as well as on public and private bodies and individuals.

8. Decisions of the Committee shall be taken by a majority of two-thirds of its members present and voting. A majority of the members of the Committee shall constitute a quorum.

ARTICLE 14

1. The World Heritage Committee shall be assisted by a Secretariat appointed by the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, utilizing to the fullest extent possible the services of the International Centre for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property (the Rome Centre), the International Council of Monuments and Sites (ICOMOS) and the International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN) in their respective areas of competence and capability, shall prepare the Committee's documentation and the agenda of its meetings and shall have the responsibility for the implementation of its decisions.

IV. FUND FOR THE PROTECTION OF THE WORLD CULTURAL AND NATURAL HERITAGE

ARTICLE 15

1. A Fund for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of Outstanding Universal Value, called "the World Heritage Fund", is hereby established.

2. The Fund shall constitute a trust fund, in conformity with the provisions of the Financial Regulations of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

3. The resources of the Fund shall consist of:

- (a) compulsory and voluntary contributions made by the States Parties to this Convention;
- (b) contributions, gifts or bequests which may be made by:

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales et nationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en œuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

ARTICLE 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

IV. FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

ARTICLE 15

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé «Le Fonds du patrimoine mondial».

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par:

- (a) les contributions obligatoires et les contributions volontaires des États parties à la présente convention;
- (b) les versements, dons ou legs que pourront faire:

- (i) other States,
- (ii) the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, other organizations of the United Nations system, particularly the United Nations Development Programme or other intergovernmental organizations,
- (iii) public or private bodies or individuals;
- (c) any interest due on the resources of the Fund;
- (d) funds raised by collections and receipts from events organized for the benefit of the Fund; and
- (e) all other resources authorized by the Fund's regulations, as drawn up by the World Heritage Committee.

4. Contributions to the Fund and other forms of assistance made available to the Committee may be used only for such purposes as the Committee shall define. The Committee may accept contributions to be used only for a certain programme or project, provided that the Committee shall have decided on the implementation of such programme or project. No political conditions may be attached to contributions made to the Fund.

ARTICLE 16

1. Without prejudice to any supplementary voluntary contribution, the States Parties to this Convention undertake to pay regularly, every two years, to the World Heritage Fund, contributions, the amount of which, in the form of a uniform percentage applicable to all States, shall be determined by the General Assembly of States Parties to the Convention, meeting during the sessions of the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. This decision of the General Assembly requires the majority of the States Parties present and voting, which have not made the declaration referred to in paragraph 2 of this Article. In no case shall the compulsory contribution of States Parties to the Convention exceed 1% of the contribution to the Regular Budget of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. However, each State referred to in Article 31 or in Article 32 of this Convention may declare, at the time of the deposit of its instruments of ratification, acceptance or accession, that it shall not be bound by the provisions of paragraph 1 of this Article.

3. A State Party to the Convention which has made the declaration referred to in paragraph 2 of this Article may at any time withdraw the said declaration by notifying the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. However, the withdrawal of the declaration shall not take effect in regard to the compulsory contribution due by the State until the date of the subsequent General Assembly of States Parties to the Convention.

4. In order that the Committee may be able to plan its operations effectively, the contributions of States Parties to this Convention which have made the declaration referred to in paragraph 2 of this Article, shall be paid on a regular basis, at least every two years, and should not be less than the contributions which they

- (i) d'autres États,
 - (ii) l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales,
 - (iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées;
- (c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds;
 - (d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds; et
 - (e) toutes autres ressources autorisées par le règlement qu'élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d'assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu'aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu'à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en œuvre de ce programme ou l'exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique.

ARTICLE 16

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les États parties à la présente convention s'engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les États, sera décidé par l'assemblée générale des États parties à la convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette décision de l'assemblée générale requiert la majorité des États parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des États parties à la convention ne pourra dépasser 1% de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Toutefois, tout État visé à l'article 31 ou à l'article 32 de la présente convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe (1) du présent article.

3. Un État partie à la convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe (2) du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution obligatoire due par cet État qu'à partir de la date de l'assemblée générale des États parties qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des États parties à la présente convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux

should have paid if they had been bound by the provisions of paragraph 1 of this Article.

5. Any State Party to the Convention which is in arrears with the payment of its compulsory or voluntary contribution for the current year and the calendar year immediately preceding it shall not be eligible as a Member of the World Heritage Committee, although this provision shall not apply to the first election.

The terms of office of any such State which is already a member of the Committee shall terminate at the time of the elections provided for in Article 8, paragraph 1 of this Convention.

ARTICLE 17

The States Parties to this Convention shall consider or encourage the establishment of national, public and private foundations or associations whose purpose is to invite donations for the protection of the cultural and natural heritage as defined in Articles 1 and 2 of this Convention.

ARTICLE 18

The States Parties to this Convention shall give their assistance to international fund-raising campaigns organized for the World Heritage Fund under the auspices of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. They shall facilitate collections made by the bodies mentioned in paragraph 3 of Article 15 for this purpose.

V. CONDITIONS AND ARRANGEMENTS FOR INTERNATIONAL ASSISTANCE

ARTICLE 19

Any State Party to this Convention may request international assistance for property forming part of the cultural or natural heritage of outstanding universal value situated within its territory. It shall submit with its request such information and documentation provided for in Article 21 as it has in its possession and as will enable the Committee to come to a decision.

ARTICLE 20

Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 13, sub-paragraph (c) of Article 22 and Article 23, international assistance provided for by this Convention may be granted only to property forming part of the cultural and natural heritage which the World Heritage Committee has decided, or may decide, to enter in one of the lists mentioned in paragraphs 2 and 4 of Article 11.

ARTICLE 21

1. The World Heritage Committee shall define the procedure by which requests to it for international assistance shall be considered and shall specify the content of

contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout État partie à la convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire en ce qui concerne l'année en cours et l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel État qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 8, paragraphe 1, de la présente convention.

ARTICLE 17

Les États parties à la présente convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d'associations nationales publiques et privées ayant pour but d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

ARTICLE 18

Les États parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

V. CONDITIONS ET MODALITÉS DE L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

ARTICLE 19

Tout État partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d'information et les documents prévus à l'article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

ARTICLE 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, de l'alinéa (c) de l'article 22, et de l'article 23, l'assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

ARTICLE 21

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale qu'il est appelé à fournir et précise notamment les

the request, which should define the operation contemplated, the work that is necessary, the expected cost thereof, the degree of urgency and the reasons why the resources of the State requesting assistance do not allow it to meet all the expenses. Such requests must be supported by experts' reports whenever possible.

2. Requests based upon disasters or natural calamities should, by reasons of the urgent work which they may involve, be given immediate, priority consideration by the Committee, which should have a reserve fund at its disposal against such contingencies.

3. Before coming to a decision, the Committee shall carry out such studies and consultations as it deems necessary.

ARTICLE 22

Assistance granted by the World Heritage Committee may take the following forms:

- (a) studies concerning the artistic, scientific and technical problems raised by the protection, conservation, presentation and rehabilitation of the cultural and natural heritage, as defined in paragraphs 2 and 4 of Article 11 of this Convention;
- (b) provision of experts, technicians and skilled labour to ensure that the approved work is correctly carried out;
- (c) training of staff and specialists at all levels in the field of identification, protection, conservation, presentation and rehabilitation of the cultural and natural heritage;
- (d) supply of equipment which the State concerned does not possess or is not in a position to acquire;
- (e) low-interest or interest-free loans which might be repayable on a long-term basis;
- (f) the granting, in exceptional cases and for special reasons, of non-repayable subsidies.

ARTICLE 23

The World Heritage Committee may also provide international assistance to national or regional centres for the training of staff and specialists at all levels in the field of identification, protection, conservation, presentation and rehabilitation of the cultural and natural heritage.

ARTICLE 24

International assistance on a large scale shall be preceded by detailed scientific, economic and technical studies. These studies shall draw upon the most advanced techniques for the protection, conservation, presentation and rehabilitation of the natural and cultural heritage and shall be consistent with the objective of this

éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l'opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l'État demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent, chaque fois que possible, s'appuyer sur l'avis d'experts.

2. En raison des travaux qu'il peut y avoir lieu d'entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d'urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d'un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu'il juge nécessaires.

ARTICLE 22

L'assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes:

- (a) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention;
- (b) mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé;
- (c) formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel;
- (d) fourniture de l'équipement que l'État intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir;
- (e) prêts à faible intérêt, sans intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme;
- (f) octroi, dans ces cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

ARTICLE 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

ARTICLE 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux

Convention. The studies shall also seek means of making rational use of the resources available in the State concerned.

ARTICLE 25

As a general rule, only part of the cost of work necessary shall be borne by the international community. The contribution of the State benefiting from international assistance shall constitute a substantial share of the resources devoted to each programme or project, unless its resources do not permit this.

ARTICLE 26

The World Heritage Committee and the recipient State shall define in the agreement they conclude the conditions in which a programme or project for which international assistance under the terms of this Convention is provided, shall be carried out. It shall be the responsibility of the State receiving such international assistance to continue to protect, conserve and present the property so safeguarded, in observance of the conditions laid down by the agreement.

VI. EDUCATIONAL PROGRAMMES

ARTICLE 27

1. The States Parties to this Convention shall endeavour by all appropriate means, and in particular by educational and information programmes, to strengthen appreciation and respect by their peoples of the cultural and natural heritage defined in Articles 1 and 2 of the Convention.

2. They shall undertake to keep the public broadly informed of the dangers threatening this heritage and of activities carried on in pursuance of this Convention.

ARTICLE 28

States Parties to this Convention which receive international assistance under the Convention shall take appropriate measures to make known the importance of the property for which assistance has been received and the role played by such assistance.

VII. REPORTS

ARTICLE 29

1. The States Parties to this Convention shall, in the reports which they submit to the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on dates and in a manner to be determined by it, give information on the legislative and administrative provisions which they have adopted and other action which they have taken for the application of this Convention, together with details of the experience acquired in this field.

objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'État intéressé.

ARTICLE 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'État qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

ARTICLE 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'État bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente convention. Il incombe à l'État qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

VI. PROGRAMMES ÉDUCATIFS

ARTICLE 27

1. Les États parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

ARTICLE 28

Les États parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

VII. RAPPORTS

ARTICLE 29

1. Les États parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. These reports shall be brought to the attention of the World Heritage Committee.

3. The Committee shall submit a report on its activities at each of the ordinary sessions of the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

VIII. FINAL CLAUSES

ARTICLE 30

This Convention is drawn up in Arabic, English, French, Russian and Spanish, the five texts being equally authoritative.

ARTICLE 31

1. This Convention shall be subject to ratification or acceptance by States members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization in accordance with their respective constitutional procedures.

2. The instruments of ratification or acceptance shall be deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ARTICLE 32

1. This Convention shall be open to accession by all States not members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization which are invited by the General Conference of the Organization to accede to it.

2. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ARTICLE 33

This Convention shall enter into force three months after the date of the deposit of the twentieth instrument of ratification, acceptance or accession, but only with respect to those States which have deposited their respective instruments of ratification, acceptance or accession on or before that date. It shall enter into force with respect to any other State three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or accession.

ARTICLE 34

The following provisions shall apply to those States Parties to this Convention which have a federal or non-unitary constitutional system:

- (a) with regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the legal jurisdiction of the federal or central legislative

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. CLAUSES FINALES

ARTICLE 30

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

ARTICLE 31

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des États membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 32

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 33

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des États qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre État trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

ARTICLE 34

Les dispositions ci-après s'appliquent aux États parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire:

- (a) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en œuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central,

power, the obligations of the federal or central government shall be the same as for those States Parties which are not federal States;

- (b) with regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the legal jurisdiction of individual constituent States, countries, provinces or cantons that are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal government shall inform the competent authorities of such States, countries, provinces or cantons of the said provisions, with its recommendation for their adoption.

ARTICLE 35

1. Each State Party to this Convention may denounce the Convention.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

3. The denunciation shall take effect twelve months after the receipt of the instrument of denunciation. It shall not affect the financial obligations of the denouncing State until the date on which the withdrawal takes effect.

ARTICLE 36

The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall inform the States members of the Organization, the States not members of the Organization which are referred to in Article 32, as well as the United Nations, of the deposit of all the instruments of ratification, acceptance, or accession provided for in Articles 31 and 32, and of the denunciations provided for in Article 35.

ARTICLE 37

1. This Convention may be revised by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. Any such revision shall, however, bind only the States which shall become Parties to the revising convention.

2. If the General Conference should adopt a new convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new convention otherwise provides, this Convention shall cease to be open to ratification, acceptance or accession, as from the date on which the new revising convention enters into force.

ARTICLE 38

In conformity with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des États parties qui ne sont pas des États fédératifs;

- (b) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des États, pays, provinces ou cantons constitutants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des États, pays, provinces ou cantons.

ARTICLE 35

1. Chacun des États parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'État dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

ARTICLE 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les États membres de l'Organisation, les États non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

ARTICLE 37

1. La présente convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les États qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

ARTICLE 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

DONE in Paris, this twenty-third day of November 1972, in two authentic copies bearing the signature of the President of the seventeenth session of the General Conference and of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, which shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, and certified true copies of which shall be delivered to all the States referred to in Articles 31 and 32 as well as to the United Nations.

FAIT à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les États visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

© Minister of Supply and Services Canada 1979

Available in Canada through

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1976/45
ISBN 0-660-50389-1

Canada: \$2.40
Other countries: \$2.90

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1979

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1976/45
ISBN 0-660-50389-1

Canada: \$2.40
Hors Canada: \$2.90

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA. DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
1 2

TREATY SERIES

1976 No. 46

RECUEIL DES TRAITÉS

HUMAN RIGHTS

International Covenant on Economic, Social
and Cultural Rights

Done at New York, December 19, 1966

In force January 3, 1976

Canada's Instrument of Accession deposited
May 19, 1976

In force for Canada August 19, 1976

DROITS DE L'HOMME

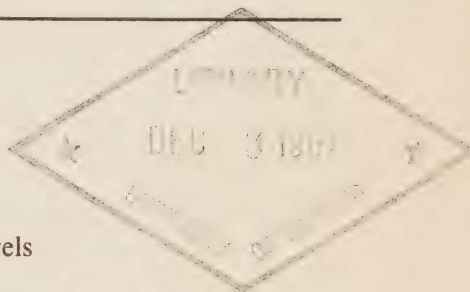
Pacte international relatif aux droits
économiques, sociaux et culturels

Fait à New York, le 19 décembre 1966

En vigueur le 3 janvier 1976

L'Instrument d'accession du Canada
déposé le 19 mai 1976

En vigueur pour le Canada le 19 août 1976





CANADA

TREATY SERIES **1976 No. 46**

RECUEIL DES TRAITÉS

HUMAN RIGHTS

International Covenant on Economic, Social
and Cultural Rights

Done at New York, December 19, 1966

In force January 3, 1976

Canada's Instrument of Accession deposited
May 19, 1976

In force for Canada August 19, 1976

DROITS DE L'HOMME

Pacte international relatif aux droits
économiques, sociaux et culturels

Fait à New York, le 19 décembre 1966

En vigueur le 3 janvier 1976

L'Instrument d'accession du Canada
déposé le 19 mai 1976

En vigueur pour le Canada le 19 août 1976

INTERNATIONAL COVENANT ON ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS

The States Parties to the present Covenant,

Considering that, in accordance with the principles proclaimed in the Charter of the United Nations, recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world,

Recognizing that these rights derive from the inherent dignity of the human person,

Recognizing that, in accordance with the Universal Declaration of Human Rights, the ideal of free human beings enjoying freedom from fear and want can only be achieved if conditions are created whereby everyone may enjoy his economic, social and cultural rights, as well as his civil and political rights,

Considering the obligation of States under the Charter of the United Nations to promote universal respect for, and observance of, human rights and freedoms,

Realizing that the individual, having duties to other individuals and to the community to which he belongs, is under a responsibility to strive for the promotion and observance of the rights recognized in the present Covenant,

Agree upon the following articles:

PART I

ARTICLE 1

1. All peoples have the right of self-determination. By virtue of that right they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development.

2. All peoples may, for their own ends, freely dispose of their natural wealth and resources without prejudice to any obligations arising out of international economic co-operation, based upon the principle of mutual benefit, and international law. In no case may a people be deprived of its own means of subsistence.

3. The States Parties to the present Covenant, including those having responsibility for the administration of Non-Self-Governing and Trust Territories, shall promote the realization of the right of self-determination, and shall respect that right, in conformity with the provisions of the Charter of the United Nations.

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Les États parties au présent Pacte,

Considérant que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux États l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

Sont convenus des articles suivants:

PREMIÈRE PARTIE

ARTICLE PREMIER

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les États parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

PART II

ARTICLE 2

1. Each State Party to the present Covenant undertakes to take steps, individually and through international assistance and co-operation, especially economic and technical, to the maximum of its available resources, with a view to achieving progressively the full realization of the rights recognized in the present Covenant by all appropriate means, including particularly the adoption of legislative measures.

2. The States Parties to the present Covenant undertake to guarantee that the rights enunciated in the present Covenant will be exercised without discrimination of any kind as to race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status.

3. Developing countries, with due regard to human rights and their national economy, may determine to what extent they would guarantee the economic rights recognized in the present Covenant to non-nationals.

ARTICLE 3

The States Parties to the present Covenant undertake to ensure the equal right of men and women to the enjoyment of all economic, social and cultural rights set forth in the present Covenant.

ARTICLE 4

The States Parties to the present Covenant recognize that, in the enjoyment of those rights provided by the State in conformity with the present Covenant, the State may subject such rights only to such limitations as are determined by law only in so far as this may be compatible with the nature of these rights and solely for the purpose of promoting the general welfare in a democratic society.

ARTICLE 5

1. Nothing in the present Covenant may be interpreted as implying for any State, group or person any right to engage in any activity or to perform any act aimed at the destruction of any of the rights or freedoms recognized herein, or at their limitation to a greater extent than is provided for in the present Covenant.

2. No restriction upon or derogation from any of the fundamental human rights recognized or existing in any country in virtue of law, conventions, regulations or custom shall be admitted on the pretext that the present Covenant does not recognize such rights or that it recognizes them to a lesser extent.

PART III

ARTICLE 6

1. The States Parties to the present Covenant recognize the right to work, which includes the right of everyone to the opportunity to gain his living by work which he freely chooses or accepts, and will take appropriate steps to safeguard this right.

DEUXIÈME PARTIE

ARTICLE 2

1. Chacun des États parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives.

2. Les États parties au présent Pacte s'engagent à garantir que les droits qui y sont énoncés seront exercés sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

3. Les pays en voie de développement, compte dûment tenu des droits de l'homme et de leur économie nationale, peuvent déterminer dans quelle mesure ils garantiront les droits économiques reconnus dans le présent Pacte à des non-ressortissants.

ARTICLE 3

Les États parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal qu'ont l'homme et la femme au bénéfice de tous les droits économiques, sociaux et culturels qui sont énumérés dans le présent Pacte.

ARTICLE 4

Les États parties au présent Pacte reconnaissent que, dans la jouissance des droits assurée par l'État conformément au présent Pacte, l'État ne peut soumettre ces droits qu'aux limitations établies par la loi, dans la seule mesure compatible avec la nature de ces droits et exclusivement en vue de favoriser le bien-être général dans une société démocratique.

ARTICLE 5

1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues dans ledit Pacte.

2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout pays en vertu de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIÈME PARTIE

ARTICLE 6

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit au travail, qui comprend le droit qu'à toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit.

2. The steps to be taken by a State Party to the present Covenant to achieve the full realization of this right shall include technical and vocational guidance and training programmes, policies and techniques to achieve steady economic, social and cultural development and full and productive employment under conditions safeguarding fundamental political and economic freedoms to the individual.

ARTICLE 7

The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to the enjoyment of just and favourable conditions of work, which ensure, in particular:

- (a) Remuneration which provides all workers, as a minimum, with:
 - (i) Fair wages and equal remuneration for work of equal value without distinction of any kind, in particular women being guaranteed conditions of work not inferior to those enjoyed by men, with equal pay for equal work;
 - (ii) A decent living for themselves and their families in accordance with the provisions of the present Covenant;
- (b) Safe and healthy working conditions;
- (c) Equal opportunity for everyone to be promoted in his employment to an appropriate higher level, subject to no considerations other than those of seniority and competence;
- (d) Rest, leisure and reasonable limitation of working hours and periodic holidays with pay, as well as remuneration for public holidays.

ARTICLE 8

1. The States Parties to the present Covenant undertake to ensure:

- (a) The right of everyone to form trade unions and join the trade union of his choice, subject only to the rules of the organization concerned, for the promotion and protection of his economic and social interests. No restrictions may be placed on the exercise of this right other than those prescribed by law and which are necessary in a democratic society in the interests of national security or public order or for the protection of the rights and freedoms of others;
- (b) The right of trade unions to establish national federations or confederations and the right of the latter to form or join international trade-union organizations;
- (c) The right of trade unions to function freely subject to no limitations other than those prescribed by law and which are necessary in a democratic society in the interests of national security or public order or for the protection of the rights and freedoms of others;
- (d) The right to strike, provided that it is exercised in conformity with the laws of the particular country.

2. Les mesures que chacun des États parties au présent Pacte prendra en vue d'assurer le plein exercice de ce droit doivent inclure l'orientation et la formation techniques et professionnelles, l'élaboration de programmes, de politiques et de techniques propres à assurer un développement économique, social et culturel constant et un plein emploi productif dans des conditions qui sauvegardent aux individus la jouissance des libertés politiques et économiques fondamentales.

ARTICLE 7

Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables, qui assurent notamment:

- a) La rémunération qui procure, au minimum, à tous les travailleurs:
 - i) Un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale sans distinction aucune; en particulier, les femmes doivent avoir la garantie que les conditions de travail qui leur sont accordées ne sont pas inférieures à celles dont bénéficient les hommes et recevoir la même rémunération qu'eux pour un même travail;
 - ii) Une existence décente pour eux et leur famille conformément aux dispositions du présent Pacte;
- b) La sécurité et l'hygiène du travail;
- c) La même possibilité pour tous d'être promus, dans leur travail, à la catégorie supérieure appropriée, sans autre considération que la durée des services accomplis et les aptitudes;
- d) Le repos, les loisirs, la limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques, ainsi que la rémunération des jours fériés.

ARTICLE 8

1. Les États parties au présent Pacte s'engagent à assurer:

- a) Le droit qu'a toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix, sous la seule réserve des règles fixées par l'organisation intéressée, en vue de favoriser et de protéger ses intérêts économiques et sociaux. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui;
- b) Le droit qu'ont les syndicats de former des fédérations ou des confédérations nationales et le droit qu'ont celles-ci de former des organisations syndicales internationales ou de s'y affilier;
- c) Le droit qu'ont les syndicats d'exercer librement leur activité, sans limitations autres que celles qui sont prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui;
- d) Le droit de grève, exercé conformément aux lois de chaque pays.

2. This article shall not prevent the imposition of lawful restrictions on the exercise of these rights by members of the armed forces or of the police or of the administration of the State.

3. Nothing in this article shall authorize States Parties to the International Labour Organisation Convention of 1948 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize to take legislative measures which would prejudice, or apply the law in such a manner as would prejudice, the guarantees provided for in that Convention.

ARTICLE 9

The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to social security, including social insurance.

ARTICLE 10

The States Parties to the present Covenant recognize that:

1. The widest possible protection and assistance should be accorded to the family, which is the natural and fundamental group unit of society, particularly for its establishment and while it is responsible for the care and education of dependent children. Marriage must be entered into with the free consent of the intending spouses.

2. Special protection should be accorded to mothers during a reasonable period before and after childbirth. During such period working mothers should be accorded paid leave or leave with adequate social security benefits.

3. Special measures of protection and assistance should be taken on behalf of all children and young persons without any discrimination for reasons of parentage or other conditions. Children and young persons should be protected from economic and social exploitation. Their employment in work harmful to their morals or health or dangerous to life or likely to hamper their normal development should be punishable by law. States should also set age limits below which the paid employment of child labour should be prohibited and punishable by law.

ARTICLE 11

1. The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to an adequate standard of living for himself and his family, including adequate food, clothing and housing, and to the continuous improvement of living conditions. The States Parties will take appropriate steps to ensure the realization of this right, recognizing to this effect the essential importance of international co-operation based on free consent.

2. The States Parties to the present Covenant, recognizing the fundamental right of everyone to be free from hunger, shall take, individually and through international co-operation, the measures, including specific programmes, which are needed:

2. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de la fonction publique.

3. Aucune disposition du présent article ne permet aux États parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

ARTICLE 9

Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales.

ARTICLE 10

Les États parties au présent Pacte reconnaissent que:

1. Une protection et une assistance aussi larges que possible doivent être accordées à la famille, qui est l'élément naturel et fondamental de la société, en particulier pour sa formation et aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge. Le mariage doit être librement consenti par les futurs époux.

2. Une protection spéciale doit être accordée aux mères pendant une période de temps raisonnable avant et après la naissance des enfants. Les mères salariées doivent bénéficier, pendant cette même période, d'un congé payé ou d'un congé accompagné de prestations de sécurité sociale adéquates.

3. Des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur de tous les enfants et adolescents, sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres. Les enfants et adolescents doivent être protégés contre l'exploitation économique et sociale. Le fait de les employer à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi. Les États doivent aussi fixer des limites d'âge au-dessous desquelles l'emploi salarié de la main-d'œuvre enfantine sera interdit et sanctionné par la loi.

ARTICLE 11

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie.

2. Les États parties au présent Pacte, reconnaissant le droit fondamental qu'à toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets:

- (a) To improve methods of production, conservation and distribution of food by making full use of technical and scientific knowledge, by disseminating knowledge of the principles of nutrition and by developing or reforming agrarian systems in such a way as to achieve the most efficient development and utilization of natural resources;
- (b) Taking into account the problems of both food-importing and food-exporting countries, to ensure an equitable distribution of world food supplies in relation to need.

ARTICLE 12

1. The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health.
2. The steps to be taken by the States Parties to the present Covenant to achieve the full realization of this right shall include those necessary for:
 - (a) The provision for the reduction of the stillbirth-rate and of infant mortality and for the healthy development of the child;
 - (b) The improvement of all aspects of environmental and industrial hygiene;
 - (c) The prevention, treatment and control of epidemic, endemic, occupational and other diseases;
 - (d) The creation of conditions which would assure to all medical service and medical attention in the event of sickness.

ARTICLE 13

1. The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to education. They agree that education shall be directed to the full development of the human personality and the sense of its dignity, and shall strengthen the respect for human rights and fundamental freedoms. They further agree that education shall enable all persons to participate effectively in a free society, promote understanding, tolerance and friendship among all nations and all racial, ethnic or religious groups, and further the activities of the United Nations for the maintenance of peace.
2. The States Parties to the present Covenant recognize that, with a view to achieving the full realization of this right:
 - (a) Primary education shall be compulsory and available free to all;
 - (b) Secondary education in its different forms, including technical and vocational secondary education, shall be made generally available and accessible to all by every appropriate means, and in particular by the progressive introduction of free education;
 - (c) Higher education shall be made equally accessible to all, on the basis of capacity, by every appropriate means, and in particular by the progressive introduction of free education;

- a) Pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles;
- b) Pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires.

ARTICLE 12

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.
2. Les mesures que les États parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre les mesures nécessaires pour assurer:
 - a) La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant;
 - b) L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle;
 - c) La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies;
 - d) La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

ARTICLE 13

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
2. Les États parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit:
 - a) L'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous;
 - b) L'enseignement secondaire, sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;
 - c) L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

- (d) Fundamental education shall be encouraged or intensified as far as possible for those persons who have not received or completed the whole period of their primary education;
- (e) The development of a system of schools at all levels shall be actively pursued, an adequate fellowship system shall be established, and the material conditions of teaching staff shall be continuously improved.

3. The States Parties to the present Covenant undertake to have respect for the liberty of parents and, when applicable, legal guardians, to choose for their children schools, other than those established by the public authorities, which conform to such minimum educational standards as may be laid down or approved by the State and to ensure the religious and moral education of their children in conformity with their own convictions.

4. No part of this article shall be construed so as to interfere with the liberty of individuals and bodies to establish and direct educational institutions, subject always to the observance of the principles set forth in paragraph 1 of this article and to the requirement that the education given in such institutions shall conform to such minimum standards as may be laid down by the State.

ARTICLE 14

Each State Party to the present Covenant which, at the time of becoming a Party, has not been able to secure in its metropolitan territory or other territories under its jurisdiction compulsory primary education, free of charge, undertakes, within two years, to work out and adopt a detailed plan of action for the progressive implementation, within a reasonable number of years, to be fixed in the plan, of the principle of compulsory education free of charge for all.

ARTICLE 15

1. The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone:

- (a) To take part in cultural life;
- (b) To enjoy the benefits of scientific progress and its applications;
- (c) To benefit from the protection of the moral and material interests resulting from any scientific, literary or artistic production of which he is the author.

2. The steps to be taken by the States Parties to the present Covenant to achieve the full realization of this right shall include those necessary for the conservation, the development and the diffusion of science and culture.

3. The States Parties to the present Covenant undertake to respect the freedom indispensable for scientific research and creative activity.

4. The States Parties to the present Covenant recognize the benefits to be derived from the encouragement and development of international contacts and co-operation in the scientific and cultural fields.

- d) L'éducation de base doit être encouragée ou intensifiée, dans toute la mesure possible, pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme;
- e) Il faut poursuivre activement le développement d'un réseau scolaire à tous les échelons, établir un système adéquat de bourses et améliorer de façon continue les conditions matérielles du personnel enseignant.

3. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'État en matière d'éducation, et de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

4. Aucune disposition du présent article ne doit être interprétée comme portant atteinte à la liberté des individus et des personnes morales de créer et de diriger des établissements d'enseignement, sous réserve que les principes énoncés au paragraphe 1 du présent article soient observés et que l'éducation donnée dans ces établissements soit conforme aux normes minimales qui peuvent être prescrites par l'État.

ARTICLE 14

Tout État partie au présent Pacte qui, au moment où il devient partie, n'a pas encore pu assurer dans sa métropole ou dans les territoires placés sous sa juridiction le caractère obligatoire et la gratuité de l'enseignement primaire s'engage à établir et à adopter, dans un délai de deux ans, un plan détaillé des mesures nécessaires pour réaliser progressivement, dans un nombre raisonnable d'années fixé par ce plan, la pleine application du principe de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous.

ARTICLE 15

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent à chacun le droit:

- a) De participer à la vie culturelle;
- b) De bénéficier du progrès scientifique et de ses applications;
- c) De bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

2. Les mesures que les États parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre celles qui sont nécessaires pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture.

3. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté indispensable à la recherche scientifique et aux activités créatrices.

4. Les États parties au présent Pacte reconnaissent les bienfaits qui doivent résulter de l'encouragement et du développement de la coopération et des contacts internationaux dans le domaine de la science et de la culture.

PART IV

ARTICLE 16

1. The States Parties to the present Covenant undertake to submit in conformity with this part of the Covenant reports on the measures which they have adopted and the progress made in achieving the observance of the rights recognized herein.

2. (a) All reports shall be submitted to the Secretary-General of the United Nations, who shall transmit copies to the Economic and Social Council for consideration in accordance with the provisions of the present Covenant.
- (b) The Secretary-General of the United Nations shall also transmit to the specialized agencies copies of the reports, or any relevant parts therefrom, from States Parties to the present Covenant which are also members of these specialized agencies in so far as these reports, or parts therefrom, relate to any matters which fall within the responsibilities of the said agencies in accordance with their constitutional instruments.

ARTICLE 17

1. The States Parties to the present Covenant shall furnish their reports in stages, in accordance with a programme to be established by the Economic and Social Council within one year of the entry into force of the present Covenant after consultation with the States Parties and the specialized agencies concerned.

2. Reports may indicate factors and difficulties affecting the degree of fulfilment of obligations under the present Covenant.

3. Where relevant information has previously been furnished to the United Nations or to any specialized agency by any State Party to the present Covenant, it will not be necessary to reproduce that information, but a precise reference to the information so furnished will suffice.

ARTICLE 18

Pursuant to its responsibilities under the Charter of the United Nations in the field of human rights and fundamental freedoms, the Economic and Social Council may make arrangements with the specialized agencies in respect of their reporting to it on the progress made in achieving the observance of the provisions of the present Covenant falling within the scope of their activities. These reports may include particulars of decisions and recommendations on such implementation adopted by their competent organs.

ARTICLE 19

The Economic and Social Council may transmit to the Commission on Human Rights for study and general recommendation or as appropriate for information the reports concerning human rights submitted by States in accordance with articles 16 and 17, and those concerning human rights submitted by the specialized agencies in accordance with article 18.

QUATRIÈME PARTIE

ARTICLE 16

1. Les États parties au présent Pacte s'engagent à présenter, conformément aux dispositions de la présente partie du Pacte, des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées et sur les progrès accomplis en vue d'assurer le respect des droits reconnus dans le Pacte.

2. a) Tous les rapports sont adressés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmet copie au Conseil économique et social, pour examen, conformément aux dispositions du présent Pacte.
- b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet également aux institutions spécialisées copie des rapports, ou de toutes parties pertinentes des rapports, envoyés par les États parties au présent Pacte qui sont également membres desdites institutions spécialisées, pour autant que ces rapports, ou parties de rapports, ont trait à des questions relevant de la compétence desdites institutions aux termes de leurs actes constitutifs respectifs.

ARTICLE 17

1. Les États parties au présent Pacte présentent leurs rapports par étapes, selon un programme qu'établira le Conseil économique et social dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Pacte, après avoir consulté les États parties et les institutions spécialisées intéressées.

2. Les rapports peuvent faire connaître les facteurs et les difficultés empêchant ces États de s'acquitter pleinement des obligations prévues au présent Pacte.

3. Dans le cas où des renseignements à ce sujet ont déjà été adressés à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée par un État partie au Pacte, il ne sera pas nécessaire de reproduire lesdits renseignements et une référence précise à ces renseignements suffira.

ARTICLE 18

En vertu des responsabilités qui lui sont conférées par la Charte des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Conseil économique et social pourra conclure des arrangements avec les institutions spécialisées, en vue de la présentation par celle-ci de rapports relatifs aux progrès accomplis quant à l'observation des dispositions du présent Pacte qui entrent dans le cadre de leurs activités. Ces rapports pourront comprendre des données sur les décisions et recommandations adoptées par les organes compétents des institutions spécialisées au sujet de cette mise en œuvre.

ARTICLE 19

Le Conseil économique et social peut renvoyer à la Commission des droits de l'homme aux fins d'étude et de recommandation d'ordre général ou pour information, s'il y a lieu, les rapports concernant les droits de l'homme que communiquent les États conformément aux articles 16 et 17 et les rapports concernant les droits de l'homme que communiquent les institutions spécialisées conformément à l'article 18.

ARTICLE 20

The States Parties to the present Covenant and the specialized agencies concerned may submit comments to the Economic and Social Council on any general recommendation under article 19 or reference to such general recommendation in any report of the Commission on Human Rights or any documentation referred to therein.

ARTICLE 21

The Economic and Social Council may submit from time to time to the General Assembly reports with recommendations of a general nature and a summary of the information received from the States Parties to the present Covenant and the specialized agencies on the measures taken and the progress made in achieving general observance of the rights recognized in the present Covenant.

ARTICLE 22

The Economic and Social Council may bring to the attention of other organs of the United Nations, their subsidiary organs and specialized agencies concerned with furnishing technical assistance any matters arising out of the reports referred to in this part of the present Covenant which may assist such bodies in deciding, each within its field of competence, on the advisability of international measures likely to contribute to the effective progressive implementation of the present Covenant.

ARTICLE 23

The States Parties to the present Covenant agree that international action for the achievement of the rights recognized in the present Covenant includes such methods as the conclusion of conventions, the adoption of recommendations, the furnishing of technical assistance and the holding of regional meetings and technical meetings for the purpose of consultation and study organized in conjunction with the Governments concerned.

ARTICLE 24

Nothing in the present Covenant shall be interpreted as impairing the provisions of the Charter of the United Nations and of the constitutions of the specialized agencies which define the respective responsibilities of the various organs of the United Nations and of the specialized agencies in regard to the matters dealt with in the present Covenant.

ARTICLE 25

Nothing in the present Covenant shall be interpreted as impairing the inherent right of all peoples to enjoy and utilize fully and freely their natural wealth and resources.

PART V

ARTICLE 26

1. The present Covenant is open for signature by any State Member of the United Nations or member of any of its specialized agencies, by any State Party to the Statute

ARTICLE 20

Les États parties au présent Pacte et les institutions spécialisées intéressées peuvent présenter au Conseil économique et social des observations sur toute recommandation d'ordre général faite en vertu de l'article 19 ou sur toute mention d'une recommandation d'ordre général figurant dans un rapport de la Commission des droits de l'homme ou dans tout document mentionné dans ledit rapport.

ARTICLE 21

Le Conseil économique et social peut présenter de temps en temps à l'Assemblée générale des rapports contenant des recommandations de caractère général et un résumé des renseignements reçus des États parties au présent Pacte et des institutions spécialisées sur les mesures prises et les progrès accomplis en vue d'assurer le respect général des droits reconnus dans le présent Pacte.

ARTICLE 22

Le Conseil économique et social peut porter à l'attention des autres organes de l'Organisation des Nations Unies, de leurs organes subsidiaires et des institutions spécialisées intéressées qui s'occupent de fournir une assistance technique toute question que soulèvent les rapports mentionnés dans la présente partie du présent Pacte et qui peut aider ces organismes à se prononcer, chacun dans sa propre sphère de compétence, sur l'opportunité de mesures internationales propres à contribuer à la mise en œuvre effective et progressive du présent Pacte.

ARTICLE 23

Les États parties au présent Pacte conviennent que les mesures d'ordre international destinées à assurer la réalisation des droits reconnus dans ledit Pacte comprennent notamment la conclusion de conventions, l'adoption de recommandations, la fourniture d'une assistance technique et l'organisation, en liaison avec les gouvernements intéressés, de réunions régionales et de réunions techniques aux fins de consultations et d'études.

ARTICLE 24

Aucune disposition du présent Pacte ne doit être interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des constitutions des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions traitées dans le présent Pacte.

ARTICLE 25

Aucune disposition du présent Pacte ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inhérent de tous les peuples à profiter et à user pleinement et librement de leurs richesses et ressources naturelles.

CINQUIÈME PARTIE

ARTICLE 26

1. Le présent Pacte est ouvert à la signature de tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions

of the International Court of Justice, and by any other State which has been invited by the General Assembly of the United Nations to become a party to the present Covenant.

2. The present Covenant is subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

3. The present Covenant shall be open to accession by any State referred to in paragraph 1 of this article.

4. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Secretary-General of the United Nations.

5. The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which have signed the present Covenant or acceded to it of the deposit of each instrument of ratification or accession.

ARTICLE 27

1. The present Covenant shall enter into force three months after the date of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the thirty-fifth instrument of ratification or instrument of accession.

2. For each State ratifying the present Covenant or acceding to it after the deposit of the thirty-fifth instrument of ratification or instrument of accession, the present Covenant shall enter into force three months after the date of the deposit of its own instrument of ratification or instrument of accession.

ARTICLE 28

The provisions of the present Covenant shall extend to all parts of federal States without any limitations or exceptions.

ARTICLE 29

1. Any State Party to the present Covenant may propose an amendment and file it with the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General shall thereupon communicate any proposed amendments to the States Parties to the present Covenant with a request that they notify him whether they favour a conference of States Parties for the purpose of considering and voting upon the proposals. In the event that at least one third of the States Parties favours such a conference, the Secretary-General shall convene the conference under the auspices of the United Nations. Any amendment adopted by a majority of the States Parties present and voting at the conference shall be submitted to the General Assembly of the United Nations for approval.

2. Amendments shall come into force when they have been approved by the General Assembly of the United Nations and accepted by a two-thirds majority of the States Parties to the present Covenant in accordance with their respective constitutional processes.

spécialisées, de tout État partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre État invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie au présent Pacte.

2. Le présent Pacte est sujet à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Pacte sera ouvert à l'adhésion de tout État visé au paragraphe 1 du présent article.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les États qui ont signé le présent Pacte ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 27

1. Le présent Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Pacte ou y adhéreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 28

Les dispositions du présent Pacte s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédératifs.

ARTICLE 29

1. Tout État partie au présent Pacte peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux États parties au présent Pacte en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'États parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si un tiers au moins des États se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des États parties au présent Pacte.

3. When amendments come into force they shall be binding on those States Parties which have accepted them, other States Parties still being bound by the provisions of the present Covenant and any earlier amendment which they have accepted.

ARTICLE 30

Irrespective of the notifications made under article 26, paragraph 5, the Secretary-General of the United Nations shall inform all States referred to in paragraph 1 of the same article of the following particulars:

- (a) Signatures, ratifications and accessions under article 26;
- (b) The date of the entry into force of the present Covenant under article 27 and the date of the entry into force of any amendments under article 29.

ARTICLE 31

1. The present Covenant, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations.

2. The Secretary-General of the United Nations shall transmit certified copies of the present Covenant to all States referred to in article 26.

IN FAITH WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Covenant, opened for signature at New York, on the nineteenth day of December, one thousand nine hundred and sixty-six.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les États parties qui les ont acceptés, les autres États parties restant liés par les dispositions du présent Pacte et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

ARTICLE 30

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 26, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États visés au paragraphe 1 dudit article :

- a) Des signatures apposées au présent Pacte et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 26;
- b) De la date à laquelle le présent Pacte entrera en vigueur conformément à l'article 27 et de la date à laquelle entreranno en vigueur les amendements prévus à l'article 29.

ARTICLE 31

1. Le présent Pacte, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Pacte à tous les États visés à l'article 26.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Pacte, qui a été ouvert à la signature à New York, le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante-six.

© Minister of Supply and Services Canada 1981

Available in Canada through

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E 3-1976/46
ISBN 0-660-50926-1

Canada: \$1.75
Other countries: \$2.10

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E 3-1976/46
ISBN 0-660-50926-1

Canada: \$1.75
à l'étranger: \$2.10

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA

TREATY SERIES

1976 No. 47

RECUEIL DES TRAITÉS

HUMAN RIGHTS

International Covenant on Civil and Political Rights with Optional
Protocol

Done at New York, December 19, 1966

In force March 23, 1976

Canada's Instruments of Accession deposited
May 19, 1976

In force for Canada August 19, 1976

DROITS DE L'HOMME

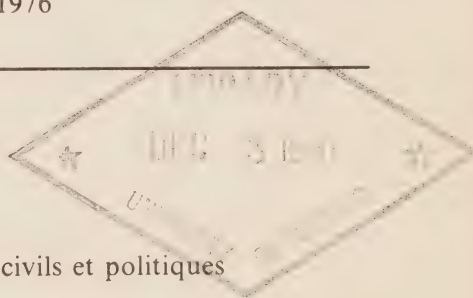
Pacte international relatif aux droits civils et politiques
avec Protocole facultatif

Fait à New York, le 19 décembre 1966

En vigueur le 23 mars 1976

Les Instruments d'accessions du Canada déposé
le 19 mai 1976

En vigueur pour le Canada le 19 août 1976





CANADA

TREATY SERIES

1976 No. 47

RECUEIL DES TRAITÉS

HUMAN RIGHTS

International Covenant on Civil and Political Rights with Optional Protocol

Done at New York, December 19, 1966

In force March 23, 1976

Canada's Instruments of Accession deposited
May 19, 1976

In force for Canada August 19, 1976

DROITS DE L'HOMME

Pacte international relatif aux droits civils et politiques
avec Protocole facultatif

Fait à New York, le 19 décembre 1966

En vigueur le 23 mars 1976

Les Instruments d'accessions du Canada déposé
le 19 mai 1976

En vigueur pour le Canada le 19 août 1976

INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS

The States Parties to the present Covenant,

Considering that, in accordance with the principles proclaimed in the Charter of the United Nations, recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world,

Recognizing that these rights derive from the inherent dignity of the human person,

Recognizing that, in accordance with the Universal Declaration of Human Rights, the ideal of free human beings enjoying civil and political freedom and freedom from fear and want can only be achieved if conditions are created whereby everyone may enjoy his civil and political rights, as well as his economic, social and cultural rights,

Considering the obligation of States under the Charter of the United Nations to promote universal respect for, and observance of, human rights and freedoms,

Realizing that the individual, having duties to other individuals and to the community to which he belongs, is under a responsibility to strive for the promotion and observance of the rights recognized in the present Covenant,

Agree upon the following articles:

PART I

ARTICLE 1

1. All peoples have the right of self-determination. By virtue of that right they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development.

2. All peoples may, for their own ends, freely dispose of their natural wealth and resources without prejudice to any obligations arising out of international economic co-operation, based upon the principle of mutual benefit, and international law. In no case may a people be deprived of its own means of subsistence.

3. The States Parties to the present Covenant, including those having responsibility for the administration of Non-Self-Governing and Trust Territories, shall promote the realization of the right of self-determination, and shall respect that right, in conformity with the provisions of the Charter of the United Nations.

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Les États parties au présent Pacte,

Considérant que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, jouissant des libertés civiles et politiques et libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits civils et politiques, aussi bien que de ses droits économiques, sociaux et culturels, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux États l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

Sont convenus des articles suivants:

PREMIÈRE PARTIE

ARTICLE PREMIER

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les États parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

PART II

ARTICLE 2

1. Each State Party to the present Covenant undertakes to respect and to ensure to all individuals within its territory and subject to its jurisdiction the rights recognized in the present Covenant, without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status.

2. Where not already provided for by existing legislative or other measures, each State Party to the present Covenant undertakes to take the necessary steps, in accordance with its constitutional processes and with the provisions of the present Covenant, to adopt such legislative or other measures as may be necessary to give effect to the rights recognized in the present Covenant.

3. Each State Party to the present Covenant undertakes:

- (a) To ensure that any person whose rights or freedoms as herein recognized are violated shall have an effective remedy, notwithstanding that the violation has been committed by persons acting in an official capacity;
- (b) To ensure that any person claiming such a remedy shall have his right thereto determined by competent judicial, administrative or legislative authorities, or by any other competent authority provided for by the legal system of the State, and to develop the possibilities of judicial remedy;
- (c) To ensure that the competent authorities shall enforce such remedies when granted.

ARTICLE 3

The States Parties to the present Covenant undertake to ensure the equal right of men and women to the enjoyment of all civil and political rights set forth in the present Covenant.

ARTICLE 4

1. In time of public emergency which threatens the life of the nation and the existence of which is officially proclaimed, the States Parties to the present Covenant may take measures derogating from their obligations under the present Covenant to the extent strictly required by the exigencies of the situation, provided that such measures are not inconsistent with their other obligations under international law and do not involve discrimination solely on the ground of race, colour, sex, language, religion or social origin.

2. No derogation from articles 6, 7, 8 (paragraphs 1 and 2), 11, 15, 16 and 18 may be made under this provision.

3. Any State Party to the present Covenant availing itself of the right of derogation shall immediately inform the other States Parties to the present Covenant, through the intermediary of the Secretary-General of the United Nations, of the provisions from which it has derogated and of the reasons by which it was actuated. A

DEUXIÈME PARTIE

ARTICLE 2

1. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. Les États parties au présent Pacte s'engagent à prendre, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent Pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur.

3. Les États parties au présent Pacte s'engagent à :

- a) Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
- b) Garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'État, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et à développer les possibilités de recours juridictionnel;
- c) Garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié.

ARTICLE 3

Les États parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte.

ARTICLE 4

1. Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et est proclamé par un acte officiel, les États parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18.

3. Les États parties au présent Pacte qui usent du droit de dérogation doivent, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, signaler aussitôt aux autres États parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs

further communication shall be made, through the same intermediary, on the date on which it terminates such derogation.

ARTICLE 5

1. Nothing in the present Covenant may be interpreted as implying for any State, group or person any right to engage in any activity or perform any act aimed at the destruction of any of the rights and freedoms recognized herein or at their limitation to a greater extent than is provided for in the present Covenant.

2. There shall be no restriction upon or derogation from any of the fundamental human rights recognized or existing in any State Party to the present Covenant pursuant to law, conventions, regulations or custom on the pretext that the present Covenant does not recognize such rights or that it recognizes them to a lesser extent.

PART III

ARTICLE 6

1. Every human being has the inherent right to life. This right shall be protected by law. No one shall be arbitrarily deprived of his life.

2. In countries which have not abolished the death penalty, sentence of death may be imposed only for the most serious crimes in accordance with the law in force at the time of the commission of the crime and not contrary to the provisions of the present Covenant and to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. This penalty can only be carried out pursuant to a final judgement rendered by a competent court.

3. When deprivation of life constitutes the crime of genocide, it is understood that nothing in this article shall authorize any State Party to the present Covenant to derogate in any way from any obligation assumed under the provisions of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

4. Anyone sentenced to death shall have the right to seek pardon or commutation of the sentence. Amnesty, pardon or commutation of the sentence of death may be granted in all cases.

5. Sentence of death shall not be imposed for crimes committed by persons below eighteen years of age and shall not be carried out on pregnant women.

6. Nothing in this article shall be invoked to delay or to prevent the abolition of capital punishment by any State Party to the present Covenant.

ARTICLE 7

No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. In particular, no one shall be subjected without his free consent to medical or scientific experimentation.

qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations.

ARTICLE 5

1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues audit Pacte.

2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout État partie au présent Pacte en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIÈME PARTIE

ARTICLE 6

1. Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

2. Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent.

3. Lorsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un État partie au présent Pacte à déroger d'aucune manière à une obligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

4. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées.

5. Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes.

6. Aucune disposition du présent article ne peut être invoquée pour retarder ou empêcher l'abolition de la peine capitale par un État partie au présent Pacte.

ARTICLE 7

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

ARTICLE 8

1. No one shall be held in slavery; slavery and the slave-trade in all their forms shall be prohibited.

2. No one shall be held in servitude.

3. (a) No one shall be required to perform forced or compulsory labour;

(b) Paragraph 3 (a) shall not be held to preclude, in countries where imprisonment with hard labour may be imposed as a punishment for a crime, the performance of hard labour in pursuance of a sentence to such punishment by a competent court;

(c) For the purpose of this paragraph the term "forced or compulsory labour" shall not include:

(i) Any work or service, not referred to in sub-paragraph (b), normally required of a person who is under detention in consequence of a lawful order of a court, or of a person during conditional release from such detention;

(ii) Any service of a military character and, in countries where conscientious objection is recognized, any national service required by law of conscientious objectors;

(iii) Any service exacted in cases of emergency or calamity threatening the life or well-being of the community;

(iv) Any work or service which forms part of normal civil obligations.

ARTICLE 9

1. Everyone has the right to liberty and security of person. No one shall be subjected to arbitrary arrest or detention. No one shall be deprived of his liberty except on such grounds and in accordance with such procedure as are established by law.

2. Anyone who is arrested shall be informed, at the time of arrest, of the reasons for his arrest and shall be promptly informed of any charges against him.

3. Anyone arrested or detained on a criminal charge shall be brought promptly before a judge or other officer authorized by law to exercise judicial power and shall be entitled to trial within a reasonable time or to release. It shall not be the general rule that persons awaiting trial shall be detained in custody, but release may be subject to guarantees to appear for trial, at any other stage of the judicial proceedings, and, should occasion arise, for execution of the judgement.

4. Anyone who is deprived of his liberty by arrest or detention shall be entitled to take proceedings before a court, in order that that court may decide without delay on the lawfulness of his detention and order his release if the detention is not lawful.

5. Anyone who has been the victim of unlawful arrest or detention shall have an enforceable right to compensation.

ARTICLE 8

1. Nul ne sera tenu en esclavage; l'esclavage et la traite des esclaves, sous toutes leurs formes, sont interdits.

2. Nul ne sera tenu en servitude.

3. a) Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire;

b) L'alinéa *a* du présent paragraphe ne saurait être interprété comme interdisant, dans les pays où certains crimes peuvent être punis de détention accompagnée de travaux forcés, l'accomplissement d'une peine de travaux forcés, infligée par un tribunal compétent;

c) N'est pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent paragraphe:

i) Tout travail ou service, non visé à l'alinéa *b*, normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière ou qui, ayant fait l'objet d'une telle décision, est libéré conditionnellement;

ii) Tout service de caractère militaire et, dans les pays où l'objection de conscience est admise, tout service national exigé des objecteurs de conscience en vertu de la loi;

iii) Tout service exigé dans les cas de force majeure ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;

iv) Tout travail ou tout service formant partie des obligations civiques normales.

ARTICLE 9

1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégales a droit à réparation.

ARTICLE 10

1. All persons deprived of their liberty shall be treated with humanity and with respect for the inherent dignity of the human person.
2. (a) Accused persons shall, save in exceptional circumstances, be segregated from convicted persons and shall be subject to separate treatment appropriate to their status as unconvicted persons;
(b) Accused juvenile persons shall be separated from adults and brought as speedily as possible for adjudication.
3. The penitentiary system shall comprise treatment of prisoners the essential aim of which shall be their reformation and social rehabilitation. Juvenile offenders shall be segregated from adults and be accorded treatment appropriate to their age and legal status.

ARTICLE 11

No one shall be imprisoned merely on the ground of inability to fulfil a contractual obligation.

ARTICLE 12

1. Everyone lawfully within the territory of a State shall, within that territory, have the right to liberty of movement and freedom to choose his residence.
2. Everyone shall be free to leave any country, including his own.
3. The above-mentioned rights shall not be subject to any restrictions except those which are provided by law, are necessary to protect national security, public order (*ordre public*), public health or morals or the rights and freedoms of others, and are consistent with the other rights recognized in the present Covenant.
4. No one shall be arbitrarily deprived of the right to enter his own country.

ARTICLE 13

An alien lawfully in the territory of a State Party to the present Covenant may be expelled therefrom only in pursuance of a decision reached in accordance with law and shall, except where compelling reasons of national security otherwise require, be allowed to submit the reasons against his expulsion and to have his case reviewed by, and be represented for the purpose before, the competent authority or a person or persons especially designated by the competent authority.

ARTICLE 14

1. All persons shall be equal before the courts and tribunals. In the determination of any criminal charge against him, or of his rights and obligations in a suit at law, everyone shall be entitled to a fair and public hearing by a competent, independent and impartial tribunal established by law. The Press and the public may be excluded from all or part of a trial for reasons of morals, public order (*ordre public*) or national security in a democratic society, or when the interest of the private lives of the parties so

ARTICLE 10

1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

2. a) Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées;
- b) Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.

3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

ARTICLE 11

Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

ARTICLE 12

1. Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un État a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.

2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.

3. Les droits mentionnés ci-dessus ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.

4. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.

ARTICLE 13

Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un État partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin.

ARTICLE 14

1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public

requires, or to the extent strictly necessary in the opinion of the court in special circumstances where publicity would prejudice the interests of justice; but any judgement rendered in a criminal case or in a suit at law shall be made public except where the interest of juvenile persons otherwise requires or the proceedings concern matrimonial disputes or the guardianship of children.

2. Everyone charged with a criminal offence shall have the right to be presumed innocent until proved guilty according to law.

3. In the determination of any criminal charge against him, everyone shall be entitled to the following minimum guarantees, in full equality:

- (a) To be informed promptly and in detail in a language which he understands of the nature and cause of the charge against him;
- (b) To have adequate time and facilities for the preparation of his defence and to communicate with counsel of his own choosing;
- (c) To be tried without undue delay;
- (d) To be tried in his presence, and to defend himself in person or through legal assistance of his own choosing; to be informed, if he does not have legal assistance assigned to him, in any case where the interests of justice so require, and without payment by him in any such case if he does not have sufficient means to pay for it;
- (e) To examine, or have examined, the witnesses against him and to obtain the attendance and examination of witnesses on his behalf under the same conditions as witnesses against him;
- (f) To have the free assistance of an interpreter if he cannot understand or speak the language used in court;
- (g) Not to be compelled to testify against himself or to confess guilt.

4. In the case of juvenile persons, the procedure shall be such as will take account of their age and the desirability of promoting their rehabilitation.

5. Everyone convicted of a crime shall have the right to his conviction and sentence being reviewed by a higher tribunal according to law.

6. When a person has by a final decision been convicted of a criminal offence and when subsequently his conviction has been reversed or he has been pardoned on the ground that a new or newly discovered fact shows conclusively that there has been a miscarriage of justice, the person who has suffered punishment as a result of such conviction shall be compensated according to law, unless it is proved that the non-disclosure of the unknown fact in time is wholly or partly attributable to him.

7. No one shall be liable to be tried or punished again for an offence for which he has already been finally convicted or acquitted in accordance with the law and penal procedure of each country.

ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.

2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:

- a) A être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;
- b) A disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;
- c) A être jugée sans retard excessif;
- d) A être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;
- e) A interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- f) A se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;
- g) A ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

4. La procédure applicable aux jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale tiendra compte de leur âge et de l'intérêt que présente leur rééducation.

5. Toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.

6. Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine à raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

7. Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays.

ARTICLE 15

1. No one shall be held guilty of any criminal offence on account of any act or omission which did not constitute a criminal offence, under national or international law, at the time when it was committed. Nor shall a heavier penalty be imposed than the one that was applicable at the time when the criminal offence was committed. If, subsequent to the commission of the offence, provision is made by law for the imposition of a lighter penalty, the offender shall benefit thereby.

2. Nothing in this article shall prejudice the trial and punishment of any person for any act or omission which, at the time when it was committed, was criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations.

ARTICLE 16

Everyone shall have the right to recognition everywhere as a person before the law.

ARTICLE 17

1. No one shall be subjected to arbitrary or unlawful interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to unlawful attacks on his honour and reputation.

2. Everyone has the right to the protection of the law against such interference or attacks.

ARTICLE 18

1. Everyone shall have the right to freedom of thought, conscience and religion. This right shall include freedom to have or to adopt a religion or belief of his choice, and freedom, either individually or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in worship, observance, practice and teaching.

2. No one shall be subject to coercion which would impair his freedom to have or to adopt a religion or belief of his choice.

3. Freedom to manifest one's religion or beliefs may be subject only to such limitations as are prescribed by law and are necessary to protect public safety, order, health, or morals or the fundamental rights and freedoms of others.

4. The States Parties to the present Covenant undertake to have respect for the liberty of parents and, when applicable, legal guardians to ensure the religious and moral education of their children in conformity with their own convictions.

ARTICLE 19

1. Everyone shall have the right to hold opinions without interference.

2. Everyone shall have the right to freedom of expression; this right shall include freedom to seek, receive and impart information and ideas of all kinds, regardless of frontiers, either orally, in writing or in print, in the form of art, or through any other media of his choice.

ARTICLE 15

1. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier.

2. Rien dans le présent article ne s'oppose au jugement ou à la condamnation de tout individu en raison d'actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels, d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.

ARTICLE 16

Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

ARTICLE 17

1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

ARTICLE 18

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

ARTICLE 19

1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.

3. The exercise of the rights provided for in paragraph 2 of this article carries with it special duties and responsibilities. It may therefore be subject to certain restrictions, but these shall only be such as are provided by law and are necessary:

- (a) For respect of the rights or reputations of others;
- (b) For the protection of national security or of public order (*ordre public*), or of public health or morals.

ARTICLE 20

1. Any propaganda for war shall be prohibited by law.

2. Any advocacy of national, racial or religious hatred that constitutes incitement to discrimination, hostility or violence shall be prohibited by law.

ARTICLE 21

The right of peaceful assembly shall be recognized. No restrictions may be placed on the exercise of this right other than those imposed in conformity with the law and which are necessary in a democratic society in the interests of national security or public safety, public order (*ordre public*), the protection of public health or morals or the protection of the rights and freedoms of others.

ARTICLE 22

1. Everyone shall have the right to freedom of association with others, including the right to form and join trade unions for the protection of his interests.

2. No restrictions may be placed on the exercise of this right other than those which are prescribed by law and which are necessary in a democratic society in the interests of national security or public safety, public order (*ordre public*), the protection of public health or morals or the protection of the rights and freedoms of others. This article shall not prevent the imposition of lawful restrictions on members of the armed forces and of the police in their exercise of this right.

3. Nothing in this article shall authorize States Parties to the International Labour Organisation Convention of 1948 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize to take legislative measures which would prejudice, or to apply the law in such a manner as to prejudice, the guarantees provided for in that Convention.

ARTICLE 23

1. The family is the natural and fundamental group unit of society and is entitled to protection by society and the State.

2. The right of men and women of marriageable age to marry and to found a family shall be recognized.

3. No marriage shall be entered into without the free and full consent of the intending spouses.

3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires:

- a) Au respect des droits ou de la réputation d'autrui;
- b) A la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

ARTICLE 20

1. Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi.

2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.

ARTICLE 21

Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.

ARTICLE 22

1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ce droit par les membres des forces armées et de la police.

3. Aucune disposition du présent article ne permet aux États parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

ARTICLE 23

1. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

2. Le droit de se marier et de fonder une famille est reconnu à l'homme et à la femme à partir de l'âge nubile.

3. Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux.

4. States Parties to the present Covenant shall take appropriate steps to ensure equality of rights and responsibilities of spouses as to marriage, during marriage and at its dissolution. In the case of dissolution, provision shall be made for the necessary protection of any children.

ARTICLE 24

1. Every child shall have, without any discrimination as to race, colour, sex, language, religion, national or social origin, property or birth, the right to such measures of protection as are required by his status as a minor, on the part of his family, society and the State.

2. Every child shall be registered immediately after birth and shall have a name.

3. Every child has the right to acquire a nationality.

ARTICLE 25

Every citizen shall have the right and the opportunity, without any of the distinctions mentioned in article 2 and without unreasonable restrictions:

- (a) To take part in the conduct of public affairs, directly or through freely chosen representatives;
- (b) To vote and to be elected at genuine periodic elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret ballot, guaranteeing the free expression of the will of the electors;
- (c) To have access, on general terms of equality, to public service in his country.

ARTICLE 26

All persons are equal before the law and are entitled without any discrimination to the equal protection of the law. In this respect, the law shall prohibit any discrimination and guarantee to all persons equal and effective protection against discrimination on any ground such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status.

ARTICLE 27

In those States in which ethnic, religious or linguistic minorities exist, persons belonging to such minorities shall not be denied the right, in community with the other members of their group, to enjoy their own culture, to profess and practise their own religion, or to use their own language.

PART IV

ARTICLE 28

1. There shall be established a Human Rights Committee (hereafter referred to in the present Covenant as the Committee). It shall consist of eighteen members and shall carry out the functions hereinafter provided.

4. Les États parties au présent Pacte prendront les mesures appropriées pour assurer l'égalité de droits et de responsabilités des époux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. En cas de dissolution, des dispositions seront prises afin d'assurer aux enfants la protection nécessaire.

ARTICLE 24

1. Tout enfant, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, la fortune ou la naissance, a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'État, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur.

2. Tout enfant doit être enregistré immédiatement après sa naissance et avoir un nom.

3. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.

ARTICLE 25

Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables:

- a) De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;
- b) De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;
- c) D'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

ARTICLE 26

Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. À cet égard, la loi doit interdire toute discrimination et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

ARTICLE 27

Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue.

QUATRIÈME PARTIE

ARTICLE 28

1. Il est institué un Comité des droits de l'homme (ci-après dénommé le Comité dans le présent Pacte). Ce comité est composé de dix-huit membres et a les fonctions définies ci-dessous.

2. The Committee shall be composed of nationals of the States Parties to the present Covenant who shall be persons of high moral character and recognized competence in the field of human rights, consideration being given to the usefulness of the participation of some persons having legal experience.

3. The members of the Committee shall be elected and shall serve in their personal capacity.

ARTICLE 29

1. The members of the Committee shall be elected by secret ballot from a list of persons possessing the qualifications prescribed in article 28 and nominated for the purpose by the States Parties to the present Covenant.

2. Each State Party to the present Covenant may nominate not more than two persons. These persons shall be nationals of the nominating State.

3. A person shall be eligible for renomination.

ARTICLE 30

1. The initial election shall be held no later than six months after the date of the entry into force of the present Covenant.

2. At least four months before the date of each election to the Committee, other than an election to fill a vacancy declared in accordance with article 34, the Secretary-General of the United Nations shall address a written invitation to the States Parties to the present Covenant to submit their nominations for membership of the Committee within three months.

3. The Secretary-General of the United Nations shall prepare a list in alphabetical order of all the persons thus nominated, with an indication of the States Parties which have nominated them, and shall submit it to the States Parties to the present Covenant no later than one month before the date of each election.

4. Elections of the members of the Committee shall be held at a meeting of the States Parties to the present Covenant convened by the Secretary-General of the United Nations at the Headquarters of the United Nations. At that meeting, for which two thirds of the States Parties to the present Covenant shall constitute a quorum, the persons elected to the Committee shall be those nominees who obtain the largest number of votes and an absolute majority of the votes of the representatives of States Parties present and voting.

ARTICLE 31

1. The Committee may not include more than one national of the same State.

2. In the election of the Committee, consideration shall be given to equitable geographical distribution of membership and to the representation of the different forms of civilization and of the principal legal systems.

2. Le Comité est composé de ressortissants des États parties au présent Pacte, qui doivent être des personnalités de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme. Il sera tenu compte de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

3. Les membres du Comité sont élus et siègent à titre individuel.

ARTICLE 29

1. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes réunissant les conditions prévues à l'article 28, et présentées à cet effet par les États parties au présent Pacte.

2. Chaque État partie au présent Pacte peut présenter deux personnes au plus. Ces personnes doivent être des ressortissants de l'État qui les présente.

3. La même personne peut être présentée à nouveau.

ARTICLE 30

1. La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent Pacte.

2. Quatre mois au moins avant la date de toute élection au Comité, autre qu'une élection en vue de pourvoir à une vacance déclarée conformément à l'article 34, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invite par écrit les États parties au présent Pacte à désigner, dans un délai de trois mois, les candidats qu'ils proposent comme membres du Comité.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique de toutes les personnes ainsi présentées en mentionnant les États parties qui les ont présentées et la communique aux États parties au présent Pacte au plus tard un mois avant la date de chaque élection.

4. Les membres du Comité sont élus au cours d'une réunion des États parties convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Siège de l'Organisation. À cette réunion, où le quorum est constitué par les deux tiers des États parties au présent Pacte, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des États parties présents et votants.

ARTICLE 31

1. Le Comité ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même État.

2. Pour les élections au Comité, il est tenu compte d'une répartition géographique équitable et de la représentation des diverses formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

ARTICLE 32

1. The members of the Committee shall be elected for a term of four years. They shall be eligible for re-election if renominated. However, the terms of nine of the members elected at the first election shall expire at the end of two years; immediately after the first election, the names of these nine members shall be chosen by lot by the Chairman of the meeting referred to in article 30, paragraph 4.

2. Elections at the expiry of office shall be held in accordance with the preceding articles of this part of the present Covenant.

ARTICLE 33

1. If, in the unanimous opinion of the other members, a member of the Committee has ceased to carry out his functions for any cause other than absence of a temporary character, the Chairman of the Committee shall notify the Secretary-General of the United Nations, who shall then declare the seat of that member to be vacant.

2. In the event of the death or the resignation of a member of the Committee, the Chairman shall immediately notify the Secretary-General of the United Nations, who shall declare the seat vacant from the date of death or the date on which the resignation takes effect.

ARTICLE 34

1. When a vacancy is declared in accordance with article 33 and if the term of office of the member to be replaced does not expire within six months of the declaration of the vacancy, the Secretary-General of the United Nations shall notify each of the States Parties to the present Covenant, which may within two months submit nominations in accordance with article 29 for the purpose of filling the vacancy.

2. The Secretary-General of the United Nations shall prepare a list in alphabetical order of the persons thus nominated and shall submit it to the States Parties to the present Covenant. The election to fill the vacancy shall then take place in accordance with the relevant provisions of this part of the present Covenant.

3. A member of the Committee elected to fill a vacancy declared in accordance with article 33 shall hold office for the remainder of the term of the member who vacated the seat on the Committee under the provisions of that article.

ARTICLE 35

The members of the Committee shall, with the approval of the General Assembly of the United Nations, receive emoluments from United Nations resources on such terms and conditions as the General Assembly may decide, having regard to the importance of the Committee's responsibilities.

ARTICLE 32

1. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de neuf des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, les noms de ces neuf membres sont tirés au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 4 de l'article 30.

2. A l'expiration du mandat, les élections ont lieu conformément aux dispositions des articles précédents de la présente partie du Pacte.

ARTICLE 33

1. Si, de l'avis unanime des autres membres, un membre du Comité a cessé de remplir ses fonctions pour toute cause autre qu'une absence de caractère temporaire, le Président du Comité en informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare alors vacant le siège qu'occupait ledit membre.

2. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, le Président en informe immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare le siège vacant à compter de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

ARTICLE 34

1. Lorsqu'une vacance est déclarée conformément à l'article 33 et si le mandat du membre à remplacer n'expire pas dans les six mois qui suivent la date à laquelle la vacance a été déclarée, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en avise les États parties au présent Pacte qui peuvent, dans un délai de deux mois, désigner des candidats conformément aux dispositions de l'article 29 en vue de pourvoir à la vacance.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique des personnes ainsi présentées et la communique aux États parties au présent Pacte. L'élection en vue de pourvoir à la vacance a lieu ensuite conformément aux dispositions pertinentes de la présente partie du Pacte.

3. Tout membre du Comité élu à un siège déclaré vacant conformément à l'article 33 fait partie du Comité jusqu'à la date normale d'expiration du mandat du membre dont le siège est devenu vacant au Comité conformément aux dispositions dudit article.

ARTICLE 35

Les membres du Comité reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées par l'Assemblée générale, eu égard à l'importance des fonctions du Comité.

ARTICLE 36

The Secretary-General of the United Nations shall provide the necessary staff and facilities for the effective performance of the functions of the Committee under the present Covenant.

ARTICLE 37

1. The Secretary-General of the United Nations shall convene the initial meeting of the Committee at the Headquarters of the United Nations.

2. After its initial meeting, the Committee shall meet at such times as shall be provided in its rules of procedure.

3. The Committee shall normally meet at the Headquarters of the United Nations or at the United Nations Office at Geneva.

ARTICLE 38

Every member of the Committee shall, before taking up his duties, make a solemn declaration in open committee that he will perform his functions impartially and conscientiously.

ARTICLE 39

1. The Committee shall elect its officers for a term of two years. They may be re-elected.

2. The Committee shall establish its own rules of procedure, but these rules shall provide, *inter alia*, that:

- (a) Twelve members shall constitute a quorum;
- (b) Decisions of the Committee shall be made by a majority vote of the members present.

ARTICLE 40

1. The States Parties to the present Covenant undertake to submit reports on the measures they have adopted which give effect to the rights recognized herein and on the progress made in the enjoyment of those rights:

- (a) Within one year of the entry into force of the present Covenant for the States Parties concerned;
- (b) Thereafter whenever the Committee so requests.

2. All reports shall be submitted to the Secretary-General of the United Nations, who shall transmit them to the committee for consideration. Reports shall indicate the factors and difficulties, if any, affecting the implementation of the present Covenant.

3. The Secretary-General of the United Nations may, after consultation with the Committee, transmit to the specialized agencies concerned copies of such parts of the reports as may fall within their field of competence.

ARTICLE 36

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu du présent Pacte.

ARTICLE 37

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité, pour la première réunion, au Siège de l'Organisation.

2. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

3. Les réunions du Comité ont normalement lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou à l'Office des Nations Unies à Genève.

ARTICLE 38

Tout membre du Comité doit, avant d'entrer en fonctions, prendre en séance publique l'engagement solennel de s'acquitter de ses fonctions en toute impartialité et en toute conscience.

ARTICLE 39

1. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2. Le Comité établit lui-même son règlement intérieur; celui-ci doit, toutefois, contenir entre autres les dispositions suivantes:

- a) Le quorum est de douze membres;
- b) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

ARTICLE 40

1. Les États parties au présent Pacte s'engagent à présenter des rapports sur les mesures qu'ils auront arrêtées et qui donnent effet aux droits reconnus dans le présent Pacte et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits:

- a) Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Pacte, pour chaque État partie intéressé en ce qui le concerne;
- b) Par la suite, chaque fois que le Comité en fera la demande.

2. Tous les rapports seront adressés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui les transmettra au Comité pour examen. Les rapports devront indiquer, le cas échéant, les facteurs et les difficultés qui affectent la mise en œuvre des dispositions du présent Pacte.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut, après consultation du Comité, communiquer aux institutions spécialisées intéressées copie de toutes parties des rapports pouvant avoir trait à leur domaine de compétence.

4. The Committee shall study the reports submitted by the States Parties to the present Covenant. It shall transmit its reports, and such general comments as it may consider appropriate, to the States Parties. The Committee may also transmit to the Economic and Social Council these comments along with the copies of the reports it has received from States Parties to the present Covenant.

5. The States Parties to the present Covenant may submit to the Committee observations on any comments that may be made in accordance with paragraph 4 of this article.

ARTICLE 41

1. A State Party to the present Covenant may at any time declare under this article that it recognizes the competence of the Committee to receive and consider communications to the effect that a State Party claims that another State Party is not fulfilling its obligations under the present Covenant. Communications under this article may be received and considered only if submitted by a State Party which has made a declaration recognizing in regard to itself the competence of the Committee. No communication shall be received by the Committee if it concerns a State Party which has not made such a declaration. Communications received under this article shall be dealt with in accordance with the following procedure:

- (a) If a State Party to the present Covenant considers that another State Party is not giving effect to the provisions of the present Covenant, it may, by written communication, bring the matter to the attention of that State Party. Within three months after the receipt of the communication, the receiving State shall afford the State which sent the communication an explanation or any other statement in writing clarifying the matter, which should include, to the extent possible and pertinent, reference to domestic procedures and remedies taken, pending, or available in the matter.
- (b) If the matter is not adjusted to the satisfaction of both States Parties concerned within six months after the receipt by the receiving State of the initial communication, either State shall have the right to refer the matter to the Committee, by notice given to the Committee and to the other State.
- (c) The Committee shall deal with a matter referred to it only after it has ascertained that all available domestic remedies have been invoked and exhausted in the matter, in conformity with the generally recognized principles of international law. This shall not be the rule where the application of the remedies is unreasonably prolonged.
- (d) The Committee shall hold closed meetings when examining communications under this article.
- (e) Subject to the provisions of sub-paragraph (c), the Committee shall make available its good offices to the States Parties concerned with a view to a friendly solution of the matter on the basis of respect for human rights and fundamental freedoms as recognized in the present Covenant.
- (f) In any matter referred to it, the Committee may call upon the States Parties concerned, referred to in sub-paragraph (b), to supply any relevant information.

4. Le Comité étudie les rapports présentés par les États parties au présent Pacte. Il adresse aux États parties ses propres rapports, ainsi que toutes observations générales qu'il jugerait appropriées. Le Comité peut également transmettre au Conseil économique et social ces observations accompagnées de copies des rapports qu'il a reçus d'États parties au présent Pacte.

5. Les États parties au présent Pacte peuvent présenter au Comité des commentaires sur toute observation qui serait faite en vertu du paragraphe 4 du présent article.

ARTICLE 41

1. Tout État partie au présent Pacte peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent Pacte. Les communications présentées en vertu du présent article ne peuvent être reçues et examinées que si elles émanent d'un État partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un État partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues conformément au présent article:

- a) Si un État partie au présent Pacte estime qu'un autre État également partie à ce pacte n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet État sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'État destinataire fera tenir à l'État qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites elucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts.
- b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'État destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux États parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité ainsi qu'à l'autre État intéressé.
- c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans le cas où les procédures de recours excèdent les délais raisonnables.
- d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article.
- e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des États parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question fondée sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels que les reconnaît le présent Pacte.
- f) Dans toute affaire qui lui est soumise, le Comité peut demander aux États parties intéressés visés à l'alinéa b) de lui fournir tout renseignement pertinent.

- (g) The States Parties concerned, referred to in sub-paragraph (b), shall have the right to be represented when the matter is being considered in the Committee and to make submissions orally and/or in writing.
- (h) The Committee shall, within twelve months after the date of receipt of notice under sub-paragraph (b), submit a report:
 - (i) If a solution within the terms of sub-paragraph (e) is reached, the Committee shall confine its report to a brief statement of the facts and of the solution reached;
 - (ii) If a solution within the terms of sub-paragraph (e) is not reached, the Committee shall confine its report to a brief statement of the facts; the written submissions and record of the oral submissions made by the States Parties concerned shall be attached to the report.

In every matter, the report shall be communicated to the States Parties concerned.

2. The provisions of this article shall come into force when ten States Parties to the present Covenant have made declarations under paragraph 1 of this article. Such declarations shall be deposited by the States Parties with the Secretary-General of the United Nations, who shall transmit copies thereof to the other States Parties. A declaration may be withdrawn at any time by notification to the Secretary-General. Such a withdrawal shall not prejudice the consideration of any matter which is the subject of a communication already transmitted under this article; no further communication by any State Party shall be received after the notification of withdrawal of the declaration has been received by the Secretary-General, unless the State Party concerned has made a new declaration.

ARTICLE 42

- 1. (a) If a matter referred to the Committee in accordance with article 41 is not resolved to the satisfaction of the States Parties concerned, the Committee may, with the prior consent of the States Parties concerned, appoint an *ad hoc* Conciliation Commission (hereinafter referred to as the Commission). The good offices of the Commission shall be made available to the State Parties concerned with a view to an amicable solution of the matter on the basis of respect for the present Covenant;
 - (b) The Commission shall consist of five persons acceptable to the States Parties concerned. If the States Parties concerned fail to reach agreement within three months on all or part of the composition of the Commission the members of the Commission concerning whom no agreement has been reached shall be elected by secret ballot by a two-thirds majority vote of the Committee from among its members.
2. The members of the Commission shall serve in their personal capacity. They shall not be nationals of the States Parties concerned, or of a State not party to the present Covenant, or of a State Party which has not made a declaration under article 41.
3. The Commission shall elect its own Chairman and adopt its own rules of procedure.

- g) Les États parties intéressés, visés à l'alinéa *b*, ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une ou l'autre forme.
- h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa *b*:
 - i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa *e*, le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits et de la solution intervenue;
 - ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa *e*, le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les États parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux États parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque dix États parties au présent Pacte auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'État partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres États parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un État partie ne sera reçue après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'État partie intéressé n'ait fait une nouvelle déclaration.

ARTICLE 42

- 1. a) Si une question soumise au Comité conformément à l'article 41 n'est pas réglée à la satisfaction des États parties intéressés, le Comité peut, avec l'assentiment préalable des États parties intéressés, désigner une commission de conciliation *ad hoc* (ci-après dénommée la Commission). La Commission met ses bons offices à la disposition des États parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect du présent Pacte;
- b) La Commission est composée de cinq membres nommés avec l'accord des États parties intéressés. Si les États parties intéressés ne parviennent pas à une entente sur tout ou partie de la composition de la Commission dans un délai de trois mois, les membres de la Commission au sujet desquels l'accord ne s'est pas fait sont élus au scrutin secret parmi les membres du Comité, à la majorité des deux tiers des membres du Comité.

2. Les membres de la Commission siègent à titre individuel. Ils ne doivent être ressortissants ni des États parties intéressés, ni d'un État qui n'est pas partie au présent Pacte, ni d'un État partie qui n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 41.

- 3. La Commission élit son Président et adopte son règlement intérieur.

4. The meetings of the Commission shall normally be held at the Headquarters of the United Nations or at the United Nations Office at Geneva. However, they may be held at such other convenient places as the Commission may determine in consultation with the Secretary-General of the United Nations and the States Parties concerned.

5. The secretariat provided in accordance with article 36 shall also service the commissions appointed under this article.

6. The information received and collated by the Committee shall be made available to the Commission and the Commission may call upon the States Parties concerned to supply any other relevant information.

7. When the Commission has fully considered the matter, but in any event not later than twelve months after having been seized of the matter, it shall submit to the Chairman of the Committee a report for communication to the States Parties concerned.

- (a) If the Commission is unable to complete its consideration of the matter within twelve months, it shall confine its report to a brief statement of the status of its consideration of the matter;
- (b) If an amicable solution to the matter on the basis of respect for human rights as recognized in the present Covenant is reached, the Commission shall confine its report to a brief statement of the facts and of the solution reached.
- (c) If a solution within the terms of sub-paragraph (b) is not reached, the Commission's report shall embody its findings on all questions of fact relevant to the issues between the States Parties concerned, and its views on the possibilities of an amicable solution of the matter. This report shall also contain the written submissions and a record of the oral submissions made by the States Parties concerned.
- (d) If the Commission's report is submitted under sub-paragraph (c), the States Parties concerned shall, within three months of the receipt of the report, notify the Chairman of the Committee whether or not they accept the contents of the report of the Commission.

8. The provisions of this article are without prejudice to the responsibilities of the Committee under article 41.

9. The States Parties concerned shall share equally all the expenses of the members of the Commission in accordance with estimates to be provided by the Secretary-General of the United Nations.

10. The Secretary-General of the United Nations shall be empowered to pay the expenses of the members of the Commission, if necessary, before reimbursement by the States Parties concerned, in accordance with paragraph 9 of this article.

4. La Commission tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou à l'Office des Nations Unies à Genève. Toutefois, elle peut se réunir en tout autre lieu approprié que peut déterminer la Commission en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les États parties intéressés.

5. Le secrétariat prévu à l'article 36 prête également ses services aux commissions désignées en vertu du présent article.

6. Les renseignements obtenus et dépouillés par le Comité sont mis à la disposition de la Commission, et la Commission peut demander aux États parties intéressés de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

7. Après avoir étudié la question sous tous ses aspects, mais en tout cas dans un délai maximum de douze mois après qu'elle en aura été saisie, la Commission soumet un rapport au Président du Comité qui le communique aux États parties intéressés:

- a) Si la Commission ne peut achever l'examen de la question dans les douze mois, elle se borne à indiquer brièvement dans son rapport où elle en est de l'examen de la question;
- b) Si l'on est parvenu à un règlement amiable de la question, fondé sur le respect des droits de l'homme reconnus dans le présent Pacte, la Commission se borne à indiquer brièvement dans son rapport les faits et le règlement auquel on est parvenu;
- c) Si l'on n'est pas parvenu à un règlement au sens de l'alinéa *b*, la Commission fait figurer dans son rapport ses conclusions sur tous les points de fait relatifs à la question débattue entre les États parties intéressés ainsi que ses constatations sur les possibilités de règlement amiable de l'affaire; le rapport renferme également les observations écrites et un procès-verbal des observations orales présentées par les États parties intéressés;
- d) Si le rapport de la Commission est soumis conformément à l'alinéa *c*, les États parties intéressés font savoir au Président du Comité, dans un délai de trois mois après la réception du rapport, s'ils acceptent ou non les termes du rapport de la Commission.

8. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des attributions du Comité prévues à l'article 41.

9. Toutes les dépenses des membres de la Commission sont réparties également entre les États parties intéressés, sur la base d'un état estimatif établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

10. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est habilité, si besoin est, à défrayer les membres de la Commission de leurs dépenses, avant que le remboursement en ait été effectué par les États parties intéressés, conformément au paragraphe 9 du présent article.

ARTICLE 43

The members of the Committee, and of the *ad hoc* conciliation commissions which may be appointed under article 42, shall be entitled to the facilities, privileges and immunities of experts on mission for the United Nations as laid down in the relevant sections of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations.

ARTICLE 44

The provisions for the implementation of the present Covenant shall apply without prejudice to the procedures prescribed in the field of human rights by or under the constituent instruments and the conventions of the United Nations and of the specialized agencies and shall not prevent the States Parties to the present Covenant from having recourse to other procedures for settling a dispute in accordance with general or special international agreements in force between them.

ARTICLE 45

The Committee shall submit to the General Assembly of the United Nations through the Economic and Social Council, an annual report on its activities.

PART V

ARTICLE 46

Nothing in the present Covenant shall be interpreted as impairing the provisions of the Charter of the United Nations and of the constitutions of the specialized agencies which define the respective responsibilities of the various organs of the United Nations and of the specialized agencies in regard to the matters dealt with in the present Covenant.

ARTICLE 47

Nothing in the present Covenant shall be interpreted as impairing the inherent right of all peoples to enjoy and utilize fully and freely their natural wealth and resources.

PART VI

ARTICLE 48

1. The present Covenant is open for signature by any State Member of the United Nations or member of any of its specialized agencies, by any State Party to the Statute of the International Court of Justice, and by any other State which has been invited by the General Assembly of the United Nations to become a party to the present Covenant.

2. The present Covenant is subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

3. The present Covenant shall be open to accession by any State referred to in paragraph 1 of this article.

ARTICLE 43

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation *ad hoc* qui pourraient être désignées conformément à l'article 42 ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

ARTICLE 44

Les dispositions de mise en œuvre du présent Pacte s'appliquent sans préjudice des procédures instituées en matière de droits de l'homme aux termes ou en vertu des instruments constitutifs et des conventions de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et n'empêchent pas les États parties de recourir à d'autres procédures pour le règlement d'un différend conformément aux accords internationaux généraux ou spéciaux qui les lient.

ARTICLE 45

Le Comité adresse chaque année à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur ses travaux.

CINQUIÈME PARTIE

ARTICLE 46

Aucune disposition du présent Pacte ne doit être interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des constitutions des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions traitées dans le présent Pacte.

ARTICLE 47

Aucune disposition du présent Pacte ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inhérent de tous les peuples à profiter et à user pleinement et librement de leurs richesses et ressources naturelles.

SIXIÈME PARTIE

ARTICLE 48

1. Le présent Pacte est ouvert à la signature de tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, de tout État partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre État invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie au présent Pacte.

2. Le présent Pacte est sujet à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Pacte sera ouvert à l'adhésion de tout État visé au paragraphe 1 du présent article.

4. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Secretary-General of the United Nations.

5. The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which have signed this Covenant or acceded to it of the deposit of each instrument of ratification or accession.

ARTICLE 49

1. The present Covenant shall enter into force three months after the date of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the thirty-fifth instrument of ratification or instrument of accession.

2. For each State ratifying the present Covenant or acceding to it after the deposit of the thirty-fifth instrument of ratification or instrument of accession, the present Covenant shall enter into force three months after the date of the deposit of its own instrument of ratification or instrument of accession.

ARTICLE 50

The provisions of the present Covenant shall extend to all parts of federal States without any limitations or exceptions.

ARTICLE 51

1. Any State Party to the present Covenant may propose an amendment and file it with the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall thereupon communicate any proposed amendments to the States Parties to the present Covenant with a request that they notify him whether they favour a conference of States Parties for the purpose of considering and voting upon the proposals. In the event that at least one third of the States Parties favours such a conference, the Secretary-General shall convene the conference under the auspices of the United Nations. Any amendment adopted by a majority of the States Parties present and voting at the conference shall be submitted to the General Assembly of the United Nations for approval.

2. Amendments shall come into force when they have been approved by the General Assembly of the United Nations and accepted by a two-thirds majority of the States Parties to the present Covenant in accordance with their respective constitutional processes.

3. When amendments come into force, they shall be binding on those States Parties which have accepted them, other States Parties still being bound by the provisions of the present Covenant and any earlier amendment which they have accepted.

ARTICLE 52

Irrespective of the notifications made under article 48, paragraph 5, the Secretary-General of the United Nations shall inform all States referred to in paragraph 1 of the same article of the following particulars:

(a) Signatures, ratifications and accessions under article 48;

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les États qui ont signé le présent Pacte ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 49

1. Le présent Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Pacte ou y adhéreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 50

Les dispositions du présent Pacte s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédératifs.

ARTICLE 51

1. Tout État partie au présent Pacte peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux États parties au présent Pacte en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'États parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si un tiers au moins des États se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des États parties au présent Pacte.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les États parties qui les ont acceptés, les autres États parties restant liés par les dispositions du présent Pacte et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

ARTICLE 52

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 48, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États visés au paragraphe 1 dudit article:

- a) Des signatures apposées au présent Pacte et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 48;

- (b) The date of the entry into force of the present Covenant under article 49 and the date of the entry into force of any amendments under article 51.

ARTICLE 53

1. The present Covenant, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations.

2. The Secretary-General of the United Nations shall transmit certified copies of the present Covenant to all States referred to in article 48

IN FAITH WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Covenant, opened for signature at New York, on the nineteenth day of December, one thousand nine hundred and sixty-six.

- b) De la date à laquelle le présent Pacte entrera en vigueur conformément à l'article 49 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 51.

ARTICLE 53

1. Le présent Pacte, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Pacte à tous les États visés à l'article 48.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Pacte, qui a été ouvert à la signature à New York, le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante-six.

OPTIONAL PROTOCOL TO THE INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS

The States Parties to the present Protocol,

Considering that in order further to achieve the purposes of the Covenant on Civil and Political Rights (hereinafter referred to as the Covenant) and the implementation of its provisions it would be appropriate to enable the Human Rights Committee set up in part IV of the Covenant (hereinafter referred to as the Committee) to receive and consider, as provided in the present Protocol, communications from individuals claiming to be victims of violations of any of the rights set forth in the Covenant,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

A State Party to the Covenant that becomes a party to the present Protocol recognizes the competence of the Committee to receive and consider communications from individuals subject to its jurisdiction who claim to be victims of a violation by that State Party of any of the rights set forth in the Covenant. No communication shall be received by the Committee if it concerns a State Party to the Covenant which is not a party to the present Protocol.

ARTICLE 2

Subject to the provisions of article 1, individuals who claim that any of their rights enumerated in the Covenant have been violated and who have exhausted all available domestic remedies may submit a written communication to the Committee for consideration.

ARTICLE 3

The Committee shall consider inadmissible any communication under the present Protocol which is anonymous, or which it considers to be an abuse of the right of submission of such communications or to be incompatible with the provisions of the Covenant.

ARTICLE 4

1. Subject to the provisions of article 3, the Committee shall bring any communications submitted to it under the present Protocol to the attention of the State Party to the present Protocol alleged to be violating any provision of the Covenant.

2. Within six months, the receiving State shall submit to the Committee written explanations or statements clarifying the matter and the remedy, if any, that may have been taken by that State.

PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Les États parties au présent Protocole,

Considérant que, pour mieux assurer l'accomplissement des fins du Pacte relatif aux droits civils et politiques (ci-après dénommé le Pacte) et l'application de ses dispositions, il conviendrait d'habiliter le Comité des droits de l'homme, constitué aux termes de la quatrième partie du Pacte (ci-après dénommé le Comité), à recevoir et à examiner, ainsi qu'il est prévu dans le présent Protocole, des communications émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Tout État partie au Pacte qui devient partie au présent Protocole reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par cet État partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un État partie au Pacte qui n'est pas partie au présent Protocole.

ARTICLE 2

Sous réserve des dispositions de l'article premier, tout particulier qui prétend être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte et qui a épuisé tous les recours internes disponibles peut présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine.

ARTICLE 3

Le Comité déclare irrecevable toute communication présentée en vertu du présent Protocole qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de présenter de telles communications ou être incompatible avec les dispositions du Pacte.

ARTICLE 4

1. Sous réserve des dispositions de l'article 3, le Comité porte toute communication qui lui est présentée en vertu du présent Protocole à l'attention de l'État partie audit Protocole qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions du Pacte.

2. Dans les six mois qui suivent, ledit État soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation. .

ARTICLE 5

1. The Committee shall consider communications received under the present Protocol in the light of all written information made available to it by the individual and by the State Party concerned.

2. The Committee shall not consider any communication from an individual unless it has ascertained that:

- (a) The same matter is not being examined under another procedure of international investigation or settlement;
- (b) The individual has exhausted all available domestic remedies. This shall not be the rule where the application of the remedies is unreasonably prolonged.

3. The Committee shall hold closed meetings when examining communications under the present Protocol.

4. The Committee shall forward its views to the State Party concerned and to the individual.

ARTICLE 6

The Committee shall include in its annual report under article 45 of the Covenant a summary of its activities under the present Protocol.

ARTICLE 7

Pending the achievement of the objectives of resolution 1514 (XV) adopted by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1960 concerning the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, the provisions of the present Protocol shall in no way limit the right of petition granted to these peoples by the Charter of the United Nations and other international conventions and instruments under the United Nations and its specialized agencies.

ARTICLE 8

1. The present Protocol is open for signature by any State which has signed the Covenant.

2. The present Protocol is subject to ratification by any State which has ratified or acceded to the Covenant. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

3. The present Protocol shall be open to accession by any State which has ratified or acceded to the Covenant.

4. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Secretary-General of the United Nations.

5. The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which have signed the present Protocol or acceded to it of the deposit of each instrument of ratification or accession.

ARTICLE 5

1. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent protocole en tenant compte de toutes les informations écrites qui lui sont soumises par le particulier et par l'État partie intéressé.

2. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que:

- a) La même question n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;
- b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles. Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

3. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent Protocole.

4. Le Comité fait part de ses constatations à l'État partie intéressé et au particulier.

ARTICLE 6

Le Comité inclut dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 45 du Pacte un résumé de ses activités au titre du présent Protocole.

ARTICLE 7

En attendant la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960, concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les dispositions du présent Protocole ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par la Charte des Nations Unies et d'autres conventions et instruments internationaux conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées.

ARTICLE 8

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout État qui a signé le Pacte.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout État qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout État qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les États qui ont signé le présent Protocole ou y sont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 9

1. Subject to the entry into force of the Covenant, the present Protocol shall enter into force three months after the date of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the tenth instrument of ratification or instrument of accession.

2. For each State ratifying the present Protocol or acceding to it after the deposit of the tenth instrument of ratification or instrument of accession, the present Protocol shall enter into force three months after the date of the deposit of its own instrument of ratification or instrument of accession.

ARTICLE 10

The provisions of the present Protocol shall extend to all parts of federal States without any limitations or exceptions.

ARTICLE 11

1. Any State Party to the present Protocol may propose an amendment and file it with the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General shall thereupon communicate any proposed amendments to the States Parties to the present Protocol with a request that they notify him whether they favour a conference of State Parties for the purpose of considering and voting upon the proposal. In the event that at least one third of the States Parties favours such a conference, the Secretary-General shall convene the conference under the auspices of the United Nations. Any amendment adopted by a majority of the States Parties present and voting at the conference shall be submitted to the General Assembly of the United Nations for approval.

2. Amendments shall come into force when they have been approved by the General Assembly of the United Nations and accepted by a two-thirds majority of the States Parties to the present Protocol in accordance with their respective constitutional processes.

3. When amendments come into force, they shall be binding on those States Parties which have accepted them, other States Parties still being bound by the provisions of the present Protocol and any earlier amendment which they have accepted.

ARTICLE 12

1. Any State Party may denounce the present Protocol at any time by written notification addressed to the Secretary-General of the United Nations. Denunciation shall take effect three months after the date of receipt of the notification by the Secretary-General.

2. Denunciation shall be without prejudice to the continued application of the provisions of the present Protocol to any communication submitted under article 2 before the effective date of denunciation.

ARTICLE 9

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur du Pacte, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 10

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédératifs.

ARTICLE 11

1. Tout État partie au présent Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux États parties audit Protocole en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'États parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si le tiers au moins des États se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des États parties au présent Protocole.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les États parties qui les ont acceptés, les autres États parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

ARTICLE 12

1. Tout État partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La dénonciation n'entravera pas l'application des dispositions du présent Protocole à toute communication présentée en vertu de l'article 2 avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

ARTICLE 13

Irrespective of the notifications made under article 8, paragraph 5, of the present Protocol, the Secretary-General of the United Nations shall inform all States referred to in article 48, paragraph 1, of the Covenant of the following particulars:

- (a) Signatures, ratifications and accessions under article 8;
- (b) The date of the entry into force of the present Protocol under article 9 and the date of the entry into force of any amendments under article 11;
- (c) Denunciations under article 12.

ARTICLE 14

1. The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations.

2. The Secretary-General of the United Nations shall transmit certified copies of the present Protocol to all States referred to in article 48 of the Covenant.

IN FAITH WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol, opened for signature at New York, on the nineteenth day of December, one thousand nine hundred and sixty-six.

ARTICLE 13

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 8 du présent Protocole, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte:

- a) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 8;
- b) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 9 et de la date à laquelle entreranno en vigueur les amendements prévus à l'article 11;
- c) Des dénonciations faites conformément à l'article 12.

ARTICLE 14

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États visés à l'article 48 du Pacte.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole, qui a été ouvert à la signature à New York, le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante-six.

© Minister of Supply and Services Canada 1981

Available in Canada through

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E 3-1976/47
ISBN 0-660-50927-X

Canada: \$3.50
Other countries: \$4.20

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E 3-1976/47
ISBN 0-660-50927-X

Canada: \$3.50
à l'étranger: \$4.20

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA. DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
2

TREATY SERIES 1976 No. 48 RECUEIL DES TRAITÉS

NARCOTICS

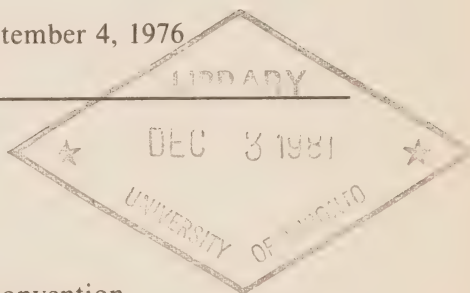
Protocol Amending the Single Convention on
Narcotic Drugs, 1961

Done at Geneva, March 25, 1972

Entered into force August 8, 1975

Canada's Instrument of Acceptance deposited
August 5, 1976

Entered into force for Canada September 4, 1976



STUPÉFIANTS

Protocole portant amendement de la Convention
unique sur les stupéfiants de 1961

Fait à Genève, le 25 mars 1972

Entrée en vigueur le 8 août 1975

L'Instrument d'acceptation du Canada déposé
le 5 août 1976

Entrée en vigueur pour le Canada le 4 septembre 1976



CANADA

TREATY SERIES **1976 No. 48** RECUEIL DES TRAITÉS

NARCOTICS

Protocol Amending the Single Convention on
Narcotic Drugs, 1961

Done at Geneva, March 25, 1972

Entered into force August 8, 1975

Canada's Instrument of Acceptance deposited
August 5, 1976

Entered into force for Canada September 4, 1976

STUPÉFIANTS

Protocole portant amendement de la Convention
unique sur les stupéfiants de 1961

Fait à Genève, le 25 mars 1972

Entrée en vigueur le 8 août 1975

L'Instrument d'acceptation du Canada déposé
le 5 août 1976

Entrée en vigueur pour le Canada le 4 septembre 1976

PROTOCOL AMENDING THE SINGLE CONVENTION ON NARCOTIC DRUGS, 1961

PREAMBLE

The Parties to the present Protocol,

Considering the provisions of the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, done at New York on 30 March 1961 (hereinafter called the Single Convention),

Desiring to amend the Single Convention,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

Amendments to article 2, paragraphs 4, 6 and 7 of the Single Convention

Article 2, paragraphs 4, 6 and 7, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

“4. Preparations in Schedule III are subject to the same measures of control as preparations containing drugs in Schedule II except that article 31, paragraphs 1 (b) and 3 to 15 and, as regards their acquisition and retail distribution, article 34, paragraph (b), need not apply, and that for the purpose of estimates (article 19) and statistics (article 20) the information required shall be restricted to the quantities of drugs used in the manufacture of such preparations.

6. In addition to the measures of control applicable to all drugs in Schedule I, opium is subject to the provisions of article 19, paragraph 1, sub-paragraph (f), and of articles 21 bis, 23 and 24, the coca leaf to those of articles 26 and 27 and cannabis to those of article 28.

7. The opium poppy, the coca bush, the cannabis plant, poppy straw and cannabis leaves are subject to the control measures prescribed in article 19, paragraph 1, sub-paragraph (e), article 20, paragraph 1, sub-paragraph (g), article 21 bis and in articles 22 to 24; 22, 26 and 27; 22 and 28; 25; and 28, respectively.”

ARTICLE 2

Amendments to the title of article 9 of the Single Convention and its paragraph 1 and insertion of new paragraphs 4 and 5

The title of article 9 of the Single Convention shall be amended to read as follows:

“Composition and Functions of the Board”

Article 9, paragraph 1, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

PRÉAMBULE

Les Parties au présent Protocole,

*Considérant les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, faite à New York le 30 mars 1961 (ci-après dénommée la Convention unique),
Souhaitant modifier la Convention unique,*

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

*Amendements à l'article 2, paragraphes 4, 6 et 7,
de la Convention unique*

L'article 2, paragraphes 4, 6 et 7, de la Convention unique sera modifié comme suit:

«4. Les préparations du Tableau III sont soumises aux mêmes mesures de contrôle que les préparations qui contiennent des stupéfiants du Tableau II. *Toutefois, les paragraphes 1 b), et 3 à 15 de l'article 31 et, en ce qui concerne leur acquisition et leur délivrance au détail, l'alinéa b) de l'article 34, ne seront pas nécessairement appliqués, et aux fins des évaluations (article 19) et des statistiques (article 20), les renseignements demandés seront limités aux quantités de stupéfiants utilisées dans la fabrication desdites préparations.*

6. En plus des mesures de contrôle applicables à tous les stupéfiants du Tableau I, l'opium est soumis aux dispositions de l'article 19, *paragraphe 1, alinéa f), et des articles 21 bis, 23 et 24, la feuille de coca aux dispositions des articles 26 et 27 et le cannabis aux dispositions de l'article 28.*

7. Le pavot à opium, le cocaïer, la plante de cannabis, la paille de pavot et les feuilles de cannabis sont soumis aux mesures de contrôle prévues respectivement à l'article 19, *paragraphe 1, alinéa e), à l'article 20, paragraphe 1, alinéa g), à l'article 21 bis et aux articles 22 à 24; 22, 26 et 27; 22 et 28; 25 et 28.»*

ARTICLE 2

*Amendements au titre de l'article 9 de la Convention unique
et au paragraphe 1 et insertion de nouveaux paragraphes 4 et 5*

Le titre de l'article 9 de la Convention unique sera modifié comme suit:

«Composition et Attributions de l'Organe»

L'article 9, paragraphe 1, de la Convention unique sera modifié comme suit:

"1. The Board shall consist of *thirteen* members to be elected by the Council as follows:

- (a) Three members with medical, pharmacological or pharmaceutical experience from a list of at least five persons nominated by the World Health Organization; and
- (b) *Ten* members from a list of persons nominated by the Members of the United Nations and by Parties which are not Members of the United Nations."

The following new paragraphs shall be inserted after paragraph 3 of article 9 of the Single Convention:

"4. The Board, in co-operation with Governments, and subject to the terms of this Convention, shall endeavour to limit the cultivation, production, manufacture and use of drugs to an adequate amount required for medical and scientific purposes, to ensure their availability for such purposes and to prevent illicit cultivation, production and manufacture of, and illicit trafficking in and use of, drugs.

5. All measures taken by the Board under this Convention shall be those most consistent with the intent to further the co-operation of Governments with the Board and to provide the mechanism for a continuing dialogue between Governments and the Board which will lend assistance to and facilitate effective national action to attain the aims of this Convention."

ARTICLE 3

Amendments to article 10, paragraphs 1 and 4, of the Single Convention

Article 10, paragraphs 1 and 4, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"1. The members of the Board shall serve for a period of *five* years, and *may be re-elected*.

4. The Council, on the recommendation of the Board, may dismiss a member of the Board who has ceased to fulfil the conditions required for membership by paragraph 2 of article 9. Such recommendation shall be made by an affirmative vote of *nine* members of the Board."

ARTICLE 4

Amendment to article 11, paragraph 3, of the Single Convention

Article 11, paragraph 3, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"3. The quorum necessary at meetings of the Board shall consist of *eight* members."

ARTICLE 5

Amendment to article 12, paragraph 5, of the Single Convention

Article 12, paragraph 5, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"5. The Board, *with a view to limiting the use and distribution of drugs to an adequate amount required for medical and scientific purposes and to ensuring their availability for such purposes*, shall as expeditiously as possible confirm the estimates,

«1. L'Organe se compose de *treize* membres élus par le Conseil ainsi qu'il suit:

- a) Trois membres ayant l'expérience de la médecine, de la pharmacologie ou de la pharmacie et choisis sur une liste d'au moins cinq personnes désignées par l'Organisation mondiale de la santé, et
- b) *Dix* membres choisis sur une liste de personnes désignées par les Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les Parties qui n'en sont pas membres.»

Les nouveaux paragraphes 4 et 5 ci-après seront insérés après le paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention unique:

«4. Sans préjudice des autres dispositions de la présente Convention, l'Organe, agissant en coopération avec les Gouvernements, s'efforcera de limiter la culture, la production, la fabrication et l'usage des stupéfiants aux moments requis à des fins médicales et scientifiques, de faire en sorte qu'il y soit satisfait et d'empêcher la culture, la production, la fabrication, le trafic et l'usage illicites des stupéfiants.

5. Les mesures prises par l'Organe en application de la présente Convention seront toujours celles qui seront les plus propres à servir la coopération des Gouvernements avec l'Organe et à rendre possible un dialogue permanent entre les Gouvernements et l'Organe, de manière à aider et à faciliter toute action efficace des Gouvernements en vue d'atteindre les buts de la présente Convention.»

ARTICLE 3

Amendements à l'article 10, paragraphes 1 et 4, de la Convention unique

L'article 10, paragraphes 1 et 4, de la Convention unique sera modifié comme suit:

«1. *Les membres de l'Organe sont élus pour cinq ans et ils sont rééligibles.*

4. Le Conseil peut, sur la recommandation de l'Organe, révoquer un membre de l'Organe qui ne remplit plus les conditions requises au paragraphe 2 de l'article 9. Cette recommandation doit être formulée par un vote affirmatif de neuf membres de l'Organe.»

ARTICLE 4

Amendement à l'article 11, paragraphe 3, de la Convention unique

L'article 11, paragraphe 3, de la Convention unique sera modifié comme suit:

«3. Le quorum indispensable pour les réunions de l'Organe est de *huit* membres.»

ARTICLE 5

Amendement à l'article 12, paragraphe 5, de la Convention unique

L'article 12, paragraphe 5, de la Convention unique sera modifié comme suit:

«5. *En vue de limiter l'usage et la distribution des stupéfiants aux montants requis à des fins médicales et scientifiques et de faire en sorte qu'il y soit satisfait*, l'Organe confirmera dans le plus bref délai possible les évaluations, y compris les évaluations

including supplementary estimates, or, with the consent of the Government concerned, may amend such estimates. *In case of a disagreement between the Government and the Board, the latter shall have the right to establish, communicate and publish its own estimates, including supplementary estimates.*"

ARTICLE 6

Amendments to article 14, paragraphs 1 and 2, of the Single Convention

Article 14, paragraphs 1 and 2, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

- "1. (a) If, on the basis of its examination of information submitted by Governments to the Board under the provisions of this Convention, or of information communicated by United Nations organs or by specialized agencies or, provided that they are approved by the Commission on the Board's recommendation, by either other intergovernmental organizations or international nongovernmental organizations which have direct competence in the subject matter and which are in consultative status with the Economic and Social Council under Article 71 of the Charter of the United Nations or which enjoy a similar status by special agreement with the Council, the Board has objective reasons to believe that the aims of this Convention are being seriously endangered by reason of the failure of any Party, country or territory to carry out the provisions of this Convention, the Board shall have the right to propose to the Government concerned the opening of consultations or to request it to furnish explanations. If, without any failure in implementing the provisions of the Convention, a Party or a country or territory has become, or if there exists evidence of a serious risk that it may become, an important centre of illicit cultivation, production or manufacture of, or traffic in or consumption of drugs, the Board has the right to propose to the Government concerned the opening of consultations. Subject to the right of the Board to call the attention of the Parties, the Council and the Commission to the matter referred to in sub-paragraph (d) below, the Board shall treat as confidential a request for information and an explanation by a Government or a proposal for consultations and the consultations held with a Government under this sub-paragraph.
- (b) After taking action under sub-paragraph (a) above, the Board, if satisfied that it is necessary to do so, may call upon the Government concerned to adopt such remedial measures as shall seem under the circumstances to be necessary for the execution of the provisions of this Convention.
- (c) The Board may, if it thinks such action necessary for the purpose of assessing a matter referred to in sub-paragraph (a) of this paragraph, propose to the Government concerned that a study of the matter be carried out in its territory by such means as the Government deems appropriate. If the Government concerned decides to undertake this study, it may request the Board to make available the expertise and the services of one or more persons with the requisite competence to assist the officials of the Government in the proposed study. The person or persons whom the Board intends to make available shall be subject to the approval of the Government. The modalities of this study and the time-limit within which the study has to be completed shall be determined by consultation between the Government and the Board.

supplémentaires; il pourra aussi les modifier avec le consentement du Gouvernement intéressé. En cas de désaccord entre le Gouvernement et l'Organe, ce dernier aura le droit d'établir, de communiquer et de publier ses propres évaluations, y compris les évaluations supplémentaires.»

ARTICLE 6

Amendements à l'article 14, paragraphes 1 et 2, de la Convention unique

L'article 14, paragraphes 1 et 2, de la Convention unique sera modifié comme suit:

- «1. a) Si, après examen des renseignements adressés à l'Organe par le Gouvernement conformément aux dispositions de la présente Convention ou des renseignements communiqués par des organes des Nations Unies ou par des institutions spécialisées ou, à condition qu'elles soient agréées par la Commission sur la recommandation de l'Organe, soit par d'autres organisations intergouvernementales, soit par des organisations internationales non gouvernementales qui ont une compétence directe en la matière et qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en vertu de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies ou qui jouissent d'un statut analogue par accord spécial avec le Conseil, l'Organe a des raisons objectives de croire que les buts de la présente Convention sont sérieusement compromis du fait qu'une Partie ou un pays ou territoire manque d'exécuter les dispositions de la présente Convention, l'Organe a le droit de proposer d'entrer en consultation avec le Gouvernement intéressé ou de lui demander des explications. Si, sans qu'il ait manqué d'exécuter les dispositions de la présente Convention, une Partie ou un pays ou territoire est devenu un centre important de culture, de production, de fabrication, de trafic ou de consommation illicites de stupéfiants, ou qu'il existe manifestement un grave risque qu'il le devienne, l'Organe a le droit de proposer d'entrer en consultation avec le Gouvernement intéressé. Sous réserve du droit qu'il possède d'appeler l'attention des Parties et du Conseil et de la Commission sur la question, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa d) ci-dessous, l'Organe considérera comme confidentielles une demande de renseignements et une explication fournie par un Gouvernement ou une proposition de consultations et les consultations tenues avec un Gouvernement en vertu des dispositions du présent alinéa.
- b) Après avoir agi conformément à l'alinéa a) ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge nécessaire de le faire, demander au Gouvernement intéressé de prendre les mesures correctives qui, en raison des circonstances, peuvent paraître nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention.
- c) L'Organe peut, s'il le juge nécessaire pour élucider une question visée à l'alinéa a) ci-dessus, proposer au Gouvernement intéressé de faire entreprendre une étude de celle-ci, sur son territoire, de la manière que ce dernier juge appropriée. Si le Gouvernement intéressé décide d'entreprendre cette étude, il peut prier l'Organe de fournir des moyens techniques et les services d'une ou plusieurs personnes possédant les qualifications requises pour assister les agents du Gouvernement dans l'étude en question. La ou les personnes que l'Organe se propose de mettre à la disposition du Gouvernement seront soumises à l'agrément de ce dernier. Les modalités de l'étude et le délai dans lequel elle doit être achevée seront arrêtés par voie de consultation entre le

The Government shall communicate to the Board the results of the study and shall indicate the remedial measures that it considers necessary to take.

- (d) If the Board finds that the Government concerned has failed to give satisfactory explanations when called upon to do so under sub-paragraph (a) above, or has failed to adopt any remedial measures which it has been called upon to take under sub-paragraph (b) above, *or that there is a serious situation that needs co-operative action at the international level with a view to remedying it*, it may call the attention of the Parties, the Council and the Commission to the matter. *The Board shall so act if the aims of this Convention are being seriously endangered and it has not been possible to resolve the matter satisfactorily in any other way. It shall also so act if it finds that there is a serious situation that needs co-operative action at the international level with a view to remedying it and that bringing such a situation to the notice of the Parties, the Council and the Commission is the most appropriate method of facilitating such co-operative action; after considering the reports of the Board, and of the Commission if available on the matter, the Council may draw the attention of the General Assembly to the matter.*

2. The Board, when calling the attention of the Parties, the Council and the Commission to a matter in accordance with paragraph 1 (d) above, may, if it is satisfied that such a course is necessary, recommend to Parties that they stop the import of drugs, the export of drugs, or both, from or to the country or territory concerned, either for a designated period or until the Board shall be satisfied as to the situation in that country or territory. The State concerned may bring the matter before the Council."

ARTICLE 7

New article 14 bis

The following new article shall be inserted after article 14 of the Single Convention:

"ARTICLE 14 BIS

Technical and Financial Assistance

In cases which it considers appropriate and either in addition or as an alternative to measures set forth in article 14, paragraphs 1 and 2, the Board, with the agreement of the Government concerned, may recommend to the competent United Nations organs and to the specialized agencies that technical or financial assistance, or both, be provided to the Government in support of its efforts to carry out its obligations under this Convention, including those set out or referred to in articles 2, 35, 38 and 38 bis."

ARTICLE 8

Amendment to article 16 of the Single Convention

Article 16 of the Single Convention shall be amended to read as follows:

Gouvernement et l'Organe. Le Gouvernement transmettra à l'Organe les résultats de l'étude et indiquera les mesures correctives qu'il juge nécessaire de prendre.

- d) Si l'Organe constate que le Gouvernement intéressé a manqué de donner des explications satisfaisantes lorsqu'il a été invité à le faire conformément à l'alinéa a) ci-dessus, ou a négligé d'adopter toute mesure corrective qu'il a été invité à prendre conformément à l'alinéa b) ci-dessus, *ou qu'il existe une situation grave exigeant des mesures de coopération internationale en vue d'y remédier*, il peut appeler l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur la question. *L'Organe agira ainsi si les buts de la présente Convention sont sérieusement compromis et s'il n'a pas été possible de résoudre autrement la question de façon satisfaisante. Il agira de la même manière s'il constate qu'il existe une situation grave qui requiert des mesures de coopération internationale, et s'il considère qu'en vue de remédier à cette situation, attirer l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission est le moyen le plus approprié de faciliter une telle coopération; après examen des rapports établis par l'Organe, et éventuellement par la Commission, le Conseil peut appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la question.*

2. Lorsqu'il appelle l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur une question conformément à l'alinéa d) du paragraphe 1 ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge une telle mesure nécessaire, recommander aux Parties d'arrêter l'importation de stupéfiants en provenance du pays intéressé, ou l'exportation de stupéfiants à destination de ce pays ou territoire, ou, à la fois, l'importation et l'exportation, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à ce que la situation dans ce pays ou territoire lui donne satisfaction. L'État intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil.»

ARTICLE 7

Nouvel article 14 bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 14 de la Convention unique:

«ARTICLE 14 BIS

Assistance technique et financière

Dans les cas où il le juge approprié, l'Organe, agissant en accord avec le Gouvernement intéressé, peut, soit parallèlement, soit aux lieu et place des mesures énoncées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 14, recommander aux organes compétents des Nations Unies et aux institutions spécialisées qu'une assistance technique ou financière, ou l'une et l'autre à la fois, soit fournie audit Gouvernement afin d'appuyer ses efforts pour s'acquitter de ses obligations découlant de la présente Convention, en particulier celles qui sont stipulées ou mentionnées aux articles 2, 35, 38 et 38 bis.»

ARTICLE 8

Amendement à l'article 16 de la Convention unique

L'article 16 de la Convention unique sera modifié comme suit:

"The secretariat services of the Commission and the Board shall be furnished by the Secretary-General. *In particular, the Secretary of the Board shall be appointed by the Secretary-General in consultation with the Board.*"

ARTICLE 9

Amendments to article 19, paragraphs 1, 2 and 5, of the Single Convention

Article 19, paragraphs 1, 2 and 5, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"1. The Parties shall furnish to the Board each year for each of their territories, in the manner and form prescribed by the Board, estimates on forms supplied by it in respect of the following matters:

- (a) Quantities of drugs to be consumed for medical and scientific purposes;
 - (b) Quantities of drugs to be utilized for the manufacture of other drugs, of preparations in Schedule III, and of substances not covered by this Convention;
 - (c) Stocks of drugs to be held as at 31 December of the year to which the estimates relate;
 - (d) Quantities of drugs necessary for addition to special stocks;
 - (e) *The area (in hectares) and the geographical location of land to be used for the cultivation of the opium poppy;*
 - (f) *Approximate quantity of opium to be produced;*
 - (g) *The number of industrial establishments which will manufacture synthetic drugs; and*
 - (h) *The quantities of synthetic drugs to be manufactured by each of the establishments referred to in the preceding sub-paragraph.*
2. (a) Subject to the deductions referred to in paragraph 3 of article 21, the total of the estimates for each territory and each drug *except opium and synthetic drugs* shall consist of the sum of the amounts specified under sub-paragraphs (a), (b) and (d) of paragraph 1 of this article, with the addition of any amount required to bring the actual stocks on hand at 31 December of the preceding year to the level estimated as provided in sub-paragraph (c) of paragraph 1.
- (b) *Subject to the deductions referred to in paragraph 3 of article 21 regarding imports and in paragraph 2 of article 21 bis, the total of the estimates for opium for each territory shall consist either of the sum of the amounts specified under sub-paragraphs (a), (b) and (d) of paragraph 1 of this article, with the addition of any amount required to bring the actual stocks on hand at 31 December of the preceding year to the level estimated as provided in sub-paragraph (c) of paragraph 1, or of the amount specified under sub-paragraph (f) of paragraph 1 of this article, whichever is higher.*
- (c) *Subject to the deductions referred to in paragraph 3 of article 21, the total of the estimates for each territory for each synthetic drug shall consist either of the sum of the amounts specified under sub-paragraphs (a), (b) and (d) of*

«Les services de secrétariat de la Commission et de l'Organe seront fournis par le Secrétaire général. Toutefois, le Secrétaire de l'Organe sera nommé par le Secrétaire général en consultation avec l'Organe.»

ARTICLE 9

Amendements à l'article 19, paragraphes 1, 2 et 5, de la Convention unique

L'article 19, paragraphes 1, 2 et 5, de la Convention unique sera modifié comme suit:

«1. Les Parties adresseront à l'Organe, chaque année et pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des évaluations ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe:

- a) Les quantités de stupéfiants qui seront consommées à des fins médicales et scientifiques;
 - b) Les quantités de stupéfiants qui seront utilisées pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du Tableau III et de substances non visées par la présente Convention;
 - c) Les quantités de stupéfiants qui seront en stock au 31 décembre de l'année à laquelle les évaluations se rapportent;
 - d) Les quantités de stupéfiants qu'il est nécessaire d'ajouter aux stocks spéciaux;
 - e) *La superficie (en hectares) et l'emplacement géographique des terres qui seront consacrées à la culture du pavot à opium;*
 - f) *La quantité approximative d'opium qui sera produite;*
 - g) *Le nombre des établissements industriels qui fabriqueront des stupéfiants synthétiques; et*
 - h) *Les quantités de stupéfiants synthétiques qui seront fabriqués par chacun des établissements mentionnés à l'alinéa précédent.*
2. a) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le total des évaluations pour chaque territoire et pour chaque stupéfiant *à l'exception de l'opium et des stupéfiants synthétiques* sera la somme des quantités spécifiées aux alinéas a), b) et d) du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1.
- b) *Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21 en ce qui concerne les importations et au paragraphe 2 de l'article 21 bis, le total des évaluations d'opium pour chaque territoire sera soit la somme des quantités spécifiées aux alinéas a), b) et d) du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1, soit la quantité spécifiée à l'alinéa f) du paragraphe 1 du présent article si elle est plus élevée que la première.*
- c) *Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le total des évaluations de chaque stupéfiant synthétique pour chaque territoire sera soit la*

paragraph 1 of this article, with the addition of any amount required to bring the actual stocks on hand at 31 December of the preceding year to the level estimated as provided in sub-paragraph (c) of paragraph 1, or of the sum of the amounts specified under sub-paragraph (h) of paragraph 1 of this article, whichever is higher.

- (d) *The estimates furnished under the preceding sub-paragraphs of this paragraph shall be appropriately modified to take into account any quantity seized and thereafter released for licit use as well as any quantity taken from special stocks for the requirements of the civilian population.*

5. Subject to the deductions referred to in paragraph 3 of article 21, *and account being taken where appropriate of the provisions of article 21 bis*, the estimates shall not be exceeded."

ARTICLE 10

Amendments to article 20 of the Single Convention

Article 20 of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"1. The Parties shall furnish to the Board for each of their territories, in the manner and form prescribed by the Board, statistical returns on forms supplied by it in respect of the following matters:

- (a) Production or manufacture of drugs;
 - (b) Utilization of drugs for the manufacture of other drugs, of preparations in Schedule III and of substances not covered by this Convention, and utilization of poppy straw for the manufacture of drugs;
 - (c) Consumption of drugs;
 - (d) Imports and exports of drugs and poppy straw;
 - (e) Seizures of drugs and disposal thereof;
 - (f) Stocks of drugs as at 31 December of the year to which the returns relate; *and*
 - (g) *Ascertainable area of cultivation of the opium poppy.*
2. (a) The statistical returns in respect of the matters referred to in paragraph 1, except sub-paragraph (d), shall be prepared annually and shall be furnished to the Board not later than 30 June following the year to which they relate.
- (b) The statistical returns in respect to the matters referred to in sub-paragraph (d) of paragraph 1 shall be prepared quarterly and shall be furnished to the Board within one month after the end of the quarter to which they relate.

3. The Parties are not required to furnish statistical returns respecting special stocks, but shall furnish separately returns respecting drugs imported into or procured within the country or territory for special purposes, as well as quantities of drugs withdrawn from special stocks to meet the requirements of the civilian population."

somme des quantités spécifiées aux alinéas a), b) et d) du paragraphe 1 du présent article, augmentée de la quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1, soit la somme des quantités spécifiées à l'alinéa h) du paragraphe 1 du présent article si elle est plus élevée que la première.

- d) *Les évaluations fournies en vertu des alinéas précédents du présent paragraphe seront modifiées selon qu'il conviendra, de manière à tenir compte de toute quantité saisie puis mise sur le marché licite, ainsi que de toute quantité prélevée sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.*

5. *Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, et compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 21 bis, les évaluations ne devront pas être dépassées.»*

ARTICLE 10

Amendements à l'article 20 de la Convention unique

L'article 20 de la Convention unique sera modifié comme suit:

«1. Les Parties adresseront à l'Organe, pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des statistiques ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe:

- a) Production ou fabrication de stupéfiants;
 - b) Utilisation de stupéfiants pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du Tableau III et de substances non visées par la présente Convention et utilisation de la paille de pavot pour la fabrication de stupéfiants;
 - c) Consommation de stupéfiants;
 - d) Importations et exportations de stupéfiants et de paille de pavot;
 - e) Saisies de stupéfiants et affectation des quantités saisies;
 - f) Stocks de stupéfiants au 31 décembre de l'année à laquelle les statistiques se rapportent; *et*
 - g) *Superficie déterminable des cultures de pavot à opium.*
2. a) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés au paragraphe 1, exception faite de l'alinéa d), seront établies annuellement et seront fournies à l'Organe au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle elles se rapportent;
- b) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés à l'alinéa d) du paragraphe 1 seront établies trimestriellement et seront fournies à l'Organe dans le délai d'un mois à compter de la fin du trimestre auquel elles se rapportent.

3. Les Parties ne sont pas tenues de fournir de statistiques ayant trait aux stocks spéciaux, mais elles fourniront séparément des statistiques ayant trait aux stupéfiants importés ou acquis dans le pays ou territoire pour les besoins spéciaux, ainsi qu'aux quantités de stupéfiants prélevés sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.»

ARTICLE 11

New article 21 bis

The following new article shall be inserted after article 21 of the Single Convention:

"ARTICLE 21 BIS

Limitation of Production of Opium

1. *The production of opium by any country or territory shall be organized and controlled in such manner as to ensure that, as far as possible, the quantity produced in any one year shall not exceed the estimate of opium to be produced as established under paragraph 1 (f) of article 19.*

2. *If the Board finds on the basis of information at its disposal in accordance with the provisions of this Convention that a Party which has submitted an estimate under paragraph 1 (f) of article 19 has not limited opium produced within its borders to licit purposes in accordance with relevant estimates and that a significant amount of opium produced, whether licitly or illicitly, within the borders of such a Party, has been introduced into the illicit traffic, it may, after studying the explanations of the Party concerned, which shall be submitted to it within one month after notification of the finding in question, decide to deduct all, or a portion, of such an amount from the quantity to be produced and from the total of the estimates as defined in paragraph 2 (b) of article 19 for the next year in which such a deduction can be technically accomplished, taking into account the season of the year and contractual commitments to export opium. This decision shall take effect ninety days after the Party concerned is notified thereof.*

3. *After notifying the Party concerned of the decision it has taken under paragraph 2 above with regard to a deduction, the Board shall consult with that Party in order to resolve the situation satisfactorily.*

4. *If the situation is not satisfactorily resolved, the Board may utilize the provisions of article 14 where appropriate.*

5. *In taking its decision with regard to a deduction under paragraph 2 above, the Board shall take into account not only all relevant circumstances including those giving rise to the illicit traffic problem referred to in paragraph 2 above, but also any relevant new control measures which may have been adopted by the Party."*

ARTICLE 12

Amendment to article 22 of the Single Convention

Article 22 of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"1. Whenever the prevailing conditions in the country or a territory of a Party render the prohibition of the cultivation of the opium poppy, the coca bush or the cannabis plant the most suitable measure, in its opinion, for protecting the public health and welfare and preventing the diversion of drugs into the illicit traffic, the Party concerned shall prohibit cultivation.

ARTICLE 11

Nouvel article 21 bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 21 de la Convention unique:

«ARTICLE 21 BIS

Limitation de la Production d'Opium

1. La production d'opium par un pays ou territoire quelconque sera organisée et contrôlée de telle manière que, dans la mesure du possible, la quantité produite au cours d'une année donnée ne soit pas supérieure à l'évaluation, établie conformément au paragraphe 1 f) de l'article 19, de la quantité d'opium qu'il est prévu de produire.

2. Si l'Organe constate, d'après les renseignements qui lui auront été fournis conformément aux dispositions de la présente Convention, qu'une Partie qui a fourni une évaluation conformément au paragraphe 1 f) de l'article 19 n'a pas limité l'opium produit à l'intérieur de ses frontières à des fins licites conformément aux évaluations pertinentes, et qu'une quantité importante d'opium produite, licitement ou illicitement, à l'intérieur des frontières de cette Partie, a été mise sur le marché illicite, l'Organe peut, après avoir examiné les explications de la Partie intéressée, qui doivent lui être présentées dans un délai d'un mois suivant la notification de ladite constatation, décider de déduire tout ou partie de ce montant de la quantité qui sera produite et du total des évaluations tel qu'il est défini au paragraphe 2 b) de l'article 19 pour la première année où une telle déduction sera techniquement applicable, compte tenu de l'époque de l'année et des engagements contractuels auxquels la Partie en cause aura souscrit en vue d'exporter de l'opium. Cette décision devra prendre effet 90 jours après que la Partie intéressée en aura reçu notification.

3. L'Organe, après avoir notifié à la Partie intéressée sa décision relative à une déduction prise conformément au paragraphe 2 ci-dessus, entrera en consultation avec elle afin d'apporter une solution satisfaisante à la situation.

4. Si la situation n'est pas résolue d'une manière satisfaisante, l'Organe peut, s'il y a lieu, appliquer les dispositions de l'article 14.

5. En prenant sa décision relative à la déduction prévue au paragraphe 2 ci-dessus, l'Organe tiendra compte non seulement de toutes les circonstances pertinentes, notamment celles qui donnent naissance au problème du trafic illicite visé au paragraphe 2 ci-dessus, mais aussi de toute nouvelle mesure appropriée de contrôle que la Partie a pu adopter.»

ARTICLE 12

Amendement à l'article 22 de la Convention unique

L'article 22 de la Convention unique sera modifié comme suit:

«1. Lorsque la situation dans le pays ou un territoire d'une Partie est telle que l'interdiction de la culture du pavot à opium, du cocaïer ou de la plante de cannabis est, à son avis, la mesure la plus appropriée pour protéger la santé publique, et empêcher que des stupéfiants ne soient détournés vers le trafic illicite, la Partie intéressée en interdira la culture.

2. *A Party prohibiting cultivation of the opium poppy or the cannabis plant shall take appropriate measures to seize any plants illicitly cultivated and to destroy them, except for small quantities required by the Party for scientific or research purposes.*"

ARTICLE 13

Amendment to article 35 of the Single Convention

Article 35 of the Single Convention shall be amended to read as follows:

"Having due regard to their constitutional, legal and administrative systems, the Parties shall:

- (a) Make arrangements at the national level for co-ordination of preventive and repressive action against the illicit traffic; to this end they may usefully designate an appropriate agency responsible for such co-ordination;
- (b) Assist each other in the campaign against the illicit traffic in narcotic drugs;
- (c) Co-operate closely with each other and with the competent international organizations of which they are members with a view to maintaining a co-ordinated campaign against the illicit traffic;
- (d) Ensure that international co-operation between the appropriate agencies be conducted in an expeditious manner;
- (e) Ensure that where legal papers are transmitted internationally for the purposes of a prosecution, the transmittal be effected in an expeditious manner to the bodies designated by the Parties; this requirement shall be without prejudice to the right of a Party to require that legal papers be sent to it through the diplomatic channel;
- (f) *Furnish, if they deem it appropriate, to the Board and the Commission through the Secretary-General, in addition to information required by article 18, information relating to illicit drug activity within their borders, including information on illicit cultivation, production, manufacture and use of, and on illicit trafficking in, drugs; and*
- (g) *Furnish the information referred to in the preceding paragraph as far as possible in such manner and by such dates as the Board may request; if requested by a Party, the Board may offer its advice to it in furnishing the information and in endeavouring to reduce the illicit drug activity within the borders of that Party.*"

ARTICLE 14

Amendments to article 36, paragraphs 1 and 2, of the Single Convention

Article 36, paragraphs 1 and 2, of the Single Convention shall be amended to read as follows:

- "1. (a) Subject to its constitutional limitations, each Party shall adopt such measures as will ensure that cultivation, production, manufacture, extraction, preparation, possession, offering, offering for sale, distribution, purchase, sale, delivery on any terms whatsoever, brokerage, dispatch, dispatch in transit, transport, importation and exportation of drugs contrary to the

2. *La Partie qui interdit la culture du pavot à opium ou de la plante de cannabis prendra les mesures appropriées pour saisir les plants cultivés illicitement et pour les détruire, sauf pour de petites quantités nécessaires pour la Partie aux fins de recherches scientifiques.»*

ARTICLE 13

Amendement à l'article 35 de la Convention unique

L'article 35 de la Convention unique sera modifié comme suit:

«Compte dûment tenu de leurs régimes constitutionnel, juridique et administratif, les Parties:

- a) Assureront sur le plan national une coordination de l'action préventive et répressive contre le trafic illicite; à cette fin, elles pourront utilement désigner un service approprié chargé de cette coordination;
- b) S'assisteront mutuellement dans la lutte contre le trafic illicite;
- c) Coopéreront étroitement entre elles et avec les organisations internationales compétentes dont elles sont membres afin de mener une lutte coordonnée contre le trafic illicite;
- d) Veilleront à ce que la coopération internationale des services appropriés soit effectuée par des voies rapides;
- e) S'assureront que, lorsque des pièces de justice sont transmises entre des pays pour la poursuite d'une action judiciaire, la transmission sera effectuée par des voies rapides à l'adresse des instances désignées par les Parties; cette disposition ne porte pas atteinte au droit des Parties de demander que les pièces de justice leur soient envoyées par la voie diplomatique.
- f) *Fourniront à l'Organe et à la Commission, si elles le jugent approprié, par l'intermédiaire du Secrétaire général, outre les renseignements requis en vertu de l'article 18, des renseignements ayant trait aux activités illicites constatées à l'intérieur de leurs frontières et relatives notamment à la culture, à la production, à la fabrication, à l'usage et au trafic illicites des stupéfiants; et*
- g) *Fourniront les renseignements visés au paragraphe précédent, dans toute la mesure du possible de la manière et aux dates que l'Organe fixera; de son côté, à la demande d'une Partie, l'Organe pourra l'aider à fournir ces renseignements et soutenir ses efforts en vue de réduire les activités illicites en matière de stupéfiants à l'intérieur des frontières de ceux-ci.»*

ARTICLE 14

Amendements à l'article 36, paragraphes 1 et 2, de la Convention unique

L'article 36, paragraphes 1 et 2, de la Convention unique sera modifié comme suit:

- «1. a) Sous réserve de ses dispositions constitutionnelles, chaque Partie adoptera les mesures nécessaires pour que la culture et la production, la fabrication, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la livraison, à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation de stupéfiants non conformes aux dispositions de la présente

provisions of this Convention, and any other action which in the opinion of such Party may be contrary to the provisions of this Convention, shall be punishable offences when committed intentionally, and that serious offences shall be liable to adequate punishment particularly by imprisonment or other penalties of deprivation of liberty.

- (b) *Notwithstanding the preceding sub-paragraph, when abusers of drugs have committed such offences, the Parties may provide, either as an alternative to conviction or punishment or in addition to conviction or punishment, that such abusers shall undergo measures of treatment, education, after-care, rehabilitation and social reintegration in conformity with paragraph 1 of article 38.*

2. Subject to the constitutional limitations of a Party, its legal system and domestic law,

- (a) (i) Each of the offences enumerated in paragraph 1, if committed in different countries, shall be considered as a distinct offence;
- (ii) Intentional participation in, conspiracy to commit and attempts to commit, any of such offences, and preparatory acts and financial operations in connexion with the offences referred to in this article, shall be punishable offences as provided in paragraph 1;
- (iii) Foreign convictions for such offences shall be taken into account for the purpose of establishing recidivism; and
- (iv) Serious offences heretofore referred to committed either by nationals or by foreigners shall be prosecuted by the Party in whose territory the offence was committed, or by the Party in whose territory the offender is found if extradition is not acceptable in conformity with the law of the Party to which application is made, and if such offender has not already been prosecuted and judgement given.
- (b) (i) *Each of the offences enumerated in paragraphs 1 and 2 (a) (ii) of this article shall be deemed to be included as an extraditable offence in any extradition treaty existing between Parties. Parties undertake to include such offences as extraditable offences in every extradition treaty to be concluded between them.*
- (ii) *If a Party which makes extradition conditional on the existence of a treaty receives a request for extradition from another Party with which it has no extradition treaty, it may at its option consider this Convention as the legal basis for extradition in respect of the offences enumerated in paragraphs 1 and 2 (a) (ii) of this article. Extradition shall be subject to the other conditions provided by the law of the requested Party.*
- (iii) *Parties which do not make extradition conditional on the existence of a treaty shall recognize the offences enumerated in paragraphs 1 and 2 (a) (ii) of this article as extraditable offences between themselves, subject to the conditions provided by the law of the requested Party.*
- (iv) Extradition shall be granted in conformity with the law of the Party to which application is made, and *notwithstanding sub-paragraphs (b)(i), (ii) and (iii) of this paragraph*, the Party shall have the right to refuse to

Convention, ou tout autre acte qui, de l'avis de ladite Partie, serait contraire aux dispositions de la présente Convention, constituent des infractions punissables lorsqu'elles sont commises intentionnellement et pour que les infractions graves soient passibles d'un châtement adéquat, notamment de peines de prison ou d'autres peines privatives de liberté.

- b) *Nonobstant les dispositions énoncées à l'alinéa précédent, lorsque des personnes utilisant de façon abusive des stupéfiants auront commis ces infractions, les Parties pourront, au lieu de les condamner ou de prononcer une sanction pénale à leur encontre, ou comme complément de la condamnation ou de la sanction pénale, soumettre ces personnes à des mesures de traitement, d'éducation, de post-cure, de réadaptation et de réintégration sociale conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 38.*

2. Sous réserve des dispositions constitutionnelles de chaque Partie, de son système juridique et de sa législation nationale,

- a) i) Chacune des infractions énumérées au paragraphe 1 sera considérée comme une infraction distincte, si elles sont commises dans des pays différents;
- ii) La participation intentionnelle à l'une quelconque desdites infractions, l'association ou l'entente en vue de la commettre ou la tentative de la commettre, ainsi que les actes préparatoires et les opérations financières intentionnellement accomplis, relatifs aux infractions dont il est question dans cet article, constitueront des infractions passibles des peines prévues au paragraphe 1;
- iii) Les condamnations prononcées à l'étranger pour ces infractions seront prises en considération aux fins d'établissement de la récidive; et
- iv) Les infractions graves précitées, qu'elles soient commises par des nationaux ou des étrangers, seront poursuivies par la Partie sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise ou par la Partie sur le territoire de laquelle le délinquant se trouvera si son extradition n'est pas acceptable conformément à la législation de la Partie à laquelle la demande est adressée, et si ledit délinquant n'a pas été déjà poursuivi et jugé.
- b) i) *Chacune des infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2,a),ii) du présent article est de plein droit comprise comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre les Parties. Les Parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre elles.*
- ii) *Si une Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisie d'une demande d'extradition par une autre Partie avec laquelle elle n'est pas liée par un traité d'extradition, elle a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2,a),ii) du présent article. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de la Partie requise.*
- iii) *Les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2,a),ii) du présent article comme cas d'extradition entre elles dans les conditions prévues par le droit de la Partie requise.*

grant the extradition in cases where the competent authorities consider that the offence is not sufficiently serious."

ARTICLE 15

Amendments to article 38 of the Single Convention and its title

Article 38 of the Single Convention and its title shall be amended to read as follows:

"Measures against the Abuse of Drugs

1. The Parties shall give special attention to *and take all practicable measures for the prevention of abuse of drugs and for the early identification, treatment, education, after-care, rehabilitation and social reintegration of the persons involved and shall co-ordinate their efforts to these ends.*

2. *The Parties shall as far as possible promote the training of personnel in the treatment, after-care, rehabilitation and social reintegration of abusers of drugs.*

3. *The Parties shall take all practicable measures to assist persons whose work so requires to gain an understanding of the problems of abuse of drugs and of its prevention, and shall also promote such understanding among the general public if there is a risk that abuse of drugs will become widespread."*

ARTICLE 16

New article 38 bis

The following new article shall be inserted after article 38 of the Single Convention.

"ARTICLE 38 BIS

Agreements on Regional Centres

If a Party considers it desirable as part of its action against the illicit traffic in drugs, having due regard to its constitutional, legal and administrative systems, and, if it so desires, with the technical advice of the Board or the specialized agencies, it shall promote the establishment, in consultation with other interested Parties in the region, of agreements which contemplate the development of regional centres for scientific research and education to combat the problems resulting from the illicit use of and traffic in drugs."

ARTICLE 17

Languages of the Protocol and procedure for signature, ratification and accession

1. This Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be open for signature until 31 December 1972 on behalf of any Party or signatory to the Single Convention.

- iv) L'extradition sera accordée conformément à la législation de la Partie à qui la demande d'extradition est adressée et, *sans préjudice des dispositions des alinéas b), i), ii) et iii) du présent paragraphe*, ladite Partie aura le droit de refuser d'accorder l'extradition si les autorités compétentes considèrent que l'infraction n'est pas suffisamment grave.»

ARTICLE 15

Amendement à l'article 38 de la Convention unique et à son titre

L'article 38 de la Convention unique et son titre seront modifiés comme suit:

«Mesures contre l'Abus des Stupéfiants

1. *Les Parties envisageront avec une attention particulière l'abus des stupéfiants et prendront toutes les mesures possibles pour le prévenir et pour assurer le prompt dépistage, le traitement, l'éducation, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes intéressées; elles coordonneront leurs efforts à ces fins.*
2. *Les Parties favoriseront, autant que possible, la formation d'un personnel pour assurer le traitement, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes qui abusent de stupéfiants.*
3. *Les Parties prendront toutes les mesures possibles pour aider les personnes qui en ont besoin dans l'exercice de leur profession à acquérir la connaissance des problèmes posés par l'abus des stupéfiants et par sa prévention, et elles développeront aussi cette connaissance dans le grand public s'il y a lieu de craindre que l'abus de ces stupéfiants ne se répande très largement.»*

ARTICLE 16

Nouvel article 38 bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 38 de la Convention unique:

«ARTICLE 38 BIS

Accords prévoyant la Création de Centres Régionaux

Si une Partie l'estime souhaitable, dans la lutte qu'elle mène contre le trafic illicite des stupéfiants, et compte tenu de son régime constitutionnel, juridique et administratif, elle s'efforcera, en sollicitant si elle le désire les avis techniques de l'Organe ou des institutions spécialisées, de faire établir, en consultation avec les autres Parties intéressées de la région, des accords prévoyant la création de centres régionaux de recherche scientifique et d'éducation en vue de résoudre les problèmes découlant de l'usage et du trafic illicites des stupéfiants.»

ARTICLE 17

Langues du Protocole et procédure de signature, de ratification et d'adhésion

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera ouvert jusqu'au 31 décembre 1972 à la signature de toutes les Parties à la Convention unique ou à tous ses signataires.

2. This Protocol is subject to ratification by States which have signed it and have ratified or acceded to the Single Convention. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General.

3. This Protocol shall be open after 31 December 1972 for accession by any Party to the Single Convention which has not signed this Protocol. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General.

ARTICLE 18

Entry into force

1. This Protocol, together with the amendments which it contains, shall come into force on the thirtieth day following the date on which the fortieth instrument of ratification or accession is deposited in accordance with article 17.

2. In respect of any other State depositing an instrument of ratification or accession after the date of deposit of the said fortieth instrument, this Protocol shall come into force on the thirtieth day after the deposit by that State of its instrument of ratification or accession.

ARTICLE 19

Effect of entry into force

Any State which becomes a Party to the Single Convention after the entry into force of this Protocol pursuant to paragraph 1 of article 18 above shall, failing an expression of a different intention by that State:

- (a) be considered as a Party to the Single Convention as amended; and
- (b) be considered as a Party to the unamended Single Convention in relation to any Party to that Convention not bound by this Protocol.

ARTICLE 20

Transitional provisions

1. The functions of the International Narcotics Control Board provided for in the amendments contained in this Protocol shall, as from the date of the coming into force of this Protocol pursuant to paragraph 1 of article 18 above, be performed by the Board as constituted by the unamended Single Convention.

2. The Economic and Social Council shall fix the date on which the Board as constituted under the amendments contained in this Protocol shall enter upon its duties. As from that date the Board as so constituted shall, with respect to those Parties to the unamended Single Convention and to those Parties to the treaties enumerated in article 44 thereof which are not Parties to this Protocol, undertake the functions of the Board as constituted under the unamended Single Convention.

3. Of the members elected at the first election after the increase in the membership of the Board from eleven to thirteen members the terms of six members shall expire at the end of three years and the terms of the other seven members shall expire at the end of five years.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification des États qui l'ont signé et qui ont ratifié ou adhéré à la Convention unique. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général.

3. Le présent Protocole sera ouvert après le 31 décembre 1972 à l'adhésion des Parties à la Convention unique qui n'auront pas signé le Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 18

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole et les amendements qu'il contient entreront en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le quarantième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé conformément à l'article 17.

2. Pour tout autre État déposant un instrument de ratification ou d'adhésion après la date de dépôt dudit quarantième instrument, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 19

Effet de l'entrée en vigueur

Tout État qui devient Partie à la Convention unique après l'entrée en vigueur du présent Protocole conformément au paragraphe 1 de l'article 18 ci-dessus est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant

- a) Partie à la Convention unique telle qu'elle est amendée; et
- b) Partie à la Convention unique non amendée au regard de toute Partie à cette Convention qui n'est pas liée par le présent Protocole.

ARTICLE 20

Dispositions transitoires

1. Les fonctions de l'Organe international de contrôle des stupéfiants prévues par les amendements contenus dans le présent Protocole seront, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole (paragraphe 1, article 18) exercées par l'Organe tel qu'il est constitué par la Convention unique non amendée.

2. Le Conseil économique et social fixera la date à laquelle l'Organe tel qu'il sera constitué en vertu des amendements contenus dans le présent Protocole entrera en fonctions. A cette date, l'Organe ainsi constitué assumera, à l'égard des Parties à la Convention unique non amendée et des Parties aux traités énumérés à l'article 44 de ladite Convention qui ne sont pas Parties au présent Protocole, les fonctions de l'Organe tel qu'il est constitué en vertu de la Convention unique non amendée.

3. En ce qui concerne les membres nommés aux premières élections qui suivront l'augmentation du nombre des membres de l'Organe, qui passera de 11 à 13, les fonctions de cinq membres prendront fin au bout de trois ans, et celles des sept autres membres prendront fin à l'expiration des cinq ans.

4. The members of the Board whose terms are to expire at the end of the above mentioned initial period of three years shall be chosen by lot to be drawn by the Secretary-General immediately after the first election has been completed.

ARTICLE 21

Reservations

1. Any State may, at the time of signature or ratification of or accession to this Protocol, make a reservation in respect of any amendment contained herein other than the amendments to article 2, paragraphs 6 and 7 (article 1 of this Protocol), article 9, paragraphs 1, 4 and 5 (article 2 of this Protocol), article 10, paragraphs 1 and 4 (article 3 of this Protocol), article 11 (article 4 of this Protocol), article 14 *bis* (article 7 of this Protocol), article 16 (article 8 of this Protocol), article 22 (article 12 of this Protocol), article 35 (article 13 of this Protocol), article 36, paragraph 1 (b) (article 14 of this Protocol), article 38 (article 15 of this Protocol) and article 38 *bis* (article 16 of this Protocol).

2. A State which has made reservations may at any time by notification in writing withdraw all or part of its reservations.

ARTICLE 22

The Secretary-General shall transmit certified true copies of this Protocol to all the Parties and signatories to the Single Convention. When this Protocol has entered into force pursuant to paragraph 1 of article 18 above, the Secretary-General shall prepare a text of the Single Convention as amended by this Protocol, and shall transmit certified true copies of it to all States Parties or entitled to become Parties to the Convention as amended.

DONE at Geneva, this twenty-fifth day of March one thousand nine hundred and seventy-two, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized, have signed this Protocol on behalf of their respective Governments:

4. Les membres de l'Organe dont les fonctions prendront fin au terme de la période initiale de trois ans mentionnée ci-dessus seront désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire général immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

ARTICLE 21

Réserves

1. Tout État peut, au moment où il signe le présent Protocole, le ratifie ou y adhère, faire une réserve sur tout amendement qu'il contient autre que les amendements à l'article 2, paragraphes 6 et 7 (article 1 du présent Protocole), à l'article 9, paragraphes 1, 4 et 5 (article 2 du présent Protocole), à l'article 10, paragraphes 1 et 4 (article 3 du présent Protocole), à l'article 11 (article 4 du présent Protocole), à l'article 14 *bis* (article 7 du présent Protocole), à l'article 16 (article 8 du présent Protocole), à l'article 22 (article 12 du présent Protocole), à l'article 35 (article 13 du présent Protocole), à l'article 36, paragraphe 1, alinéa b) (article 14 du présent Protocole), à l'article 38 (article 15 du présent Protocole) et à l'article 38 *bis* (article 16 du présent Protocole).

2. L'État qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite retirer tout ou partie de ses réserves.

ARTICLE 22

Le Secrétaire général transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à toutes les Parties à la Convention unique et à tous ses signataires. Lorsque le présent Protocole entrera en vigueur conformément au paragraphe 1 de l'article 18 ci-dessus, le Secrétaire général établira le texte de la Convention unique telle qu'elle est modifiée par le présent Protocole et en transmettra la copie certifiée conforme à tous les États Parties ou habilités à devenir Parties à la Convention sous sa forme modifiée.

FAIT à Genève le 25 mars mil neuf cent soixante-douze, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole au nom de leurs Gouvernements respectifs.

©Minister of Supply and Services Canada 1981

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981

Available in Canada through

En vente au Canada par l'entremise de nos

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

agents libraires agréés
et autres librairies

or by mail from

ou par la poste au:

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E 3-1976/48
ISBN 0-660-50928-8

Canada: \$2.00
Other countries: \$2.40

N° de catalogue E 3-1976/48
ISBN 0-660-50928-8

Canada: \$2.00
à l'étranger: \$2.40

Price subject to change without notice.

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CANADA. DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS

TREATY SERIES

1976 No. 49

RECUEIL DES TRAITÉS

CUSTOMS

Customs Convention on Containers, 1972

Done at Geneva, December 2, 1972

Entered into force December 6, 1975

Canada's Instrument of Ratification deposited
December 10, 1975

Entered into force for Canada June 10, 1976

DOUANE

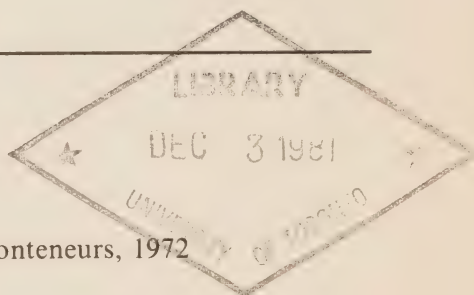
Convention Douanière relative aux conteneurs, 1972

Fait à Genève, le 2 décembre 1972

Entrée en vigueur le 6 décembre 1975

L'Instrument de ratification du Canada déposé
le 10 décembre 1975

Entrée en vigueur pour le Canada le 10 juin 1976





CANADA

TREATY SERIES

1976 No. 49

RECUEIL DES TRAITÉS

CUSTOMS

Customs Convention on Containers, 1972

Done at Geneva, December 2, 1972

Entered into force December 6, 1975

Canada's Instrument of Ratification deposited
December 10, 1975

Entered into force for Canada June 10, 1976

DOUANE

Convention Douanière relative aux conteneurs, 1972

Fait à Genève, le 2 décembre 1972

Entrée en vigueur le 6 décembre 1975

L'Instrument de ratification du Canada déposé
le 10 décembre 1975

Entrée en vigueur pour le Canada le 10 juin 1976

CUSTOMS CONVENTION ON CONTAINERS, 1972

Preamble

THE CONTRACTING PARTIES,

DESIRING to develop and facilitate international carriage by container,

HAVE AGREED as follows:

Chapter I

GENERAL

ARTICLE I

For the purpose of the present Convention:

- (a) the term "import duties and taxes" shall mean Customs duties and all other duties, taxes, fees and other charges which are collected on, or in connexion with, the importation of goods, but not including fees and charges limited in amount to the approximate cost of services rendered;
- (b) the term "temporary admission" shall mean temporary importation, subject to re-exportation, free of import duties and taxes and free of import prohibitions and restrictions;
- (c) the term "container" shall mean an article of transport equipment (lift-van, movable tank or other similar structure):
 - (i) fully or partially enclosed to constitute a compartment intended for containing goods;
 - (ii) of a permanent character and accordingly strong enough to be suitable for repeated use;
 - (iii) specially designed to facilitate the carriage of goods, by one or more modes of transport, without intermediate reloading;
 - (iv) designed for ready handling, particularly when being transferred from one mode of transport to another;
 - (v) designed to be easy to fill and to empty; and
 - (vi) having an internal volume of one cubic metre or more;

the term "container" shall include the accessories and equipment of the container, appropriate for the type concerned, provided that such accessories and equipment are carried with the container. The term "container" shall not include vehicles, accessories or spare parts of vehicles, or packaging;

CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE AUX CONTENEURS, 1972

Préambule

LES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIREUSES de développer et de faciliter les transports internationaux par conteneurs,

SONT CONVENUES de ce qui suit:

Chapitre premier

GÉNÉRALITÉS

ARTICLE PREMIER

Aux fins de la présente Convention, on entend:

- a) par «droits et taxes à l'importation», les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation de marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;
- b) par «admission temporaire», l'importation temporaire en franchise des droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;
- c) par «conteneur», un engin de transport (cadre, citerne amovible ou autre engin analogue):
 - i) constituant un compartiment, totalement ou partiellement clos, destiné à contenir les marchandises;
 - ii) ayant un caractère permanent et étant de ce fait suffisamment résistant pour permettre son usage répété;
 - iii) spécialement conçu pour faciliter le transport de marchandises, sans rupture de charge, par un ou plusieurs modes de transport;
 - iv) conçu de manière à être aisément manipulé, notamment lors de son transbordement d'un mode de transport à un autre;
 - v) conçu de façon à être facile à remplir et à vider; et
 - vi) d'un volume intérieur d'au moins un mètre cube;

le terme «conteneur» comprend les accessoires et équipements du conteneur selon sa catégorie, à condition qu'ils soient transportés avec le conteneur. Le terme «conteneur» ne comprend pas les véhicules, les accessoires ou pièces détachées des véhicules, ni les emballages;

- (d) the term "internal traffic" shall mean the carriage of goods loaded in the territory of a State for unloading at a place within the territory of the same State;
- (e) the term "person" shall mean both natural and legal persons;
- (f) the term "operator" of a container shall mean the person who, whether or not its owner, has effective control of its use.

ARTICLE 2

In order to benefit from the facilities provided for in the present Convention, containers shall be marked in the manner prescribed in Annex 1.

Chapter II

TEMPORARY ADMISSION

(a) *Temporary admission facilities*

ARTICLE 3

1. Subject to the conditions laid down in articles 4 to 9, each Contracting Party shall grant temporary admission to containers, whether loaded with goods or not.

2. Each Contracting Party reserves the right not to grant temporary admission to containers which have been the subject of purchase, hire-purchase, lease or a contract of a similar nature, concluded by a person resident or established in its territory.

ARTICLE 4

1. Containers granted temporary admission shall be re-exported within three months from the date of importation. However, this period may be extended by the competent Customs authorities.

2. Containers granted temporary admission may be re-exported through any competent Customs office, even if that office is different from the one of temporary admission.

ARTICLE 5

1. Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down in article 4, paragraph 1, seriously damaged containers shall not be required to be re-exported provided that, in conformity with the regulations of the country concerned and as the Customs authorities of that country may authorize, the containers are:

- (a) subjected to the import duties and taxes to which they are liable at the time when, and in the condition in which, they are presented; or
- (b) abandoned, free of all expense, to the competent authorities of that country;
or

- d) par «trafic interne», le transport des marchandises chargées à l'intérieur du territoire d'un État pour être déchargées à l'intérieur du territoire du même État;
- e) par «personne», à la fois les personnes physiques et les personnes morales;
- f) par «exploitant» d'un conteneur, la personne qui, propriétaire ou non de ce conteneur, en contrôle effectivement l'utilisation.

ARTICLE 2

Pour bénéficier des facilités prévues par la présente Convention, les conteneurs devront être revêtus de marques dans les conditions définies à l'Annexe 1.

Chapitre II

ADMISSION TEMPORAIRE

a) *Facilités d'admission temporaire*

ARTICLE 3

1. Chacune des Parties Contractantes accordera l'admission temporaire, dans les conditions prévues aux articles 4 à 9, aux conteneurs, qu'ils soient chargés ou non de marchandises.

2. Chacune des Parties Contractantes se réserve le droit de ne pas accorder l'admission temporaire aux conteneurs qui ont fait l'objet d'un achat, d'une location-vente ou d'un contrat similaire, conclu par une personne domiciliée ou établie sur son territoire.

ARTICLE 4

1. La réexportation des conteneurs placés en admission temporaire aura lieu dans les trois mois qui suivront la date de l'importation. Toutefois, cette période pourra être prolongée par les autorités douanières compétentes.

2. La réexportation des conteneurs placés en admission temporaire pourra s'effectuer par tout bureau de douane compétent même si ce bureau est différent du bureau d'admission temporaire.

ARTICLE 5

1. Nonobstant l'obligation de réexportation prescrite au paragraphe 1 de l'article 4, la réexportation des conteneurs gravement endommagés ne sera pas exigée, pourvu qu'ils soient, conformément à la réglementation du pays intéressé et selon ce que les autorités douanières de ce pays permettent: ou

- a) soumis aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ils sont présentés; ou
- b) abandonnés francs de tous frais aux autorités compétentes de ce pays; ou

- (c) destroyed, under official supervision, at the expense of the parties concerned, any parts or materials salvaged being subjected to the import duties and taxes to which they are liable at the time when, and in the condition in which, they are presented.

2. If, as a result of a seizure, a container granted temporary admission cannot be re-exported, the requirement of re-exportation laid down in article 4, paragraph 1, shall be suspended for the duration of the seizure.

(b) Temporary admission procedures

ARTICLE 6

Without prejudice to the provisions of articles 7 and 8, containers temporarily imported under the terms of the present Convention shall be granted temporary admission without the production of Customs documents being required on their importation and re-exportation and without the furnishing of a form of security.

ARTICLE 7

Each Contracting Party may require that the temporary admission of containers be subject to compliance with all, or part of, the provisions of the procedure for temporary admission of containers, set out in Annex 2.

ARTICLE 8

Each Contracting Party shall retain the right, when the provisions of article 6 cannot be applied, to require the furnishing of a form of security and/or the production of Customs documents on the importation or re-exportation of the container.

(c) Conditions of use of containers granted temporary admission

ARTICLE 9

1. Contracting Parties shall permit containers granted temporary admission under the terms of the present Convention to be used for the carriage of goods in internal traffic, in which case each Contracting Party shall be entitled to impose one or more of the conditions set out in Annex 3.

2. The facility provided for in paragraph 1 shall be granted without prejudice to the regulations in force in the territory of each Contracting Party regarding vehicles either drawing or carrying containers.

(d) Special cases

ARTICLE 10

1. Temporary admission shall be granted to component parts intended for the repair of temporarily admitted containers.

c) détruits, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés, les déchets et les pièces récupérés étant soumis aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ils sont présentés.

2. Lorsqu'un conteneur placé en admission temporaire ne pourra être réexporté par suite d'une saisie, l'obligation de réexportation prévue au paragraphe 1 de l'article 4 sera suspendue pendant la durée de la saisie.

b) *Procédure d'admission temporaire*

ARTICLE 6

Sans préjudice des dispositions des articles 7 et 8, les conteneurs importés temporairement dans les conditions définies par la présente Convention seront placés en admission temporaire sans qu'il soit exigé de documents douaniers lors de leur importation et de leur réexportation et sans constitution de garantie.

ARTICLE 7

Chacune des Parties Contractantes pourra subordonner l'admission temporaire des conteneurs à l'accomplissement de tout ou partie des dispositions de la procédure d'admission temporaire décrite à l'Annexe 2.

ARTICLE 8

Chacune des Parties Contractantes conservera le droit, dans le cas où les dispositions de l'article 6 ne pourraient être appliquées, d'exiger qu'il soit fourni une certaine garantie et/ou produit des documents douaniers concernant l'importation et la réexportation du conteneur.

c) *Conditions d'utilisation des conteneurs placés en admission temporaire*

ARTICLE 9

1. Les Parties Contractantes permettront l'utilisation des conteneurs placés en admission temporaire conformément aux dispositions de la présente Convention pour le transport de marchandises en trafic interne, auquel cas chaque Partie Contractante aura la faculté d'imposer tout ou partie des conditions énoncées à l'Annexe 3.

2. La facilité prévue au paragraphe 1 sera accordée sans préjudice de la réglementation en vigueur sur le territoire de chaque Partie Contractante en ce qui concerne les véhicules tracteurs ou porteurs de conteneurs.

d) *Cas particuliers*

ARTICLE 10

1. L'admission temporaire sera accordée aux pièces détachées destinées à la réparation des conteneurs admis temporairement.

2. Replaced parts not re-exported shall, in conformity with the regulations of the country concerned and as the Customs authorities of that country may authorize, be:

- (a) subjected to the import duties and taxes to which they are liable at the time when, and in the condition in which they are presented; or
- (b) abandoned, free of all expense, to the competent authorities of that country; or
- (c) destroyed, under official supervision, at the expense of the parties concerned.

3. The provisions of articles 6, 7 and 8 shall be applicable *mutatis mutandis* to temporary admission of component parts, referred to in paragraph 1.

ARTICLE 11

1. The Contracting Parties agree to grant temporary admission to accessories and equipment of temporarily admitted containers, which are either imported with a container to be re-exported separately or with another container, or imported separately to be re-exported with a container.

2. The provisions of article 3, paragraph 2, and articles 4, 5, 6, 7 and 8 shall be applicable *mutatis mutandis* to the temporary admission of accessories and equipment of containers, referred to in paragraph 1. Such accessories and equipment may be used in internal traffic under the terms of article 9, paragraph 1, when carried with a container covered by the provisions of the said paragraph.

Chapter III

APPROVAL OF CONTAINERS FOR TRANSPORT UNDER CUSTOMS SEAL

ARTICLE 12

1. To qualify for approval for transport of goods under Customs seal, containers shall comply with the provisions of the Regulations set out in Annex 4.

2. Approval shall be granted under one of the procedures laid down in Annex 5.

3. Containers approved by a Contracting Party for the transport of goods under Customs seal shall be accepted by the other Contracting Parties for any system of international carriage involving such sealing.

4. Each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize the validity of the approval of containers which are found not to meet the conditions set forth in Annex 4. Nevertheless, Contracting Parties shall avoid delaying traffic when the defects found are of minor importance and do not involve any risk of smuggling.

2. Les pièces remplacées non réexportées seront, conformément à la réglementation du pays intéressé et selon ce que les autorités douanières de ce pays permettent: ou

- a) soumises aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel les pièces sont présentées; ou
- b) abandonnées franches de tous frais aux autorités compétentes de ce pays; ou
- c) détruites, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés.

3. Les dispositions des articles 6, 7 et 8 seront applicables, *mutatis mutandis*, à l'admission temporaire de pièces détachées, visée au paragraphe 1.

ARTICLE 11

1. Les Parties Contractantes conviennent d'accorder l'admission temporaire aux accessoires et équipements de conteneurs admis temporairement qui sont soit importés avec un conteneur pour être réexportés isolément ou avec un autre conteneur, soit isolément pour être réexportés avec un conteneur.

2. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 et des articles 4, 5, 6, 7 et 8 seront applicables, *mutatis mutandis*, à l'admission temporaire des accessoires et équipements de conteneurs visée au paragraphe 1. Ces accessoires et équipements peuvent être utilisés pour le trafic interne, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, lorsqu'ils sont transportés avec un conteneur qui bénéficie des dispositions de ce même paragraphe.

Chapitre III

AGRÉMENT DES CONTENEURS POUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES SOUS SCELLEMENT DOUANIER

ARTICLE 12

1. Pour bénéficier de l'agrément pour le transport sous scellement douanier, les conteneurs devront satisfaire aux dispositions du Règlement qui figure à l'Annexe 4.

2. L'agrément sera accordé selon une des procédures prévues à l'Annexe 5.

3. Les conteneurs qui sont agréés par une Partie Contractante pour le transport sous scellement douanier seront admis par les autres Parties Contractantes sous tout régime de transport international impliquant ce scellement.

4. Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser de reconnaître la validité de l'agrément des conteneurs qui ne satisfont pas aux conditions prévues à l'Annexe 4. Toutefois, les Parties Contractantes éviteront de retarder le transport lorsque les déficiences constatées sont d'importance mineure et ne créent aucun risque de fraude.

5. Before it is used again for the transport of goods under Customs seal, any container, the approval of which is no longer recognized, shall be either restored to the condition which had justified its approval or presented for reapproval.

6. Where a defect appears to have existed when the container was approved, the competent authority responsible for that approval shall be informed.

7. If it is found that containers approved for the transport of goods under Customs seal in accordance with the procedures described in Annex 5, paragraph 1(a) and (b), do not in fact comply with the technical conditions of Annex 4, the authority which granted the approval shall take such steps as are necessary to bring the containers up to the required technical condition or to withdraw the approval.

Chapter IV

EXPLANATORY NOTES

ARTICLE 13

The explanatory notes set out in Annex 6 interpret some provisions of the present Convention and its Annexes.

Chapter V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 14

The present Convention shall not prevent the application of greater facilities which Contracting Parties grant or may wish to grant either by unilateral provisions or in virtue of bilateral or multilateral agreements provided that such facilities do not impede the application of the provisions of the present Convention.

ARTICLE 15

Any contravention of the provisions of the present Convention, and any substitution, false declaration, or act having the effect of causing a person or an article improperly to benefit from the provisions of the present Convention, may render the offender liable, in the country where the offence was committed, to the penalties prescribed by the laws of that country.

ARTICLE 16

The Contracting Parties shall communicate to one another, on request, the information necessary for implementing the provisions of the present Convention, and more particularly information relating to the approval of containers and to the technical characteristics of their design.

ARTICLE 17

The Annexes to the present Convention and the Protocol of Signature form an integral part of the Convention.

5. Avant d'être réutilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, le conteneur dont l'agrément n'est plus reconnu devra, soit être remis en l'état qui avait justifié son agrément, soit faire l'objet d'un nouvel agrément.

6. Lorsqu'il apparaît qu'une déficience existait au moment où le conteneur a été agréé, l'autorité compétente responsable de l'agrément doit en être informée.

7. S'il est constaté que des conteneurs agréés pour le transport de marchandises sous scellement douanier conformément aux procédures visées au paragraphe 1 a) et b) de l'Annexe 5 ne satisfont pas aux prescriptions techniques visées à l'Annexe 4, l'autorité qui a donné l'agrément prendra toutes les mesures nécessaires pour que soit assurée la conformité des conteneurs à ces prescriptions techniques, ou pour retirer l'agrément.

Chapitre IV

NOTES EXPLICATIVES

ARTICLE 13

Les notes explicatives figurant à l'Annexe 6 donnent l'interprétation de certaines dispositions de la présente Convention et de ses Annexes.

Chapitre V

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application des facilités plus grandes que les Parties Contractantes accordent ou voudraient accorder, soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux sous réserve que les facilités ainsi accordées n'entravent pas l'application des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 15

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration, ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des dispositions de la présente Convention, exposera le contrevenant, dans le pays où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de ce pays.

ARTICLE 16

Les Parties Contractantes se communiqueront mutuellement, sur demande, les informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention, notamment celles relatives à l'agrément des conteneurs, ainsi qu'aux caractéristiques techniques de leur construction.

ARTICLE 17

Les Annexes à la présente Convention et le Protocole de signature font partie intégrante de la Convention.

Chapter VI

FINAL CLAUSES

ARTICLE 18

Signature, ratification, acceptance, approval and accession

1. The present Convention shall be open for signature until 15 January 1973 at the Office of the United Nations at Geneva and subsequently from 1 February 1973 until 31 December 1973 inclusive at the Headquarters of the United Nations at New York by all States Members of the United Nations or of any of the specialized agencies or of the International Atomic Energy Agency or parties to the Statute of the International Court of Justice, and by any other State invited by the General Assembly of the United Nations to become a Party to the present Convention.

2. The present Convention is subject to ratification, acceptance or approval by States which have signed it.

3. The present Convention shall remain open for accession by any State referred to in paragraph 1.

4. Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

ARTICLE 19

Entry into force

1. The present Convention shall enter into force nine months from the date of the deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

2. For each State ratifying, accepting, approving or acceding to the present Convention after the deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, the present Convention shall enter into force six months after the date of the deposit by such State of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

3. Any instrument of ratification, acceptance, approval or accession deposited after the entry into force of an amendment to the present Convention shall be deemed to apply to the Convention as amended.

4. Any such instrument deposited after an amendment has been accepted but before it has entered into force shall be deemed to apply to the Convention as amended on the date when the amendment enters into force.

ARTICLE 20

Termination of the operation of the Customs Convention on Containers (1956)

1. Upon its entry into force, the present Convention shall terminate and replace, in relations between the Parties to the present Convention, the Customs Convention on Containers, opened for signature at Geneva on 18 May 1956.

Chapitre VI

CLAUSES FINALES

ARTICLE 18

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention sera ouverte, jusqu'au 15 janvier 1973, à l'Office des Nations Unies à Genève, puis du 1^{er} février 1973 au 31 décembre 1973, inclusivement, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à la signature de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que de tout État Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, et de tout autre État invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à la présente Convention.

2. La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires.

3. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout État visé au paragraphe 1.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 19

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur neuf mois après la date du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chaque État qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou qui adhérera après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt, par cet État, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la Convention.

4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement mais avant son entrée en vigueur sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

ARTICLE 20

Abrogation de la Convention douanière relative aux containers (1956)

1. A son entrée en vigueur, la présente Convention abrogera et remplacera, dans les relations entre les Parties à la présente Convention, la Convention douanière relative aux containers ouverte à la signature à Genève le 18 mai 1956.

2. Notwithstanding the provisions of article 12, paragraphs 1, 2 and 4, containers approved under the provisions of the Customs Convention on Containers (1956) or under the agreements arising therefrom concluded under the auspices of the United Nations, shall be accepted by any Contracting Party for the transport of goods under Customs seal, provided that they continue to comply with the relevant conditions under which they were originally approved. For this purpose certificates of approval issued under the provisions of the Customs Convention on Containers (1956) could be replaced by an approval plate prior to the expiry of their validity.

ARTICLE 21

Procedures for amending the present Convention including its Annexes

1. Any Contracting Party may propose one or more amendments to the present Convention. The text of any proposed amendment shall be notified to the Customs Co-operation Council which shall communicate it to all Contracting Parties and inform the States referred to in article 18 which are not Contracting Parties. The Customs Co-operation Council shall also, in accordance with the rules of procedure set out in Annex 7, convene an Administrative Committee.

2. Any amendment proposed in accordance with the preceding paragraph, or prepared during the meeting of the Committee, and adopted by a two-thirds majority of those present and voting in the Committee, shall be communicated to the Secretary-General of the United Nations.

3. The Secretary-General of the United Nations shall communicate the amendment to the Contracting Parties for their acceptance, and to the States referred to in article 18 which are not Contracting Parties for their information.

4. Any proposed amendment communicated in accordance with the preceding paragraph shall be deemed to be accepted if no Contracting Party expressed an objection within a period of 12 months following the date of communication of the proposed amendment by the Secretary-General of the United Nations.

5. The Secretary-General of the United Nations shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and the States referred to in article 18 which are not Contracting Parties whether an objection to the proposed amendment has been expressed. If an objection to the proposed amendment has been communicated to the Secretary-General of the United Nations the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect whatever. If no such objection has been communicated to the Secretary-General of the United Nations the amendment shall enter into force for all Contracting Parties three months after the expiry of the period of 12 months referred to in the preceding paragraph, or on such later date as may have been determined by the Administrative Committee at the time of its adoption.

6. Any Contracting Party may, by notification to the Secretary-General of the United Nations, request that a conference be convened for the purpose of reviewing the present Convention. The Secretary-General of the United Nations shall notify all Contracting Parties of the request and a revision conference shall be convened by the

2. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 12, les conteneurs agréés selon les dispositions de la Convention douanière relative aux containers (1956) ou selon celles des accords passés sous l'égide des Nations Unies qui en ont découlé seront acceptés pour le transport des marchandises sous scellement douanier par les Parties Contractantes, pourvu qu'ils continuent de remplir les conditions selon lesquelles ils avaient été alors agréés. A cette fin, les certificats d'agrément délivrés selon les conditions de la Convention douanière relative aux containers (1956) pourront être remplacés par une plaque d'agrément au plus tard à l'expiration de leur délai de validité.

ARTICLE 21

Procédure d'amendement de la présente Convention, y compris ses Annexes

1. Toute Partie Contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à la présente Convention. Le texte de toute proposition d'amendement sera adressé au Conseil de coopération douanière qui en donnera communication à toutes les Parties Contractantes et en informera ceux des États visés à l'article 18 qui ne sont pas Parties Contractantes. Le Conseil de coopération douanière convoquera également, conformément au règlement intérieur prévu à l'Annexe 7, un Comité de gestion.

2. Toute proposition d'amendement présentée conformément au paragraphe précédent ou élaborée au cours de la réunion du Comité, et adoptée par le Comité à la majorité des deux tiers des présents et votants, sera communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera l'amendement aux Parties Contractantes pour acceptation et en informera ceux des États visés à l'article 18 qui ne sont pas Parties Contractantes.

4. Toute proposition d'amendement communiquée conformément au paragraphe précédent sera réputée acceptée si aucune Partie Contractante n'a élevé d'objection dans un délai de 12 mois à compter de la date de la communication de la proposition d'amendement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera connaître le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et à ceux des États visés à l'article 18 qui ne sont pas Parties Contractantes si une objection a été élevée contre la proposition d'amendement. Si une objection a été élevée contre la proposition d'amendement, l'amendement sera réputé ne pas avoir été accepté et n'aura aucun effet. Si aucune objection n'a été communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes trois mois après l'expiration du délai de 12 mois mentionné au paragraphe précédent ou à toute date postérieure fixée par le Comité de gestion au moment de l'adoption de l'amendement.

6. Toute Partie Contractante peut, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence chargée de reviser la présente Convention. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera la demande à toutes les Parties Contractantes et convoquera

Secretary-General of the United Nations if, within a period of four months following the date of notification by the Secretary-General of the United Nations, not less than one-third of the Contracting Parties notify him of their concurrence with the request. Such conference shall also be convened by the Secretary-General of the United Nations upon notification of a request by the Administrative Committee. The Administrative Committee shall make such a request if agreed to by a majority of those present and voting in the Committee. If a conference is convened in accordance with this paragraph, the Secretary-General of the United Nations shall invite to it all States referred to in article 18.

ARTICLE 22

SPECIAL PROCEDURE FOR AMENDING ANNEXES 1, 4, 5, AND 6

1. Independently of the amendment procedures set out in article 21, Annexes 1, 4, 5 and 6 may be amended as provided for in this article and in accordance with the rules of procedure set out in Annex 7.

2. Any Contracting Party shall communicate proposed amendments to the Customs Co-operation Council. The Customs Co-operation Council shall bring them to the attention of the Contracting Parties and of the States referred to in article 18 which are not Contracting Parties, and shall convene the Administrative Committee.

3. Any amendment proposed in accordance with the preceding paragraph or prepared during the meeting of the Committee, and adopted by a two-thirds majority of those present and voting in the Committee, shall be communicated to the Secretary-General of the United Nations.

4. The Secretary-General of the United Nations shall communicate the amendment to the Contracting Parties for their acceptance, and to the States referred to in article 18 which are not Contracting Parties for their information.

5. The amendment shall be deemed to have been accepted unless one-fifth or five of the Contracting Parties, whichever number is less, have notified the Secretary-General of the United Nations, within a period of 12 months from the date on which the proposed amendment has been communicated by the Secretary-General of the United Nations to the Contracting Parties, that they object to the proposal. A proposed amendment which is not accepted shall be of no effect whatever.

6. If an amendment is accepted, it shall enter into force, for all Contracting Parties which did not object to the proposed amendment, three months after the expiry of the period of twelve months referred to in the preceding paragraph, or on such later date as may have been determined by the Administrative Committee at the time of its adoption. At the time of adoption of an amendment, the Committee may also provide that, during a transitional period, the existing Annexes shall remain in force, wholly or in part, concurrently with such amendment.

7. The Secretary-General of the United Nations shall notify the date of the entry into force of the amendment to the Contracting Parties and inform the States referred to in article 18 which are not Contracting Parties.

une conférence de révision si, dans un délai de quatre mois après la date de sa notification, un tiers au moins des Parties Contractantes lui ont fait connaître qu'elles approuvent la demande. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera également une telle conférence sur notification d'une demande du Comité de gestion. Le Comité de gestion fera une telle demande si celle-ci est approuvée par la majorité des présents et votants. Si une conférence est convoquée conformément au présent paragraphe, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera tous les États visés à l'article 18 à y participer.

ARTICLE 22

Procédure spéciale d'amendement des Annexes 1, 4, 5 et 6

1. Indépendamment de la procédure d'amendement prévue à l'article 21, les Annexes 1, 4, 5 et 6 pourront être amendées comme en dispose le présent article et conformément au règlement intérieur prévu à l'Annexe 7.

2. Toute Partie Contractante communiquera les propositions d'amendement au Conseil de coopération douanière. Celui-ci les portera à l'attention des Parties Contractantes et de ceux des États visés à l'article 18 qui ne sont pas Parties Contractantes, et il convoquera le Comité de gestion.

3. Toute proposition d'amendement présentée conformément au paragraphe précédent ou élaborée au cours de la réunion du Comité, et adoptée par le Comité à la majorité des deux tiers des présents et votants, sera communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera l'amendement aux Parties Contractantes pour acceptation et en informera ceux des États visés à l'article 18 qui ne sont pas Parties Contractantes.

5. L'amendement sera réputé accepté à moins que, dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle la proposition d'amendement a été communiquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux Parties, un cinquième des Parties Contractantes, ou cinq Parties Contractantes si ce chiffre est inférieur, n'aient notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elles élèvent des objections contre cette proposition d'amendement. Une proposition d'amendement qui n'est pas acceptée n'aura aucun effet.

6. Si l'amendement est accepté, il entrera en vigueur, pour toutes les Parties Contractantes qui n'auront pas élevé d'objections contre la proposition d'amendement trois mois après l'expiration du délai de 12 mois visé au paragraphe précédent ou à toute autre date postérieure fixée par le Comité de gestion au moment de l'adoption de l'amendement. Au moment de l'adoption d'un amendement, le Comité pourra également décider qu'au cours d'une période transitoire les Annexes existantes resteront en vigueur, en tout ou en partie, en même temps que l'amendement.

7. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera la date de l'entrée en vigueur de l'amendement aux Parties Contractantes et en informera ceux des États visés à l'article 18 qui ne sont pas Parties Contractantes.

ARTICLE 23

Denunciation

Any Contracting Party may denounce the present Convention by effecting the deposit of an instrument with the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall take effect one year from the date of such deposit with the Secretary-General of the United Nations.

ARTICLE 24

Termination

The present Convention shall cease to be in force if the number of Contracting Parties is less than five for any period of twelve consecutive months.

ARTICLE 25

Settlement of disputes

1. Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention which cannot be settled by negotiation or other means of settlement shall, at the request of one of them, be referred to an arbitration tribunal composed as follows: each party to the dispute shall appoint an arbitrator and these two arbitrators shall appoint a third arbitrator, who shall be Chairman. If three months after receipt of a request, one of the parties has failed to appoint an arbitrator or if the arbitrators have failed to elect the chairman, any of the parties may request the Secretary-General of the United Nations to appoint an arbitrator or the chairman of the arbitration tribunal.

2. The decision of the arbitration tribunal established under the provisions of paragraph 1 shall be binding on the parties to the dispute.

3. The arbitration tribunal shall determine its own rules of procedure.

4. Decisions of the arbitration tribunal, both as to its procedure and its place of meeting and as to any controversy laid before it, shall be taken by majority vote.

5. Any controversy which may arise between the parties to the dispute as regards the interpretation and execution of the award may be submitted by any of the parties for judgement to the arbitration tribunal which made the award.

ARTICLE 26

Reservations

1. Reservations to the present Convention shall be permitted, excepting those relating to the provisions of articles 1-8, 12-17, 20, 25 and of the present article, and those relating to the provisions contained in the Annexes, on condition that such reservations are communicated in writing and, if communicated before the deposit of the instrument of ratification, acceptance, approval or accession, are confirmed in that

ARTICLE 23

Dénonciation

Toute Partie Contractante pourra dénoncer la présente Convention par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date de ce dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 24

Extinction

La présente Convention cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties Contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

ARTICLE 25

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociations ou d'une autre manière sera soumis, à la requête de l'une d'entre elles, à un tribunal arbitral composé de la façon suivante: chacune des parties au différend nommera un arbitre et les deux arbitres désigneront un troisième arbitre qui sera président. Si, trois mois après avoir reçu une requête, l'une des parties n'a pas désigné d'arbitre, ou si les arbitres n'ont pu choisir un président, l'une quelconque de ces parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à la nomination de l'arbitre ou du président du tribunal arbitral.

2. La décision du tribunal arbitral constitué conformément aux dispositions du paragraphe 1 aura force obligatoire pour les parties au différend.

3. Le tribunal arbitral arrêtera son propre règlement intérieur.

4. Les décisions du tribunal arbitral concernant tant la procédure et le lieu de réunion que toute controverse dont il serait saisi seront prises à la majorité.

5. Toute controverse qui pourrait surgir entre les parties au différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la sentence arbitrale pourra être portée par l'une des parties devant le tribunal arbitral qui a rendu la sentence pour être jugée par lui.

ARTICLE 26

Réserves

1. Les réserves à la présente Convention seront autorisées, à l'exclusion de celles portant sur les dispositions de l'article premier et des articles de 2 à 8 et 12 à 17, des articles 20 et 25, et du présent article, ainsi que sur celles des Annexes, à condition que ces réserves soient communiquées par écrit et, si elles le sont avant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'elles

instrument. The Secretary-General of the United Nations shall communicate such reservations to all States referred to in article 18.

2. Any reservation made in accordance with paragraph 1:

- (a) modifies for the Contracting Party which made the reservation the provisions of the present Convention to which the reservation relates, to the extent of the reservation; and
- (b) modifies those provisions to the same extent for the other Contracting Parties in their relations with the Contracting Party which entered the reservation.

3. Any Contracting Party which has communicated a reservation under paragraph 1 may withdraw it at any time by notification to the Secretary-General of the United Nations.

ARTICLE 27

Notification

In addition to the notifications and communications provided for in articles 21, 22 and 26, the Secretary-General of the United Nations shall notify all the States referred to in article 18 of the following:

- (a) signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions under article 18;
- (b) the dates of entry into force of the present Convention in accordance with article 19;
- (c) the date of entry into force of amendments to the present Convention in accordance with articles 21 and 22;
- (d) denunciations under article 23;
- (e) the termination of the present Convention under article 24.

ARTICLE 28

Authentic texts

The original of the present Convention, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall communicate certified true copies to all States referred to in article 18.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

DONE at Geneva this second day of December one thousand nine hundred and seventy-two.

soient confirmées dans cet instrument. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera ces réserves à tous les États visés à l'article 18.

2. Toute réserve communiquée en vertu du paragraphe 1:

- a) modifie, pour la Partie Contractante qui l'a formulée, les dispositions de la présente Convention auxquelles cette réserve se rapporte, dans la mesure prévue par cette réserve, et
- b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour les autres Parties Contractantes dans leurs relations avec la Partie Contractante qui a formulé la réserve.

3. Toute Partie Contractante ayant communiqué une réserve en vertu du paragraphe 1 pourra la retirer à tout moment par notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 27

Notification

Outre les notifications et communications prévues aux articles 21, 22 et 26, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États visés à l'article 18:

- a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions au titre de l'article 18,
- b) les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 19,
- c) la date d'entrée en vigueur des amendements à la présente Convention, conformément aux articles 21 et 22,
- d) les dénonciations au titre de l'article 23,
- e) l'extinction de la présente Convention au titre de l'article 24.

ARTICLE 28

Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les versions en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en communiquera des copies certifiées conformes à tous les États visés à l'article 18.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le deux décembre mil neuf cent soixante-douze.

ANNEX 1

PROVISIONS CONCERNING THE MARKING OF CONTAINERS

1. The following information shall be durably marked in an appropriate and clearly visible place on containers;

- (a) the identification of the owner or principal operator;
- (b) the identification marks and numbers of the container, given by the owner or operator; and
- (c) the tare weight of the container, including all its permanently fixed equipment.

2. The country to which the container belongs may be shown either in full or by the distinguishing sign used to indicate the country of registration of motor vehicles in international road traffic. Each country may subject the use of its name or distinguishing sign on the container to its national legislation. The identity of the owner or operator may be shown either by his full name or his initials, provided the latter constitute an established identification, symbols such as emblems or flags being excluded.

3. Containers approved for transport under Customs seal shall, in addition, bear the following details which shall also be put on the approval plate in accordance with the provisions of Annex 5:

- (a) the manufacturer's serial number (manufacturer's number); and
- (b) if they have been approved by design type, the identification numbers or letters of the type.

ANNEXE I

DISPOSITIONS RELATIVES AU MARQUAGE DES CONTENEURS

1. Les indications suivantes, inscrites de façon durable, devront être apposées en un endroit approprié et bien visible, sur les conteneurs:

- a) identification du propriétaire ou de l'exploitant principal;
- b) marques et numéros d'identification du conteneur adoptés par le propriétaire ou l'exploitant; et
- c) tare du conteneur, y compris tous les équipements fixés à demeure.

2. Le pays auquel le conteneur est rattaché pourra être indiqué, soit en toutes lettres, soit au moyen du signe distinctif utilisé pour indiquer le pays d'immatriculation des véhicules automobiles en circulation routière internationale. Chaque pays pourra subordonner l'emploi sur les conteneurs de son nom ou de son signe au respect des dispositions de sa législation nationale. L'identification du propriétaire ou de l'exploitant pourra être assurée soit par l'indication de son nom, soit par des initiales, sous réserve que ces dernières constituent un sigle consacré par l'usage, à l'exclusion des symboles tels qu'emblèmes ou drapeaux.

3. Les conteneurs agréés pour le transport sous scellement douanier devront en outre porter les indications ci-après, qui figureront également sur la plaque d'agrément conformément aux prescriptions de l'Annexe 5:

- a) le numéro d'ordre attribué par le constructeur (numéro de fabrication); et
- b) s'ils sont agréés par type de construction, les numéros ou lettres d'identification du type.

ANNEX 2

TEMPORARY ADMISSION PROCEDURE UNDER ARTICLE 7
OF THE PRESENT CONVENTION

1. For the purpose of applying the provisions of article 7 of the present Convention, each Contracting Party shall use, for checking movements of containers granted temporary admission, the records kept by the owners or operators or their representatives.

2. The following provisions shall be applied:

- (a) the owner or operator of the containers will be represented in the country in which the containers are to be granted temporary admission;
- (b) the owner or operator or the representative of either will undertake in writing:
 - (i) to supply to the Customs authorities of the said country, at their request, detailed information concerning the movements of each container granted temporary admission including the dates and places of entry into and exit from of the said country;
 - (ii) to pay such import duties and taxes as may be required in cases where the conditions of temporary admission have not been fulfilled.

ANNEXE 2

PROCÉDURE D'ADMISSION TEMPORAIRE PRÉVUE À L'ARTICLE 7
DE LA PRÉSENTE CONVENTION

1. Pour l'application des dispositions de l'article 7 de la présente Convention, chaque Partie Contractante utilisera, pour le contrôle des mouvements de conteneurs placés en admission temporaire, les documents sur lesquels l'enregistrement des mouvements de ces conteneurs est effectué par les propriétaires, les exploitants ou leur représentant.

2. Les dispositions suivantes seront appliquées:

- a) le propriétaire ou l'exploitant des conteneurs sera représenté dans le pays où les conteneurs doivent être placés en admission temporaire;
- b) le propriétaire, l'exploitant ou le représentant de l'un ou de l'autre s'engagera par écrit:
 - i) à fournir aux autorités douanières dudit pays, et sur leur demande, les renseignements détaillés relatifs aux mouvements de chaque conteneur placé en admission temporaire, y compris les dates et les lieux d'entrée dans le pays et de sortie dudit pays;
 - ii) à acquitter les droits et taxes d'importation qui pourraient être exigés au cas où les conditions régissant l'admission temporaire ne seraient pas remplies.

ANNEX 3

USE OF CONTAINERS IN INTERNAL TRAFFIC

Each Contracting Party shall be entitled to impose the following conditions on the use, within its territory, as provided for in article 9 of the present Convention, of containers in internal traffic:

- (a) the journey shall bring the container by a reasonably direct route to, or nearer to, the place where export cargo is to be loaded or from where the container is to be exported empty;
- (b) the container will be used only once in internal traffic before being re-exported.

ANNEXE 3

UTILISATION DES CONTENEURS EN TRAFIC INTERNE

Pour l'utilisation sur son territoire des conteneurs en trafic interne prévue à l'article 9 de la présente Convention, chaque Partie Contractante aura la faculté d'imposer les conditions ci-après:

- a) le trajet amènera le conteneur en empruntant un itinéraire raisonnablement direct au lieu ou plus près du lieu où des marchandises à exporter doivent être chargées ou à partir duquel le conteneur doit être réexporté à vide;
- b) le conteneur ne sera utilisé qu'une seule fois en trafic interne avant sa réexportation.

ANNEX 4

REGULATIONS ON TECHNICAL CONDITIONS APPLICABLE TO
CONTAINERS WHICH MAY BE ACCEPTED FOR INTERNATIONAL
TRANSPORT UNDER CUSTOMS SEAL

ARTICLE 1

Basic principles

Approval for the international transport of goods under Customs seal may be granted only to containers constructed and equipped in such a manner that:

- (a) no goods can be removed from, or introduced into, the sealed part of the container without leaving visible traces of tampering or without breaking the Customs seal;
- (b) Customs seals can be simply and effectively affixed to them;
- (c) they contain no concealed spaces where goods may be hidden;
- (d) all spaces capable of holding goods are readily accessible for Customs inspection.

ARTICLE 2

Structure of containers

1. To meet the requirements of article 1 of these Regulations:

- (a) the constituent parts of the container (sides, floor, doors, roof, uprights, frames, cross-pieces, etc.) shall be assembled either by means of devices which cannot be removed and replaced from the outside without leaving visible traces or by such methods as will produce a structure which cannot be modified without leaving visible traces. When the sides, floor, doors and roof are made up of various components, these shall meet the same requirements and be of sufficient strength;
- (b) doors and all other closing systems (including stopcocks, manhole-covers, flanges, etc.) shall be fitted with a device on which Customs seals can be fixed. This device must be such that it cannot be removed and replaced from outside the container without leaving visible traces, or the door or fastening be opened without breaking the Customs seals. The latter shall be adequately protected. Opening roofs shall be permitted;
- (c) apertures for ventilation and drainage shall be provided with a device preventing access to the interior of the container. This device must be such that it cannot be removed and replaced from outside the container without leaving visible traces.

ANNEXE 4

RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX
CONTENEURS POUVANT ÊTRE ADMIS AU TRANSPORT
INTERNATIONAL SOUS SCHELLEMENT DOUANIER

ARTICLE PREMIER

Principes fondamentaux

Seuls pourront être agréés pour le transport international de marchandises sous scellement douanier les conteneurs construits et aménagés de telle façon:

- a) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du conteneur ou y être introduite sans laisser de traces visibles d'effraction ou sans rupture du scellement douanier;
- b) qu'un scellement douanier puisse y être apposé de manière simple et efficace;
- c) qu'ils ne comportent aucun espace caché permettant de dissimuler des marchandises;
- d) que tous les espaces susceptibles de contenir des marchandises soient facilement accessibles pour les visites douanières.

ARTICLE 2

Structure des conteneurs

1. Pour répondre aux prescriptions de l'article premier du présent Règlement:

- a) les éléments constitutifs du conteneur (parois, plancher, portes, toit, montants, cadres, traverses, etc.) seront assemblés soit au moyen de dispositifs ne pouvant être enlevés et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles, soit selon des méthodes ayant pour effet de constituer un ensemble ne pouvant être modifié sans laisser de traces visibles. Si les parois, le plancher, les portes et le toit sont constitués d'éléments divers, ces éléments devront répondre aux mêmes prescriptions et être suffisamment résistants;
- b) les portes et tous autres systèmes de fermeture (y compris les robinets, trous d'homme, flasques, etc.) comportent un dispositif permettant l'apposition d'un scellement douanier. Ce dispositif ne devra pas pouvoir être enlevé et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles ni la porte ou la fermeture être ouverte, sans rompre le scellement douanier. Ce dernier sera protégé de manière adéquate. Les toits ouvrants seront admis;
- c) les ouvertures de ventilation et d'écoulement seront munies d'un dispositif empêchant d'avoir accès à l'intérieur du conteneur. Ce dispositif ne devra pas pouvoir être enlevé et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles.

2. Notwithstanding the provisions of article 1 (c) of these Regulations, constituent parts of the container which, for practical reasons, have to include empty spaces (for example, between the partitions of a double wall) shall be permitted. In order that the said spaces cannot be used to conceal goods:

- (i) it shall not be possible to remove and replace the lining inside the container without leaving visible traces; or
- (ii) the number of the said spaces shall be kept to a minimum and these spaces shall be readily accessible for Customs inspection.

ARTICLE 3

Containers capable of being folded or dismantled

Containers capable of being folded or dismantled shall be subject to the provisions of articles 1 and 2 of these Regulations; in addition, they shall be fitted with a bolting system which locks the various parts together once the container has been erected. This bolting system must be capable of being sealed by the Customs if it is on the outside of the container when the latter has been erected.

ARTICLE 4

Sheeted containers

1. Where applicable, the provisions of articles 1, 2 and 3 of these Regulations shall apply to sheeted containers. In addition, these containers shall conform to the provisions of this article.

2. The sheet shall be either of strong canvas or of plastic-covered or rubberized cloth, which shall be of sufficient strength and unstretchable. It shall be in good condition and made up in such a way that once the closing device has been secured, it is impossible to gain access to the load without leaving visible traces.

3. If the sheet is made up of several pieces, their edges shall be folded into one another and sewn together with two seams at least 15 mm apart. These seams shall be made as shown in sketch No. 1 appended to these Regulations; however, where in the case of certain parts of the sheet (such as flaps at the rear and reinforced corners) it is not possible to assemble the pieces in that way, it shall be sufficient to fold the edge of the top section and make the seams as shown in sketch No. 2 appended to these Regulations. One of the seams shall be visible only from the inside and the colour of the thread used for that seam shall be clearly different from the colour of the sheet itself and from the colour of the thread used for the other seam. All seams shall be machine-sewn.

4. If the sheet is of plastic-covered cloth, and is made up of several pieces, the pieces may alternatively be welded together in the manner shown in sketch No. 3 appended to these Regulations. The edges of the pieces shall overlap by at least 15 mm. The pieces shall be fused together over the whole width of the overlap. The edge of the outer sheet shall be covered with a band of plastic material at least 7 mm wide, affixed by the same welding process. The plastic band and a width of at least 3 mm on each side

2. Nonobstant les dispositions de l'alinéa c) de l'article premier du présent Règlement, les éléments constitutifs du conteneur qui, pour des raisons pratiques, doivent comporter des espaces vides (par exemple, entre les cloisons d'une paroi double), seront admis. Afin que ces espaces ne puissent être utilisés pour y dissimuler des marchandises:

- i) le revêtement intérieur du conteneur ne devra pas pouvoir être démonté et remis en place sans laisser de traces visibles; ou
- ii) le nombre desdits espaces devra être réduit au minimum et ces espaces devront être aisément accessibles pour les visites douanières.

ARTICLE 3

Conteneurs repliables ou démontables

Les conteneurs repliables ou démontables seront soumis aux dispositions de l'article premier et de l'article 2 du présent Règlement; au surplus, ils devront comporter un système de verrouillage bloquant les diverses parties une fois le conteneur monté. Ce système de verrouillage devra pouvoir être scellé par la douane lorsqu'il se trouvera à l'extérieur du conteneur une fois ce dernier monté.

ARTICLE 4

Conteneurs bâchés

1. Les conteneurs bâchés satisferont aux conditions de l'article premier et des articles 2 et 3 du présent Règlement dans la mesure où elles sont susceptibles de leur être appliquées. Ils seront en outre conformes aux dispositions du présent article.

2. La bâche sera soit en forte toile, soit en tissu recouvert de matière plastique ou caoutchouté, non extensible et suffisamment résistant. Elle sera en bon état et confectionnée de manière qu'une fois placé le dispositif de fermeture, on ne puisse avoir accès au chargement sans laisser de traces visibles.

3. Si la bâche est faite de plusieurs pièces, les bords de ces pièces seront repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures éloignées d'au moins 15 mm. Ces coutures seront faites conformément au croquis N° 1 joint au présent Règlement; toutefois, lorsque, pour certaines parties de la bâche (telle que rabats à l'arrière et angles renforcés), il n'est pas possible d'assembler les pièces de cette façon, il suffira de replier le bord de la partie supérieure et de faire les coutures conformément au croquis N° 2 joint au présent Règlement. L'une des coutures ne sera visible que de l'intérieur et la couleur du fil utilisé pour cette couture devra être de couleur nettement différente de la couleur de la bâche ainsi que de la couleur du fil utilisé pour l'autre couture. Toutes les coutures seront faites à la machine.

4. Si la bâche est en tissu recouvert de matière plastique et faite de plusieurs pièces, ces pièces pourront également être assemblées par soudure conformément au croquis N° 3 joint au présent Règlement. Le bord d'une pièce recouvrira le bord de l'autre sur une largeur d'au moins 15 mm. La fusion des pièces sera assurée sur toute cette largeur. Le bord extérieur d'assemblage sera recouvert d'un ruban de matière plastique, d'une largeur d'au moins 7 mm, qui sera fixé par le même procédé de

shall have a well-marked uniform relief stamped on it. The pieces shall be welded in such a way that they cannot be separated and rejoined without leaving visible traces.

5. Repairs shall be made in accordance with the method described in sketch No. 4 appended to these Regulations; the edges shall be folded into one another and sewn together with two visible seams at least 15 mm apart; the colour of the thread visible from the inside shall be different from that of the thread visible from the outside and from that of the sheet itself; all seams shall be machine-sewn. When a sheet which has been damaged near the edges is repaired by replacing the damaged part by a patch, the seam can also be made in accordance with the provisions of paragraph 3 of this article and sketch No. 1 appended to these Regulations. Sheets of plastic-covered cloth may alternatively be repaired in accordance with the method described in paragraph 4 of this article, but in that case the weld must be made on both sides of the sheet, the patch being fitted on the inside of the sheet.

6. (a) The sheet shall be fixed to the container in strict compliance with the conditions set forth in article 1 (a) and (b) of these Regulations. The following types of fastening shall be provided:

- (i) metal rings fixed to the container;
- (ii) eyelets in the edge of the sheet;
- (iii) a fastening passing through the rings above the sheet and visible from the outside for its entire length.

The sheet shall overlap solid parts of the container by at least 250 mm, measured from the centre of the securing rings, unless the system of construction of the container by itself prevents all access to the goods.

- (b) When the edge of a sheet is to be permanently secured to a container, the joint shall be continuous and effected by means of solid devices.

7. The interval between rings and between eyelets shall not exceed 200 mm. The eyelets shall be reinforced.

8. The following fastenings shall be used:

- (a) steel wire rope of at least 3 mm diameter; or
- (b) a rope of hemp or sisal of at least 8 mm diameter encased in a transparent unstretchable plastic sheath.

Wire ropes may have a transparent unstretchable plastic sheath.

9. Each rope shall be in one piece and have a hard metal end-piece at each end. The fastener of each metal end-piece shall include a hollow rivet passing through the rope so as to allow the introduction of the thread or the strap of the Customs seal. The rope shall remain visible on either side of the hollow rivet so that it is possible to ensure that the rope is in one piece (see sketch No. 5 appended to these Regulations).

10. At the openings in the sheet, used for loading and unloading, the two edges of the sheet shall have an adequate overlap. They shall also be fastened by:

soudure. Il sera imprimé sur ce ruban, ainsi que sur une largeur d'au moins 3 mm de chaque côté de celui-ci, un relief uniforme et bien marqué. La soudure sera faite de telle manière que les pièces ne puissent être séparées, puis réassemblées, sans laisser de traces visibles.

5. Les raccommodages s'effectueront selon la méthode illustrée au croquis N° 4 joint au présent Règlement, les bords seront repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures visibles et distantes d'au moins 15 mm; la couleur du fil visible de l'intérieur sera différente de celle du fil visible de l'extérieur et de celle de la bâche; toutes les coutures seront faites à la machine. Lorsque le raccommodage d'une bâche endommagée près des bords doit être opéré en remplaçant la partie abîmée par une pièce, la couture pourra aussi s'effectuer conformément aux prescriptions du paragraphe 3 du présent article et du croquis N° 1 joint au présent Règlement. Les raccommodages des bâches en tissu recouvert de matière plastique pourront également être effectués suivant la méthode décrite au paragraphe 4 du présent article mais, dans ce cas, la soudure devra être effectuée sur les deux faces de la bâche, la pièce étant posée sur la face interne.

6. a) La bâche sera fixée au conteneur de façon à répondre strictement aux conditions des alinéas a) et b) de l'article premier du présent Règlement. La fermeture en sera assurée par:

- i) des anneaux métalliques apposés au conteneur;
- ii) des œilletons ménagés dans le bord de la bâche;
- iii) un lien de fermeture passant dans les anneaux par-dessus la bâche et restant visible de l'extérieur sur toute sa longueur.

La bâche recouvrira des éléments solides du conteneur sur une distance d'au moins 250 mm mesurée à partir du centre des anneaux de fixation, sauf dans les cas où le système de construction du conteneur empêcherait par lui-même tout accès aux marchandises.

b) Lorsque le bord d'une bâche doit être attaché de manière permanente au conteneur, l'assemblage sera continu et réalisé au moyen de dispositifs solides.

7. L'intervalle entre les anneaux et entre les œilletons ne dépassera pas 200 millimètres. Les œilletons seront renforcés.

8. Seront utilisés comme liens de fermeture:

- a) des câbles d'acier d'un diamètre d'au moins 3 mm; ou
- b) des cordes de chanvre ou de sisal d'un diamètre d'au moins 8 mm, entourées d'une gaine en matière plastique transparente non extensible. Les câbles pourront être entourés d'une gaine en matière plastique transparente non extensible.

9. Chaque câble ou corde devra être d'une seule pièce et muni d'un embout de métal dur à chaque extrémité. Le dispositif d'attache de chaque embout métallique devra comporter un rivet creux traversant le câble ou la corde et permettant le

- (a) a flap sewn or welded in accordance with paragraphs 3 and 4 of this article;
- (b) rings and eyelets meeting the conditions of paragraph 7 of this article; and
- (c) a thong made of appropriate material, in one piece and unstretchable, at least 20 mm wide and 3 mm thick, passing through the rings and holding together the two edges of the sheet and the flap; the thong shall be secured inside the sheet and fitted with an eyelet to take the rope mentioned in paragraph 8 of this article.

A flap shall not be required if a special device, such as a baffle plate, is fitted, which prevents access to the goods without leaving visible traces.

11. The identification marks, which must appear on the container in accordance with Annex 1, and the approval plate provided for in Annex 5, shall in no circumstances be covered by the sheet.

ARTICLE 5

Transitional provisions

Until 1 January 1977, end-pieces shall be allowed which conform to sketch No. 5 appended to these Regulations, even if they include hollow rivets of a type previously accepted with holes of dimensions less than those given in the sketch.

passage du fil ou de la bande du scellement douanier. Le câble ou la corde devra rester visible de part et d'autre du rivet creux, de façon qu'il soit possible de s'assurer que ce câble ou cette corde est bien d'une seule pièce (voir le croquis N° 5 joint au présent Règlement).

10. Aux ouvertures servant au chargement et au déchargement pratiquées dans la bâche, les deux bords de la bâche chevaucheront l'un sur l'autre de façon suffisante. En outre, leur fermeture sera assurée par:

- a) un rabat cousu ou soudé conformément aux paragraphes 3 et 4 du présent article;
- b) des anneaux et des œillets satisfaisant aux conditions du paragraphe 7 du présent article; et
- c) une lanière faite d'une matière appropriée, d'une seule pièce et non extensible, d'au moins 20 mm de largeur et 3 mm d'épaisseur, passant dans les anneaux et retenant ensemble les deux bords de la bâche et pourvue d'un œillet pour recevoir le câble ou la corde visé au paragraphe 8 du présent article.

Lorsqu'il existe un dispositif spécial (chicane, etc.) empêchant d'avoir accès au chargement sans laisser de traces visibles, un rabat ne sera pas exigé.

11. Les marques d'identification devant figurer sur le conteneur en vertu de l'Annexe 1, ainsi que la plaque d'agrément prévue à l'Annexe 5, ne devront en aucun cas être recouvertes par la bâche.

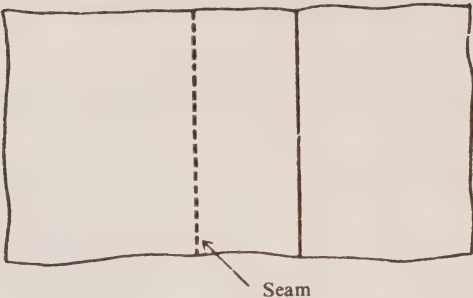
ARTICLE 5

Dispositions transitoires

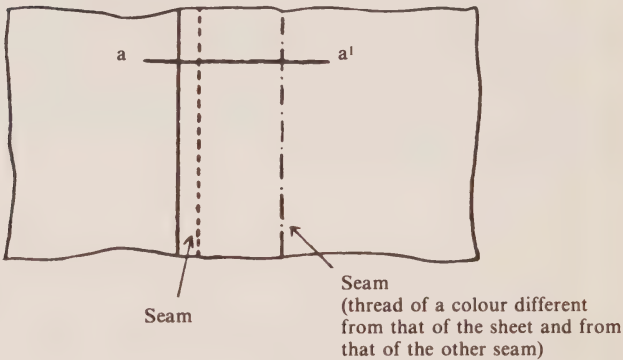
Seront autorisés jusqu'au 1^{er} janvier 1977 les embouts qui sont conformes au croquis N° 5 joint au présent Règlement, même si leur rivet creux, d'un modèle agréé antérieurement, a une ouverture dont les dimensions sont inférieures à celles qui sont indiquées sur ledit croquis.

Annex 4 — Sketch No. 1
SHEETS MADE OF SEVERAL PIECES
Sewn together by means of seams

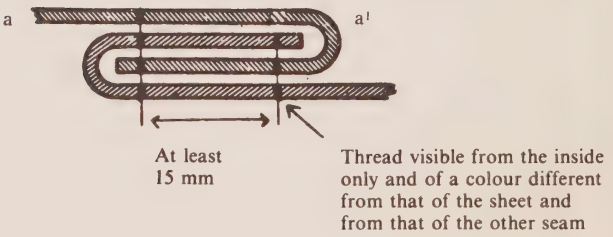
Outside view



Inside view

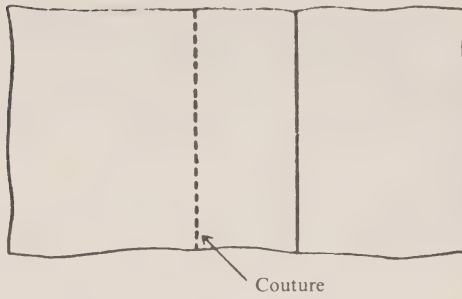


Section a-a¹
Double flat seam

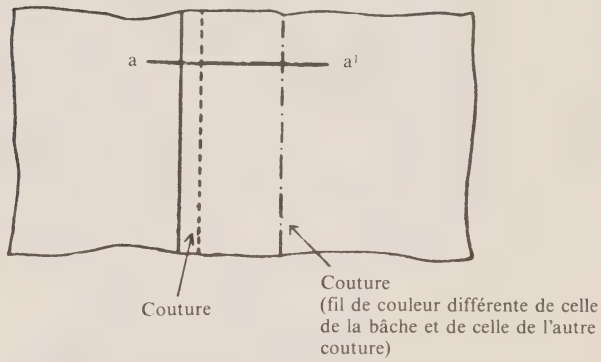


Annexe 4 — Croquis N° 1
 BÂCHE FAITE DE PLUSIEURS PIÈCES
Assemblage par couture

Vue de l'extérieur

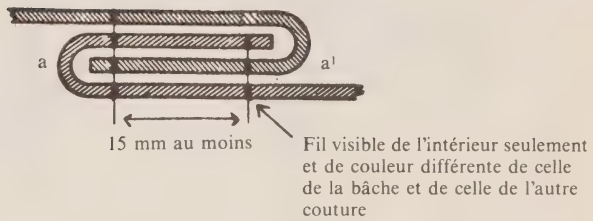


Vue de l'intérieur



Coupe a-a'

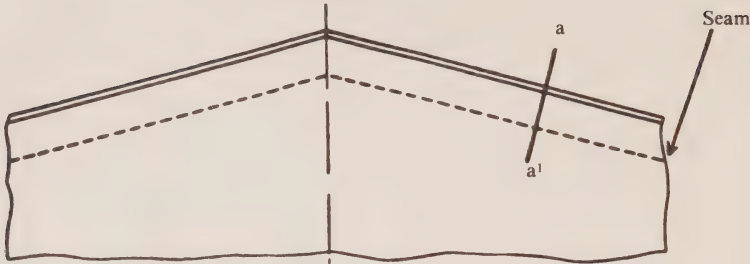
Couture à double repli



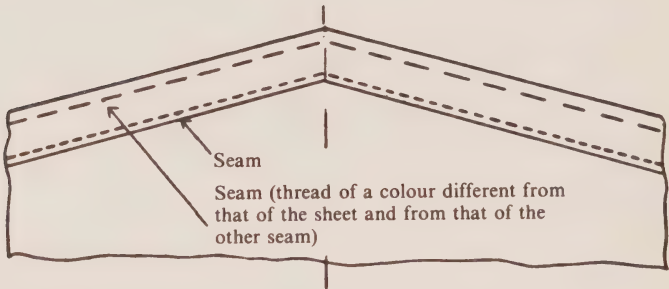
Annex 4 — Sketch No. 2
SHEETS MADE OF SEVERAL PIECES

Corner seam

Outside
view

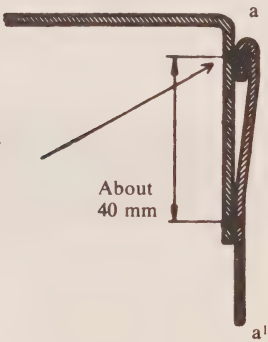


Inside
view

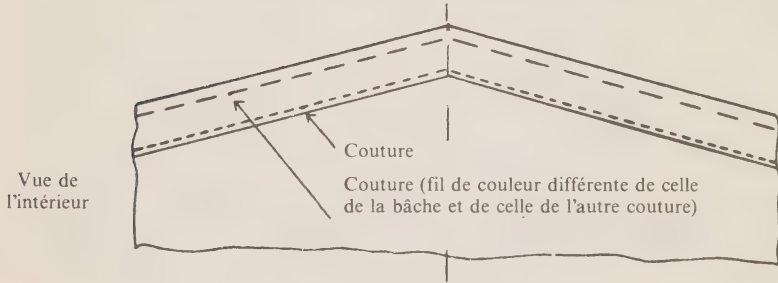
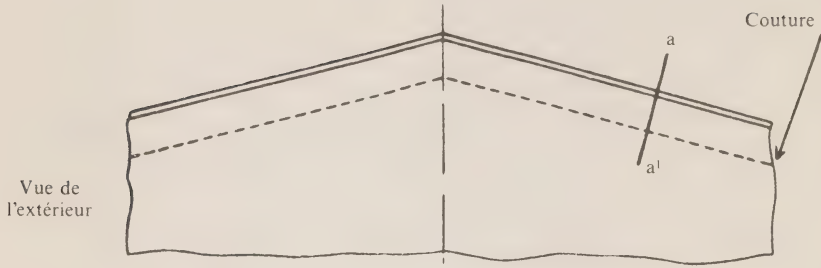


Section a-a¹

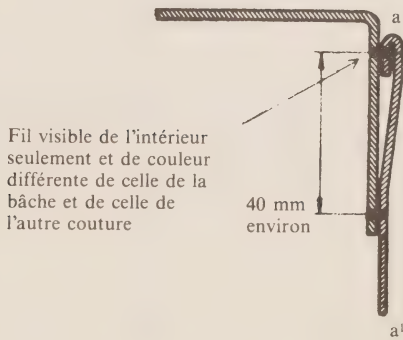
Thread visible from the
inside only and of a colour
different from that of the
sheet and from that of the
other seam



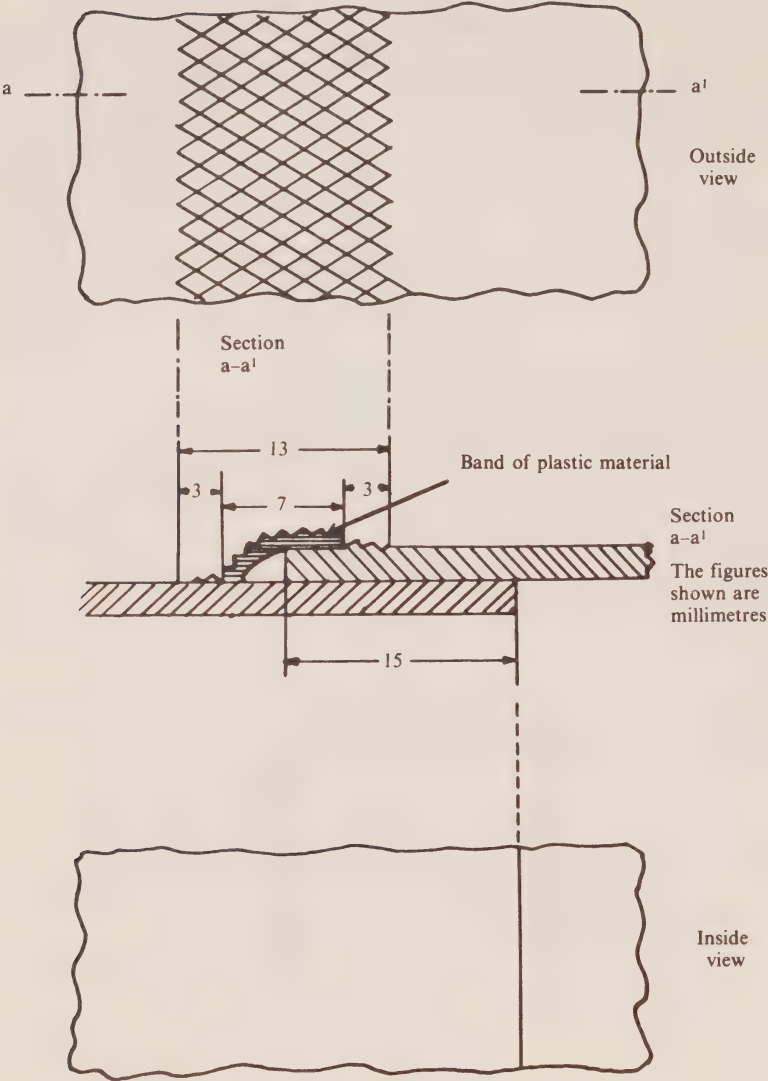
Annexe 4 — Croquis N° 2
BÂCHE FAITE DE PLUSIEURS PIÈCES
Couture d'angle



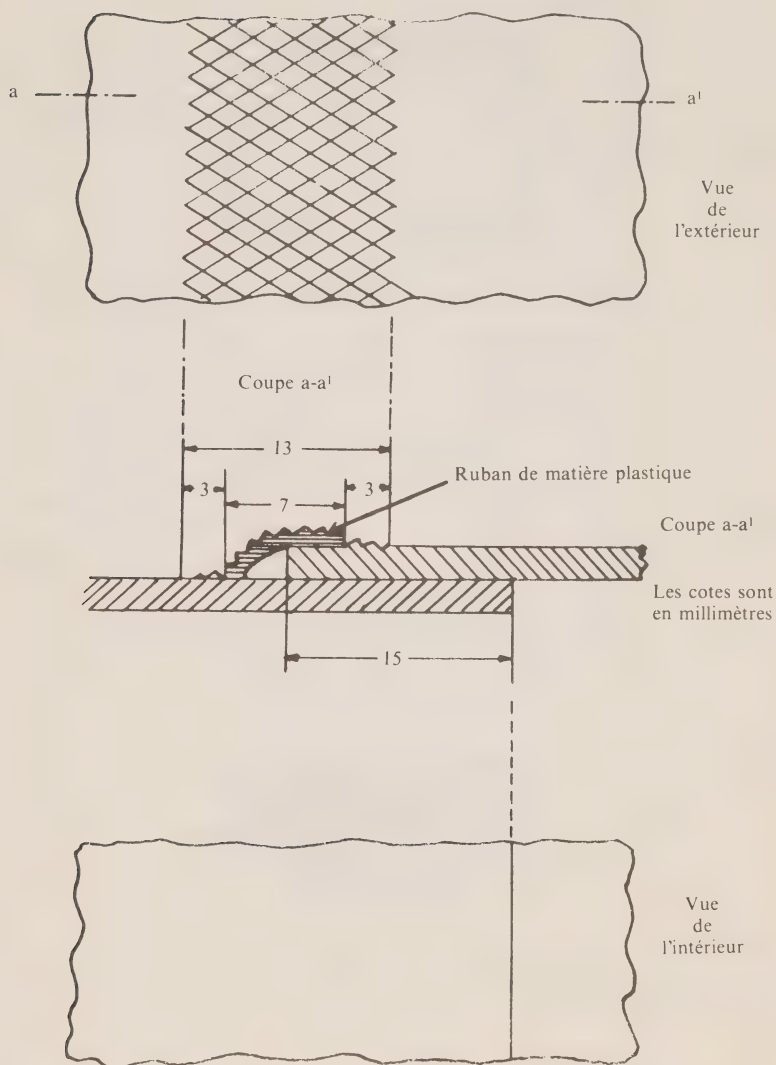
Coupe a-a'



Annex 4 — Sketch No. 3
SHEETS MADE OF SEVERAL PIECES
Welded together

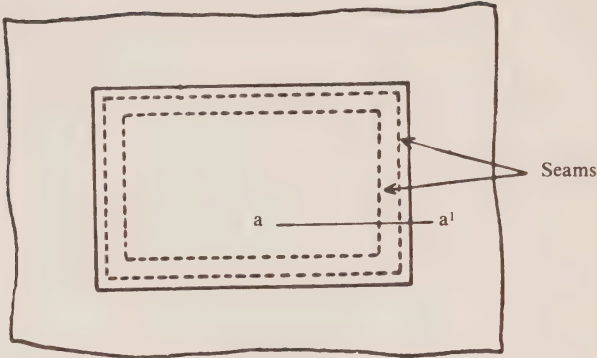


Annexe 4 — Croquis N° 3
BÂCHE FAITE DE PLUSIEURS PIÈCES
Assemblage par soudure

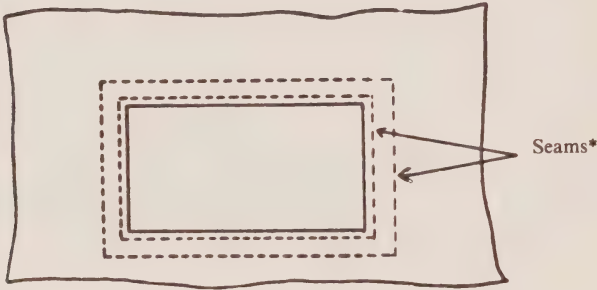


Annex 4 — Sketch No. 4
REPAIR OF THE SHEET

Outside view



Inside view



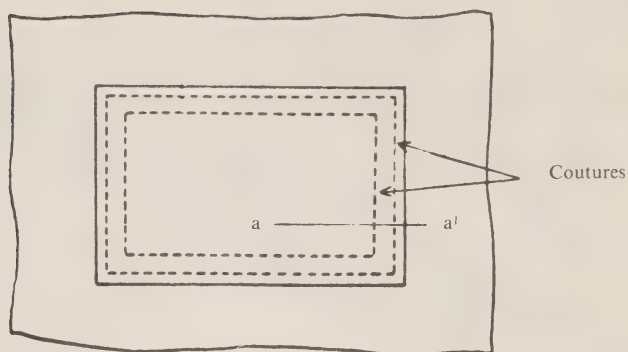
Section a-a¹



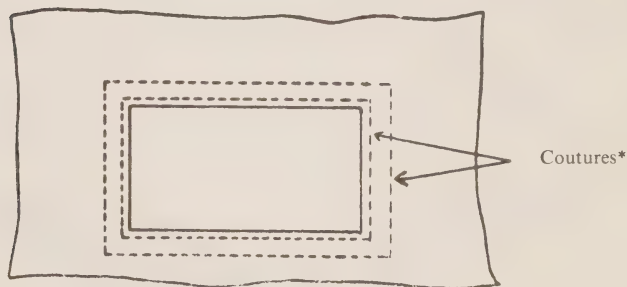
*Threads visible from the inside shall be of a colour different from that of the threads visible from the outside and from that of the sheet.

Annexe 4 — Croquis N° 4
RACCOMMODAGE DE LA BÂCHE

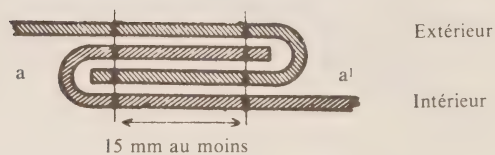
Vue de
l'extérieur



Vue de
l'intérieur

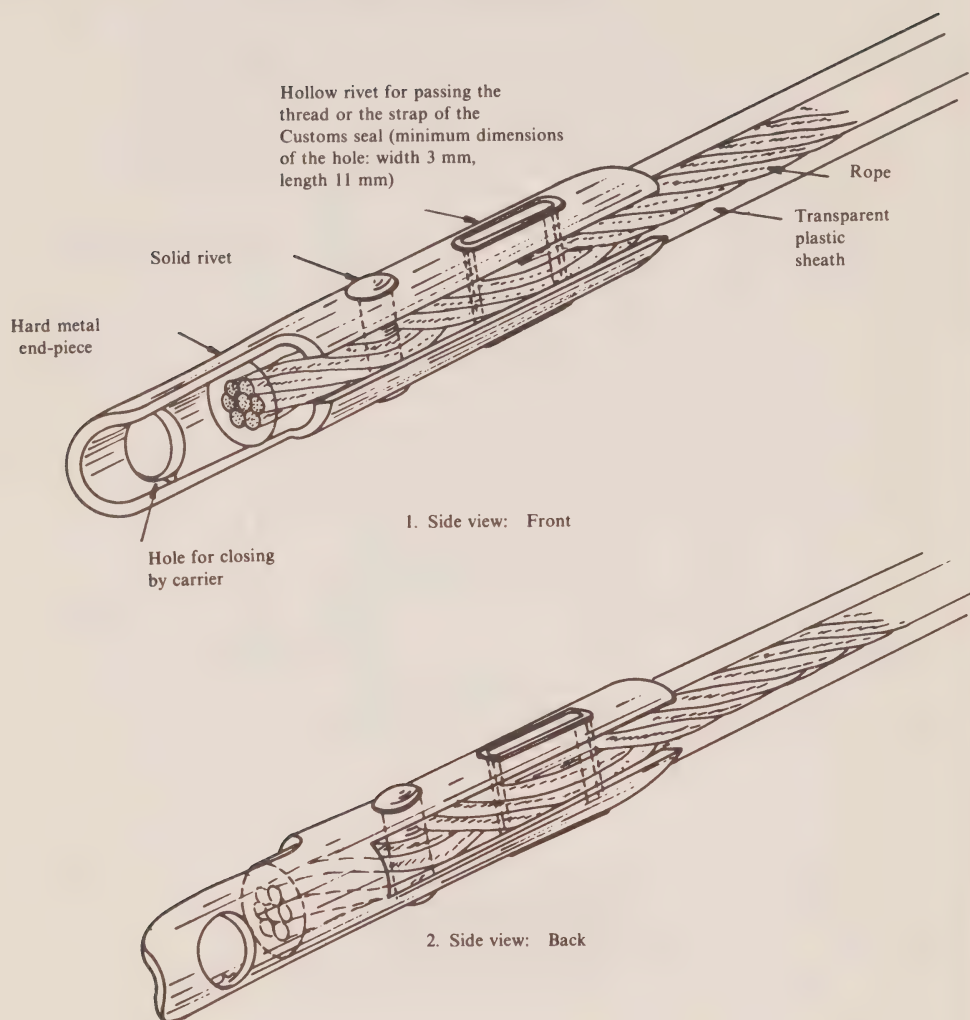


Coupe a-a¹

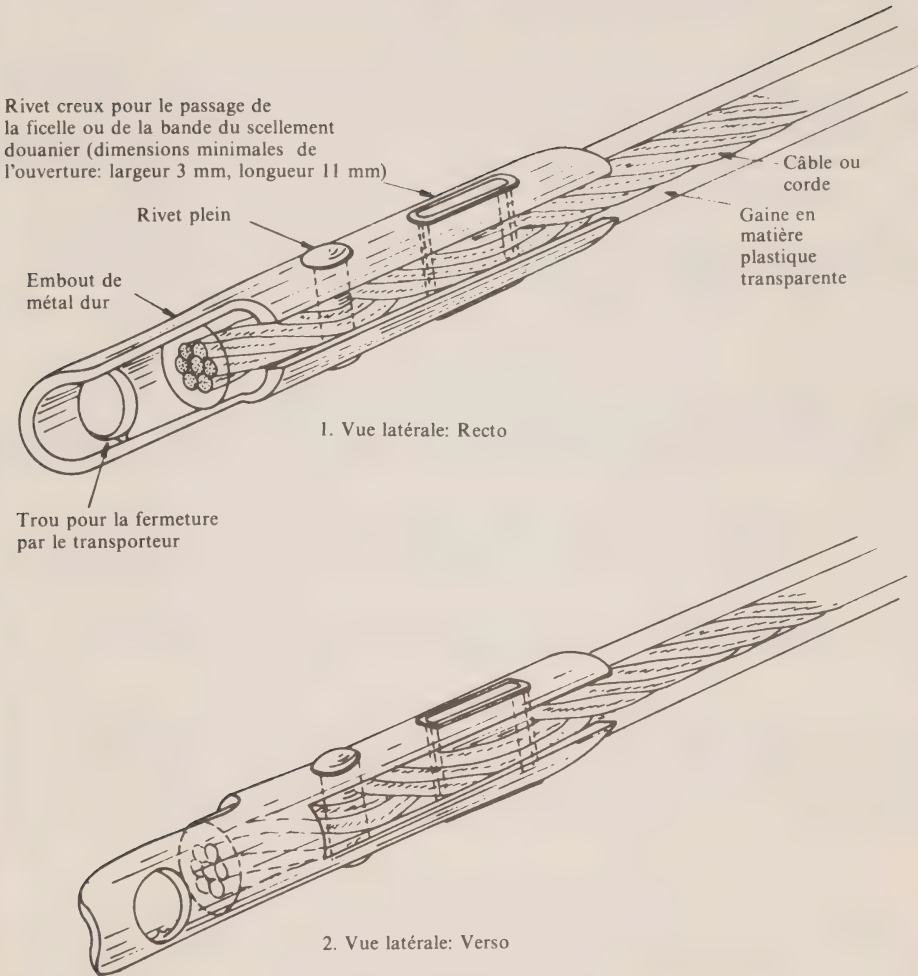


*Les fils visibles de l'intérieur devront être de couleur différente de celle des fils visibles de l'extérieur, et de celle de la bâche.

Annex 4 — Sketch No. 5
SPECIMEN OF END-PIECE



Annexe 4 — Croquis N° 5
SPÉCIMEN D'EMBOUIT



ANNEX 5

PROCEDURES FOR THE APPROVAL OF CONTAINERS COMPLYING
WITH THE TECHNICAL CONDITIONS PRESCRIBED IN ANNEX 4

General

1. Containers may be approved for the transport of goods under Customs seal either:

- (a) at the manufacturing stage, by design type (procedure for approval at the manufacturing stage); or
- (b) at a stage subsequent to manufacture, either individually or in respect of a specified number of containers of the same type (procedure for approval at a stage subsequent to manufacture).

Provisions common to both approval procedures

2. The competent authority responsible for granting approval shall issue to the applicant, after approval, a certificate of approval valid, as the case may be, either for an unlimited series of containers of the approved type or for a specified number of containers.

3. The beneficiary of approval shall affix an approval plate to the approved container or containers before their use for the transport of goods under Customs seal.

4. The approval plate shall be affixed permanently and in a clearly visible place adjacent to any other approval plate issued for official purposes.

5. The approval plate, conforming to model No. 1 reproduced in appendix 1 to this Annex, shall take the form of a metal plate measuring not less than 20 cm by 10 cm. The following particulars shall be stamped into or embossed on the plate or indicated on its surface in any other permanent and legible way, in at least the English or the French language:

- (a) the words "Approved for transport under Customs seal";
- (b) an indication of the country in which approval was granted either by name or by means of the distinguishing sign used to indicate the country of registration of motor vehicles in international road traffic, and the number (figures, letters, etc.) of the certificate of approval and the year of approval (e.g. "NL/26/73" means "Netherlands, certificate of approval No. 26, issued in 1973");
- (c) the serial number assigned to the container by the manufacturer (manufacturer's number);
- (d) if the container has been approved by type, the identification numbers or letters of the type of container.

ANNEXE 5

**PROCÉDURES RELATIVES À L'AGRÈMENT DES CONTENEURS
SATISFAISANT AUX CONDITIONS TECHNIQUES
PRÉVUES À L'ANNEXE 4**

Généralités

1. Les conteneurs peuvent être agréés pour le transport de marchandises sous scellement douanier:

- a) soit au stade de la fabrication, par type de construction (procédure d'agrément au stade de la fabrication);
- b) soit à un stade postérieur à la fabrication, individuellement ou pour un nombre déterminé de conteneur d'un même type (procédure d'agrément à un stade postérieur à la fabrication).

Dispositions communes aux deux procédures d'agrément

2. L'autorité compétente qui procède à l'agrément délivrera au demandeur, après agrément, un certificat d'agrément valable, selon le cas, pour une série illimitée de conteneurs du type agréé ou pour un nombre déterminé de conteneurs.

3. Le bénéficiaire de l'agrément devra apposer, avant utilisation pour le transport de marchandises sous scellement douanier, une plaque d'agrément sur le ou les conteneurs agréés.

4. La plaque d'agrément devra être fixée à demeure, à un endroit où elle soit nettement visible et à côté de toute autre plaque d'agrément délivrée à des fins officielles.

5. La plaque d'agrément, conforme au modèle n° I reproduit à l'appendice I de la présente Annexe, sera constituée par une plaque de métal mesurant au moins 20 cm sur 10 cm. Elle portera sur sa surface gravées en creux ou en relief, ou autrement inscrites de manière à être lisibles en permanence, les indications ci-après exprimées au moins en français ou en anglais:

- a) la mention «Agréé pour le transport sous scellement douanier»;
- b) le nom du pays où le conteneur a été agréé, soit en toutes lettres soit au moyen du signe distinctif utilisé pour indiquer le pays d'immatriculation des véhicules automobiles en circulation routière internationale et le numéro du certificat d'agrément (chiffres, lettres, etc.) ainsi que l'année de l'agrément (par exemple "NL/26/73" signifie: Pays-Bas certificat d'agrément n° 26, délivré en 1973);
- c) le numéro d'ordre du conteneur, attribué par le constructeur (numéro de fabrication);
- d) si le conteneur a été agréé par type de construction, les numéros ou lettres d'identification du type du conteneur.

6. If a container no longer complies with the technical conditions prescribed for its approval, it shall, before it can be used for the transport of goods under Customs seal, be restored to the condition which had justified its approval, so as to comply again with the said technical conditions.

7. If the essential characteristics of a container are changed, the container shall cease to be covered by the approval and shall be reapproved by the competent authority before it can be used for the transport of goods under Customs seal.

Special provisions for approval by design type at the manufacturing stage

8. Where the containers are manufactured by type series, the manufacturer may apply to the competent authority of the country of manufacture for approval by design type.

9. The manufacturer shall state in his application the identification numbers or letters which he assigns to the type of container to which his application for approval relates.

10. The application shall be accompanied by drawings and a detailed design specification of the container type to be approved.

11. The manufacturer shall give an undertaking in writing that he will:

- (a) produce to the competent authority such containers of the type concerned as that authority may wish to examine;
- (b) permit the competent authority to examine further units at any time during the production of the type series concerned;
- (c) advise the competent authority of any change, of whatever magnitude, in the design or specification before proceeding with such change;
- (d) mark the containers in a visible place with, in addition to the markings required on the approval plate, the identification numbers or letters of the design type and the serial number of the container in the type series (manufacturer's number);
- (e) keep a record of containers manufactured to the approved design type.

12. The competent authority shall state what changes, if any, must be made to the proposed design type so that approval may be granted.

13. No type-approval by design type shall be granted unless the competent authority has satisfied itself by examination of one or more containers manufactured to the design type concerned that containers of that type comply with the technical conditions prescribed in Annex 4.

14. When a container type is approved there shall be issued to the applicant a single certificate of approval conforming to model No. II reproduced in appendix 2 to this Annex and valid for all containers manufactured in conformity with the specifications of the type so approved. Such certificate shall entitle the manufacturer to

6. Si un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.

7. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un conteneur sont modifiées, ce conteneur ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra être agréé de nouveau par l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

Dispositions particulières à l'agrément par type de construction au stade de la fabrication

8. Lorsque les conteneurs sont fabriqués en série selon un même type de construction, le constructeur pourra demander l'agrément par type de construction à l'autorité compétente du pays de fabrication.

9. Le constructeur devra indiquer, dans sa demande, les numéros ou les lettres d'identification qu'il attribue au type de conteneur dont il demande l'agrément.

10. Cette demande devra être accompagnée de plans et d'une spécification détaillée de la construction du type de conteneur à agréer.

11. Le constructeur devra s'engager par écrit:

- a) à présenter à l'autorité compétente ceux des conteneurs du type en cause qu'elle désire examiner;
- b) à permettre à l'autorité compétente d'examiner d'autres unités à tout moment au cours de la production de la série du type considéré;
- c) à informer l'autorité compétente de toute modification des plans ou des spécifications, quelle qu'en soit l'importance, avant d'y donner suite;
- d) à porter sur les conteneurs en un endroit visible, en plus des marques prévues sur la plaque d'agrément, les numéros ou lettres d'identification du type de construction, ainsi que le numéro d'ordre de chaque conteneur dans la série du type considéré (numéro de fabrication);
- e) à tenir un état des conteneurs fabriqués selon le type agréé.

12. L'autorité compétente indiquera, le cas échéant, les modifications à apporter au type de construction prévu pour pouvoir accorder l'agrément.

13. Aucun agrément par type de construction ne sera accordé sans que l'autorité compétente ait constaté, par l'examen d'un conteneur ou de plusieurs conteneurs fabriqués selon ce type de construction, que les conteneurs de ce type satisfont aux conditions techniques prescrites à l'Annexe 4.

14. Lorsqu'un type de conteneur est agréé, il sera délivré au demandeur un seul certificat d'agrément conforme au modèle N° II reproduit à l'appendice 2 de la présente Annexe et valable pour tous les conteneurs qui seront construits conformé-

affix to every container of the type series an approval plate in the form prescribed in paragraph 5 of this Annex.

Special provisions for approval at a stage subsequent to manufacture

15. If approval has not been applied for at the manufacturing stage, the owner, the operator, or the representative of either, may apply for approval to the competent authority to which he is able to produce the container or containers and for which he seeks approval.

16. An application for approval submitted under paragraph 15 of this Annex shall state the serial number (manufacturer's number) placed on each container by the manufacturer.

17. When the competent authority has ascertained that the container or containers comply with the technical conditions prescribed in Annex 4, by examination of as many containers as it considers necessary, it shall issue a certificate or approval conforming to model No. III reproduced in appendix 3 to this Annex and valid solely for the number of containers approved. Such certificate, which shall bear the manufacturer's serial number or numbers assigned to the container or containers to which it relates, shall entitle the applicant to affix to each container so approved the approval plate prescribed in paragraph 5 of this Annex.

ment aux spécifications du type agréé. Ce certificat autorise le constructeur à apposer, sur chaque conteneur de la série du type, la plaque d'agrément du modèle décrit au paragraphe 5 de la présente Annexe.

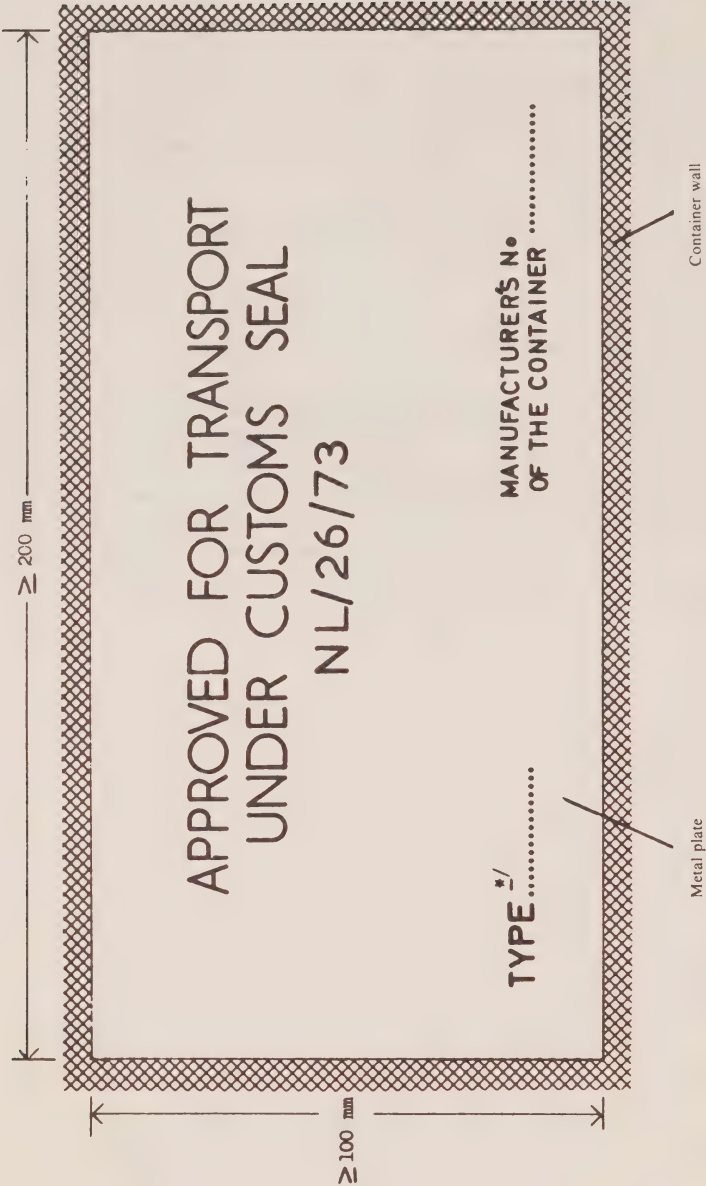
Dispositions particulières à l'agrément à un stade postérieur à la fabrication

15. Lorsque l'agrément n'a pas été demandé au stade de la fabrication, le propriétaire, l'exploitant ou le représentant de l'un ou de l'autre pourront demander l'agrément à l'autorité compétente à laquelle il leur est possible de présenter le conteneur ou les conteneurs qu'ils désirent faire agréer.

16. Toute demande d'agrément soumise dans le cas prévu au paragraphe 15 de la présente Annexe devra indiquer le numéro d'ordre (numéro de fabrication) porté sur chaque conteneur par le constructeur.

17. L'autorité compétente procédera à l'inspection d'autant de conteneurs qu'elle le jugera nécessaire et délivrera, après avoir constaté que ce conteneur ou ces conteneurs satisfont aux conditions techniques indiquées à l'Annexe 4, un certificat d'agrément conforme au modèle No III reproduit à l'appendice 3 de la présente Annexe et valable uniquement pour le nombre de conteneurs agréés. Ce certificat, qui portera le numéro ou les numéros d'ordre du constructeur du conteneur ou des conteneurs auxquels il se rapporte, autorisera le demandeur à apposer sur chaque conteneur agréé la plaque d'agrément prévue au paragraphe 5 de la présente Annexe.

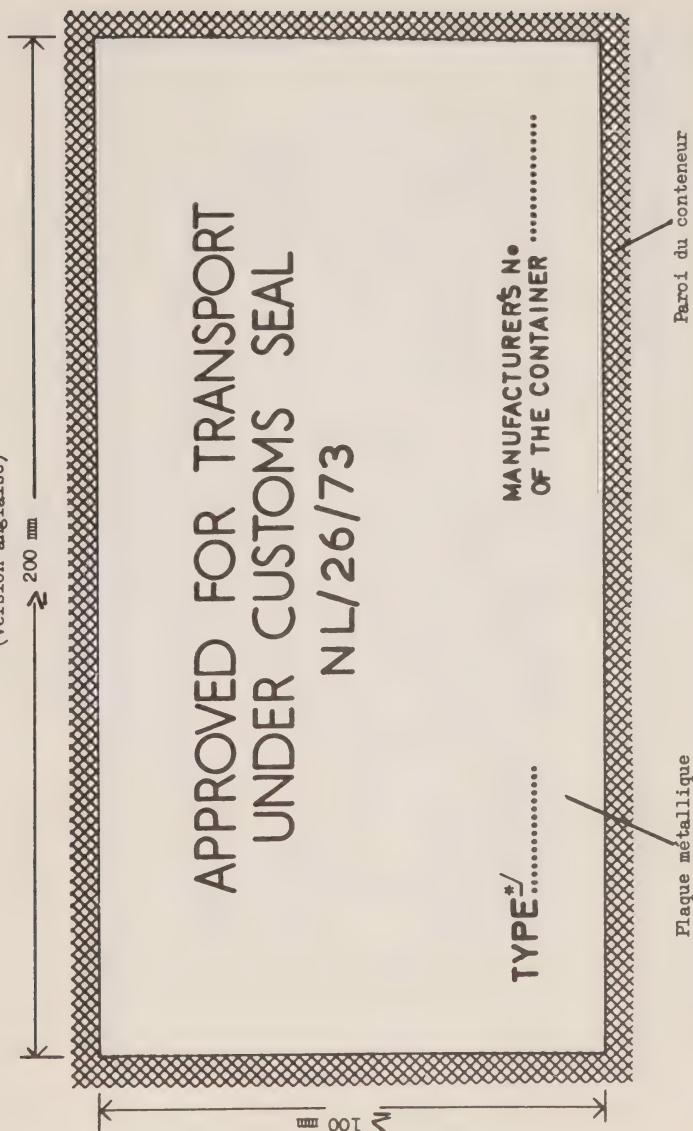
Appendix 1 to Annex 5
MODEL No. 1
APPROVAL PLATE
(English version)



*Only in case of approval by design type

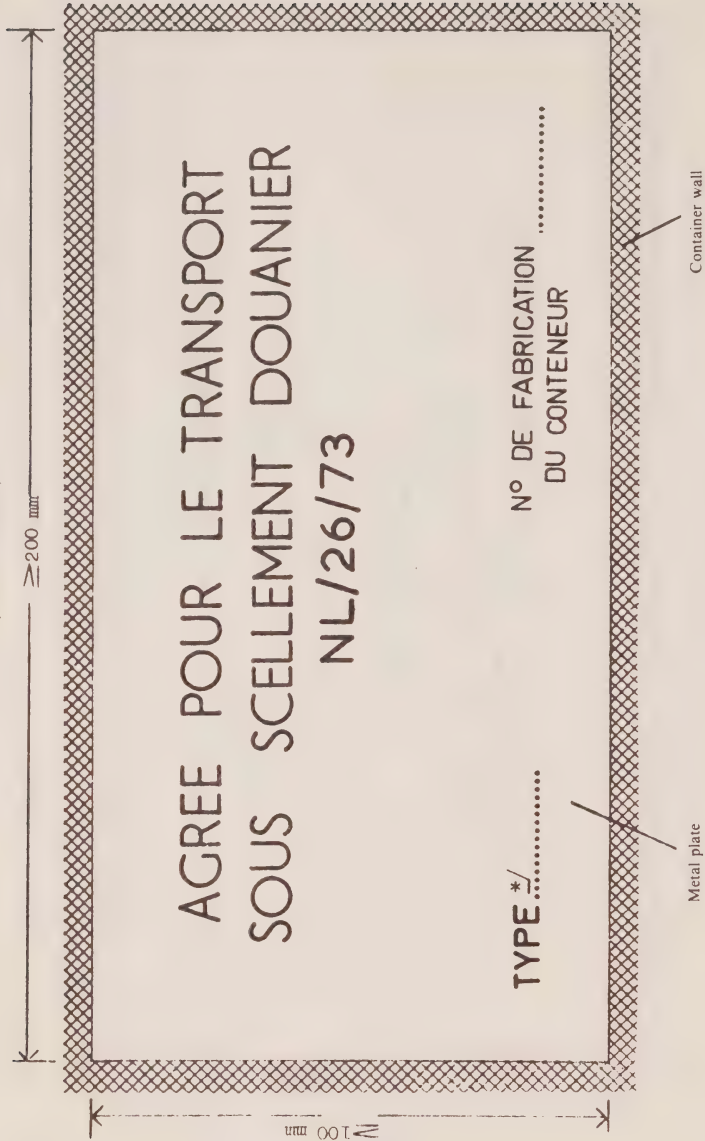
Appendice 1 de l'Annexe 5

MODELE No I
PLAQUE D'AGREMENT
(version anglaise)



* / Seulement en cas d'agrément par type de construction.

Appendix I to Annex 5
MODEL No. 1
APPROVAL PLATE
(French version)



*Only in case of approval by design type

Appendice 1 de l'Annexe 5

MODELE No I

PLAQUE D'AGREMENT
(version française)

≥ 200 mm

AGREE POUR LE TRANSPORT
SOUS SCELLEMENT DOUANIER
NL/26/73

TYPE.....
*/

N° DE FABRICATION
DU CONTENEUR

Plaque métallique

Paroi du conteneur

*/ Seulement en cas d'agrément par type de construction.

Appendix 2 to Annex 5

MODEL NO. II

CUSTOMS CONVENTION ON CONTAINERS, 1972

Certificate of approval by design type

1. Certificate No.*
2. This is to certify that the container design type described below has been approved and that containers manufactured to this type can be accepted for the transport of goods under Customs seal.
3. Kind of container
4. Identification number or letters of the design type
5. Identification number of the working drawings
6. Identification number of the design specifications
7. Tare weight
8. External dimensions in centimetres
9. Essential characteristics of structure (nature of materials, kind of construction, etc.)
.....
.....
10. This certificate is valid for all containers manufactured in conformity with the drawings and specifications referred to above.
11. Issued to.....
(manufacturer's name and address)
who is authorized to affix an approval plate to each container of the approved design type manufactured by him,
at on 19....
(place) (date)
by
(signature and stamp of issuing service or organization)

(See notice overleaf)

*Insert the letters and figures, which are to be marked on the approval plate (see paragraph 5 (b) of Annex 5 to the Customs Convention on Containers, 1972).

*Indiquer les lettres et les chiffres qui seront apposés sur la plaque d'agrément (voir alinéa b) du paragraphe 5 de l'Annexe 5 à la Convention douanière relative aux conteneurs, 1972).

IMPORTANT NOTICE

(Annex 5, paragraphs 6 and 7, to the
Customs Convention on Containers, 1972)

6. If a container no longer complies with the technical conditions prescribed for its approval, it shall, before it can be used for the transport of goods under Customs seal, be restored to the condition which had justified its approval, so as to comply again with the said technical conditions.
7. If the essential characteristics of a container are changed, the container shall cease to be covered by the approval and shall be reapproved by the competent authority before it can be used for the transport of goods under Customs seal.

AVIS IMPORTANT

(paragraphe 6 et 7 de l'Annexe 5 de la Convention douanière relative aux conteneurs, 1972)

6. Si un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.
7. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un conteneur sont modifiées, ce conteneur ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra être agréé de nouveau par l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

Appendix 3 to Annex 5

MODEL NO. III

CUSTOMS CONVENTION ON CONTAINERS, 1972

*Certificate of approval
granted at a stage subsequent to manufacture*

- 1. Certificate No.*.....
 - 2. This is to certify that the container (containers) specified below has (have) been approved for the transport of goods under Customs seal.
 - 3. Kind of container(s)
 - 4. Serial number(s) assigned to the container(s) by the manufacturer
.....
 - 5. Tare weight
 - 6. External dimensions in centimetres
 - 7. Essential characteristics of structure (nature of materials, kind of construction, etc.)
.....
.....
 - 8. Issued to.....
(applicant's name and address)
- who is authorized to affix an approval plate to the above-mentioned container(s),
- at on19....
(place) (date)
- by
(signature and stamp of issuing service or organization)

(See notice overleaf)

*Insert the letters and figures, which are to be marked on the approval plate (see paragraph 5(b) of Annex 5 to the Customs Convention on Containers, 1972).

Appendice 3 de l'Annexe 5

MODÈLE N° III

CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE AUX CONTENEURS, 1972

*Certificat d'agrément
accordé à un stade postérieur à la fabrication*

1. Numéro du certificat*
2. Il est certifié que le(s) conteneur(s) ci-après a (ont) été agréé(s) pour le transport de marchandises sous scellement douanier
3. Genre du (des) conteneur(s)
4. Numéro d'ordre attribué au(x) conteneur(s) par le constructeur
5. Tare
6. Dimensions extérieures, en cm
7. Caractéristiques essentielles de construction (nature des matériaux, genre de construction, etc.)
.....
.....
8. Délivré à
(nom et adresse du demandeur)
qui est autorisé à apposer une plaque d'agrément sur le(s) conteneur(s) indiqué(s) ci-dessus.

A , le 19...
(lieu) (date)

Par
(Signature et cachet de l'organisation ou du service émetteur)

(Voir avis au verso)

*Indiquer les lettres et les chiffres qui seront apposés sur la plaque d'agrément (voir alinéa b) du paragraphe 5 de l'Annexe 5 à la Convention douanière relative aux conteneurs, 1972).

IMPORTANT NOTICE

(Annex 5, paragraphs 6 and 7, to the
Customs Convention on Containers, 1972)

6. If a container no longer complies with the technical conditions prescribed for its approval, it shall, before it can be used for the transport of goods under Customs seal, be restored to the condition which had justified its approval, so as to comply again with the said technical conditions.
7. If the essential characteristics of a container are changed, the container shall cease to be covered by the approval and shall be reapproved by the competent authority before it can be used for the transport of goods under Customs seal.

AVIS IMPORTANT

(paragraphe 6 et 7 de l'Annexe 5 de la Convention douanière relative aux conteneurs, 1972)

6. Si un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.
7. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un conteneur sont modifiées, ce conteneur ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra être agréé de nouveau par l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

ANNEX 6

EXPLANATORY NOTES

INTRODUCTION

(i) In accordance with the provisions of article 13 of the present Convention, the explanatory notes interpret some provisions of the present Convention and of its Annexes.

(ii) The explanatory notes do not modify the provisions of the present Convention or of its Annexes but make their contents, meaning and scope more precise.

(iii) In particular, having regard to the principles laid down by the provisions of article 12 of the present Convention and of Annex 4 thereto for the approval of containers for transport under Customs seal, the explanatory notes specify, where appropriate, the construction techniques to be accepted by the Contracting Parties as complying with those provisions. The explanatory notes may also specify which construction techniques, if any, do not comply with those provisions.

(iv) The explanatory notes provide a means of applying the provisions of the present Convention and of its Annexes according to the development of technology and economic requirements.

0. MAIN TEXT OF THE CONVENTION

0.1 *Article 1**Sub-paragraph (c)(i) — Partially enclosed containers*

- 0.1.(c)(i)-1 The term “partially enclosed”, as applied to equipment in article 1, sub-paragraph (c)(i), relates to equipment generally consisting of a floor and a superstructure marking off a loading space equivalent to that of a closed container. The superstructure is generally made up of metal members forming the frame of a container. Containers of this type may also comprise one or more lateral or frontal walls. In some cases there is only a roof attached to the floor by uprights. This type of container is used in particular for the carriage of bulky goods (motor cars, for example).

Sub-paragraph (d) — Accessories and equipment of the container

- 0.1.(c)-1 The term “accessories and equipment of the container” shall cover in particular the following devices, even if they are removable:
- (a) equipment for controlling, modifying or maintaining the temperature inside the container;
 - (b) small appliances, such as temperature or impact recorders, designed to indicate or record variations in environmental conditions and impact;

ANNEXE 6

NOTES EXPLICATIVES

INTRODUCTION

i) Conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente Convention, les notes explicatives donnent l'interprétation de certaines dispositions de la présente Convention et de ses Annexes.

ii) Les notes explicatives ne modifient pas les dispositions de la présente Convention ou de ses Annexes; elles en précisent simplement le contenu, la signification et la portée.

iii) En particulier, eu égard aux principes définis par les dispositions de l'article 12 et de l'Annexe 4 de la présente Convention, relatifs à l'agrément des conteneurs pour le transport sous scellement douanier, les notes explicatives précisent, s'il y a lieu, les techniques de construction qui doivent être acceptées par les parties Contractantes comme répondant à ces dispositions. Elles précisent aussi, le cas échéant, les techniques de construction qui ne satisfont pas à ces dispositions.

iv) Les notes explicatives sont un instrument d'application des dispositions de la présente Convention et de ses Annexes en fonction de l'évolution des techniques et des exigences d'ordre économique.

0. TEXTE PRINCIPAL DE LA CONVENTION

0.1 *Article premier*

Alinéa c)i) — Conteneurs «partiellement clos»

0.1.c)i)-1

On entend par «conteneurs constituant un compartiment partiellement clos» au sens de l'alinéa c)i) de l'article premier, des engins généralement constitués par un plancher et une superstructure délimitant un espace de chargement équivalent à celui d'un conteneur clos. La superstructure est généralement faite d'éléments métalliques constituant la carcasse d'un conteneur. Ces types de conteneurs peuvent comporter également une ou plusieurs parois latérales ou frontales. Certains de ces conteneurs comportent simplement un toit relié au plancher par des montants verticaux. Les conteneurs de ce type sont utilisés notamment pour le transport de marchandises volumineuses (voitures automobiles par exemple).

Alinéa d) — Accessoires et équipements du conteneur

0.1.c)-1

L'expression «accessoires et équipements du conteneur» englobe, en particulier, les dispositifs suivants, même s'ils sont amovibles:

- a) équipements destinés à contrôler, à modifier ou à maintenir la température à l'intérieur du conteneur;
- b) petits appareils (enregistreurs de température ou de chocs, etc.) conçus pour indiquer ou enregistrer les variations des conditions ambiantes et les chocs;

- (c) internal partitions, pallets, shelves, supports, hooks, and similar devices used for stowing goods.

4. ANNEX 4

4.2 *Article 2*

Sub-paragraph 1(a) — Assembly of constituent parts

- 4.2.1.(a)-1 (a) Where joining devices (rivets, screws, bolts and nuts etc.) are used, a sufficient number of such devices shall be inserted from outside, traverse the assembled constituent parts, protrude inside and there be firmly secured (e.g. riveted, welded, bushed, bolted, and riveted or welded on the nut). However, conventional rivets (i.e. rivets whose placing requires handling from both sides of the assembly of constituent parts) may also be inserted from the inside. Notwithstanding the above, container floors may be secured by means of self-tapping screws, or self-drilling rivets or rivets inserted by means of an explosive charge, when placed from inside and passing at right angles through the floor and the metallic cross-pieces underneath, on condition, except in the case of self-tapping screws, that some of their ends be flush with the level of the outside part of the cross-piece or be welded on to it.
- (b) The competent authority shall determine what joining devices, and how many of them, must fulfil the requirements of sub-paragraph (a) of this note; they shall do so by making sure that the constituent parts so assembled cannot be displaced without leaving visible traces. The choice and placing of other joining devices are not subject to any restriction.
 - (c) Joining devices which can be removed and replaced from one side without leaving visible traces, i.e. without requiring handling from both sides of the constituent parts to be assembled, shall not be allowed under sub-paragraph (a) of this note. Examples of such devices are expansion rivets, blind rivets and the like;
 - (d) The assembly methods described above shall apply to special containers, for example to insulated containers, refrigerated containers and tank containers in so far as they are not incompatible with the technical requirements which such containers must fulfil having regard to their use. Where, due to technical reasons, it is not practicable to secure parts in the manner described in sub-paragraph (a) of this note, the constituent parts may be joined by means of the devices mentioned in sub-paragraph (c) of this note provided that the joining devices used on the inner face of the wall cannot be tampered with from the outside.

- c) cloisons intérieures, palettes, rayons, supports, crochets et autres dispositifs analogues servant à l'arrimage des marchandises.

4. ANNEXE 4

4.2 Article 2

Paragraphe 1, alinéa a) — Assemblage des éléments constitutifs

- 4.2.1.a)-1 a) Lorsque des dispositifs d'assemblage (rivets, vis, boulons et écrous, etc.) sont utilisés, un nombre suffisant de ces dispositifs seront placés de l'extérieur, traverseront les éléments assemblés et dépasseront à l'intérieur où ils seront fixés de manière sûre (par exemple, rivés, soudés, bagués, boulonnés et rivés ou soudés sur l'écrou). Toutefois, les rivets classiques (c'est-à-dire ceux dont la pose exige une intervention de part et d'autre des éléments assemblés) pourront aussi être placés de l'intérieur. Nonobstant ce qui précède, le plancher des conteneurs peut être fixé au moyen de vis autotaraudeuses, de rivets insérés au moyen d'une charge explosive ou de rivets autoperceurs placés de l'intérieur et traversant à angle droit le plancher et les traverses métalliques inférieures, à condition que, sauf dans le cas des vis autotaraudeuses, certaines des extrémités soient noyées dans la partie extérieure de la traverse ou soudées sur elle.
- b) L'autorité compétente détermine le nombre et la nature des dispositifs d'assemblage qui doivent satisfaire aux conditions de l'alinéa a) de la présente note, en s'assurant qu'il n'est pas possible de déplacer les éléments constitutifs ainsi assemblés sans laisser de traces visibles. Le choix et la pose des autres dispositifs d'assemblage ne sont soumis à aucune restriction.
- c) Les dispositifs d'assemblage qui peuvent être enlevés et remplacés sans laisser de traces visibles par action sur un seul côté, c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire d'intervenir de part et d'autre des éléments à assembler, ne seront pas admis au sens de l'alinéa a) de la présente note. Il s'agit, en particulier, des rivets à expansion, des rivets «aveugles» et similaires.
- d) Les modes d'assemblage décrits ci-dessus s'appliquent aux conteneurs spéciaux, par exemple aux conteneurs isothermes, aux conteneurs frigorifiques et aux conteneurs citernes, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les prescriptions techniques auxquelles ces conteneurs doivent satisfaire eu égard à leur utilisation. Lorsqu'il n'est pas possible, pour des raisons techniques, de fixer les éléments de la façon décrite à l'alinéa a) de la présente note, les éléments constitutifs pourront être assemblés au moyen des dispositifs visés à l'alinéa c) de la présente note, à condition que le dispositif de fixation utilisé sur la face intérieure de la paroi ne soit pas accessible de l'extérieur.

Sub-paragraph 1(b) — Doors and other closing systems

- 4.2.1(b)-1 (a) The device on which Customs seals can be fixed must:
- (i) be secured by welding, or by not less than two joining devices conforming to sub-paragraph (a) of explanatory note 4.2.1.(a)-1; or
 - (ii) be so designed that when the container has been closed and sealed the device cannot be removed without leaving visible traces; or
 - (iii) incorporate holes of not less than 11 mm in diameter or slots of at least 11 mm in length by 3 mm in width.
- (b) Butt hinges, strap hinges, hinges-pins and other devices for hanging doors and the like must be secured in conformity with the requirements of sub-paragraph (a) of this note. Moreover, the various components of such devices (e.g. hinge-plates, pins or swivels) must be so fitted that they cannot be removed or dismantled when the container is closed and sealed without leaving visible traces. However, where such a device is not accessible from outside, it will suffice if, when the door or the like has been closed and sealed, it cannot be detached from the device without leaving visible traces. Where a door or closure-device has more than two hinges, only those two hinges nearest to the extremities of the door need be fixed in conformity with the requirements of sub-paragraph (a)(i) above.
- (c) Containers comprising a large number of such closures as valves, stopcocks, manhole covers, flanges and the like must be designed so as to keep the number of Customs seals to a minimum. To this end, neighbouring closures must be interconnected by a common device requiring only one Customs seal, or must be provided with a cover meeting the same purpose.
- (d) Containers with opening roofs must be constructed in such a manner as to permit sealing with a minimum number of Customs seals.

Sub-paragraph 1(c) — Ventilation apertures

- 4.2.1.(c)-1 (a) Their greatest dimension must, in principle, not exceed 400 mm.
- (b) Apertures permitting direct access to the goods must be obstructed by means of wire gauze or perforated metal screens (maximum dimension of holes: 3 mm in both cases) and protected by welded metal lattice work (maximum dimension of holes: 10 mm).
- (c) Apertures not permitting direct access to the goods (e.g. because of elbow or baffle-plate systems) must be provided with the same devices, in which, however, the dimensions of the holes may be as much as 10 mm and 20 mm respectively.
- (d) Where openings are made in sheets, the devices referred to in sub-paragraph (b) of this note must in principle be prescribed. However,

Paragraphe 1, alinéa b) — Portes et autres systèmes de fermeture

- 4.2.1.b)-1 a) Le dispositif permettant l'apposition du scellement douanier doit:
- ii) être fixé par soudure ou à l'aide d'au moins deux dispositifs d'assemblage conformes à l'alinéa a) de la note explicative 4.2.1.a)-1; ou
 - ii) être conçu de telle manière qu'il ne puisse, une fois le conteneur fermé et scellé, être enlevé sans laisser de traces visibles; ou
 - iii) comporter des trous d'au moins 11 mm de diamètre ou des fentes d'au moins 11 mm de long sur 3 mm de large.
- b) Les charnières, pentures, gonds et autres dispositifs d'attache des portes, etc., devront être fixés conformément aux prescriptions de l'alinéa a) de la présente note. De plus, les différentes parties constitutives du dispositif d'attache (axes ou tiges des charnières ou des gonds, par exemple) seront agencées de manière à ne pas pouvoir être enlevées ou démontées sans laisser de traces visibles lorsque le conteneur est fermé et scellé. Toutefois, lorsque le dispositif d'attache n'est pas accessible de l'extérieur, il suffira que la porte, etc., une fois fermée et scellée, ne puisse en être retirée sans laisser de traces visibles. Lorsque la porte ou le système de fermeture comporte plus de deux gonds, seuls les deux gonds qui sont les plus proches des extrémités de la porte doivent être fixés conformément aux prescriptions de l'alinéa a)i) ci-dessus.
- c) Les conteneurs comportant un nombre important de fermetures telles que vannes, robinets, trous d'homme, flasques, etc., seront aménagés de manière à limiter, autant que possible, le nombre des scellements douaniers. A cet effet, les fermetures voisines les unes des autres seront reliées par un dispositif commun exigeant un seul scellement ou pourvues d'un couvercle répondant au même but.
- d) Les conteneurs à toit ouvrant seront construits de manière à limiter autant que possible le nombre de scellements douaniers.

Paragraphe 1, alinéa c) — Ouvertures de ventilation

- 4.2.1.c)-1 a) Leur dimension maximale ne devra pas, en principe, dépasser 400 mm.
- b) Les ouvertures qui pourraient permettre l'accès direct aux marchandises seront obstruées par une toile métallique ou une plaque métallique perforée (dimension maximale des trous: 3 mm dans les deux cas) et seront protégées par un grillage métallique soudé (dimension maximale des mailles: 10 mm).
- c) Les ouvertures ne permettant pas l'accès direct aux marchandises (grâce à des systèmes à coudes ou à chicanes, par exemple) seront pourvues des mêmes dispositifs, les dimensions des trous et mailles pouvant toutefois aller jusqu'à 10 et 20 mm respectivement.
- d) Lorsque des ouvertures seront pratiquées dans des bâches, les dispositifs mentionnés à l'alinéa b) de la présente note seront en principe exigés. Cependant, les systèmes d'obturation constitués par une

blocking devices in the form of a perforated metal screen fitted outside, and wire or other gauze fitted inside, will be allowed.

Sub-paragraph 1(c) — Drainage apertures

- 4.2.1 (c)-2 (a) Their greatest dimension must, in principle, not exceed 35 mm.
- (b) Apertures permitting direct access to the goods must be provided with the devices described in sub-paragraph (b) of explanatory note 4.2.1(c)-1 for ventilation apertures.
- (c) When drainage apertures do not permit direct access to the goods, the device referred to in sub-paragraph (b) of this note will not be prescribed, on condition that the apertures are provided with a reliable baffle system readily accessible from inside the container.

4.4 *Article 4*

Paragraph 3 — Sheets made up of several pieces

- 4.4.3-1 (a) The several pieces constituting one sheet may be made of different materials conforming to the provisions of Annex 4, article 4, paragraph 2.
- (b) Any arrangement of the pieces which adequately guarantees security will be allowed in making up the sheet, on condition that the pieces are assembled in conformity with the requirements of Annex 4, article 4.

Sub-paragraph 6(a)

- 4.4.6 (a)-1 Examples of a construction system for affixing container sheets and of a system of affixing sheets around containers' corner-castings, acceptable from a Customs point of view, are given in sketches No. 1, No. 2 and No. 3 appended to this Annex.

Paragraph 8 — Textile-cored fastening ropes

- 4.4.8-1 For the purposes of this paragraph, ropes comprising a textile core surrounded by six strands consisting solely of steel wire and completely covering the core will be allowed on condition that the ropes (without taking into account the transparent plastic sheath, if any) are not less than 3 mm in diameter.

Sub-paragraph 10(c) — Sheet thongs

- 4.4.10.(c)-1 The following materials are regarded as suitable for making thongs:
- (a) leather;
- (b) textile materials including plastic-proofed or rubberized cloth, provided that such materials cannot after severance be welded or reconstituted without leaving visible traces.

plaque métallique perforée placée à l'extérieur et une toile de métal ou d'une autre matière, fixée à l'intérieur, seront admis.

Paragraphe 1, alinéa c) — Ouvertures d'écoulement

- 4.2.1.c)-2 a) Leur dimension maximale ne devra pas, en principe, dépasser 35 mm.
- b) Les ouvertures permettant l'accès direct aux marchandises seront pourvues des dispositifs indiqués à l'alinéa b) de la note explicative 4.2.1.c)-1 pour les ouvertures de ventilation.
- c) Lorsque les ouvertures d'écoulement ne permettent pas l'accès direct aux marchandises, les dispositifs visés à l'alinéa b) de la présente note ne seront pas exigés, à condition que les ouvertures soient pourvues d'un système sûr de chicanes, facilement accessible de l'intérieur du conteneur.

4.4 *Article 4*

Paragraphe 3 — Bâches faites de plusieurs pièces

- 4.4.3-1 a) Les diverses pièces d'une même bâche peuvent être faites de matériaux différents, satisfaisant aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 de l'Annexe 4.
- b) Dans la confection de la bâche, toute disposition des pièces donnant des garanties de sécurité suffisantes sera admise, à condition que l'assemblage soit réalisé conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'Annexe 4.

Paragraphe 6, alinéa a)

- 4.4.6.a)-1 Les croquis N° 1, N° 2 et N° 3, joints à la présente annexe, offrent des exemples de dispositif de fixation de la bâche d'un conteneur et de système de fixation des bâches autour des ferrures de coin des conteneurs, acceptables par la douane.

Paragraphe 8 — Câbles de fermeture avec âme en textile

- 4.4.8-1 Sont admissibles, aux fins de ce paragraphe, les câbles constitués par une âme en matière textile entourée de six torons constitués uniquement de fils d'acier et recouvrant entièrement l'âme, à condition que le diamètre de ces câbles soit d'au moins 3 mm (sans tenir compte, éventuellement, d'une gaine en matière plastique transparente).

Paragraphe 10, alinéa c) — Lanière des bâches

- 4.4.10.c)-1 Les matières suivantes sont considérées comme convenant pour la confection des lanières:
- a) cuir;
- b) matières textiles, y compris le tissu caoutchouté ou plastifié, à condition qu'elles ne puissent être soudées ou reconstituées après rupture sans laisser de traces visibles.

- 4.4.10(c)-2 The device shown in sketch No. 3 appended to this Annex meets the requirements of the last part of paragraph 10 of article 4 of Annex 4. It also meets the requirements of Annex 4, article 4, paragraph 6.

5. ANNEX 5

5.1 *Paragraph 1 — Approval of a combination of sheeted containers*

- 5.1-1 If two sheeted containers, approved for transport under Customs seal have been joined together in such a way that they form one container, covered by a single sheet and fulfilling the conditions for transport under Customs seal, a separate certificate of approval, or approval plate, shall not be required for the combination.

4.4.10.c)-2

Le dispositif présenté dans le croquis N° 3 joint à la présente Annexe répond aux prescriptions de la dernière partie du paragraphe 10 de l'article 4 de l'Annexe 4. Il répond aussi aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 4 de l'Annexe 4.

5. ANNEXE 5

5.1 *Paragraphe 1 — Agrément pour des ensembles de conteneurs bâchés*

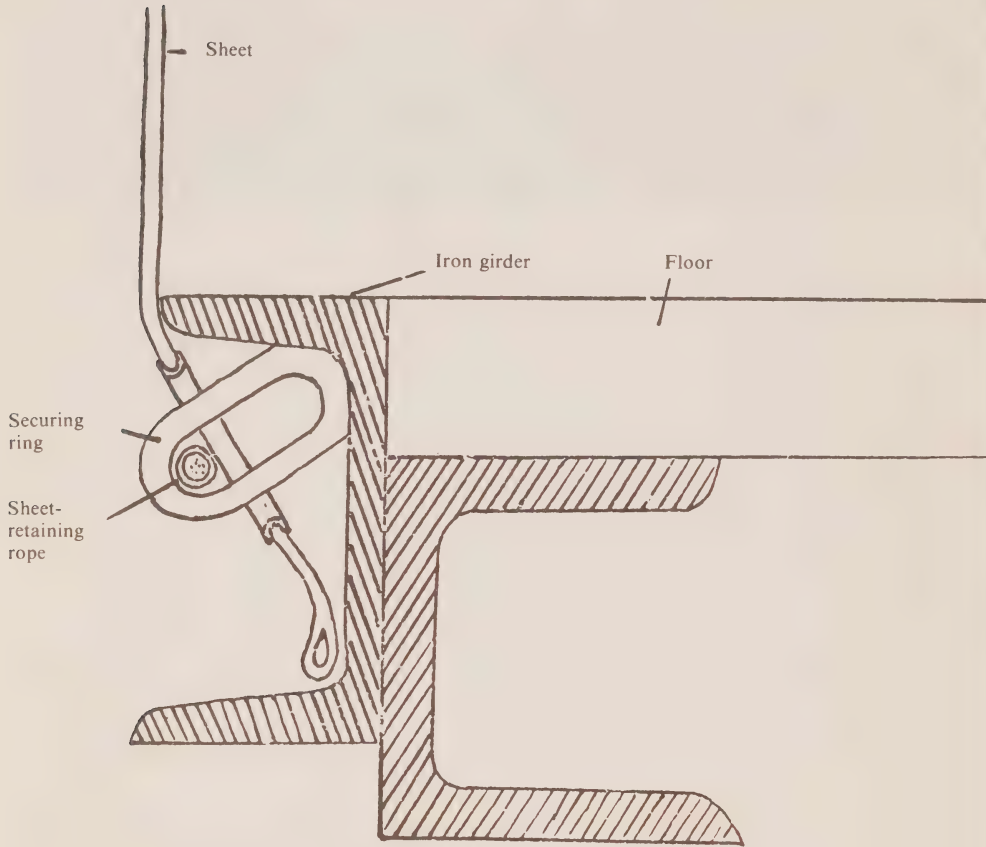
5.1-1

Si deux conteneurs bâchés, agréés pour le transport sous scellement douanier, ont été combinés de telle sorte qu'ils constituent un seul conteneur recouvert d'une seule bâche et satisfaisant aux conditions de transport sous scellement douanier, il ne sera pas exigé de certificat d'agrément distinct ou de plaque d'agrément distincte pour cet ensemble.

Annex 6 Sketch No. 1

CONSTRUCTION DEVICE FOR AFFIXING CONTAINER SHEETS

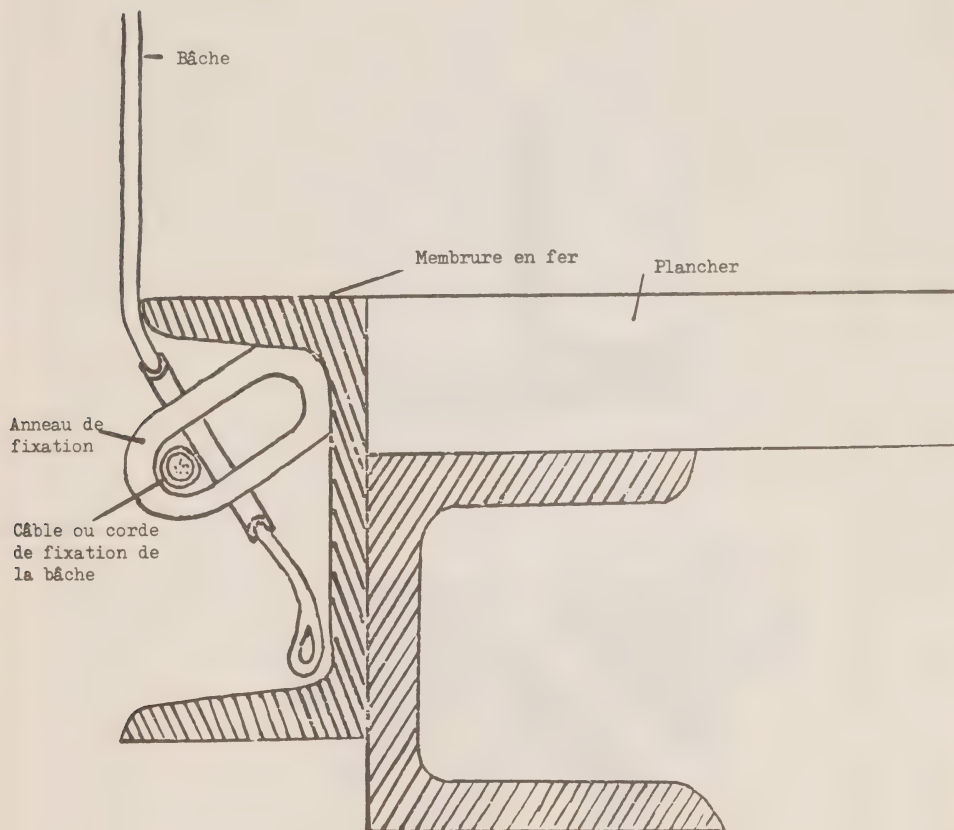
The device illustrated below meets the requirements of Annex 4, article 4, subparagraph 6(a).



Annexe 6 — Croquis N° 1

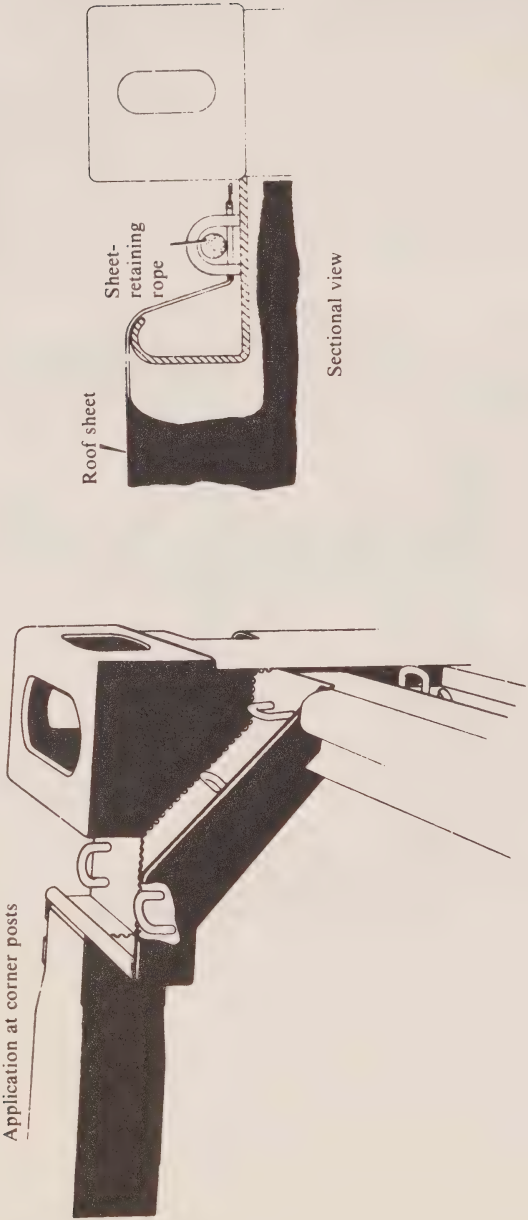
DISPOSITIF DE FIXATION D'UNE BÂCHE DE CONTENEUR

Le dispositif reproduit ci-dessous répond aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 4 de l'Annexe 4.



Annex 6 *Sketch No. 2*
DEVICE FOR AFFIXING SHEETS AROUND CONTAINERS' CORNER-
CASTINGS

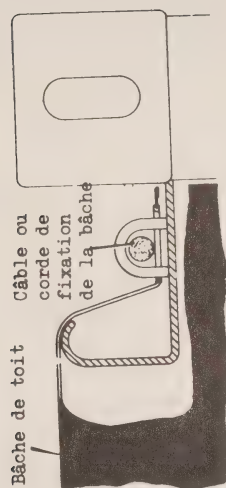
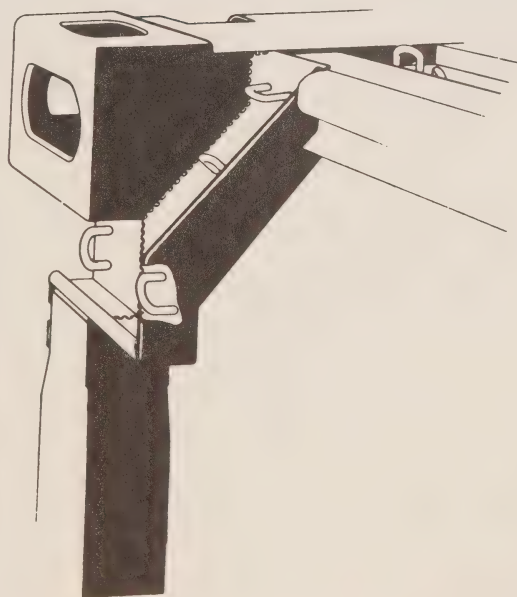
The device illustrated below meets the requirements of Annex 4, article 4,
paragraph 6(a).



DISPOSITIF DE FIXATION D'UNE BÂCHE AUTOUR DES FERRURES DE COIN

Le dispositif reproduit ci-dessous répond aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 4 de l'Annexe 4.

Fixation aux montants d'angle

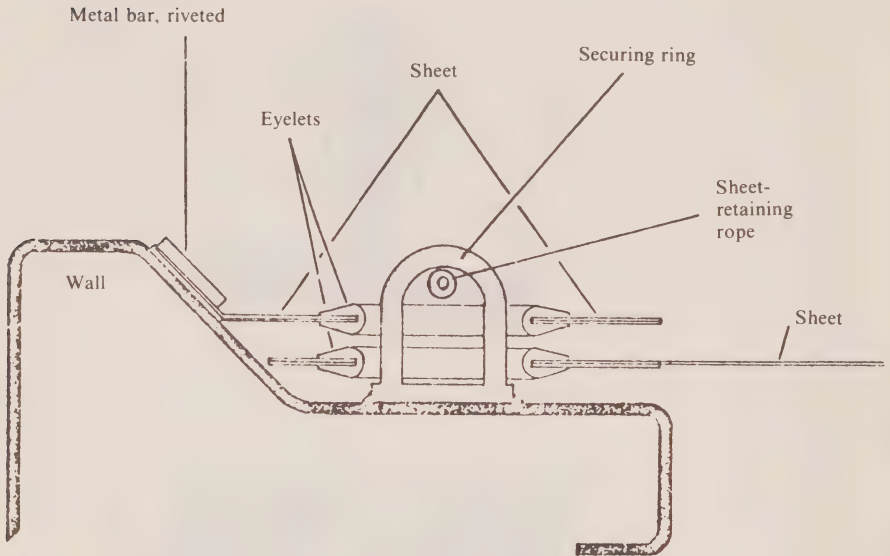


Vue en coupe

Annex 6 Sketch No. 3

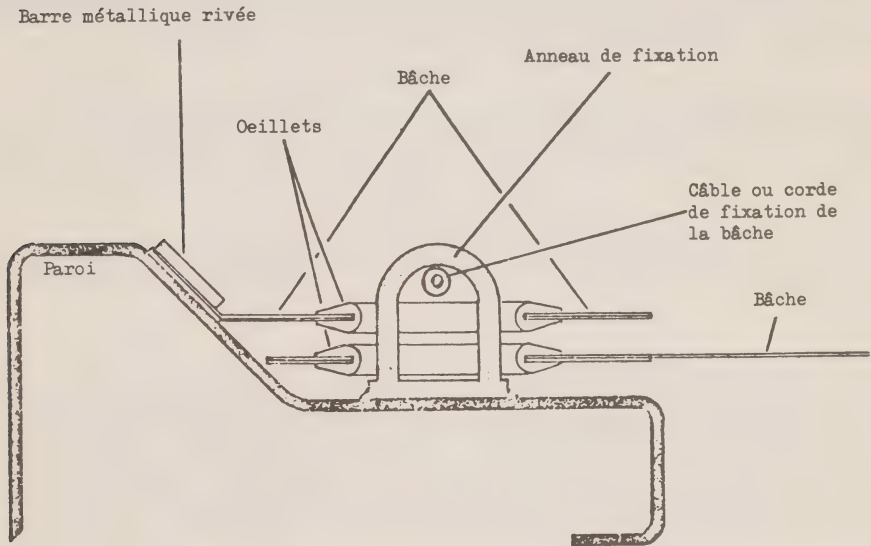
FURTHER EXAMPLE OF A METHOD OF AFFIXING CONTAINER SHEETS

The device illustrated below meets the requirements of the last part of paragraph 10 of article 4 of Annex 4. It also meets the requirements of Annex 4, article 4, paragraph 6.



*Annexe 6 — Croquis N° 3***AUTRE EXEMPLE DE DISPOSITIF DE FIXATION D'UNE BÂCHE DE CONTENEUR**

Le dispositif reproduit ci-dessous répond aux prescriptions de la dernière partie du paragraphe 10 de l'article 4 de l'Annexe 4. Il répond aussi aux prescriptions du paragraphe 6 de l'article 4 de l'Annexe 4.



ANNEX 7

COMPOSITION AND RULES OF PROCEDURE OF THE
ADMINISTRATIVE COMMITTEE

ARTICLE 1

1. The Contracting Parties shall be members of the Administrative Committee.

2. The Committee may decide that the competent administrations of States referred to in article 18 of the present Convention which are not Contracting Parties or representatives of international organizations may, for questions which interest them, attend the sessions of the Committee as observers.

ARTICLE 2

The Customs Co-operation Council shall provide the Committee with secretariat services.

ARTICLE 3

The Committee shall, at its first session each year, elect a chairman and a vice-chairman.

ARTICLE 4

The competent administrations of the Contracting Parties shall communicate to the Customs Co-operation Council proposed amendments to the present Convention and the reasons therefor, together with any requests for the inclusion of items on the agenda of the sessions of the Committee. The Customs Co-operation Council shall bring them to the attention of the competent administrations of the Contracting Parties and of the States referred to in article 18 of the present Convention which are not Contracting Parties.

ARTICLE 5

1. The Customs Co-operation Council shall convene the Committee at the request of the competent administrations of at least five Contracting Parties. It shall circulate the draft agenda to the competent administrations of the Contracting Parties and of the States referred to in article 18 of the present Convention which are not Contracting Parties at least six weeks before the Committee meets.

2. On the decision of the Committee, taken by virtue of the provisions of article 1, paragraph 2, of these rules, the Customs Co-operation Council shall invite the competent administrations of the States referred to in article 18 of the present Convention which are not Contracting Parties and the international organizations concerned to be represented by observers at the sessions of the Committee.

ANNEXE 7

COMPOSITION ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DE GESTION

ARTICLE PREMIER

1. Les Parties Contractantes sont membres du Comité de gestion.

2. Le Comité peut décider que les administrations compétentes des États visés à l'article 18 de la présente Convention qui ne sont pas Parties Contractantes ou les représentants des organisations internationales pourront, pour les questions les intéressant, assister aux sessions du Comité en qualité d'observateurs.

ARTICLE 2

Le Conseil de coopération douanière fournit au Comité les services de secrétariat nécessaires.

ARTICLE 3

Le Comité procède, à sa première session de chaque année, à l'élection de son Président et de son Vice-Président.

ARTICLE 4

Les administrations compétentes des Parties Contractantes communiquent au Conseil de coopération douanière des propositions motivées d'amendements à la présente Convention, ainsi que les demandes d'inscription de questions à l'ordre du jour des sessions du Comité. Le Conseil de coopération douanière porte ces communications à la connaissance des autorités compétentes des Parties Contractantes et de ceux des États visés à l'article 18 de la présente Convention qui ne sont pas Parties Contractantes.

ARTICLE 5

1. Le Conseil de coopération douanière convoque le Comité sur la demande des administrations compétentes d'au moins cinq Parties Contractantes. Il distribue le projet d'ordre du jour aux administrations compétentes des Parties Contractantes et de ceux des États visés à l'article 18 de la présente Convention qui ne sont pas Parties Contractantes six semaines au moins avant la session du Comité.

2. Sur décision du Comité prise en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article premier du présent Règlement, le Conseil de coopération douanière invite les administrations compétentes de ceux des États visés à l'article 18 de la présente Convention qui ne sont pas Parties Contractantes, ainsi que les organisations internationales intéressées, à se faire représenter par des observateurs aux sessions du Comité.

ARTICLE 6

Proposals shall be put to the vote. Each Contracting Party represented at the meeting shall have one vote. Proposals other than amendments to the present Convention shall be adopted by the Committee by a majority of those present and voting. Amendments to the present Convention, and decisions referred to in article 21, paragraph 5, and article 22, paragraph 6, of the present Convention regarding entry into force of amendments, shall be adopted by a two-thirds majority of those present and voting.

ARTICLE 7

Before the closure of its session, the Committee shall adopt a report.

ARTICLE 8

In the absence of relevant provisions in this Annex, the Rules of Procedure of the Customs Co-operation Council shall be applicable unless the Committee decides otherwise.

ARTICLE 6

Les propositions sont mises aux voix. Chaque Partie Contractante représentée à la réunion dispose d'une voix. Les propositions autres que les amendements à la présente Convention sont adoptées par le Comité à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. Les amendements à la présente Convention, ainsi que les décisions concernant l'entrée en vigueur de ses amendements dans le cas prévu du paragraphe 5 de l'article 21 et du paragraphe 6 de l'article 22 de la présente Convention sont adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents et votants.

ARTICLE 7

Le Comité adopte un rapport avant la clôture de sa session.

ARTICLE 8

En l'absence de dispositions pertinentes dans la présente Annexe, le Règlement intérieur du Conseil de coopération douanière sera applicable dans les cas appropriés, sauf si le Comité en décide autrement.

PROTOCOL OF SIGNATURE

At the time of signing the present Convention of this day's date the undersigned, being duly authorized by their Governments, make the following declarations:

1. The addition, for the purpose of calculating import duties and taxes levied on importation, of the weight or value of containers granted temporary admission to the weight or value of the goods they contain, conflicts with the principle of the temporary admission of containers. The addition of a legally-determined tare-weight factor to the weight of goods conveyed in containers is permissible if it is made because of the absence of packaging or because of the nature of the packaging, and not because the goods are conveyed by container.

2. The terms of the present Convention shall not preclude the application of national provisions or of international agreements, not of a Customs nature, regulating the use of containers.

3. The one-cubic-metre limitation of the internal volume, provided for in article 1 of the present Convention, does not imply the application of more restrictive regulations to containers of a smaller volume, and the Contracting Parties shall endeavour to apply a temporary admission procedure to the latter similar to that which they apply to containers defined in the present Convention.

4. As far as the procedures for the temporary admission of containers provided for in articles 6, 7 and 8 of the present Convention are concerned, the Contracting Parties recognize that the abolition of all Customs documents and guarantees would enable them to achieve one of the main purposes of the present Convention, and they will make every effort to attain this.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, portant la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, font les déclarations suivantes:

1. La reconnaissance du principe de l'admission temporaire des conteneurs est incompatible avec la procédure consistant à ajouter le poids ou la valeur du conteneur placé en admission temporaire au poids ou à la valeur des marchandises pour le calcul des droits et taxes perçus à l'importation. La majoration du poids de la marchandise d'un coefficient de tare déterminé légalement pour les marchandises transportées en conteneurs est admise, à condition qu'elle soit appliquée en raison de l'absence ou de la nature de l'emballage et non du fait que les marchandises sont transportées par conteneurs.

2. Les dispositions de la présente Convention ne limitent en rien l'application des dispositions nationales ou des accords internationaux de caractère non douanier qui réglementent l'utilisation des conteneurs.

3. La limitation du volume intérieur à un mètre cube prévue à l'article premier de la présente Convention n'implique pas l'application de règles plus restrictives aux conteneurs d'un volume inférieur et les Parties Contractantes s'efforceront d'appliquer à ces derniers une procédure d'admission temporaire équivalant à celle qu'elles appliquent aux conteneurs définis dans la présente Convention.

4. En ce qui concerne les procédures d'admission temporaire des conteneurs prévues par les dispositions des articles 6, 7 et 8 de la présente Convention, les Parties Contractantes reconnaissent que la suppression de tout document douanier et de toutes garanties d'ordre douanier leur permettrait d'atteindre l'un des objectifs principaux de la présente Convention et elles s'efforceront de parvenir à ce résultat.

© Minister of Supply and Services Canada 1981

Available in Canada through

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E 3-1976/49
ISBN 0-660-50929-6

Canada: \$6.50
Other countries: \$7.80

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E 3-1976/49
ISBN 0-660-50929-6

Canada: \$6.50
à l'étranger: \$7.80

Prix sujet à changement sans avis préalable.

BINDING SECT. NOV 14 1984



3 1761 11549082 3